



2016/2017

Le présent rapport a pour objet de présenter les activités majeures menées par la Direction Générale du Portefeuille de l'État (DGPE), au cours de l'exercice 2016, dans le cadre de la gestion des participations publiques. Aussi, en vue de fournir des informations à jour lors de sa publication, il prend en compte certaines évolutions survenues dans la mise en œuvre de ces activités jusqu'au 30 juin 2017.

Ce rapport présente également la situation économique et financière des entreprises du portefeuille de l'État au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2016, communiquée à l'Assemblée Nationale, en annexe à la Loi des Finances conformément aux Lois n°97-519 et 97-520 du 4 septembre 1997 relatives respectivement aux Sociétés d'État et aux Sociétés à Participation Financière Publique.



PRÉFACE



L'économie ivoirienne a renoué, depuis 2012, avec une croissance forte et soutenue, caractérisée par un taux moyen annuel d'environ 9% sur la période 2012-2016, dans un environnement macroéconomique stable. L'exécution du Plan National de Développement (PND), couplée à la mise en œuvre de réformes structurelles de grande ampleur depuis 2011, a contribué à impulser et maintenir ce rythme de croissance de l'activité économique.

En particulier, des investissements réalisés depuis 2012 dans les secteurs-clés de l'économie tels que l'énergie, les infrastructures et les mines, ainsi que le dynamisme du secteur privé, qui a bénéficié d'une nette progression des crédits à moyen et long termes, ont conforté ce rythme de création de richesses.

Dans ce contexte, le cadre de gestion du portefeuille de l'État au cours de l'année 2016 a été marqué par la poursuite de la réforme du cadre organisationnel, opérationnel et institutionnel de la structure en charge de la gestion des participations publiques. Cela s'est traduit par l'élaboration et le démarrage de la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de gestion du portefeuille de l'État, axée sur l'amélioration (i) de la gouvernance des entreprises publiques, (ii) du pilotage de la performance, et (iii) de la gestion des processus de désengagement ainsi que d'investissement de l'État.

De façon spécifique, la structure en charge de la gestion du portefeuille de l'État a été transformée en Direction Générale, comprenant deux (2) Directions sectorielles et une (1) Direction fonctionnelle intervenant en appui dans les domaines de la stratégie, des affaires juridiques, de la finance et de la gestion de l'information. Ce modèle organisationnel a pour but d'assurer un « pilotage proactif et influent » des entreprises publiques et de favoriser le développement d'expertises spécifiques.

Plusieurs autres actions ont été menées dans le cadre du renforcement de la gestion des entreprises publiques. Le processus de contractualisation entre l'État et les entreprises publiques a été lancé, à travers la signature des contrats de performance. Ces contrats de performance permettent la définition claire des objectifs pluriannuels de performance opérationnelle, technique, économique et financière, à atteindre par les entreprises. Ils permettent également de clarifier les engagements de l'État vis-à-vis des entreprises (investissements, subventions, cadre réglementaire, etc.).

Dans la même dynamique, les Comités d'Audit et de Gestion des Risques (CAGR) ont été opérationnalisés au sein des Conseils d'Administration des sociétés d'État et des sociétés à participation financière publique majoritaire.

Par ailleurs, l'État a poursuivi la mise en œuvre des mesures relatives à la restructuration du portefeuille des entreprises publiques. Ainsi, la société d'État ANARE a été transformée en autorité administrative

indépendante (ANARE-CI) en vue de permettre à cette entité de jouer pleinement son rôle de régulateur du secteur de l'électricité et favoriser l'ouverture à la concurrence de la quasi-totalité des segments d'activité de l'électricité. En outre, l'opération projetée d'introduction en bourse de la SIB a connu un succès en rapportant à l'État une plus-value de 13,55 milliards FCFA en 2016, en sus du montant de cession initiale de 33 milliards FCFA collectés en 2015.

Au titre de la performance financière globale du portefeuille, elle est en amélioration après les replis constatés lors des exercices précédents, d'une part du fait des réformes engagées et, d'autre part, en lien avec l'impact moins marqué des aspects défavorables de l'environnement macroéconomique (baisse des cours des matières premières, hausse du dollar, etc.). En dépit d'une baisse de 0,88% du chiffre d'affaires de 25,2 milliards FCFA par rapport à l'exercice 2015, le résultat net de 80,3 milliards FCFA est en hausse de 200,6%, pour s'établir à un bénéfice de 241,4 milliards FCFA. Cette performance est tirée principalement par les secteurs « Mines », « Technologie - Télécom » et « Électricité » ainsi que par le secteur pétrolier qui voit la situation financière de la SIR s'améliorer.

Cette embellie s'est également ressentie au niveau des ressources collectées par l'État avec une hausse de 80% des dividendes perçus sur la période. Ceux-ci s'élèvent à 17,3 milliards FCFA en 2016, contre 9,3 milliards FCFA enregistrés en 2015.

Afin de poursuivre dans cette dynamique,

le Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État (SEPMBPE) envisage poursuivre le processus d'élaboration des contrats de performance, qui sera progressivement étendu à l'ensemble des entreprises publiques. En outre, le suivi de la politique d'endettement des entreprises publiques sera accentué, notamment en intégrant le suivi du service de la dette.

Quant à la restructuration du portefeuille, le Gouvernement a pour ambition de renforcer ses performances, de mieux le valoriser et de choisir les options de stratégie de gestion des participations en fonction des objectifs économiques de l'État. Ce pari, à la hauteur des ambitions de développement du pays, devra se traduire par la poursuite des importantes réformes permettant d'affiner davantage le cadre de référence pour l'intervention de l'État-Actionnaire.

Enfin, l'ensemble de ces actions nécessitera le renforcement du dialogue stratégique constructif et permanent avec les sociétés du portefeuille et entre les différentes structures intervenant sur les différents segments de la gestion du portefeuille. Le relèvement des défis majeurs par le SEPMBPE au cours des années à venir sera à ce prix.

Moussa Sanogo

*Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre,
chargé du Budget et du Portefeuille de l'État*

SOMMAIRE

page **4**

PRÉFACE

page **8**

PANORAMA GLOBAL 2016

CHIFFRES CLÉS

FAITS MARQUANTS

page **14**

PRÉSENTATION DE LA DGPE

PAR LE DGPE

UNE NOUVELLE VISION POUR LA GESTION
DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

UN PORTEFEUILLE DIVERSIFIÉ PRÉSENT
DANS TOUS LES SECTEURS

CINQ (05) SEGMENTS POUR
DES PRINCIPES DE PARTICIPATION
ET DE GESTION DIFFÉRENCIÉS

page **24**
**GESTION DU
PORTEFEUILLE EN 2016 :**

UNE ANNÉE DYNAMIQUE

OPÉRATIONS EN CAPITAL

RÉORGANISATION DE LA STRUCTURE EN
CHARGE DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

SUIVI DE LA POLITIQUE D'ENDETTEMENT
DES ENTREPRISES PUBLIQUES

EXPLOITATION DU SIGEP ET RENFORCEMENT
DU CADRE DE TRAVAIL ENTRE LA DGPE ET LES
ENTREPRISES PUBLIQUES

DÉMARRAGE DU PROCESSUS D'ÉLABORATION
DES CONTRATS DE PERFORMANCE

RENFORCEMENT DU CADRE DE
GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

page **48**
**PRÉSENTATIONS
SECTORIELLES
& FICHES
ENTREPRISES**

page **154**
ANNEXES

page **31**
**PERFORMANCE
DU PORTEFEUILLE :**

VERS L'ATTEINTE DES OBJECTIFS CLÉS
DE L'ÉTAT ACTIONNAIRE

VALORISATION PATRIMONIALE

UTILISATION EFFICACE
DES DENIERS PUBLICS

SERVICE PUBLIC ET IMPACT
DÉVELOPPEMENTAL

PANORAMA GLOBAL - CHIFFRE CLÉS



2

ENTRÉE AU CAPITAL



82

ENTREPRISES PUBLIQUES

(SODE et SFPF)



437

MILLIARDS FCFA DE CAPITAL SOCIAL avec 58,39% de participations publiques

(vs 422,25 milliards FCFA en 2015 soit 3,59%)



167

MILLIARDS FCFA de subventions octroyées

(vs 256,25 milliards FCFA en 2015, soit -34,91%)



1341

MILLIARDS FCFA de chiffres d'affaires social-part État

(vs 1 596,44 milliards FCFA en 2015, soit -15,98%)



3846

MILLIARDS FCFA DE CHIFFRES D'AFFAIRES CUMULÉS

(vs 3 879,58 milliards FCFA en 2015, soit -0,88%)



17

MILLIARDS FCFA
dividendes perçus par l'État
(vs 9,31 milliards FCFA en 2015, soit 85,24%)



2

OPÉRATIONS DE PRIVATISATION



260

MILLIARDS FCFA
de capital social-part État
(vs 240,22 milliards FCFA en 2015, soit 8,42%)



241

MILLIARDS FCFA de
résultats nets cumulés
(vs 80,29 milliards FCFA en 2015)



25

MILLIARDS FCFA
de résultats nets-part État
(vs -31,98 milliards FCFA en 2015)

PANORAMA GLOBAL - FAITS MARQUANTS

Augmentation du capital social d'Agbaou Gold Opérations

Aux termes des délibérations en date du 6 janvier 2016, l'assemblée générale extraordinaire de la société AGBAOU GOLD OPERATIONS a décidé l'augmentation du capital social en numéraire d'un montant de 90 millions FCFA pour le porter de 10 millions FCFA à 100 millions FCFA, par la création de nouvelles actions. L'État bénéficie donc à titre gracieux de 900 nouvelles actions, faisant passer sa participation dans le capital social de ladite entreprise de 1 million FCFA à 10 millions FCFA.

06
01

27
01

L'État arrête des mesures en vue de l'application du SYSCOA révisé

Dans le cadre de l'application en Côte d'Ivoire du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) révisé, le Gouvernement a arrêté des mesures auxquelles les entreprises devront se conformer, dont la présentation de l'ensemble des états financiers se rapportant à l'exercice clos au 31 décembre 2015 selon le référentiel comptable OHADA.

29
02

21
03

Recapitalisation des fonds propres d'Air Côte d'Ivoire

Le 21 Mars 2016, Air Côte d'Ivoire a procédé à l'augmentation de son capital avec l'entrée de la BOAD comme nouvel actionnaire à hauteur de 7,94%.

A l'issue de cette opération, le capital social de la société est passé de 25 milliards FCFA à 63 milliards FCFA. Les parts de l'État de Côte d'Ivoire ont augmenté de 16,3 milliards FCFA à 36 milliards FCFA, soit 57,54% de participation.

Entrée de la société Newcrest Dougbafla Holding dans le portefeuille de l'État

L'État acquiert 10% du capital de Newcrest Dougbafla Holding, conformément à l'article 7 de la loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant Code minier. Selon cet article l'État de Côte d'Ivoire bénéficie, lors de la création des sociétés d'exploitation minières de 10% du Capital social souscrit.

L'État adopte un décret relatif à une redevance de sécurité aérienne

Le décret portant sur l'institution d'une redevance de sécurité aérienne et déterminant les modalités de perception et de répartition de ladite redevance a été adopté. Ce décret a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la compétitivité de l'Aéroport International FHB d'Abidjan à travers la suppression du prélèvement au profit de la société SECURIPORT et son remplacement par l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC)

06
04

Annulation des actions détenues par la COMAFI dans le capital de la DC/BR

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) du Dépositaire Central / Banque de Règlement (DC/BR), tenue à Dakar, les actionnaires ont décidé de la réduction du capital social de la société par voie d'annulation des 2000 actions détenues par la société COMAFI. Ainsi, le capital social de la société passe de 1,56 milliard FCFA à 1,54 milliard FCFA, laissant inchangé la participation de l'État (1,79%).

26
04

26
04

Annulation des actions détenues par la COMAFI dans le capital de la BRVM

De même que la DC/BR, suite à son Assemblée Générale Extraordinaire (AGE), le capital social de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est passé de 3,06 milliards FCFA à 3,02 milliards FCFA, laissant inchangé la participation de l'État (1,83%). En effet, les actionnaires ont décidé la réduction du capital social de la BRVM par voie d'annulation des 4000 actions détenues par la société COMAFI.

L'État autorise la cession de la totalité de ses parts dans le capital de NSIA Banque

A l'occasion des opérations concomitantes d'introduction en bourse et d'augmentation du capital de la NSIA Banque Côte d'Ivoire, le Gouvernement a autorisé la cession de la totalité de ses parts détenues qui représentent 10% du capital de la banque. Les parts de l'État ont finalement été cédées à l'IPS-CGRAE.

Cette cession s'inscrit dans la mise en œuvre de la politique du Gouvernement relative au redimensionnement du portefeuille des banques publiques et au renforcement de la solidité du secteur bancaire.

03
06

29
06

Le Gouvernement autorise la mise en œuvre de contrats de performance

Le Conseil des Ministres du 29 juin 2016 a validé une communication sur la mise en œuvre de contrats de performance tripartites entre les entreprises publiques et leurs tutelles techniques et financières. Ces contrats permettront de définir des objectifs de performance opérationnels, techniques, financiers à atteindre par les entreprises à une échéance pluriannuelle, et de garantir une gestion plus efficiente de la mission d'intérêt public à elles confiée.

PANORAMA GLOBAL - FAITS MARQUANTS

Cession des parts de l'État dans le capital d'IPS WA

Le Gouvernement autorise la cession de la totalité de sa participation détenue dans le capital de la holding Industrial Promotion Services West Africa (IPS WA), soit 15% de ce capital, par une consultation restreinte des actionnaires privés actuels de la Société ou par un appel d'offres ouvert.

03
08

29
09

Entrée de la société SHILOH MANGANESE SA dans le portefeuille de l'État

Une convention minière a été signée entre l'État et la Société « SHILOH MANGANESE SA » dans le cadre du développement de l'activité minière en Côte d'Ivoire. Ainsi la part de l'État au sein de cette structure s'élève à 10%.

Cette convention a pour objet de régler contractuellement les rapports entre l'État et la société pendant sa durée de validité. Elle définit les conditions générales, juridiques, financières, économiques, sociales, administratives et environnementales dans lesquelles la Société d'Exploitation exerce ses activités d'Exploitation des Gisements de Manganèse à l'intérieur du périmètre du Permis de Recherche, ainsi que les garanties et les obligations particulières des parties.

Dissolution de la société ANARE au profit de l'autorité administrative indépendante ANARE-CI

La société d'État dénommé Autorité Nationale de Régulation de l'Electricité (ANARE) a été dissoute par le décret n°2016-784 du 12 octobre 2016 et remplacée par une autorité administrative indépendante dénommée ANARE-CI. Au premier trimestre 2017, les opérations de liquidation ont été entamées avec la prise des arrêtés nommant le liquidateur et les membres du comité de liquidation.

12
10

02
11

La Direction des Participations et de la Privatisation (DPP) devient la Direction Générale du Portefeuille de l'État (DGPE)

L'année 2016 a vu la mise en place d'une nouvelle Direction Générale, à savoir la Direction Générale du Portefeuille de l'État (DGPE) qui émerge de l'ancienne Direction des Participations et de la Privatisation (DPP). Aussi, le Gouvernement a-t-il nommé l'équipe dirigeante de la DGPE, avec à sa tête Monsieur BAMBA Seydou.

L'État cède 10% de ses participations dans le capital de la SONITRA

L'État cède 10% de ses parts dans le capital de la Société Nationale Ivoirienne de Travaux (SONITRA) à la société « Solel Boneh International (SBI) Holding AG ».

Initialement société à participation financière publique majoritaire, avec des parts-État de 55%, SONITRA devient désormais une société à participation financière publique minoritaire avec minorité de blocage pour une participation de l'État de 45%.

Publication de l'ordonnance limitant les mandats d'administrateurs

Le Président de la République signe une ordonnance limitant les mandats d'administrateurs dans les sociétés d'État et les Etablissements Publics Nationaux (EPN).

Cette ordonnance, qui abroge les dispositions de la loi 97-519 du 4 septembre 1997 relative aux sociétés d'État et de la loi n°98-388 du 2 juillet 1998 relative aux EPN, limite désormais à deux (2), le nombre de mandats des administrateurs désignés par l'État.

Fusion-absorption de la société Côte d'Ivoire Telecom par la société Orange Côte d'Ivoire

Cette fusion-absorption était principalement motivée par la création d'un opérateur convergent leader du marché des télécoms en Côte d'Ivoire, pouvant offrir des offres combinées sur le Fixe et le Mobile.

04
11

28
12

29
12

04
11

29
12

L'État autorise la cession de ses participations dans le capital de la SN-SOSUCO

Le Gouvernement autorise par décret la cession de la totalité de la participation détenue par l'État de Côte d'Ivoire, soit 2,2% du capital de la Nouvelle Société Sucrière de la Comoé (SN SOSUCO), à la société « Sucre Participation ».

Le Gouvernement finalise la cession totale des parts de l'État au sein de la SUCRIVOIRE

La participation de l'État représentant 23% du capital social de la société, est cédée à travers la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM). Ainsi, Sucrivoire fait son entrée en bourse dans le cadre du processus de privatisation des entreprises publiques et de promotion de l'actionnariat public engagé par l'État.

PRÉSENTATION

UNE NOUVELLE VISION POUR LA GESTION DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

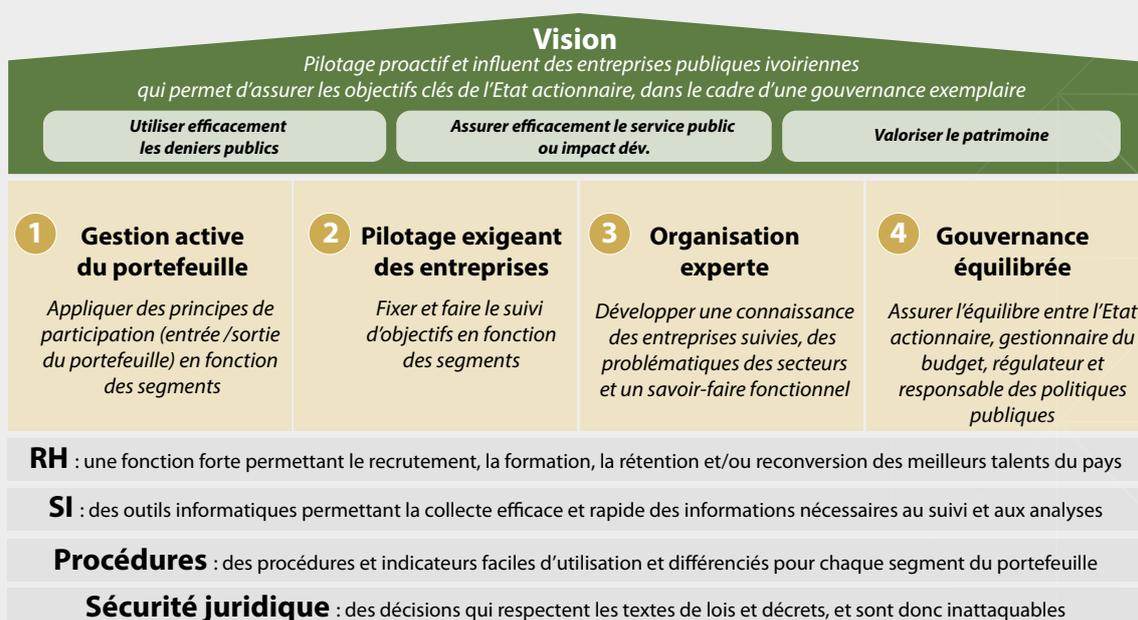
L'exercice 2016 a constitué un tournant majeur pour la structure en charge de la gestion du portefeuille de l'État. Après d'importants travaux de réformes, le gouvernement a adopté, le 03 novembre 2016, la transformation de l'ex Direction des Participations et de la Privatisation (DPP) en Direction Générale du Portefeuille de l'État (DGPE).

La DGPE est chargée, de manière générale, d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie de gestion du portefeuille de l'État.

Elle comprend trois directions centrales dont deux directions sectorielles pour le suivi des entreprises, et un pôle d'expertise agissant de façon transversale en appui aux équipes sectorielles. Les deux directions sectorielles couvrent l'ensemble des secteurs d'intervention du portefeuille et sont composées des cinq (5) divisions sectorielles. Quant au pôle d'expertise, il intervient dans quatre (4) domaines clés à savoir (i) la stratégie, (ii) le juridique, (iii) l'audit, la comptabilité et la finance, et (iv) les systèmes d'information, relations publiques et communication.

Notre ambition à l'horizon 2020 est d'aboutir à un portefeuille équilibré, mieux valorisé, choisi et géré en fonction des objectifs de développement du pays. Pour ce faire, notre stratégie 2016-2020 met l'accent sur une gestion différenciée des participations selon les segments et secteurs auxquels ils appartiennent. Le dialogue stratégique avec les entreprises sera accentué en vue de veiller, de manière cohérente, à la mise en œuvre de la position de l'État Actionnaire dans la gestion des entreprises publiques.

UNE STRATÉGIE 2016-2020 DE LA DGPE REPOSANT SUR 4 PILIERS



NOS VALEURS

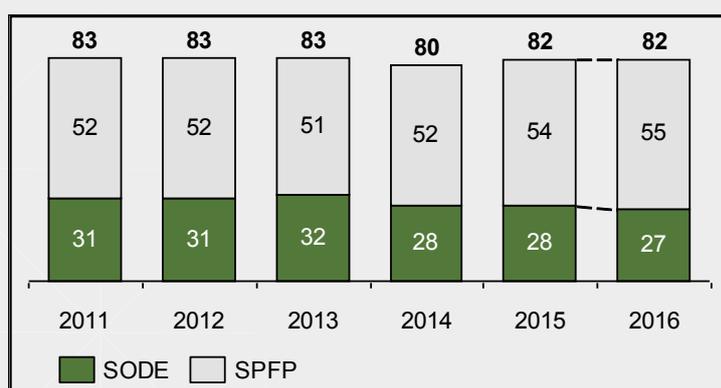


UN PORTEFEUILLE DIVERSIFIÉ PRÉSENT DANS TOUS LES SECTEURS

Un portefeuille de 82 sociétés, dont 27 sociétés d'état, 14 SPFP majoritaire et 41 SPFP minoritaire en 2016

À 82 sociétés au 31 décembre 2016, **le nombre de sociétés dans le portefeuille de l'État de Côte d'Ivoire est resté inchangé par rapport à 2015**. En effet, pendant que l'on enregistrait au cours de l'année la sortie de SUCRIVOIRE et de l'ANARE (transformée en autorité administrative indépendante), les sociétés Shiloh Manganèse SA (SM) et Newcrest Dougbafla Côte d'Ivoire (NDCI) faisaient leur entrée dans ledit portefeuille.

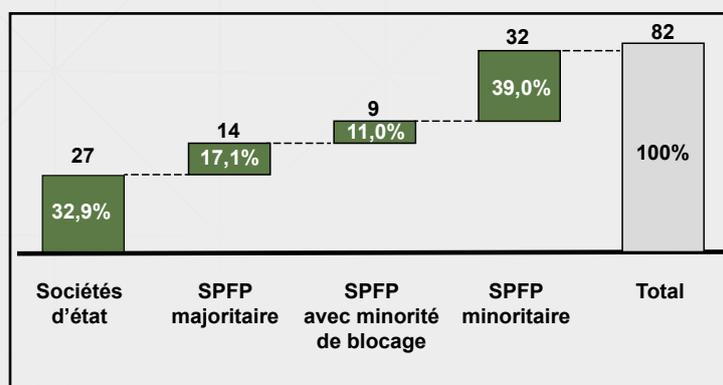
GRAPHIQUE 1: Evolution du portefeuille de 2011 à 2016 (nombre)



*SODE : société d'État - **SPFP : société à participation financière publique

Le portefeuille de l'État est constitué de vingt-sept (27) sociétés d'État (SODE) et cinquante-cinq (55) sociétés à participation financière publique (SPFP), dont quatorze (14) majoritairement détenues par État ou des personnes morales de droit public, neuf (9) participations minoritaires avec minorité de blocage et trente-deux (32) participations minoritaires.

GRAPHIQUE 2 : Répartition des sociétés selon le niveau de participation de État



*SPFP : société à participation financière publique

Le nombre de sociétés d'État est passé de vingt-huit (28) en 2015 à vingt-sept (27) en 2016, du fait de la transformation de l'ANARE en autorité administrative indépendante. Le capital social de ces sociétés est entièrement détenu par État ou des personnes morales de droit public, conformément à l'article 2 de la Loi n°97-519 du 4 septembre 1997, portant définition et organisation des Sociétés d'État.

Le nombre de sociétés à participation financière publique (SPFP) est passé de cinquante-quatre (54) sociétés enregistrées en 2015 à cinquante-cinq (55) en 2016, en raison de la sortie de la société SUCRIVOIRE et de la prise de participations dans le capital des sociétés Shiloh Manganèse SA (SM) et Newcrest Dougbafla Côte d'Ivoire (NDCI).

Les SPFP sont régies par la Loi n°97-520 du 4 septembre 1997, portant définition et organisation des dites sociétés et par les différents actes uniformes de l'OHADA. En fonction du niveau de la participation financière publique, l'on distingue :

- les SPFP majoritaire - participation supérieure à 50% du capital social - au nombre de quatorze (14) comme en 2015.
- les SPFP avec minorité de blocage - participation comprise entre 33,33% et 50% du capital social - au nombre de neuf (9) comme en 2015.
- les SPFP minoritaire - participation inférieure à 33,33% du capital social - au nombre de trente-deux (32), contre trente et un (31) en 2015.

Une participation moyenne de 58,4% dans un capital social cumulé d'environ 425 milliards FCFA

Le montant total du **capital social** cumulé des sociétés du portefeuille s'élève à **437,40 milliards FCFA** en 2016, contre 422,25 milliards FCFA en 2015. Ce montant est en

hausse en raison de l'augmentation du capital des sociétés Air Côte d'Ivoire (ACI), Agbaou Gold Operations (AGO) et de la Poste de Côte d'Ivoire (PCI).

La **quote-part de État** dans ce capital s'élève à 260,44 milliards FCFA en 2016, soit un niveau de participation moyen de **59,54%**, contre 240,22 milliards FCFA en 2015.

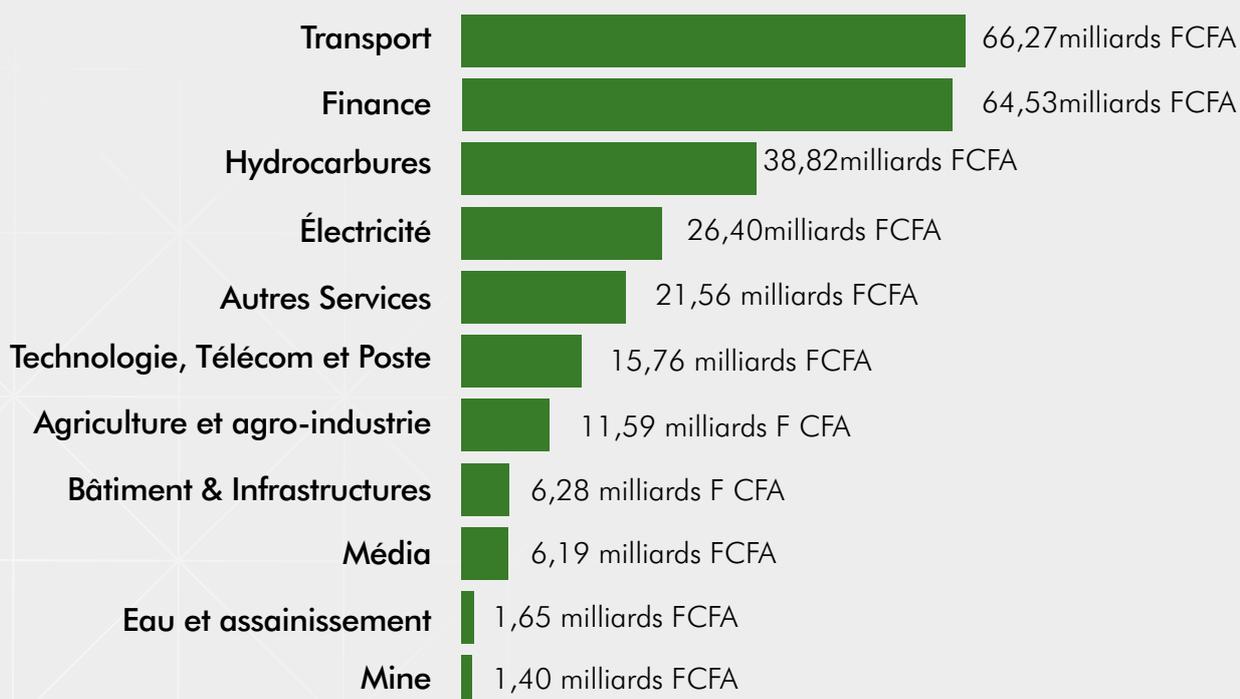
La participation financière publique se répartit comme suit :

- SODE : 164,67 milliards FCFA ;
- SPFP majoritaire : 55,72 milliards FCFA ;
- SPFP avec minorité de blocage : 20,85 milliards FCFA ;
- SPFP minoritaire : 19,21 milliards FCFA.

Un portefeuille reparti en cinq (05) groupes sectoriels et onze (11) sous-secteurs

Le portefeuille de État est subdivisé en cinq (05) groupes sectoriels, dont les secteurs « Agriculture et Mine », « Hydrocarbures, Électricité, Eau et Assainissement », « Média et Autres Services », « Technologie, Télécom, Poste et Finance », et « Transport, BTP, et autres Infrastructures ». Ces cinq (05) groupes se subdivisent à leur tour en onze (11) sous-secteurs présentés dans le tableau ci-dessous.

GRAPHIQUE 3 : La participation financière publique par sous-secteur, par ordre décroissant, se répartit comme suit :



CINQ (05) SEGMENTS POUR DES PRINCIPES DE PARTICIPATION ET DE GESTION DIFFÉRENCIÉS

Une Nouvelle Segmentation du Portefeuille de l'État

Au cœur de la nouvelle stratégie de gestion du portefeuille de l'État, se trouve une segmentation du portefeuille qui permettra un pilotage différencié des entreprises publiques et une gestion active du portefeuille.

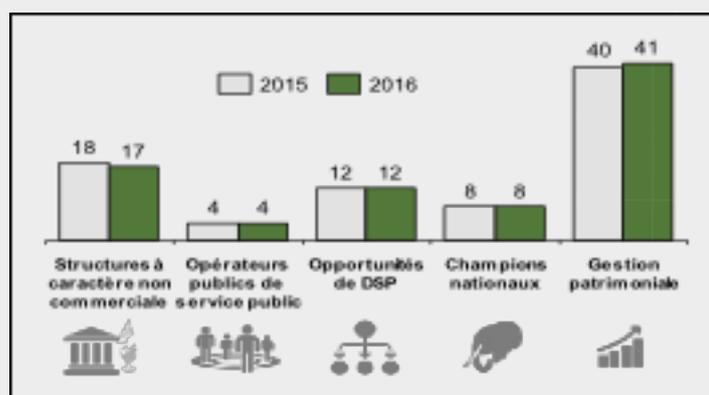
Cette nouvelle segmentation du portefeuille vise à déterminer le périmètre privilégié pour l'actionnariat de l'État et à établir une grille de lecture commune pour la gestion optimale des participations. Ainsi, cinq (05) segments ont été définis. Il s'agit des :

1. **Structures à caractère non-commercial** exerçant un rôle de facilitateur et/ou d'exécutant de la politique publique ;
2. **Opérateurs publics de service public** exerçant une activité de service public avec un contrôle direct de l'État ;
3. Activités de service public pouvant constituer des **Opportunités de Délégations de Service public (DSP)** ;
4. « **Champions Nationaux** » ayant pour objectif principal de développer ou aider à développer des secteurs stratégiques, en cohérence avec le PND ; et
5. sociétés faisant l'objet d'une **Gestion Patrimoniale** ayant pour rôle de générer des dividendes et maximiser la valorisation de l'investissement de l'État-actionnaire.

Pour chaque segment, des principes de participation, de suivi et de gestion ont été définis, ainsi que des objectifs de performance et des périodicités de suivi.

Le tableau, page 20, présente l'évolution du portefeuille selon les segments.

GRAPHIQUE 4 : Evolution du portefeuille de 2015 à 2016 selon les segments



Ainsi, la participation financière publique par segment, par ordre décroissant, se répartit comme suit :

- Gestion patrimoniale : 79,04milliards FCFA ;
- Champions nationaux : 102,19milliards FCFA ;
- Opportunité de DSP : 30,14milliards FCFA ;
- Structures non commerciales : 30,01milliards FCFA ;
- Opérateurs publics de service public : 19,07 milliards FCFA.



Direction Générale du Portefeuille de l'État (DGPE)

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

N	SOCIÉTÉS	DÉSIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1	AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes	300	100,00%	3300
2	AIGF	Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences radio électriques	500	100,00%	500
3	ANSUT	Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC	500	100,00%	500
4	BNETD	Bureau National d'Études Techniques et de Développement	2 000	100,00%	2 000
5	BNI	Banque Nationale d'Investissement	20 500	100,00%	20 500
6	CI-ENERGIES	Energies de Côte d'Ivoire	20 000	100,00%	20 000
7	CNCE	Caisse Nationale des Caisses d'Épargne	35 000	100,00%	35 000
8	FER	Fonds d'Entretien Routier	300	100,00%	300
9	FODI	Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles	10	100,00%	10
10	I2T	Société Ivoirienne de Technologie Tropicale	250	100,00%	250
11	INS-SODE	Institut National de la Statistique	2 000	100,00%	2 000
12	ONAD	Office National de l'Assainissement et du Drainage	1 000	100,00%	1 000
13	ONEP	Office National de l'Eau Potable	150	100,00%	150
14	PAA	Port Autonome d'Abidjan	16 000	100,00%	16 000
15	PASP	Port Autonome de San-Pedro	2 000	100,00%	2 000
16	PCI	Poste de Côte d'Ivoire	12 664	100,00%	12 664
17	RTI	Radio Diffusion Télévision Ivoirienne	6 000	100,00%	6 000
18	SIPF	Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire	3 000	100,00%	3 000
19	SNDI	Société Nationale de Développement Informatique	200	100,00%	200
20	SNPECI	Société Nouvelle de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire	175	100,00%	175
21	SODEFOR	Société de Développement des Forêts	383	100,00%	383
22	SODEMI	Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire	600	100,00%	600
23	SODERTOUR-LACS	Société de Développement Touristique de la Région des Lacs	10 000	100,00%	10 000
24	SODEXAM	Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique	1 000	100,00%	1 000
25	SPDC	Société des Palaces de Cocody	7 140	100,00%	7 140
26	VERSUS BANK	Versus Bank	3 000	100,00%	3 000
27	PETROCI HOLDING	Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire	20 000	100,00%	20 000
	TOTAL GÉNÉRAL		164 672	100,00%	164 672

SOCIÉTÉ À PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE MAJORITAIRE

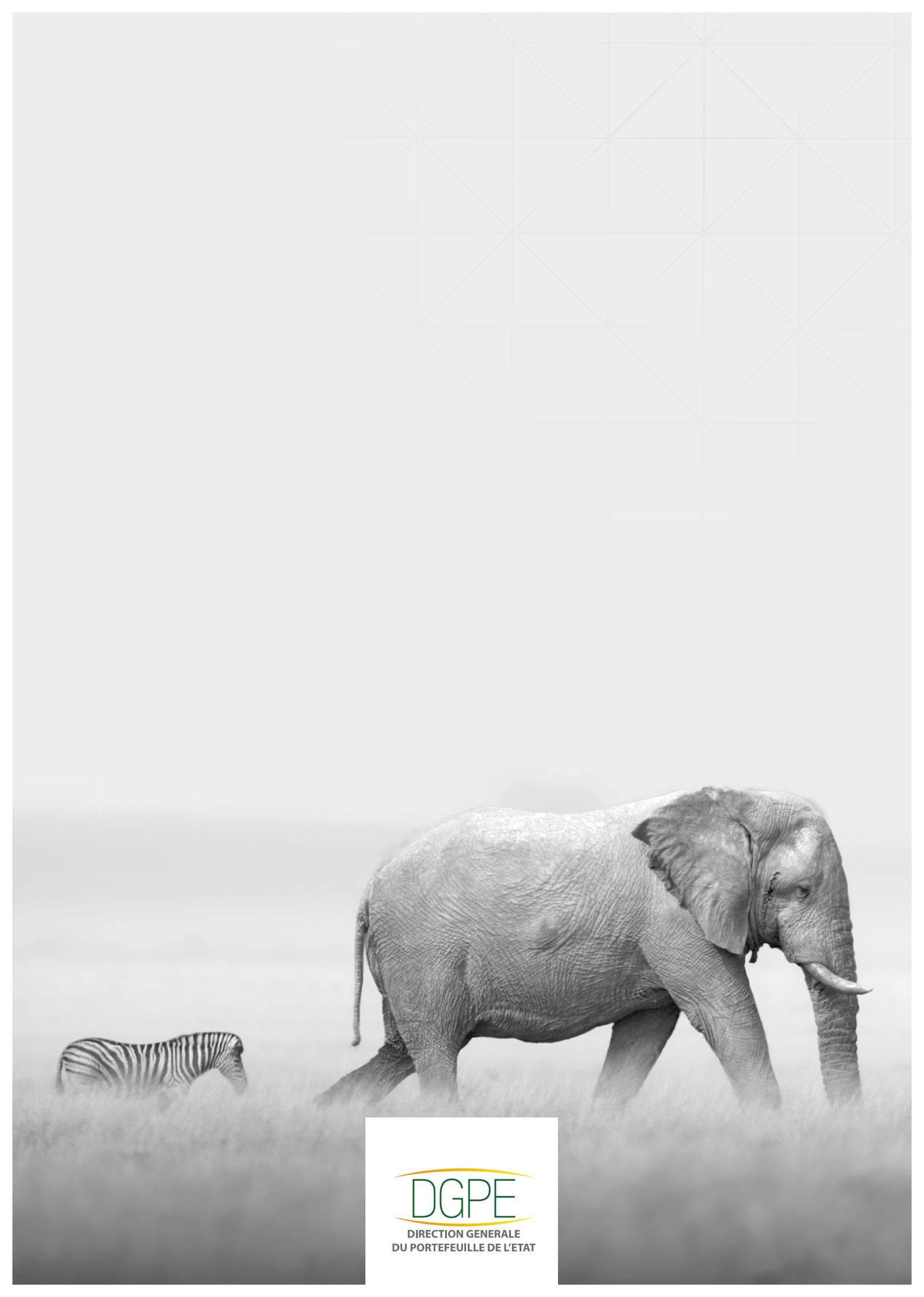
N	SOCIÉTÉS	DÉSIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1	ACI	Air Côte d'Ivoire	63 000	57,54%	36 250
2	AGEF	Agence de Gestion Foncière	400	57,15%	229
3	BHCI	Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	6 776	50,86%	3 446
4	CIDT	Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles	7 200	99,99%	7 199
5	CI-ENGINEERING	Côte d'Ivoire Engineering	1 301	71,00%	924
6	CML	Compagnie Minière du Littoral	600	61,00%	366
7	EDIPRESSE	EDIPRESSE SARL	25	65,00%	16
8	INIE	Institut Ivoirien de l'Entreprise	120	62,50%	75
9	LBTP	Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics	1 000	95,20%	952
10	LONACI-SEM	Loterie Nationale de Côte d'Ivoire	400	80,00%	320
11	SGMT	Société de Gestion du Grand Marché de Treichville	250	85,77%	214
12	SICOGI	Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière	4 566	84,19%	3 844
13	SILS TECHNOLOGY	Sils Technology	100	75,00%	75
14	SOTRA	Société des Transports Abidjanais	3 000	60,17%	1 805
	TOTAL GÉNÉRAL		88 738	71,81%	55 716

SOCIÉTÉ À PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE AVEC MINORITÉ DE BLOCAGE

N	SOCIÉTÉS	DÉSIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1	ADCI	Agence pour le Développement de la Compétitivité des Industries de Côte d'Ivoire	50	40,00%	20
2	ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural	500	35,00%	175
3	CNRA	Centre National de Recherche Agronomique	500	40,00%	200
4	FOREMI	Société de Forage Minier	100	49,00%	49
5	QUIPUX-AFRIQUE	Quipux-Afrique	1 000	35,00%	350
6	SAS	Société Abidjanaise de Salubrité	1 000	35,00%	350
7	SIR	Société Ivoirienne de Raffinage	39 000	47,28%	18 439
8	SONITRA	Société Nationale Ivoirienne de Travaux	2 273	45,00%	1 023
	TOTAL GÉNÉRAL		45 023	40,70%	20 846

SOCIÉTÉ A PARTICIPATION FINANCIERE PUBLIQUE MINORITAIRE

N	SOCIÉTÉS	DÉSIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1	AERIA	Aéroport International Abidjan	1 418	10,00%	142
2	BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières	3 022	1,83%	55
3	CIE	Compagnie Ivoirienne Electricité	14 000	15,00%	2 100
4	CIPREL	Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité	29 200	14,70%	4 292
5	DCBR	Dépositaire Centrale Banque de règlement	1 540	1,79%	28
6	GESTOCI	Société de Gestion des Stocks Pétroliers	240	12,50%	30
7	IPS (WA)	Industrial Promotion Services (West Africa)	1 000	15,00%	150
8	IVOIRE MANGANÈSE	Ivoire Manganèse	10	10,00%	1
9	LGL	Lihir Gold Limited	90	10,00%	9
10	MGB	Marché de Gros de Bouaké	100	10,00%	10
11	NDCI	Newcrest Dougbafla Côte d'Ivoire	10	10,00%	1
12	NHCI	Newcrest Hiré Côte d'Ivoire	10	10,00%	1
13	SMI	Société des Mines d'Ity	600	10,00%	60
14	OCI	Orange Côte d'Ivoire	5 996	15,03%	901
15	OIC	Office Ivoirien des Chargeurs	500	20,00%	100
16	PALMAFRIQUE	PALMAFRIQUE	5 720	30,00%	1 716
17	PMCI	Perseus Mining Côte d'Ivoire	100	10,00%	10
18	SIB	Société Ivoirienne de Banque	10 000	5,00%	500
19	SIFAL	Société Ivoirienne de Fabrication de Lubrifiant	560	32,14%	180
20	SITARAIL	Société International de Transport Africain par RAIL	5 000	15,00%	750
21	SIVAC	Société Ivoirienne d'Abattage et de charcuterie	38	31,58%	12
22	SM	Shiloh Manganèse S.A	50	10,00%	5
23	SOCOPRIM	Société Concessionnaire du Pont Riviera - Marcory	18 367	25,18%	4 625
24	SODECI	Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire	4 500	3,25%	146
25	TONGON SA	Société des Mines de Tongon SA	10	10,00%	1
26	TRCI	Tropical Rubber Côte d'Ivoire	2 000	20,00%	400
27	VITIB SA	Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie	3 000	18,81%	564
28	VIVO ENERGY-CI	VIVO ENERGY-CI	3 150	5,54%	175
29	WFCI	Webb Fontaine Côte d'Ivoire	100	8,00%	8
30	YAOURÉ MINING SA	Yaouré Mining SA	1 000	10,00%	100
31	AGO	Agbaou Gold Operations SA	100	15,00%	15
	TOTAL GÉNÉRAL		138 971	13,05%	19 206



DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

GESTION DU PORTEFEUILLE EN 2016 : UNE ANNÉE DYNAMIQUE

OPÉRATIONS EN CAPITAL

Deux (02) augmentations de capital

Le 22 mars 2016, la société **Air Côte d'Ivoire** a procédé à l'augmentation de son capital. A l'issue de cette opération, le capital social de ladite société est passé de 25 milliards FCFA à 63 milliards FCFA.

De plus, suite à l'augmentation de son capital, la société **Agbaou Gold Opérations** a atteint un niveau de capital de 100 millions FCFA, contre 10 millions FCFA précédemment.

Deux (02) réductions de capital

Outre les augmentations de capital, l'on note deux (2) réductions de capital. Suite à l'annulation des actions détenues par la société COMAFI au sein de la **BRVM** et du **DC/BR**, le capital social du DC/BR est passé de 1,56 milliard FCFA à 1,54 milliard FCFA, et celui de la BRVM est passé de 3,06 milliards FCFA à 3,02 milliards FCFA.

Une (01) fusion

L'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) de la société **Côte d'Ivoire Télécom** (CI-Télécom), tenue le 14 décembre 2016 a approuvé d'une part, le projet de fusion par absorption de la société Côte d'Ivoire Télécom par la société **Orange Côte d'Ivoire**, et d'autre part, l'évaluation des apports.

A cet effet, le capital social de la société Orange Côte d'Ivoire a été réévalué à hauteur de 6 milliards FCFA détenu directement par l'État de Côte d'Ivoire à hauteur de 15,03%, représentant 901,20 millions FCFA.

Deux (02) prises de participations

Au cours de l'exercice 2016, deux (02) prises de participation financière publique ont été enregistrées. Conformément à l'article 7 de la loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant Code minier, l'État de Côte d'Ivoire bénéficie lors de la création des sociétés d'exploitation minières de 10% du Capital social souscrit.

Ainsi, l'État de Côte d'Ivoire est devenu actionnaire à concurrence de 10% dans les sociétés suivantes :

- **NewCrest Dougbafla Côte d'Ivoire (NDCI)**, créée le 19 décembre 2014 avec un capital de 10 millions FCFA ;
- **Shiloh Manganèse S.A (SM)**, créée le 07 mars 2015 avec un capital de 50 millions FCFA.

Plusieurs privatisations et cessions opérées

Les travaux de cession des parts de l'État dans les quinze (15) sociétés identifiées lors du Conseil des Ministres du 2 décembre 2013 se sont poursuivis au cours de l'exercice 2016. Ainsi, l'État a cédé la totalité de ses parts détenues dans le capital de la société **SUCRI-VOIRE**, qui représentait 23% du capital social en 2016.

De plus, la société **SONITRA**, initialement société à participation financière publique majoritaire, avec des parts détenues par État à hauteur de 55%, devient désormais société à participation financière publique avec minorité de blocage pour une participation de l'État de 45%.

Une (01) liquidation/transformation

L'année 2016 enregistre aussi, la dissolution de la société d'État dénommée **Autorité Nationale de Régulation de l'Électricité** (ANARE) au profit de l'ANARE-CI qui prend la forme d'une autorité administrative indépendante, par le décret n°2016-784 du 12 octobre 2016. Les opérations de liquidation sont en cours, avec la prise des arrêtés nommant le liquidateur et les membres du comité de liquidation.

Une (01) introduction en bourse

L'introduction en bourse de la Société Ivoirienne de Banque (SIB) a été effectuée avec succès le 27 octobre 2016. Cette opération intervient dans le cadre de la cession de 44% des parts de l'État dans le capital de cette banque. Ainsi, sur les 44% des participations publiques ayant fait l'objet de cession, 20% ont été destinées au marché régional, soit 2 millions d'actions. Le montant initial de la part cotée s'élevait à 14 000 FCFA. À l'issue de cette opération, les gains et plus-values de cessions pour l'État se sont élevés à un montant total de 13,55 milliards FCFA, contre un montant de 4 milliards FCFA initialement attendu.

RÉORGANISATION DE LA STRUCTURE EN CHARGE DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

Le Gouvernement a procédé à la réorganisation de la structure en charge du Portefeuille de l'État pour assurer un meilleur suivi des entreprises publiques. Cette réorganisation devrait apporter des améliorations, notamment en ce qui concerne :

- la mise en œuvre des principes de participation et de gestion différenciés par segment, prenant en compte les objectifs de l'État-actionnaire et caractéristiques de chaque entreprise,
- le développement d'expertises sectorielles permettant de mieux suivre les participations et de maintenir un dialogue stratégique, financier et opérationnel avec les entreprises, et
- la définition de stratégies de développement du portefeuille en lien avec les priorités sectorielles du Gouvernement et le besoin d'amélioration de la performance.

Nouvelle Organisation Sectorielle de la Structure en Charge de la Gestion du Portefeuille de l'État

La Direction des Participations et de la Privatisation (DPP) a été transformée en Direction Générale du Portefeuille de l'État (DGPE) avec une organisation sectorielle plus appropriée. La DGPE compte dorénavant 3 Directions Centrales, dont 2 sectorielles pour un suivi rapproché des entreprises, et un pôle d'expertise agissant de façon transversale en support aux équipes sectorielles.

Les Directions sectorielles sont subdivisées en 5 grands secteurs couvrant l'ensemble des entreprises du portefeuille. Cette subdivision vise à terme le développement d'expertises sectorielles ainsi qu'une responsabilisation des équipes.

L'équipe de la DGPE est majoritairement composée de gestionnaires de portefeuille au sein des pôles sectoriels qui développeront une connaissance approfondie des secteurs qu'ils suivent. Ces gestionnaires devront établir un dialogue stratégique ambitieux avec les dirigeants sociaux et effectuer un suivi rapproché de l'évolution de la performance.

SUIVI DE LA POLITIQUE D'ENDETTEMENT DES ENTREPRISES PUBLIQUES

La surveillance et la prise en compte des risques budgétaires liés à la dette des entreprises publiques constituent des priorités pour le Gouvernement. Les informations sur le stock de la dette de l'ensemble des 19 sociétés concernées ont été intégrées à la base de données des entreprises publiques.

En vue d'encadrer et d'assurer un suivi de l'endettement des entreprises publiques, le Ministère en charge du Budget et du Portefeuille de l'État a pris un arrêté fixant le seuil d'emprunt et de garanties des sociétés d'État, au-delà duquel l'autorisation de la tutelle financière est requise. Par ailleurs, au 31 décembre 2016, le stock de la dette des entreprises publiques s'élève à 740,1 milliards, contre 674,7 milliards en 2015, soit une hausse de 9,69%. Cette augmentation est due à la mise en place de plusieurs prêts, dont un prêt de 50 milliards FCFA contracté par le Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles (FODI) pour le financement des infrastructures des zones industrielles, un prêt de 34,6 milliards FCFA contracté par le Port Autonome d'Abidjan) PAA en vue du rachat du bridge et un prêt de 32 milliards contracté par la SIR.

Quant à la dette garantie par l'État, elle s'élève à 30,4 milliards en 2016, contre 13,8 milliards en 2015. Cette dette est détenue en totalité par la société de transport aérienne Air Côte d'Ivoire.

EXPLOITATION DU SIGEP ET RENFORCEMENT DU CADRE DE TRAVAIL ENTRE LA DGPE ET LES ENTREPRISES PUBLIQUES

Le Système d'Information et de Gestion des Entreprises Publiques (SIGEP) est caractérisé par un ensemble de composantes, dont une application web de collecte et de gestion des informations du secteur parapublic, un outil d'aide à la décision, un système de messagerie électronique, un système de Gestion Electronique des Documents (GED) et un portail web. Ce système est opérationnel à ce jour et utilisé par les agents de la Direction Générale dans leurs travaux quotidiens.

A la suite du lancement officiel de l'application SIGEP, des travaux complémentaires ont été réalisés en vue d'optimiser la fonction de communication et d'information du portail web.

Ainsi, une véritable plateforme de collaboration dynamique a été incluse permettant de dématérialiser les échanges de documents et d'informations entre la DGPE et les entreprises publiques, à travers un « espace réservé ». De plus, il permet une meilleure traçabilité (avec un accès en tout temps à ces documents), un suivi plus efficient (avec une production en temps réel des statistiques) des requêtes envoyées aux entreprises, ainsi que des réponses à ces requêtes.

DÉMARRAGE DU PROCESSUS D'ÉLABORATION DES CONTRATS DE PERFORMANCE

Le contrat de performance définit :

- les objectifs quantifiables (techniques, économiques et financiers) à atteindre à une échéance pluriannuelle (de 3 à 5 ans) par l'entreprise publique ;
- les engagements de l'État et de l'entreprise publique sous forme d'un programme d'actions ;
- les moyens pour atteindre lesdits objectifs ;
- les modalités de suivi de leur exécution.

Dans une première phase, les contrats de performance seront finalisés pour sept (07) entreprises pilotes. Ce processus sera progressivement étendu à l'ensemble du portefeuille. Ces mesures permettront de renforcer la surveillance de l'ensemble des entreprises publiques.

Les sept (7) sociétés ont présenté des documents contractuels jugés satisfaisants à la suite de plusieurs réunions de pré-validation. Il s'agit de l'ANSUT, de CI-ENERGIES, de l'ONAD, de l'ONEP, du PAA, de la SODEFOR et de la SODEXAM.

La signature de ces contrats interviendra au cours du dernier trimestre de l'année 2017.

Par ailleurs, après la signature des premiers contrats, ce processus sera progressivement étendu à l'ensemble du portefeuille.

Les Contrats de Performance

Institués par les dispositions de l'article 33 de la loi 97-519 portant définition et organisation des sociétés d'État et 31 de la loi 97-520 relative aux sociétés à participation financière publique, les contrats d'objectifs sont des accords contractuels entre l'État et les entreprises publiques visant à déterminer des objectifs de performance opérationnels, techniques, économiques et financières à atteindre par les entreprises à une échéance pluriannuelle (de 3 à 5 ans).

Le contrat de performance ou d'objectif doit être distingué du contrat plan ou de gestion, dont il se rapproche. Alors que le contrat de performance se rapporte à la déclinaison d'objectifs stratégiques à atteindre aussi bien par les entreprises du secteur concurrentiel que du secteur non marchand, le contrat de gestion ou de « service public » concerne toujours des missions de service public et requiert systématiquement un engagement d'aide financière de la part de l'État.

Tirant conséquence de l'impact de ce mode de gestion dans le développement du secteur parapublic, le Ministère du Budget et du Portefeuille de l'État dirige, depuis avril 2016, les travaux d'élaboration des contrats de performance entre l'État et onze (11) entreprises pilotes du portefeuille de l'État, impliquées dans l'atteinte des objectifs du Plan National de Développement.

LE PROCESSUS D'ÉLABORATION

La communication en Conseil des Ministres

Le démarrage du processus a été marqué par l'élaboration, par le Ministère du Budget et du Portefeuille de l'État, d'une Communication en Conseil des Ministres relative à la mise en œuvre de contrats de performance entre l'État et les entreprises publiques, qui fut adoptée le 15 juin 2016. Une sensibilisation a ensuite été effectuée auprès des ministères et sociétés pilotes.

La présentation du processus

La DGPE a organisé des séances de travail pour présenter le processus aux Présidents de Conseils d'Administration et directeurs généraux des entreprises concernées mais également aux cabinets mi-

nistériels des tutelles techniques.

Cette phase de présentation a également vu la désignation de points focaux au sein de la DGPE, des sociétés pilotes, des tutelles techniques, de la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF).

Élaboration des documents

La phase d'élaboration a d'abord débuté avec l'identification des missions dévolues aux entreprises et découlant du Plan National de Développement (PND), du Programme des Investissements Publics (PIP) et du Programme de Travail Gouvernemental (PTC).

L'élaboration des contrats de performance implique la production de trois (03) documents pour chacune des entreprises concernées.

Il s'agit tout d'abord du plan stratégique 2016-2020 de la société qui retrace la vision, les grands axes stratégiques et les activités y afférentes, ensuite le plan d'affaires traduisant les données financières devant permettre la mise en œuvre du plan stratégique.

Sur la base de ces deux documents des indicateurs de performance sont identifiés permettant d'apprécier la réalisation des objectifs dans le cadre d'un dialogue entre les tutelles technique et financière, les organes sociaux des entreprises publiques et les éventuelles autres parties prenantes.

Enfin, le contrat de performance est rédigé, intégrant les éléments des deux documents susmentionnés ainsi que les aspects juridiques propres au contrat.

En vue d'évaluer l'état d'avancement des documents à produire, des réunions régulières ont été tenues avec l'ensemble des parties prenantes.

La pré-validation

Suite à la production des différents documents, la DGPE a procédé à l'organisation de séances de pré-validation des documents avec les tutelles techniques, les entreprises, et le Consultant.

Sur ces onze (11) entreprises, sept (07) ont effectivement entamés et poursuivent les travaux de concert avec les tutelles techniques, les entreprises et le Consultant.

RENFORCEMENT DU CADRE DE GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

L'objectif majeur de la DGPE demeure l'instauration continue des meilleures pratiques de gouvernance au sein des entreprises publiques.

L'exercice 2016 a été marquée par une amélioration, de manière générale, de la gouvernance des entreprises publiques. En effet, deux (2) ans après la remise de la feuille de route (Circulaire n°10/MPMB du 18 décembre 2014 relative aux règles de gouvernance régissant le fonctionnement des organes d'administration et de gestion des entreprises publiques) aux dirigeants sociaux de ces entreprises, des avancées notables peuvent être présentées.

Une amélioration de la communication financière

Un accent particulier est mis sur la communication financière afin d'améliorer l'exhaustivité, la qualité et la disponibilité de l'information transmise à l'État-actionnaire. Au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2016, trente-huit (38) sociétés d'État et sociétés à participation financière publique sur quarante et une (41) ont élaboré leurs **bilans de gouvernance** en plus des documents financiers et comptables de fin d'exercice. Ce document d'une importance capitale, et validé par les Commissaires aux Comptes, permet désormais d'assurer l'information de l'État-Actionnaire concernant l'ensemble des activités menées par le Conseil d'Administration ainsi que les différents Comités Spécialisés. Ce bilan permet également à la tutelle financière de s'assurer du respect par la société des réglementations et normes, notamment en matière de passation de marché public.

Un meilleur fonctionnement des organes d'Administration (Annexe 1)

Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2016, les Administrateurs ont été plus présents dans les réunions de Conseils d'Administration qu'en 2015 et 2014 et le taux moyen de présence s'est situé à 90,3%, contre 84,7% en 2015 et 87,1% en 2014.

Par ailleurs, les Conseils d'Administration des entreprises publiques ont tenu en moyenne 5,7 réunions, contre 5,6 en 2015 et 4,7 en 2014.

Si la régularité des Conseils s'est améliorée, des efforts seront faits pour l'accentuation des débats sur l'orientation stratégique des entreprises. En effet, il ressort que les Conseils d'Administration ont accordé 41% de temps à la stratégie de développement des entreprises contre 30% en 2015 ; l'essentiel des points inscrits à l'ordre du jour (59%) portant sur des questions opérationnelles telles que l'adoption du budget, l'état d'exécution budgétaire, l'adoption des règlements intérieurs, la mise en place des Comités spécialisés et le point des activités trimestrielles.

L'effectivité des Comités d'Audit et de Gestion des Risques (Annexe 2)

L'un des points importants de la feuille de route remise aux dirigeants sociaux est la mise en place d'un **Comité d'Audit et de Gestion des Risques** au sein de chaque Conseil d'Administration. Au 31 décembre 2016, toutes les sociétés d'État et sociétés à participation financière publique majoritaire ont mis en place ces Comités d'Audit et de Gestion des Risques.



Une réunion du Comité de la Direction Générale du Portefeuille de l'État

Aussi, en 2016, cinq (5) Comités d'Audit et de Gestion des Risques, soit 13,2%, n'ont pas tenu de réunions, contre 35,1% en 2015. Quant au trente-trois (33) autres Comités, ils ont tenu, en moyenne, trois (3) réunions, avec un taux de présence moyen de 90,5%, contre 90% en 2015. Ces réunions ont porté sur divers sujets, dont l'examen des comptes et du budget, l'analyse de l'exécution budgétaire, l'examen des rapports de l'audit interne, etc.

La DGPE a également organisé un séminaire de formation en juillet 2016, à l'attention des Administrateurs, membres des Comités d'Audit et de Gestion des Risques afin que ceux-ci aient une meilleure connaissance du contour de leur mission ainsi qu'une maîtrise des outils nécessaires à l'accomplissement de leur tâche.

Des progrès dans le respect du Code des Marchés Publics

La DGPE accorde une attention particulière au respect de la réglementation en matière de passation de marchés publics.

Conformément au Code des Marchés Publics, les sociétés d'État et les sociétés à participation financière publique majoritaire sont assujetties à la passation des marchés publics pour les dépenses dont le montant excède 100 millions FCFA.

Au titre de l'exercice 2016, le montant total des marchés éligibles au Code des Marchés Publics, exécutés par les entreprises publiques, tel que retracé dans les bilans de gouvernance, validés par les Commissaires aux Comptes, s'élève à 528,9 milliards FCFA, contre 442,7 milliards FCFA en 2015, soit une évolution de 14,6%. La situation de l'exécution de ces marchés fait ressortir les avancées suivantes :

- le montant des marchés passés, conformément au Code des Marchés Publics (appels d'offres ouverts, appels d'offres restreints, gré à gré autorisé par le Ministre chargé des Marchés Publics), s'est élevé à 466,5 milliards FCFA, soit 88,2% du montant total contre 82,5% en 2015 et 79,9% en 2014 ;
- la part des dépenses des marchés passés en dehors des procédures de passation des marchés publics, dans l'ensemble des marchés passés par les entreprises publiques s'est établie à 11,7% en 2016 contre environ 20% en 2014.

PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE : VERS L'ATTEINTE DES OBJECTIFS CLÉS DE L'ÉTAT ACTIONNAIRE

VALORISATION PATRIMONIALE

Une baisse du chiffre d'affaires global, mais un résultat net global en amélioration **A périmètre identique, le chiffre d'affaires global généré par les sociétés du portefeuille de l'État au titre de l'exercice 2016 s'est établi à 3845,54 milliards FCFA**, contre 3879,58 milliards FCFA en 2015. Cette légère baisse de 0,88% a été occasionnée par un repli des activités commerciales de certaines entreprises importantes, notamment la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR), dont le chiffre d'affaires a chuté de 272,01 milliards FCFA en 2016. Cette société, qui contribue à hauteur de 22% au chiffre d'affaires global, a été impactée négativement par la diminution de la production et du cours du baril de pétrole brut de 7,8% sur le marché international.

La quote-part de l'État dans le chiffre d'affaires (chiffre d'affaires - part de l'État) a baissé de 15,98%, passant de 1596,44 milliards FCFA en 2015 à 1341,32 milliards FCFA en 2016. Cette baisse peut être expliquée, d'une part, par le niveau de participation relativement élevé de l'État dans certaines sociétés qui ont enregistré les plus grandes baisses du chiffre d'affaires, notamment au niveau de la SIR et la PETROCI dans lesquelles l'État a respectivement un niveau de participation de 391,18 milliards FCFA et 202,96 milliards FCFA et, d'autre part, par la baisse des parts de l'État au sein de ORANGE CI suite à sa fusion-absorption avec Côte d'Ivoire Telecom.

Au niveau des contributions individuelles, **la SIR, la Compagnie Ivoirienne d'Électricité (CIE), Orange Côte d'Ivoire (OCI), VIVO Energy CI et PETROCI, ont réalisé les chiffres d'affaires les plus importants.** Ces cinq (05) sociétés ont réalisé un chiffre d'affaires cumulé de **2 373,8 milliards FCFA, soit presque deux-tiers (61,73%)** du chiffre d'affaires global des sociétés du portefeuille de l'État au cours de l'exercice 2016.

Le résultat net global des entreprises du portefeuille de l'État s'est soldé par un bénéfice de 241,36 milliards FCFA, contre un bénéfice 80,29 milliards FCFA enregistré en 2015, soit une hausse de 200,61%. La quote-part de l'État dans ce résultat (résultat net - part de l'État) s'est établie à 24,65 milliards FCFA, contre un déficit de 28,53 milliards FCFA en 2015.

En termes de performance individuelle et indépendamment du niveau de participation de l'État, les sociétés **AGBAOU GOLD, OCI, CIPREL, TONGONSA et NHCI** ont généré les meilleurs résultats nets au 31 décembre 2016. Ces cinq (05) sociétés ont généré **un résultat net cumulé de 199,49 milliards FCFA, soit presque deux-tiers (60,87%)** du résultat net réalisé par les sociétés bénéficiaires du portefeuille en 2016.

Les SPFP minoritaire contribuent fortement au chiffre d'affaires global et à la formation d'un résultat net bénéficiaire

La quote-part de l'État dans le chiffre d'affaires (chiffre d'affaires-part État) par niveau de participation se présente ainsi :

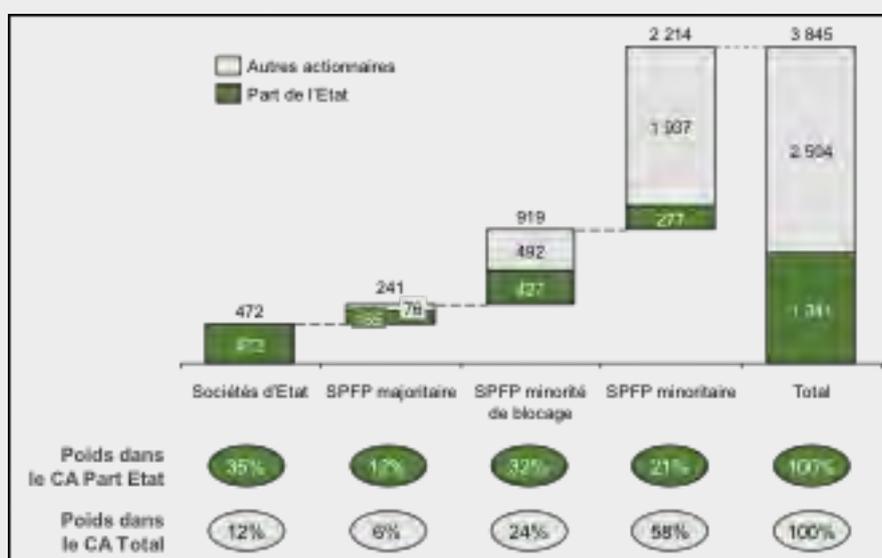
- **SODE** : 472,05 milliards FCFA ;
- **SPFP majoritaire** : 165,01 milliards FCFA ;
- **SPFP avec minorité de blocage** : 427,15 milliards FCFA ;
- **SPFP minoritaire** : 77,11 milliards FCFA.

¹Ce rapport concerne la situation financière de 74 sociétés. La situation financière de huit (08) sociétés n'a pas été prise en compte dans le présent rapport.

La non prise en compte de ces états financiers relève de situations diverses qui se résument comme suit :

- une (01) société en phase de sortie suite à la cession des parts de l'État : SN SOSUCO ;
- une (01) société en phase de liquidation : YAQUIRE MINING ;
- une (01) société en phase de construction : IVOIRE MAGANESE ;
- une (01) société en situation de litige opposant les actionnaires : TRCI ;
- deux (02) sociétés en phase d'exploration : PMCI ; SHILOH MAGANESE ;
- deux (02) sociétés en cessation d'activités : SAS ; SILS TECHNOLOGY.

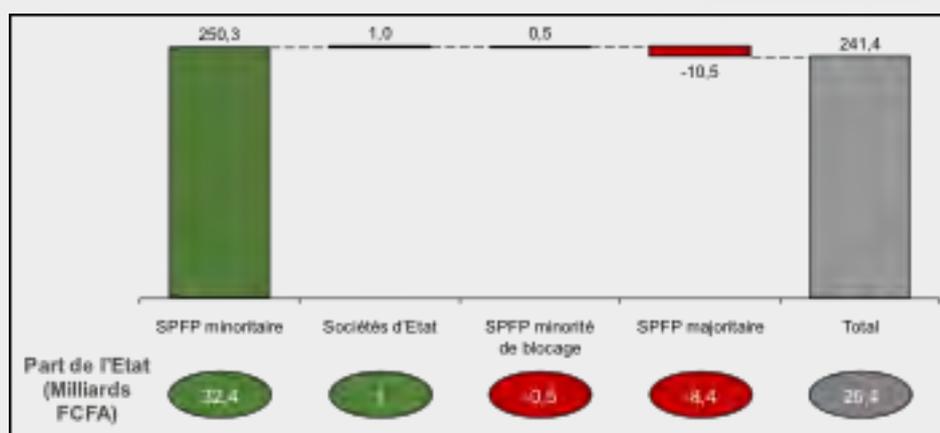
GRAPHIQUE 5 : Situation du chiffre d'affaires par niveau de participation (Milliards FCFA)



De 2015 à 2016, la quote-part de l'État dans le résultat net (résultat net-part État) par niveau de participation de l'État, a évolué de la manière suivante :

- **SODE** : d'un déficit de 39,73 milliards FCFA en 2015 à un bénéfice de 1,04 milliards FCFA ;
- **SPFP majoritaire** : d'un déficit de 10,14 milliards FCFA en 2015 à un déficit de 10,49 milliard FCFA ;
- **SPFP avec minorité de blocage** : d'un déficit de 18,09 milliards FCFA en 2015 à un déficit de 450,07 millions FCFA ;
- **SPFP minoritaire** : d'un bénéfice de 37,74 milliards FCFA en 2015 à un bénéfice de 32,44 milliards FCFA.

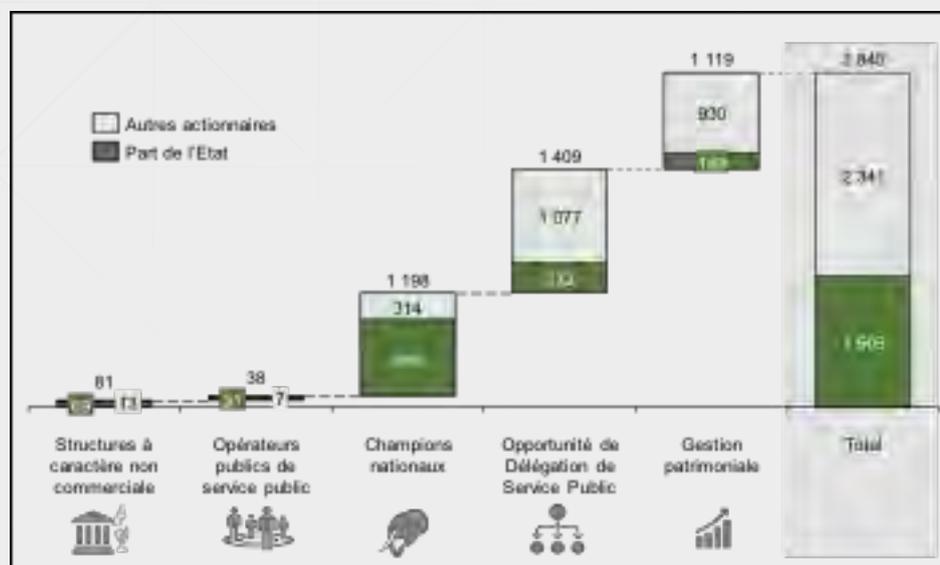
GRAPHIQUE 6 : Situation du résultat net par niveau de participation (Milliards FCFA)



Le segment « Champions nationaux » compte pour la moitié de la quote-part de l'État dans le chiffre d'affaires

La quote-part de l'État dans le chiffre d'affaires (chiffre d'affaires-part État) est dominée par le segment « Champions nationaux » qui compte pour 59% (884,70 milliards FCFA) du total. Le reste des segments par ordre d'importance se décline comme suit : « Opportunité de DSP » pour 22% (331,60 milliards FCFA), « Gestion patrimoniale » pour 13% (189,12 milliards FCFA), « Structures à caractère non commercial » pour 5% (68,74 milliards FCFA), et « Opérateurs publics de service public » pour 2% (30,66 milliards FCFA).

GRAPHIQUE 7 : Situation du chiffre d'affaires par segment (Milliards FCFA)

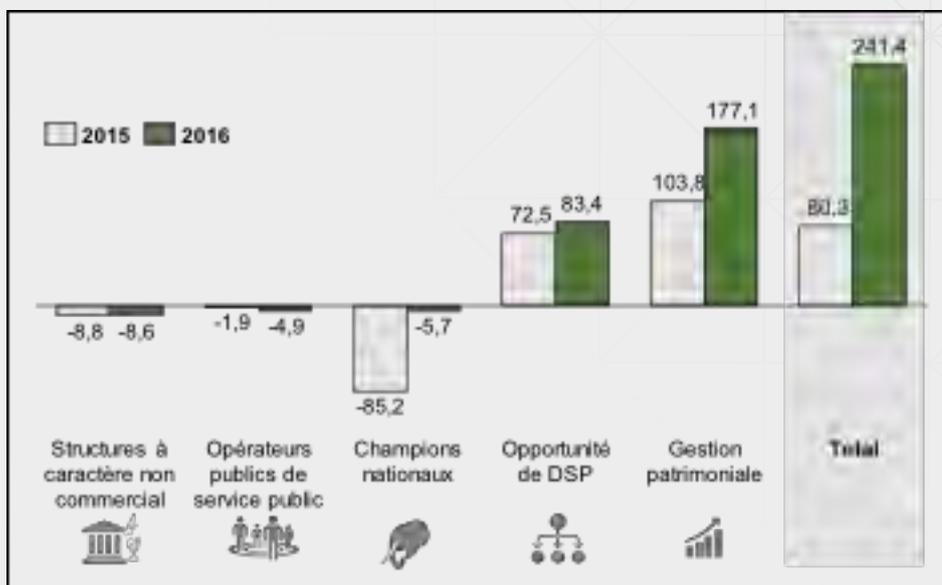


Le segment « Gestion patrimoniale » contribue le plus à la formation d'un résultat net bénéficiaire

De 2015 à 2016, les résultats nets cumulés par segment ont évolué de la manière suivante :

- **Hausse de 73,36 milliards FCFA pour le segment « Gestion patrimoniale »** (de 103,78 milliards FCFA à 177,14 milliards FCFA en 2016). Cette hausse a été favorisée principalement par les sociétés AGBAOU GOLD (80,60 milliards FCFA, contre 48,19 milliards FCFA en 2015), CIPREL (25,70 milliards FCFA, contre 16,54 milliards FCFA en 2015), TONGON SA (23,15 milliards FCFA, contre 12,58 milliards FCFA en 2015) et NHCI (21,66 milliards FCFA, contre 3,46 milliards FCFA en 2015).
- **Hausse de 10,93 milliards FCFA pour le segment « Opportunités de DSP »** (de 72,49 milliards FCFA en 2015 à 83,42 milliards FCFA), favorisée par l'augmentation du résultat net de Orange Côte d'Ivoire, CIE et SOCOPRIM (hausse cumulée de 9,94 milliards FCFA).
- **Baisse de 3,01 milliard FCFA pour le segment « Opérateurs publics de service public »** (un déficit de 4,92 milliards FCFA en 2016, contre un déficit de 1,91 milliard FCFA en 2015), favorisée par la PCI, la RTI et la SNPECI ;
- **Amélioration de 79,57 milliards FCFA pour le segment « Champions nationaux »** (de -85,23 milliards FCFA en 2015 à -5,66 milliards FCFA), impulsée par les sociétés PETROCI et SIR, dont le résultat net a progressé de 81,41 milliards FCFA en 2016 ;
- **Amélioration de 0,22 milliard FCFA pour le segment « Structures à caractère non commercial »** (un déficit de 8,61 milliards FCFA, contre un déficit de 8,83 milliards FCFA en 2015), favorisé par l'augmentation de 5,93 milliards FCFA du résultat net des sociétés ANADER, SODEMI et AIGF.

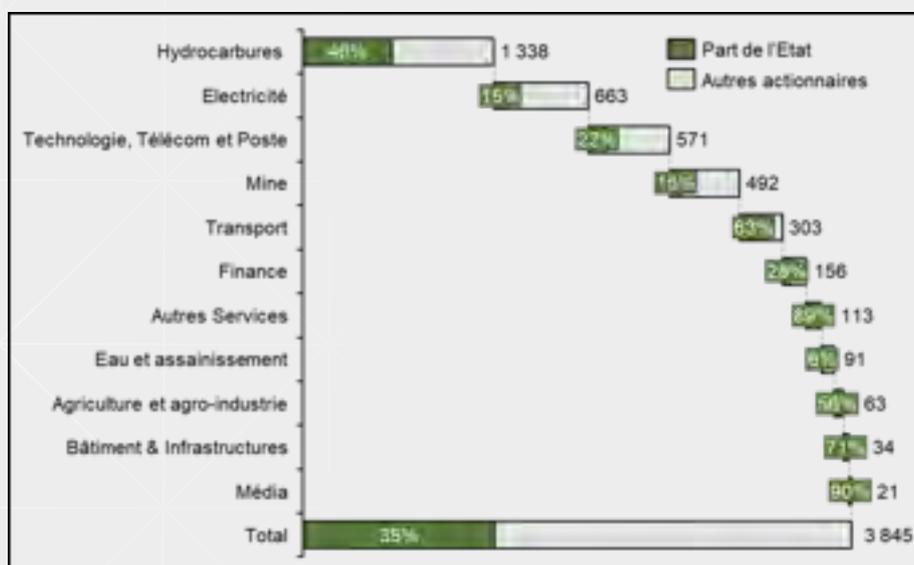
GRAPHIQUE 8 : Situation du résultat net par segment (Milliards FCFA)



Un chiffre d'affaires dominé par le sous-secteur « Hydrocarbures »

Le portefeuille de l'État en 2016 couvre onze (11) sous-secteurs d'activités. Le sous-secteur « Hydrocarbures », avec un chiffre d'affaires de 1 338,16 milliards FCFA (35%), compte pour la majeure partie du chiffre d'affaires global du portefeuille. Vient ensuite le sous-secteur « Électricité » avec un chiffre d'affaires de 662,88 milliards FCFA, soit 17% du chiffre d'affaires global du portefeuille de l'État. Le graphique, ci-après, présente le chiffre d'affaires suivant les sous-secteurs d'activités.

GRAPHIQUE 9 : Situation du chiffre d'affaires par sous-secteur (Milliards FCFA)

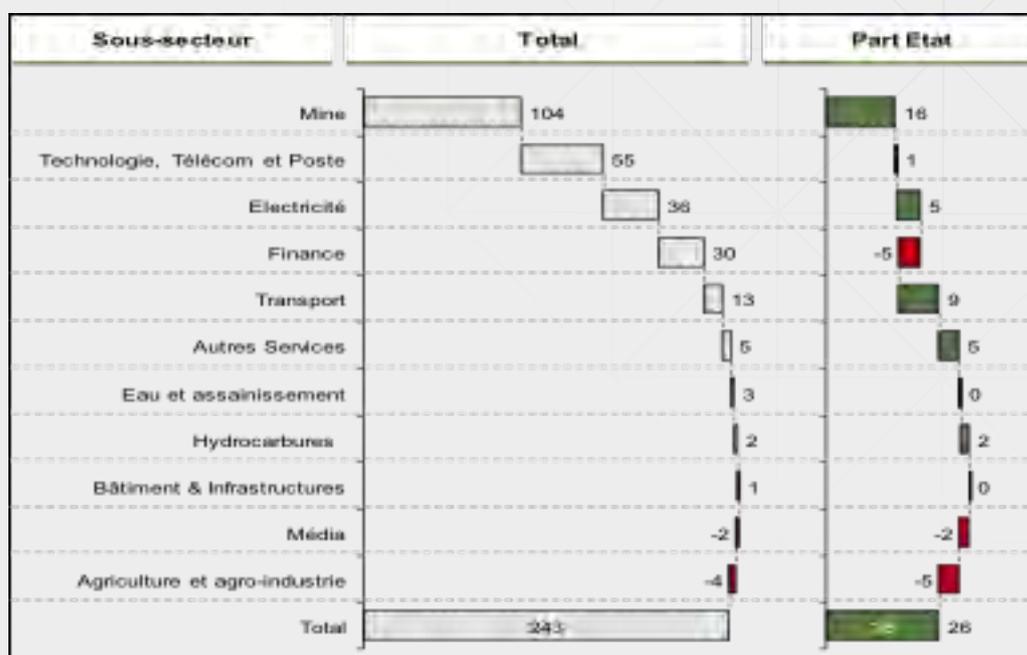


Un résultat net dominé par le secteur « Mines »

Le résultat varie selon le secteur d'activités, mais reste dominé par le sous-secteur « Mine ». Ce résultat par sous-secteur d'activités se présente comme suit :

- **Mine - une hausse de 51,95 milliards FCFA** (104,43 milliards FCFA, contre 52,49 milliards FCFA en 2015) favorisée par l'effet combiné de l'augmentation de 50,61 milliards FCFA du résultat net des sociétés AGBAOU GOLD et NHCI et de la baisse de 19,78 milliards FCFA du résultat net de la société LGL en 2016 ;
- **Technologie, Télécom et Poste - une baisse de 1,96 milliard FCFA** (53,15 milliards FCFA, contre 55,11 milliards FCFA en 2015) due à l'effet combiné de la hausse (4,78 milliards FCFA) du résultat de Orange Côte d'Ivoire et Webb Fontaine et à la baisse (-5,42 milliards FCFA) du résultat enregistré par la société ANSUT ;
- **Électricité - une hausse de 11,72 milliards FCFA** (36,48 milliards FCFA, contre 24,76 milliards FCFA en 2015) due aux résultats positifs de la CIPREL et de la CIE qui ont connu des hausses respectives de 9,16 milliards FCFA et 2,56 milliards FCFA en 2016.
- **Finance - une hausse de 10,71 milliards FCFA** (29,84 milliards FCFA, contre 19,13 milliards FCFA en 2015) favorisée principalement par la NSIA banque, la SIB à hauteur de 5,10 milliards FCFA et par la réduction du déficit de 5,20 milliards de la CNCE.
- **Transport - une hausse de 5,59 milliards FCFA** (12,62 milliards FCFA, contre 7,03 milliards FCFA en 2015, impulsée surtout par la société SOCOPRIM, dont le résultat net a progressé de 3,78 milliards FCFA en 2016 ;
- **Autres Services - une baisse de 2,72 milliards FCFA** (5,16 milliards FCFA, contre 7,88 milliards FCFA en 2015) due essentiellement à la contre-performance enregistrée par les sociétés SPDC, SODERTOUR-LACS et INS-SODE (-5,26 milliards FCFA) ;
- **Eau et Assainissement - une baisse de 0,26 milliard FCFA** (2,93 milliards FCFA, contre 3,20 milliards FCFA en 2015) favorisée par la SODECI, dont le résultat net s'est établi à 2,71 milliards FCFA, contre 3,29 milliards FCFA en 2015 ;
- **Hydrocarbures - une hausse de 82,89 milliards FCFA** (2,35 milliards FCFA, contre -80,54 milliards FCFA en 2015) occasionnée par le passage du déficit de la PETROCI HOLDING de -39,47 milliards FCFA en 2015 à un bénéfice de 5,38 milliards FCFA en 2016 et par la réduction du déficit de la SIR (-8,34 milliards FCFA, contre -44,90 milliards FCFA en 2014) ;
- **Bâtiment et Infrastructures - une baisse de 1,79 milliard FCFA** (692,69 millions FCFA, contre 2,49 milliards FCFA en 2015) occasionnée par la réduction de 2,61 milliard FCFA du résultat net enregistré par la SICOI ;
- **Media - une baisse de 1,21 milliard FCFA** (-2,31 milliards FCFA, contre -1,09 milliard FCFA en 2015) favorisée par la réduction du résultat cumulé de la RTI et de la SNPECI de 0,96 milliard FCFA en 2016 ;
- **Agriculture et Agro-industrie - une hausse de 6,16 milliards FCFA** (-3,99 milliards FCFA, contre -10,14 milliards FCFA en 2015) imputable à la hausse des résultats cumulés de CI-ENGINEERING et ANADER de 6,29 milliards FCFA.

GRAPHIQUE 10 : Situation du résultat net par sous-secteur d'activité (Milliards FCFA)



En résumé, les entreprises du portefeuille de l'État ont bénéficié de l'effet conjugué de la performance des secteurs « Mines » (104,43 milliards FCFA en 2016, contre 52,49 milliards FCFA en 2015) et « Hydrocarbures » (+2,35 milliards FCFA en 2016, contre -80,54 milliards FCFA en 2015)

En ce qui concerne le secteur « Mines », son résultat net a été impacté positivement par celui de la société AGBAOU (80,60 milliards FCFA en 2016, contre 48,19 milliards FCFA en 2015). Cette société a enregistré une hausse de 32,41 milliards FCFA de son résultat net suite à la progression de 8% des quantités d'or vendues.

Enfin, la performance du secteur « Hydrocarbures » s'explique, essentiellement, par celle de la PETROCI et de la SIR. En effet :

- le résultat net de la PETROCI est passé d'un déficit de 39,47 milliards FCFA en 2015 à 5,38 milliards FCFA en 2016, du fait de la baisse des charges d'exploitation de ladite société qui ont baissé de 16%, en raison de la réduction des achats de marchandises et des services extérieurs, notamment les honoraires.
- Quant à la SIR, son déficit net s'est réduit de 36,56 milliards FCFA en passant de -44,90 milliards FCFA en 2015 à -8,34 milliards FCFA en 2016.

Les meilleures performances

Au 31 décembre 2016, les meilleures performances en termes de résultat net ont été réalisées par les entreprises des secteurs « Mines », « Technologie, Télécom et Poste », « Electricité » et « Finance ».

TABLEAU 2 : Les 10 meilleures performances de 2016

SOCIÉTÉS	CAPITAL (MILLIONS)	PARTS ÉTAT	RN 2015 (MILLIONS)	RN 2016 (MILLIONS)
AGO	100	15,00%	48 189	80 599
OCI	5 996	15,03%	44 777	48 382
CIPREL	29 200	14,70%	16 539	25 699
TONGON SA	10	10,00%	12 583	23 152
NHCI	10	10,00%	3 459	21 660
NSIA-BANQUE	20 000	10,00%	14 296	17 120
SIB	10 000	5,00%	14 812	17 091
WFCI	100	8,00%	12 450	13 628
PAA	16 000	100,00%	11 473	11 804
CIE	14 000	15,00%	8 220	10 780

Les dix (10) meilleures performances, en termes de résultats nets, se répartissent comme suit :

- neuf (09) sociétés à participation financière publique minoritaire, et une société d'État (PAA).
- Sept (07) sociétés du segment « gestion patrimoniale » et trois (03) sociétés du segment (Opportunité de Délégation de Service Public) (Orange CI, PAA et CIE)

Ces sociétés sont en progression par rapport à l'exercice 2015.

Au niveau des performances individuelles et indépendamment du niveau de participation de l'État, les sociétés AGBAOU (80,60 milliards FCFA), ORANGE CI (48,38 milliards FCFA), CIPREL (25,70 milliards FCFA), TONGON SA (23,15 milliards FCFA) et NHCI (21,66 milliards FCFA) ont généré les meilleurs résultats nets au 31 décembre 2016, avec une contribution cumulée de plus de 60,87% à la formation du résultat généré par les sociétés bénéficiaires du portefeuille.

Les pertes les plus importantes

Le tableau, ci-dessous, donne le classement des dix (10) entreprises les moins performantes du portefeuille de l'État en 2016.

TABLEAU 3 : Les 10 pertes les plus importantes de 2016

SOCIÉTÉS	CAPITAL (MILLIONS)	PARTS ÉTAT	RN 2015 (MILLIONS)	RN 2016 (MILLIONS)
LGL	90	10,00%	-9 106	-28 884
CNCE	35 000	100,00%	-17 558	-12 359
ACI	63 000	57,54%	-8 829	-8 730
SIR	39 000	47,28%	-44 899	-8 336
ANSUT	500	100,00%	-983	-6 399
CIDT	7 200	99,99%	-5 337	-5 746
CNRA	500	40,00%	-2 203	-2 509
SNPECI	175	100,00%	-1 935	-2 413
PCI	12,66	100,00%	-1 731	-4 030
CML	600	61,00%	-2 762	-2 091

La répartition des dix (10) entreprises les moins performantes du portefeuille de l'État en 2016 est la suivante :

- quatre (04) sociétés d'État (CNCE, SNPECI, ANSUT, PCI), trois (03) sociétés à participation financière publique majoritaire (Air Côte d'Ivoire, CIDT, CML), deux (02) sociétés à participation financière publique avec minorité de blocage (SIR, CNRA) et une (01) société à participation financière publique minoritaire (LGL).
- quatre (04) sociétés du segment « gestion patrimoniale » (LGL, CNCE, CIDT, CML), deux (02) champions nationaux (Air Côte d'Ivoire, SIR), deux (02) structures non-commerciales (CNRA, ANSUT) et deux (02) sociétés du segment « Opérateurs publics de service public » (SNPECI et PCI).

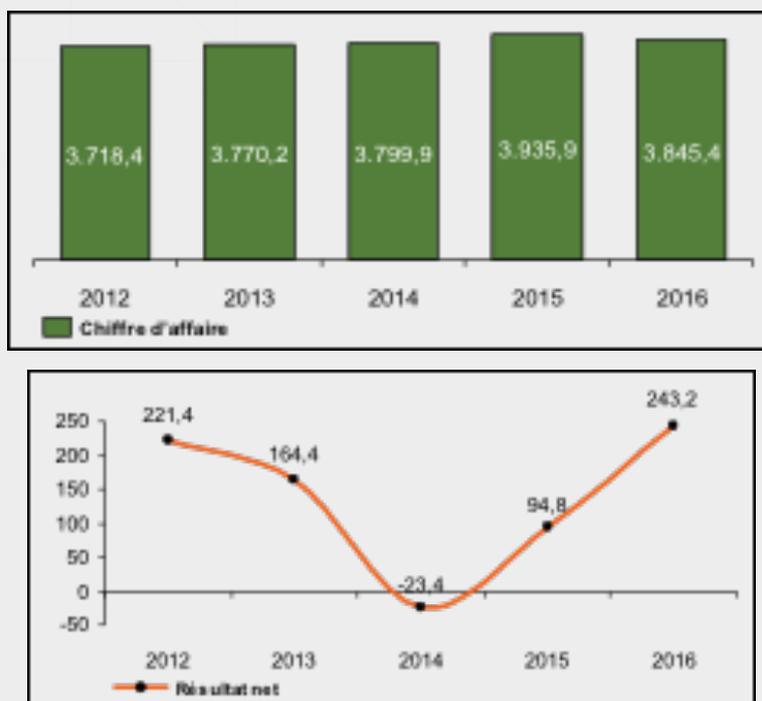
Les sociétés LGL, CNCE, Air Côte d'Ivoire, SIR et ANSUT ont enregistré les plus importantes pertes avec, respectivement, des résultats nets négatifs de 28,88 milliards FCFA, 12,35 milliards FCFA, 8,73 milliards FCFA, 8,34 milliards FCFA et 5,75 milliards FCFA.

Avec une perte cumulée de 64,71 milliards FCFA, soit une contribution de 76,54% aux résultats des sociétés déficitaires, ces cinq (05) sociétés ont réalisé la quasi-totalité des pertes enregistrées sur l'ensemble du portefeuille de l'État au cours de l'exercice 2016.

Six (06) d'entre elles à savoir, la LGL, l'ANSUT, la SNPECI, la CIDT, la PCI, le CNRA et la LGL ont enregistré des contre-performances, tandis que la SIR, la CNCE, la CML et la compagnie Air Côte d'Ivoire ont enregistré une réduction de leurs déficits en 2016 comparativement à 2015.

Le graphique, page 44, résume l'évolution des performances du portefeuille de l'État.

GRAPHIQUE 11 : Evolution de la performance globale du portefeuille de l'État (en milliards FCFA)



Une meilleure contribution du portefeuille au budget de l'État

En plus des impôts, l'État collecte des ressources non fiscales provenant des entreprises de son portefeuille. Il s'agit, principalement, des dividendes.

Au titre de l'exercice 2016, **les dividendes collectés par l'État se sont élevés à un montant de 17,25 milliards FCFA**, contre 9,31 milliards enregistrés en 2015, soit une hausse de 85%.

Cette situation est imputable à la société TONGON SA qui a distribué des dividendes en 2016 à hauteur de 5,10 milliards FCFA, contre 1,07 milliard FCFA en 2015, suite à sa bonne performance au cours de l'exercice.

Toutefois, il convient de souligner que les entreprises ayant versé des dividendes ont consenti des efforts. En effet, le taux de distribution des dividendes s'est établi à 52,02% en 2016, contre 71,15% en 2015

TABLEAU 4 : Dividendes perçus par l'État actionnaire (millions FCFA)

N SOCIETES	PART ETAT	DIVIDENDE NET D'IVRM 2015	TAUX DE DISTRIBUTION 2015 (%)	DIVIDENDE NET D'IVRM 2016	TAUX DE DISTRIBUTION 2016 (%)
1 TONGON SA	10%	1 070	-91,50%	5 104	-77,95%
2 PETROCI HOLDING	100%	0	-100,00%	2 550	-52,58%
3 CIPREL	15%	1 213	-92,67%	1 750	-93,19%
4 AGBAOU GOLD OPERATIONS	15%	510	-98,94%	1 700	-97,89%
5 CIE	15%	1 109	-86,51%	1 455	-86,50%
6 ORANGE CI	15%	2 218	-95,05%	1 278	-97,36%
7 WFCI	8%	847	-93,20%	927	-93,20%
8 NSIA BANQUE	10%	775	-94,58%	765	-95,53%
9 SOCOPRIM	25%	0	-100,00%	642	-83,21%
10 SIB	5%	856	-94,22%	428	-97,50%
11 LONACI-SEM	80%	211	-63,26%	340	-58,59%
12 IPS (WA)	15%	132	-90,03%	161	-89,74%
13 SODECI	3%	95	-97,12%	79	-97,08%
14 AERIA	10%	72	-97,49%	34	-99,11%
15 BRVM	2%	22	-98,58%	25	-98,49%
16 DCBR	2%	14	-98,53%	15	-98,50%
17 SMI	40%	170	-98,69%	0	-100,00%
TOTAL GÉNÉRAL	22%	9 313	-94,03%	17 252	-93,56%

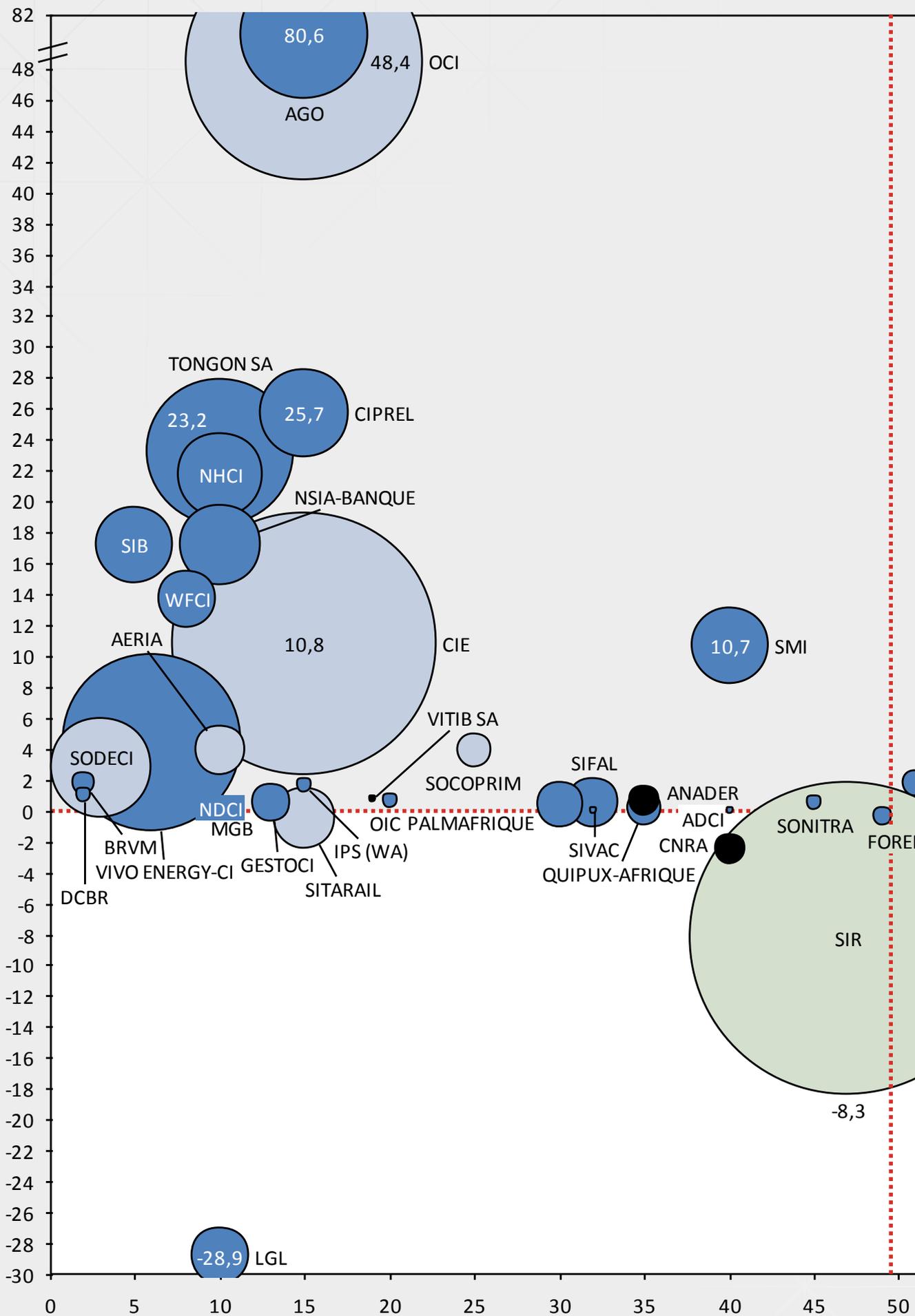
Valeur du portefeuille de l'État

La **valeur patrimoniale cumulée (valeur part-État)** des entreprises du portefeuille de l'État, excepté les structures non commerciales, est estimée à **1393 milliards FCFA** en 2016 contre **906 milliards FCFA** et **800 milliards FCFA** respectivement en 2015 et 2014.

En 2016, la branche hydrocarbures, dont la valeur est estimée à **585 milliards FCFA**, soit **42%** de la valeur totale du portefeuille, a une position dominante suivie de la branche transports, évaluée à **249 milliards FCFA**, soit **18%** de la valeur patrimoniale.

UTILISATION EFFICACE DES DENIERS PUBLICS

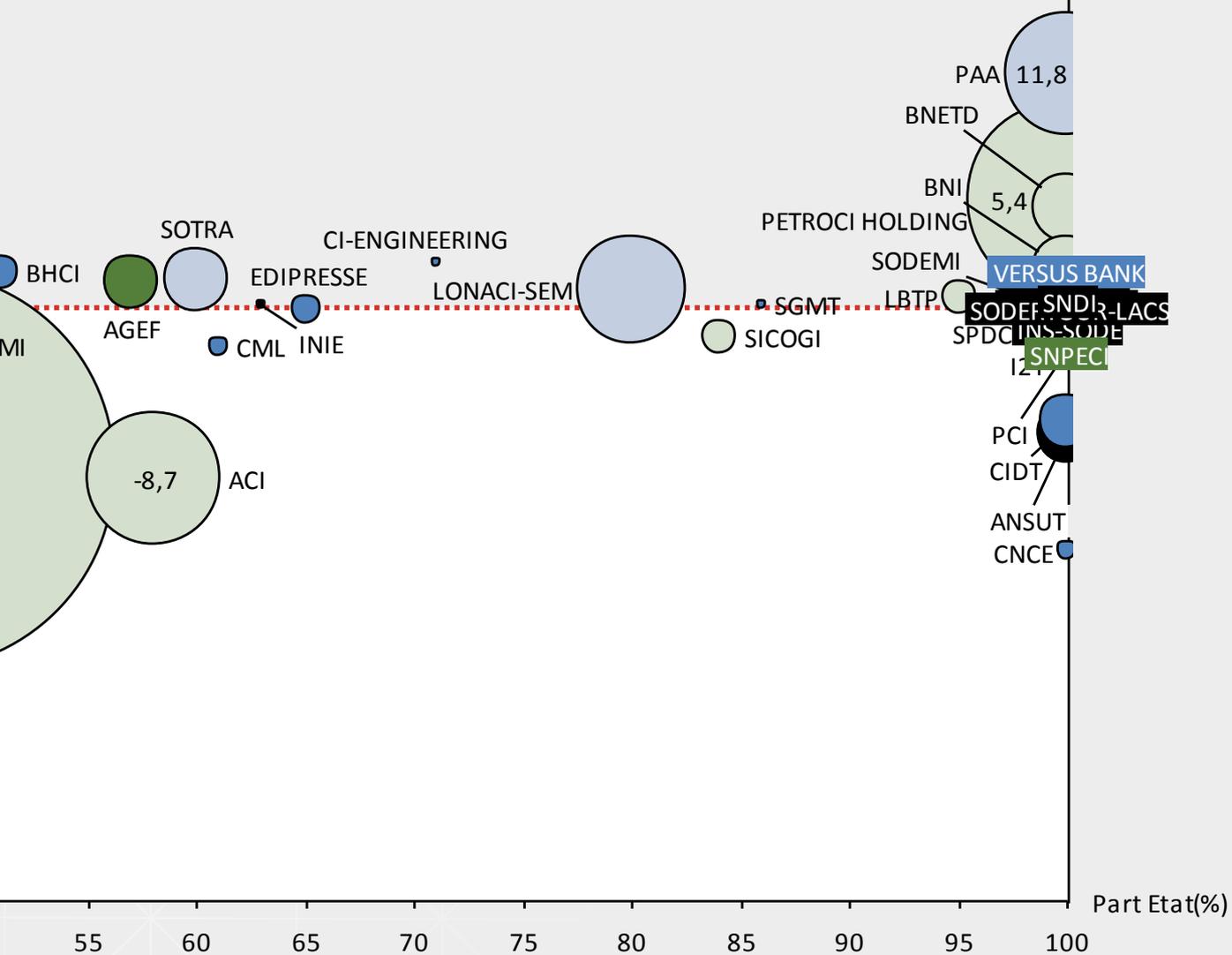
Au titre de l'exercice 2016, **vingt-six (26) entreprises du portefeuille ont bénéficié de subventions de l'État**, contre vingt-cinq (25) en 2015. Le montant total des subventions s'est établi à 165,47 milliards FCFA en 2016, contre 246,60 milliards FCFA en 2015, soit une baisse de 32,90%.



- Champions nationaux
- Gestion patrimoniale
- Opérateurs publics de service public
- Opportunité de Délégation de Service Public
- Structures non commerciales

x Résultat net

La taille des bulles représente le Chiffre d'affaires(Mds)



Ce montant se décompose comme suit :

- subventions d'exploitation et d'équilibre : 150,68 milliards FCFA en 2016, contre 232,22 milliards FCFA en 2015 ;
- subventions d'investissement : 14,79 milliards FCFA en 2016, contre 14,39 milliards FCFA en 2015.

Ce montant global des subventions intègre des appuis financiers de certaines structures autres que l'État (bailleurs de fonds, parafiscalité).

En effet, au titre de l'exercice 2016, **les subventions aux entreprises publiques prévues dans la Loi des Finances portant budget de l'État s'élevaient à 56,51 milliards FCFA**, contre 45,19 milliards FCFA inscrits au budget de l'État en 2015, soit une baisse de 15,42%.

Ce montant se décompose comme suit :

- subvention d'exploitation et d'équilibre : 35,23 milliards FCFA ;
- subvention d'investissement : 10,90 milliards FCFA.

Le niveau des subventions octroyées aux entreprises publiques s'explique par la volonté de l'État ivoirien d'accompagner le développement de certaines d'entre elles, notamment celles qui ont une mission de service public.

À titre d'exemple, l'état de dégradation avancée des infrastructures routières a conduit l'État ivoirien à mettre en place un programme d'urgence pour la réhabilitation des routes. Ainsi, en sa qualité de maître d'œuvre, le Fonds d'Entretien Routier (FER) bénéficie depuis l'exercice 2012, de subventions importantes pour la mise en œuvre dudit programme. Ces subventions se sont élevées à 72,46 milliards FCFA en 2016, contre 152,68 milliards FCFA en 2015.

En ce qui concerne la répartition des subventions versées par entreprise publique, sur les **vingt-quatre (24) entreprises bénéficiaires des subventions d'exploitation et d'équilibre**, le FER, CI-ENERGIES, la SOCOPRIM, l'ANADER, la RTI sont celles qui ont bénéficié des montants les plus élevés en raison de leurs missions.

CI-ENERGIES bénéficie de subventions pour la maîtrise d'œuvre des investissements en matière d'extension, de renforcement et de renouvellement du réseau de transport, de distribution et d'électrification rurale. En 2016, la société a bénéficié d'une subvention de 17,87 milliards FCFA.

Quant à la SOCOPRIM, société concessionnaire du pont Henri Konan Bédié (3ème pont), elle a bénéficié de subventions pour la compensation de l'écart entre le revenu garanti et le revenu perçu. En 2016, la société a bénéficié d'une subvention de 17,68 milliards FCFA. Par ailleurs, l'ANADER, dont la mission principale consiste en l'encadrement du monde paysan, bénéficie de subventions d'exploitation pour le financement de son activité d'un montant de 8,2 milliards FCFA.

La SOTRA a reçu des subventions d'équilibre d'un montant de 8 milliards FCFA d'une part, en compensation des tarifs sociaux pratiqués et d'autre part, pour le transport gratuit des écoliers, policiers, gendarmes et militaires.

En ce qui concerne les **subventions d'investissement, sur les quatorze (14) sociétés bénéficiaires**, la SODEXAM, la GESTOCI, le PASP, l'ONAD et l'INIE sont les sociétés qui ont bénéficié des montants les plus importants en 2016.

Au titre des participations, les sociétés d'État sont celles qui ont le plus bénéficié de subventions avec un montant de 119,90 milliards FCFA, soit 72% des subventions.

Au niveau des segments, les segments « Structures non commerciales » et « Opportunité de Délégation de Service Public » sont ceux qui ont bénéficié des subventions les plus importantes, avec des montants, respectifs, de 110,47 milliards FCFA (67%) et 37,43 milliards FCFA (23%) en 2016.

Du point de vue sectoriel, les secteurs « Transport » et « Électricité » sont ceux qui ont bénéficié des subventions les plus importantes, avec des montants, respectifs, de 112,28 milliards FCFA (68%) et 17,87 milliards FCFA (11%) en 2016.



Séance de travail du Comité de Direction Générale

TABEAU 5 : Sociétés ayant bénéficié des subventions en 2016
(Valeurs en millions FCFA)

	SE* 2015	SE* 2016	SI** 2015	SI** 2016	ST*** 2015	ST*** 2016
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	11 956	12 227	114	229	12 070	12 456
ANADER	7 300	8 200	78	0	7 378	8 200
CNRA	1 656	1 728	0	0	1 656	1 728
I2T	1 189	880	1	229	1 190	1 109
SIVAC	232	211	35	0	267	211
SODEFOR	1 579	1 208	0	0	1 579	1 208
AUTRES SERVICES	9 609	5 024	3 467	744	13 076	5 769
ADCI	0	175	0	0	0	175
BNETD	1 740	1 740	0	36	1 740	1 776
INIE	791	791	2 000	558	2 791	1 349
INS-SODE	1 647	2 054	3	16	1 650	2 070
SODERTOUR-LACS	5 432	265	1 463	134	6 895	399
EAU ET ASSAINISSEMENT	2 774	2 818	723	668	3 497	3 486
ONAD	934	1 046	536	649	1 470	1 694
ONEP	1 840	1 773	187	19	2 027	1 792
ÉLECTRICITÉ	13 284	17 870	0	0	13 284	17 870
CI-ENERGIES	13 284	17 870	0	0	13 284	17 870
HYDROCARBURES	8	1 147	6 090	3 756	6 097	4 903
GESTOCI	0	0	6 090	3 756	6 090	3 756
VIVO ENERGY-CI	8	1 147	0	0	8	1 147
MÉDIA	7 461	8 036	80	67	7 540	8 103
RTI	7 363	7 886	0	0	7 363	7 886
SNPECI	97	150	80	67	177	218
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE	600	600	0	0	600	600
VITIB SA	600	600	0	0	600	600
TRANSPORT	186 522	102 955	3 914	9 329	190 437	112 284
AGERROUTE	336	354	79	42	415	396
AIR CÔTE D'IVOIRE	2 000	2 000	0	0	2 000	2 000
FER	155 380	72 263	301	195	155 680	72 458
PASP	0	0	300	1 120	300	1 120
SITARAIL	663	662	0	0	663	662
SOCOPRIM	17 093	17 680	0	0	17 093	17 680
SODEXAM	1 620	1 995	3 235	7 915	4 854	9 910
SOTRA	9 431	8 000	0	58	9 431	8 058
TOTAL GÉNÉRAL	232 215	150 677	14 387	14 793	246 602	165 471

* SE : Subvention d'Exploitation ; ** SI : Subvention d'Investissement ; *** ST : Subvention Totale

SERVICE PUBLIC ET IMPACT DÉVELOPPEMENTAL

Les « Structures à caractère non commercial » en tête de file pour le développement économique et social

Les « Structures à caractère non commercial » constituent des instruments efficaces à la disposition de l'État pour la mise en œuvre de sa politique de développement. Elles sont les véhicules à travers lesquels l'État exécute les investissements publics inscrits dans le Programme National de Développement (PND) 2016-2020.

Au plan agricole, par exemple, le CNRA a exécuté plusieurs programmes de recherche dans les filières café cacao, anacarde, mangue, vivrier, etc. L'ANADER, quant à elle, a encadré 22% des producteurs.

Pendant ce temps, CI-ENERGIES a contribué à faire évoluer le taux d'accès à l'électricité de 78% en 2014 à 81% en 2016, avec à la mise sous tension de 288 localités. Le rendement global du système électrique a atteint 80,30%, contre 78,78% en 2015 résultant de l'excellent niveau des rendements des segments transports (92,93%) et distribution (89,92%).

En termes d'eau et d'assainissement, l'ONEP a contribué à faire passer le taux d'accès en eau potable de 54% en 2015 à 59%, en axant ses activités sur le suivi et la gestion des ressources en eau et en réalisant des travaux de prospection géophysique pour l'implantation de forages d'eau. L'ONAD a, quant à lui, réalisé des travaux de drainage dans onze (11) Chefs-lieux de Région, à savoir Abengourou, Bouaké, Bondoukou, Daloa, Dimbokro, Gagnoa, Man, Korhogo, San-Pédro, Séguéla et Odienné.

Le segment « Opportunités de DSP » contribue à améliorer les services rendus aux populations

La production totale d'eau de la SODECLI a progressé de 7% en s'établissant à 242 393 km³ en 2016. Le nombre d'abonnés actifs à l'eau a augmenté de 10% et la facturation annuelle en volume s'est accrue de 6% (passant de 171 214km³ en 2015 à 180 583km³).

Pendant ce temps, le secteur de l'électricité a connu une amélioration significative au niveau technique. Le temps moyen de coupure (TMC) global du réseau observe une baisse significative (de 16h55 minutes), passant de 44h38 minutes en 2015 à 27h43 minutes.

PRÉSENTATIONS SECTORIELLES & FICHES ENTREPRISES



AGRICULTURE & MINE

AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	50
ANADER	52
CIDT	53
CI-ENGINEERING	54
CNRA	55
I2T	56
IPS (WA)	57
PALMAFRIQUE	58
SIVAC	59
SODEFOR	60
MINE	62
AGBAOU	64
CML	65
FOREMI	66
LGL	67
NDCI	68
NHCI	69
SMI	70
SODEMI	71
TONGON	72

HYDROCARBURES, ÉLECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT

EAU ET ASSAINISSEMENT	74
ONAD	76

ONEP	77
SODECI	78
ELECTRICITÉ	80
CIE	82
CI-ENERGIE	83
CIPREL	84
HYDROCARBURES	86
GESTOCI	88
PETROCI	89
SIFAL	90
SIR	91
VIVO ENERGY CI	92

MÉDIA & AUTRES SERVICES

MÉDIA	94
EDIPRESSE	96
RTI	97
SNPECI	98
SERVICE	100
ADCI	102
BNETD	103
INIE	104
INS	105
LONACI	106
SODERTOUR LAC	107
SPDC	108



TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCE

FINANCE	110
BHCI	112
BNI	113
BRVM	114
CNCE	115
DCBR	116
NSIABANQUE	117
SIB	118
VERSUS BANK	119
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE	120
AIGF	122
ANSUT	123
OCI	124
PCI	125
QUIPUX	126
SNDI	127
VITIB	128
WEBB FONTAINE	129

TRANSPORT, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES

BÂTIMENTS ET INFRASTRUCTURES	130
AGEF	132
FODI	133
LBTP	134

MGB	135
SGMT	136
SICOGI	137
SONITRA	138
TRANSPORT	140
ACI	142
AERIA	143
AGEROUTE	144
FER	145
OIC	146
PAA	147
PASP	148
SIPF	149
SITARAIL	150
SOCOPRIM	151
SODEXAM	152
SOTRA	153



AGRICULTURE & MINE

AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE



AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE DES ENTREPRISES PUBLIQUES DU SECTEUR EN DÉPIT D'UN ENVIRONNEMENT GÉNÉRAL DÉFAVORABLE

La croissance du PIB du secteur agricole a connu en 2016 un ralentissement marqué par une évolution de +0,8%, contre +2,8 en 2015. Cette situation s'explique notamment par le recul des quantités produites de café (-16,6%), de cacao (-10,5%), d'ananas (27%), d'anacarde (-7,5%) et l'évolution mitigée des cours des principaux produits d'exploitation, à savoir le café (-14,2%), le caoutchouc (-13,2%), le coton (-2,1%), la cacao (+3,3%) et l'huile de palme (+0,5%).

Le recul de la croissance observé au niveau de ce secteur s'explique en grande partie par les changements climatiques qui induisent en général une perturbation des calendriers culturaux, une baisse de la pluviométrie, et la résurgence de certaines maladies végétales, dont le « swoollen shoot » qui a provoqué l'arrachage de plus de 6 000 ha de vergers de cacao.

En dépit de cet environnement général défavorable, les performances des neuf (09) entreprises publiques opérant dans ce secteur se sont améliorées. En effet, le Chiffre d'affaires global du secteur agro-industriel s'est établi à 62,82 milliards FCFA, contre 56,29 milliards FCFA en 2015, soit une hausse de 11,61%. De même, le Résultat d'Exploitation global se fixe quant à lui à -7,32 milliards FCFA, contre -9,85 milliards FCFA en 2015, soit une amélioration de 25,73%.

Malgré une nette amélioration de 60,69%, le résultat net global demeure déficitaire comme en 2015, avec une perte de 3,99 milliards FCFA, contre un déficit de 10,14 milliards FCFA en 2015.

Cette tendance à la hausse du résultat net du secteur a été soutenue par certaines sociétés, à savoir CI-ENGINEERING (+361,63%), ANADER (+123%), PALMAFRIQUE (+414,65%) et la SODEFOR (+136%). Ces évolutions s'expliquent respectivement par :

- ◆ CI ENGINEERING : la réalisation d'un résultat net exceptionnel de 2,20 milliards FCFA suite à l'abandon par l'État de ses dettes fiscales sur la société d'un montant de 3,2 milliards FCFA
- ◆ ANADER : l'augmentation de ses ressources propres consécutive à la signature de nouvelles conventions, dont celle relative à l'exécution du volet conseil agricole du programme de production de vivriers ;
- ◆ PALMAFRIQUE : l'accroissement de la production d'huile de palme (22,41%) et l'amélioration du taux d'extraction de palmiste (3,87%, contre 3,41% en 2015) ;
- ◆ SODEFOR : la baisse des charges d'exploitation (-21,81%) et la hausse des reprises de provisions (128%).

Par contre, les sociétés comme le CNRA (-5,75 milliards FCFA), la CIDT (-2,51 milliards FCFA) et I2T (- 437,17 millions FCFA) ont enregistré d'importants déficits expliquant le résultat net global encore déficitaire du secteur.

Par ailleurs, seule la société IPS a distribué, au niveau de ce sous secteur, des dividendes pour un montant total brut de 1,1 milliard FCFA dont 161 millions FCFA (en net d'IRVM) revenant à l'État de Côte d'Ivoire.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 29 septembre 1993

CA 10,17 milliards FCFA

DG SIDIKI Cissé

Capital social 500 millions FCFA

Résultat Net 607,53 milliards FCFA

Adm. MADR CONDE née TOURE
Djénébou

Capitaux propres 400,51 milliards FCFA

Subv. d'expl. 8,20 milliards FCFA

Adm. MEF TRAORE Seydou

Part de l'État 35%

PCA KOUAME Brou

Effectif 2369

L'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) est une société anonyme, dont la mission est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie du monde rural par la professionnalisation des exploitants et des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA). A cet effet, elle conçoit et met en œuvre des outils et programmes appropriés pour l'accomplissement de sa mission.

Au titre de l'exercice 2016, divers programmes ont été exécutés dans les filières agricoles notamment : le café cacao, l'anacarde, les racines et tubercules, la banane plantain, les céréales (riz et maïs), l'horticulture, l'hévéa, le cocotier et la filière mangue.

Au plan commercial, **le chiffre d'affaires de l'ANADER a connu une hausse de 59,65% passant à 10,17 milliards FCFA en 2016.** Cette hausse est la conséquence de l'amélioration des produits des « travaux et services vendus » de 64% (9,95 milliards FCFA en 2016).

Compte tenu de sa mission de service public, **l'ANADER a bénéficié d'une subvention d'exploitation de 8,20 milliards FCFA en 2016,** en hausse de 12,33% par rapport à 2015. Ainsi, **les produits d'exploitation se sont établis à 19,62 milliards FCFA,** en hausse de 29,41% par rapport à l'année précédente. Cette hausse s'explique notamment par la progression du poste « travaux et services vendus » passant de 6,06 milliards FCFA en 2015 à 9,95 milliards FCFA en 2016.

Les **charges d'exploitation s'établissent à 19,03 milliards FCFA,** contre 17,73 milliards FCFA en 2015, soit une hausse de 7,3%. Cette hausse s'explique par l'augmentation du montant de plusieurs postes, notamment les autres achats (+185 millions FCFA), les services extérieurs (+242 millions FCFA) et les charges du personnel (+419 millions FCFA).

Ainsi, **l'exploitation s'est soldée par un résultat positif de 598 millions FCFA, contre un déficit de 2,57 milliards FCFA en 2015.** Le résultat financier est ressorti déficitaire de 14,9 millions FCFA, contre un déficit de 14,3 millions FCFA en 2015. En ce qui concerne le résultat hors activités ordinaires, il s'est établi à 59,6 millions FCFA, contre 43,4 millions FCFA en 2015, soit une hausse de 37,3%.

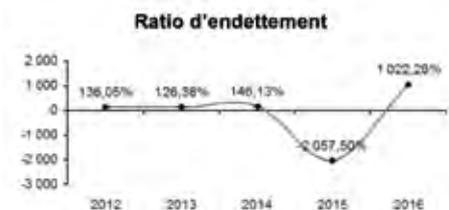
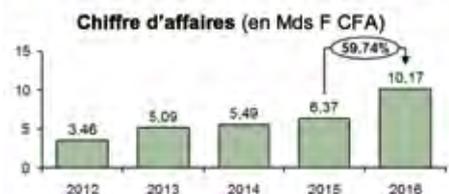
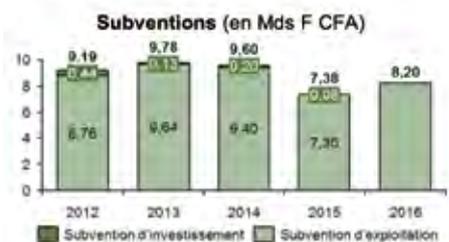
En définitive, **le résultat net s'est soldé par un bénéfice de 608 millions FCFA en 2016,** contre un déficit 2,64 milliards FCFA en 2015, soit une hausse de 123%.

Les impôts dus à l'État se sont élevés à 623 millions FCFA (dont 588 millions FCFA d'impôts et taxes et 35 millions FCFA d'impôts BIC) en 2016, contre 724,25 millions FCFA en 2015 (dont 625,97 millions FCFA d'impôts et taxes et 98,28 millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, **le ratio d'endettement de l'ANADER s'est fixé à 1022% en 2016, contre -2057% en 2015.**

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE CI	35,00%
OCAB	5,00%
INTERAVI	2,00%
KASSOUM COULIBALY	0,50%
APPH	0,40%
APROCASUD	0,20%
AUTRES	56,90%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Attribution et mise en œuvre du Programme d'Urgence d'Appui à la Production vivrière et mise en œuvre du volet cacao du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PSAC) pour un montant de 4,4 milliards ;
- ▶ Signature d'une joint-venture avec la société coréenne MJI relative à la fabrication et la commercialisation d'activateurs bio à base de silicate (SiO3).



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 20 juin 1974

CA 16,43 milliards FCFA (-3%)

DG COULIBALY Mamadou

Capital social 7,2 milliards FCFA

Résultat Net -5,75 milliards FCFA

Adm. MADR GNAMBA-YAO Guillaume

Capitaux propres -4,13 milliards FCFA

Subv. d'investissement 0 FCFA

Adm. SEPMBPE KOUA Assemien Paul

Part de l'État 99,99%

PCA FANNY Ibrahima

Effectif 330 (+10%)

Filiales UTEXI (26,60%), OIC (1,66%), ANADER (1,00%), SOSEA (0,00%)

La **Compagnie Ivoirienne pour le Développement du Textile (CIDT)** est une société agro-industrielle exerçant dans la filière coton en Côte d'Ivoire. Elle est chargée de l'égrenage du coton graine et de la commercialisation de la fibre et de la graine de coton. La CIDT a aussi la charge de l'encadrement des exploitants agricoles.

La campagne agricole 2016-2017 a été globalement marquée par la baisse de la production de coton graine passant de 32 682 tonnes à **31 563 tonnes en 2016**. Cette baisse est due à celle des surfaces emblavées de 17% (de 38 965 ha en 2015 à 32 459 ha), en raison notamment de la menace ou de l'effectivité du déguerpissement de certains producteurs dans les forêts classées. Il en est de même du rendement au champ qui a baissé en passant de 1 000kg/ha en 2015 à 837 kg/ha en 2016 à cause de l'arrivée tardive, l'irrégularité et parfois la hauteur insuffisante des pluies.

Ainsi, 15 765 tonnes de coton fibre ont été produites à partir des 36 528 tonnes de coton graine traité, contre 14 789 tonnes en 2015 pour 32 682 tonnes de coton graines traités. En conséquence, **le chiffre d'affaires a baissé de 2,7% en passant à 16,43 milliards FCFA en 2016**.

Les charges d'exploitation ont, quant à elles, augmenté de 40,08%, en passant de 23,07 milliards FCFA à 32,31 milliards FCFA en 2016 du fait de la hausse des « autres charges » qui sont passées de 777 millions FCFA en 2015 à 8,61 milliards en 2016. L'exploitation s'est ainsi soldée par un résultat déficitaire de 5,69 milliards FCFA, en recul de 14,62% par rapport à 2015. Le résultat financier s'est soldé par un déficit de 1,03 milliard FCFA, contre un déficit de 987 millions FCFA en 2015, du fait des frais financiers liés au remboursement du prêt AFREXIMBANK. Le résultat hors activités ordinaires (HAO) quant à lui à presque doublé (1,01 milliard FCFA, contre 615 millions en 2015). **En définitive, le résultat net est déficitaire de 5,75 milliards FCFA, contre un déficit de 5,34 milliards FCFA en 2015, soit une baisse de 7,6%.**

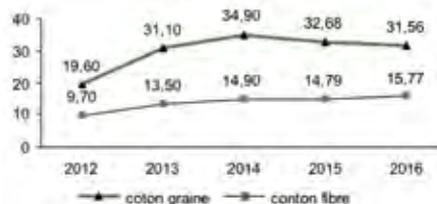
Les **impôts dus à l'État** ont connu une hausse de 13,9% en s'établissant à **430,33 millions FCFA** (dont 395,33 millions FCFA en impôts et taxes et 35 millions en impôt BIC), contre 377,82 millions FCFA en 2015.

Enfin, le **ratio d'endettement** de la société CIDT s'est fixé à -141% en 2016, contre 305,80% en 2015, en raison de la dégradation des capitaux propres.

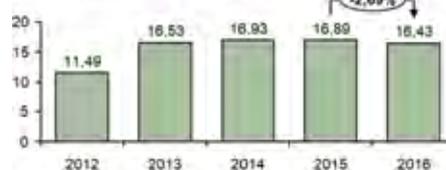
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	99,99%
AUTRES	0,01%

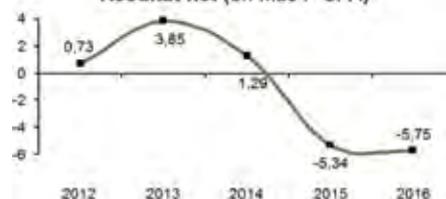
Evolution de la production de coton (en tonnes)



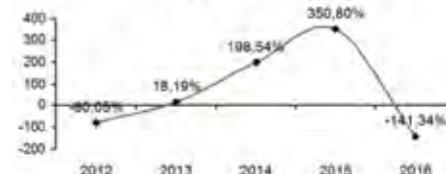
Chiffre d'affaires (en Mds FCFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Adoption d'une communication en Conseil des Ministres relative à la cession de 90% des parts de l'État à la Compagnie Ivoirienne du Coton (COIC) ;
- ▶ Remboursement du prêt AFREXIMBANK d'une valeur de 13,9 milliards FCFA ;
- ▶ Acquisition de 1022 bœufs de culture attelée relative à la mise en œuvre du PSAC 1 (Programme d'Appui au Secteur Agricole).



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1997	CA 634,83 millions FCFA (-5%)	Adm. MIM GNAMIEN N. Guillaume, ESSE Rodrigue
Capital social 1,3 milliard FCFA	Résultat Net 2,20 milliards FCFA	Adm. SEPMBPE ADOPO Fiacre
Capitaux propres -1,96 milliard FCFA	PCA GNAMIEN N'Dri Guillaume	
Part de l'État 71%	DG TRAORE Koko Carine	

Côte d'Ivoire Engineering (CI-ENGINEERING) est une société spécialisée dans la construction métallurgique et la fabrication de pièces mécaniques pour le secteur industriel en Côte d'Ivoire.

Au cours de l'exercice 2016, la société a effectué des prestations de service d'installation d'équipements et de maintenance au profit des sociétés agroindustrielles. En vue de la diversification de son portefeuille client, des prospections ont été menées dans d'autres secteurs d'activités notamment les secteurs mines, pétrole et carrière.

Le chiffre d'affaires de CI-ENGINEERING a baissé de 5,2% pour se fixer à 635 millions FCFA en 2016. Cette baisse est principalement due à celle des investissements chez les clients traditionnels de la société, en raison de la conjoncture que connaissent les filières hévéa et palmier à huile.

Les charges d'exploitation ont baissé de 20,1%, passant à 1,08 milliards FCFA en 2016. Toutefois, le taux d'exécution des charges d'exploitation est de 100,74% par rapport aux objectifs budgétaires. Quant aux produits d'exploitation, le taux d'exécution se situe à 52,2% par rapport aux prévisions budgétaires.

Ainsi, le résultat d'exploitation s'est soldé par un déficit de 506 millions FCFA en 2016, contre un déficit de 810 millions FCFA en 2015.

En ce qui concerne le résultat hors activité ordinaire, il s'est établi à 3,45 milliards FCFA, contre un déficit de 68 000 FCFA en 2015. Cette performance s'explique par **l'abandon des dettes fiscales à hauteur de 3,2 milliards FCFA.**

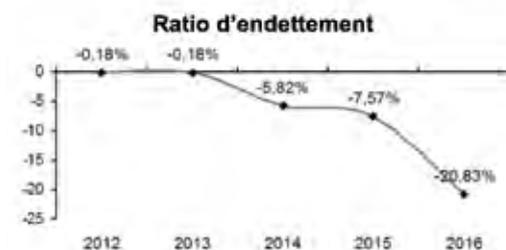
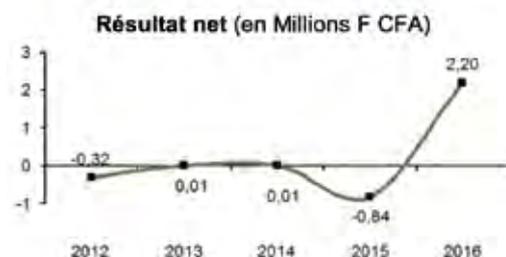
En définitive, la société a enregistré un **résultat net bénéficiaire de 2,20 milliards FCFA**, contre un déficit de 841 millions FCFA en 2015.

Les **impôts et taxes dus à l'État en 2016 s'élèvent à 795,28 millions FCFA** (dont 61,19 millions FCFA d'impôts et taxes et 734,09 millions FCFA d'impôts BIC), contre 65,39 millions FCFA en 2015 (dont 61,49 millions FCFA d'impôts et taxes et 3,89 millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, le **ratio d'endettement de CI-ENGINEERING s'est fixé à -20,83% en 2016**, contre -7,5% en 2015.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	74,00%
SILUE N.	10,00%
CAGOM	8,00%
ELITE	8,00%



FAITS MARQUANTS

- Signature de nouveaux contrats ou protocole d'accord de prestation de service avec NEXANS, CIPREL, CCI, Abattoir d'Anyama, et SERES HOLDING.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 14 avril 1998

Capital social 500 millions FCFA

Capitaux propres 5,03 milliards FCFA
(+34%)

Part de l'État 40%

CA 8,96 milliards FCFA (+10%)

Résultat Net -2,51 milliards FCFA

Subv. d'exploitation 1,73 milliard FCFA
(+4%)

PCA COULIBALY Nandoh

DG WONGBE Yté

Adm. MESRS KATI-COULIBALY Séraphin

Adm. SEPMBPE KONET Hussein M.

Le **Centre National de Recherche Agronomique (CNRA)** a pour mission l'accroissement durable de la production et de la productivité dans les domaines agricoles et agro-industriels par des recherches sur les productions végétales, animales forestières et par l'adaptation des innovations technologiques en milieu rural.

A ce titre, l'année 2016 a été marquée par l'exécution de programmes de recherche dans les filières café cacao, anacarde, mangue, vivrier, etc.

Le chiffre d'affaires de la société a augmenté de 10,01%, passant à 8,96 milliards FCFA en 2016. Cette augmentation est due essentiellement à une hausse de 26,6% du niveau des ventes réalisées qui est passé de 5,59 milliards FCFA en 2015 à 6,93 milliards FCFA en 2016.

Le CNRA a également bénéficié d'une subvention d'exploitation de 1,73 milliards FCFA en 2016, pour l'aider à assurer sa mission service public.

Les charges d'exploitation ont baissé de 8,3%, passant à 14,54 milliards FCFA en 2016, du fait de la baisse du poste « autres charges » de plus de 70%. Toutefois, le taux d'exécution des charges d'exploitation est resté à 120,2% par rapport aux objectifs budgétaires.

Ainsi, **le résultat d'exploitation s'est soldé par un déficit de 2,62 milliards FCFA,** contre un déficit de 2,21 milliards FCFA en 2015. Le résultat financier est ressorti déficitaire de 57,2 millions FCFA, contre un déficit de 127,47 millions FCFA en 2015. Le résultat hors activités ordinaires, quant à lui, était en hausse de 33,9% pour s'établir à 172,6 millions FCFA.

En définitive, **le résultat net du CNRA ressort déficitaire de 2,51 milliards FCFA, contre un déficit de 2,20 milliards FCFA en 2015.**

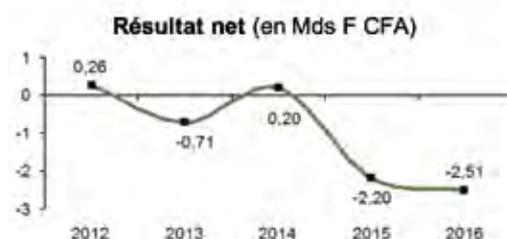
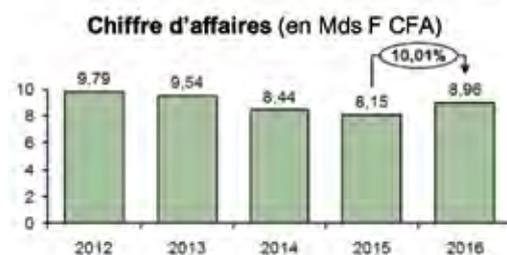
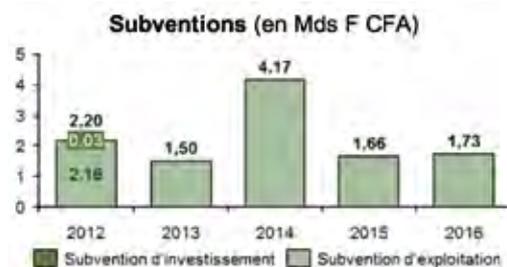
Par ailleurs, une réévaluation d'un actif à hauteur de 3,96 milliards FCFA a impacté positivement **les capitaux propres, les faisant passer de 3,75 milliards FCFA en 2015 à 5,03 milliards FCFA en 2016.**

Les impôts et taxes dus à l'État en 2016 s'élèvent à 256 millions FCFA (contre 254 millions FCFA en 2015), soit une baisse de 0,7%.

Enfin, il est important de noter que la société CNRA n'a aucune dette financière.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	40,00%
URECOSCI	16,00%
UNECA-CI	8,00%
ANADER	8,00%
ADAM AFRIQUE	6,00%
AUTRES PRIVES	22,00%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Exécution de programmes de recherche dans les filières café cacao, anacarde, mangue, vivrier, etc. ;
- ▶ Réévaluation partielle des immobilisations du CNRA d'une valeur initiale forfaitaire de cession de 200 millions FCFA à une valeur actuelle d'expertise de 4,16 milliards FCFA, soit un écart de réévaluation de 3,96 milliards FCFA.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 02 octobre 1979

Capital social 250 millions FCFA

Capitaux propres -1,02 milliard FCFA

Part de l'État 100%

CA 114,97 millions FCFA (-43%)

Résultat Net -437,17 millions FCFA

Subv. d'exploitation 880,44 millions
FCFA (-26%)

Subv.d'investissement 228,63 millions
FCFA(+31857 %)

PCA KONE BRIGHT Brahima

DG AMARA OUMAR

Adm. MIM TANO Adjégnny Paulin

Adm. SEPMBPE COULIBALY El Aziz N

Effectif 105

Créée par décret n°79-720 du 02 octobre 1979, la **Société Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T)** a pour mission la recherche et le développement de technologies visant à optimiser les acquis, valoriser et renforcer les capacités des PME/PMI en vue de la création d'emplois et de richesses. Ainsi, elle accompagne l'État de Côte d'Ivoire dans ses efforts de développement agro-industriel. Dans ce cadre, elle réalise plusieurs activités à savoir : (i) les études ; (ii) la conception des procédés et machines ; et (iii) la réalisation de travaux de maintenance et d'entretien pouvant valoriser ses moyens de production.

L'année 2016 a été marquée par : (i) les activités de recherche et développement, y compris le développement de technologies de production de biogaz comme source d'énergies alternatives, la mise au point d'unités d'extraction d'huile de palme et de palmiste, etc. ; (ii) l'exécution de certains projets notamment, le projet pilote d'appui à l'élaboration et le développement d'une batteuse, l'étude et la conception des différentes parties de la batteuse de riz en partenariat avec la coopération japonaise (JICA), et (iii) les prestations de services.

L'activité commerciale a réculé de 43% et généré un chiffre d'affaires de 114,97 millions FCFA, contre 201,75 millions FCFA en 2015. Cette baisse du chiffre d'affaires s'explique par la fin de la première phase du programme PPAO/WAAP qui représentait une source de revenu substantielle pour la société. Aussi, la subvention d'exploitation a baissé de 26% en passant de 1,19 milliard FCFA en 2015 à 880,44 millions FCFA en 2016.

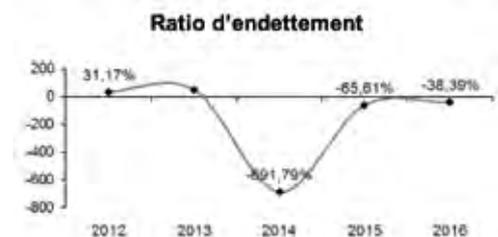
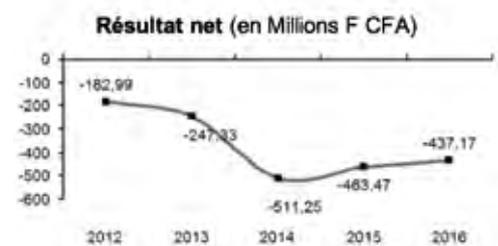
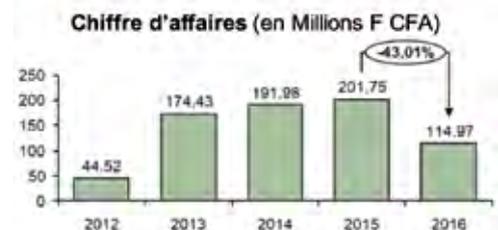
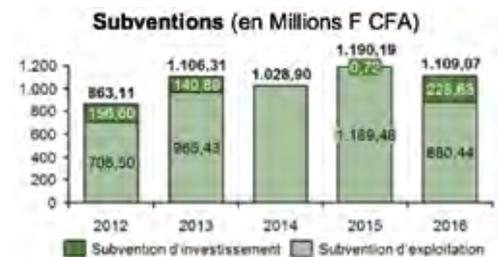
Les **charges d'exploitation ont enregistré une baisse de 9%** par rapport aux réalisations de l'exercice 2015 et se fixent à **1,15 milliard FCFA**, contre 1,66 milliard FCFA en 2015. Le résultat d'exploitation qui en résulte est déficitaire de 509,7 millions FCFA, contre un déficit de 222,58 millions FCFA en 2015. En ce qui concerne le résultat financier, il s'est établi à -9,66 milliards FCFA, contre 227 millions FCFA. Le résultat hors activités ordinaires (HAO) s'élève quant à lui à 87 millions FCFA, contre -461 millions FCFA en 2015. En définitive, **le résultat net s'est soldé par une perte de 437,16 millions FCFA**, contre un déficit de 463,47 millions FCFA en 2015 dépréciant ainsi les capitaux propres à -1,02 milliard FCFA.

Quant aux **impôts dus à l'État** par la société, ils s'élèvent à **69,61 millions FCFA** (dont 64,75 millions FCFA d'impôts et taxes et 4,86 millions FCFA d'impôts BIC), contre un montant de 72,23 millions FCFA en 2015.

Enfin, **le ratio d'endettement** de la société I2T s'est fixé à -38 % en 2016, contre -65 % en 2015.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%



FAITS MARQUANTS

- Mise en œuvre du programme « CACAOBITCHE » relatif à la fabrication de machines destinées à l'écabossage de la cabosse du cacao ;
- Fin de la première phase du programme PPAO/WAAPP relatif à l'amélioration de la productivité agricole en Afrique de l'ouest, dont la contribution d'I2T à la mise en œuvre du volet valorisation lui assurait des revenus additionnels (Coût global du programme 24 milliards FCFA).



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 30 août 1965

Capital social 1 milliard FCFA

Capitaux propres 2015 13,73 milliards
FCFA (+4%)

Part de l'État 15%

CA 2016 2,44 milliards FCFA (-12%)

Résultat Net 1,57 milliard FCFA (+18%)

Dividendes 1,1 milliard FCFA

Dividendes nets État 160,92 millions
FCFA

PCA GODDE Christian

DG SYLLA Mahamadou

Adm. MCAPME N'GUESSAN Pagni Jules

Adm. SEPMBPE Mme N'GOM née CAMARA

Effectif 186

Filiales FILTISAC (10%), CHIMTEC(10%),
CHIMTEC CAMEROUN (10%), 15 AUTRES
FILIALES.

Industrial Promotion Services (IPS) est une holding, dont l'essentiel des revenus provient des prestations d'assistance et des dividendes distribuées par les filiales. Elle intervient principalement dans les domaines des infrastructures, de l'emballage, de l'agro-industrie ainsi que des Petites et Moyennes Entreprises (PME).

En 2016, le **chiffre d'affaires d'IPS – constitué essentiellement des revenus d'assistance technique en faveur des filiales – a baissé de 12%**, passant de 2,76 milliards FCFA en 2015 à **2,44 milliards FCFA**. Ce recul s'explique par le repli des activités de la plupart des filiales.

Les **produits financiers ont, quant à eux, connu une hausse de 18%** en passant de 977 millions FCFA en 2015 à **1,16 milliard FCFA**. Cette augmentation s'explique par la hausse des **dividendes perçus** qui ont augmenté passant de 926 millions FCFA en 2015 à **1,10 milliard FCFA**.

Les **charges d'exploitation connaissent une augmentation de 3%** en raison principalement de la hausse des charges du personnel de 8% qui passent de 1,43 milliard FCFA en 2015 à **1,54 milliard FCFA** en 2016.

En définitive, le **résultat net** s'est soldé par un bénéfice de **1,57 milliard FCFA** en 2016, contre un bénéfice de 1,32 milliard FCFA en 2015, soit une hausse de 18,44%.

Les **dividendes nettes IRVM perçus par l'État** ont progressé sur la période se fixant à 160,92 millions FCFA, contre 132 millions FCFA en 2015.

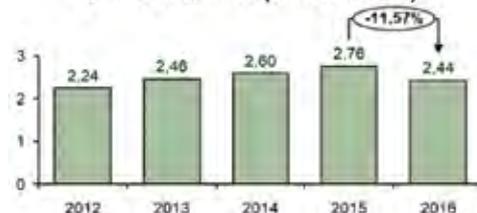
Les **impôts dus à l'État par la société IPS ont baissé de 12,76%** pour un montant de 422,85 millions FCFA (188,46 millions FCFA d'impôts et taxes et 234,39 millions FCFA d'impôts BIC), contre un montant de 484,73 millions FCFA en 2015.

Enfin, le **ratio d'endettement de la société IPS s'est fixé à 1,55%** en 2016, contre 1,58% en 2015.

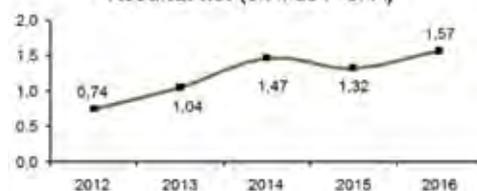
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
AKFED	40,90%
SFI	15,00%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	15,00%
DEG	9,00%
BICICI	8,00%
SAPRIM	1,99%
SGBCI	1,75%
PRIVES ETRANGERS	8,36%

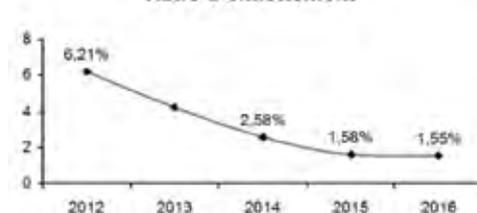
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- SUCRE PARTICIPATION a acquis en décembre 2016 les participations de l'État de Côte d'Ivoire à hauteur de 2,2% dans la société SN SOSUCO. En vue des acquisitions desdites parts, IPS a accordé en compte courant d'actionnaires un prêt de 170 millions FCFA à SUCRE PARTICIPATION.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 avril 1996	CA 19,31 milliards FCFA (+22%)	Adm. MADR KOUASSI Kouamé Bernard
Capital social 5,71 milliards FCFA	Résultat Net 2 304,31 millions FCFA (+415%)	Adm. SEPMBPE DIARRA Mariam
Capitaux propres -1,31 milliard FCFA	PCA KOFFI Koffi	Effectif 1472
Part de l'État 30%	DG DAVAILLE Thierry	

La société **PALMAFRIQUE** a pour principales activités la création et l'exploitation de plantations de palmiers à huile ainsi que le traitement et la commercialisation des produits de cette culture.

Au cours de l'exercice 2016, **la production d'huile de palme de la société s'est accrue de 13,13%**, passant de 39 371 tonnes en 2015 à **44 542 tonnes**. Cette évolution positive est due à la hausse de 16,78% de la quantité de régimes traités (de 161 253 tonnes en 2015 à 188 319 tonnes en 2016). Cette performance aurait pu être meilleure n'eût été la baisse du taux d'extraction de l'huile de palme qui a baissé de 24,42% en 2015 à 23,65%. De même **la production d'amandes palmistes a augmenté de 32,39%** en passant de 5 491 tonnes en 2015 à **7 270 tonnes**, en raison de la hausse des quantités de régimes traités et du taux d'extraction de palmiste qui est passé de 3,41% en 2015 à 3,87%.

En raison des hausses de production et de celle relative aux prix de vente de l'huile (+3,6 %), **le chiffre d'affaires de la société a augmenté de 22%**, passant de **15,83 milliards FCFA en 2015 à 19,31 milliards FCFA**. Quant aux **charges d'exploitation**, elles **ont augmenté de 13,42%**, passant à 19,78 milliards FCFA en 2016, principalement avec la hausse des postes « achats de matières premières » (50,12%) et « charges du personnel » (5,8%).

Ainsi, le résultat d'exploitation a quintuplé passant à 537 millions FCFA en 2016. Le résultat financier a, quant à lui, légèrement baissé, passant de 189 millions en 2015 à 178 millions FCFA. Le résultat hors activités ordinaires (HAO) a également baissé de 39,93% en se fixant à 104 millions FCFA.

Le résultat net qui en découle a quintuplé (304 millions FCFA) par rapport à celui de l'année précédente.

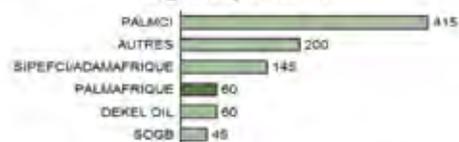
Les **impôts dus par la société** ont augmenté de 20% pour atteindre **398 millions FCFA en 2016** (238 millions FCFA d'impôts et taxes et 160 millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, le **ratio d'endettement** de la société s'est fixé à -200 % en 2016, contre -155 % en 2015.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SAFIPAR	70,00%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	30,00%

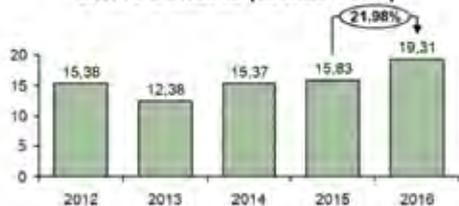
Capacité de production nationale en termes de régimes par heure



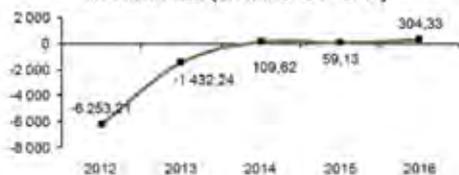
Production vendue et Production récoltée (en Tonnes)



Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



FAITS MARQUANTS

- ▶ Transmission au Comité de Privatisation des offres de reprise des parts de l'État par Financial BC et Shoreline ;
- ▶ Négociation avec l'État de Côte d'Ivoire des modalités de la recapitalisation visant à assainir le bilan de cette société.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 07 juin 1990

Capital social 38 millions FCFA

Capitaux propres 137,12 millions FCFA
(-18%)

Part de l'État 31,58%

CA 231,3 millions FCFA (+76%)

Résultat net 3,06 millions FCFA (-30%)

Subv. d'exploitation 210,52 millions
FCFA (-9%)

Subv.d'investissement nul

PCA BOSSE Boazou

DG HAUSSAIN Noël Boka

Adm. MRAH BOSSE Boazou

Adm. SEPMBPE ANGORA Stéphane

Effectif 38

La **Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC)** est une société à participation publique minoritaire. Elle a pour mission la gestion de l'abattoir de porc de Yopougon, ainsi que le développement et la modernisation de la filière porcine en Côte d'Ivoire pour la couverture des besoins de consommation nationale en viande porcine.

Au cours de l'année 2016, **les activités de la SIVAC ont principalement porté sur l'abattage et les actions de développement de la filière.** 27 669 porcs ont été abattus à l'abattoir de la SIVAC, contre 27 987 porcs en 2015, soit une légère baisse de 1,13%. Les activités de développement ont, quant à elles, porté sur la gestion de l'élevage référent de Bingerville – un élevage expérimental d'une capacité de dix (10) truies. Quarante (40) éleveurs ont également bénéficié de l'assistance de la SIVAC, et un accompagnement a été assuré pour l'installation d'un élevage de vingt-quatre (24) truies et deux (2) verrats à Toumodi.

Le chiffre d'affaires de la société a augmenté de 76% (de 131 millions FCFA en 2015 à 231 millions FCFA) du fait de la forte augmentation des « produits accessoires » passant de 3,17 millions FCFA à 96,28 millions FCFA. Par contre, la subvention accordée par l'État a baissé de 9,23% à 210,52 millions FCFA en 2016. Les charges d'exploitation, quant à elles, enregistrent une hausse de 6%, passant à 468 millions FCFA en 2016.

Il en résulte un résultat d'exploitation déficitaire de 23,82 millions FCFA en 2016, contre un déficit de 48,67 millions FCFA l'année précédente. Par ailleurs, le résultat hors activités ordinaires (HAO) s'est établi à 32,3 millions FCFA, contre 55,19 millions FCFA en 2015, en raison de la non réalisation en 2016 des produits de cessions d'immobilisations et de la baisse des reprises HAO (de 58,83 millions FCFA en 2015 à 32,30 millions FCFA).

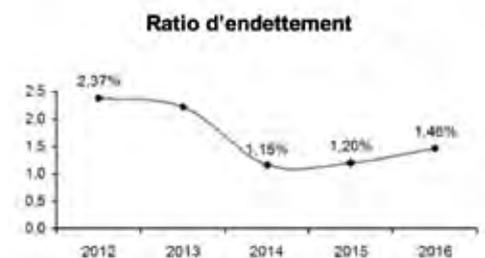
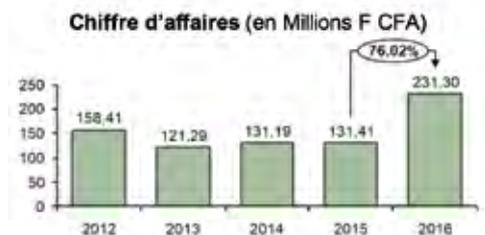
En définitive, **la société a dégagé un résultat net excédentaire de 3,06 millions FCFA**, contre 4,38 millions FCFA en 2015.

Quant aux **impôts dus à l'État** par la SIVAC, ils ont augmenté de 24% pour atteindre un montant de **13,54 millions FCFA en 2016** (dont 8,12 millions FCFA d'impôts et taxes et 5,42 millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, le **ratio d'endettement** de la société SIVAC s'est fixé à 1,46% en 2016, contre 1,20% en 2015.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SAPI	36,84%
FERT	31,58%
SODE PRA LIQUIDATION	31,58%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Convention SIVAC/État/COOPERL en cours de finalisation dans le cadre de la mise en œuvre du partenariat public-privé ;
- ▶ Adoption du plan stratégique 2016-2020 par le Gouvernement le 28 Décembre 2016 qui vise à produire 60 860 tonnes équivalent carcasse (tec) à l'horizon 2020 ;
- ▶ Réhabilitation des points de vente « Gaby » dans le cadre de la mise en œuvre du C2D.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 13 février 1993	CA 4,52 milliards FCFA (-15%)	DG SANGARE Mamadou
Capital social 383,15 millions FCFA	Résultat Net 18,70 millions FCFA (-137%)	PCA KONE Ousmane
Capitaux propres 4,29 milliards FCFA (-13%)	Subv. d'exploitation 1,21 milliard FCFA (-23%)	Adm. MEFO EFFI Gnambé Jean-Jacques
Part de l'État 100%		Adm. SEPMBPE DIOMANDE Massanfi

La **Société pour le Développement des Forêts (SODEFOR)** est une société d'État chargée pour le compte de l'État de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique Gouvernementale en matière de protection et de préservation du patrimoine forestier national, de développement de la production forestière, de la valorisation des produits issus des forêts et de la sauvegarde des zones forestières.

Au titre de l'exercice 2016, 4 400 ha de forêts ont fait l'objet d'inventaire d'aménagement. Les inventaires d'exploitation ont été réalisés à hauteur de 71% en raison de fortes pluies enregistrées au premier trimestre 2016. S'agissant de la protection des forêts, 3 022 patrouilles de sensibilisation ont été effectuées, contre 1 659 prévues, soit un taux de réalisation de 182%. Aussi, des conventions de partenariat (contractualisation) ont été signées pour 5 367 ha de forêts sur 7 088 ha prévus (76% de réalisation). Compte tenu des mesures de sécurité prises, notamment les patrouilles mixtes et ordinaires et la mise en place des comités de lutte contre les feux de brousse, les superficies de forêts parcourues par les feux de brousse ont été contenues à 12 000 ha.

Le chiffre d'affaires de la société a légèrement fléchi (-14,56%) passant de 5,29 milliards FCFA en 2015 à 4,52 milliards FCFA. Ce recul s'explique par la baisse des revenus tirés de la commercialisation du bois, avec la mise en application du décret n°2014-179 du 09 avril 2014 portant interdiction de l'exportation de bois brut, équarris et en plot. Aussi, la SODEFOR a bénéficié d'une subvention de 1,21 milliard FCFA, contre 1,58 milliard FCFA en 2015, soit une baisse de 23,44%.

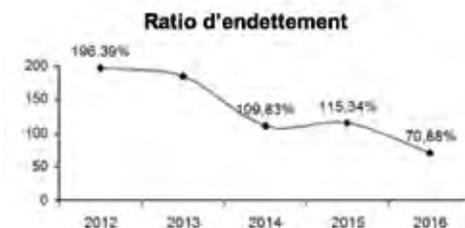
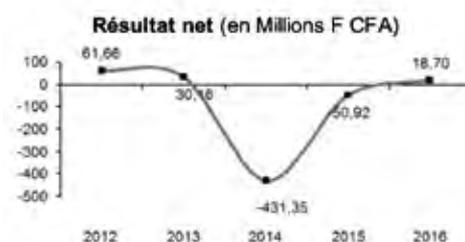
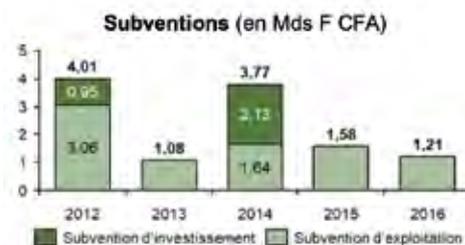
Les charges d'exploitation ont, quant à elles, baissé de 22% pour atteindre 10,43 milliards FCFA, du fait de la baisse des « autres charges » de plus de 60%. Ainsi, le résultat d'exploitation s'est soldé par un déficit de 176 millions FCFA, contre un déficit de 2,54 milliards FCFA en 2015.

En définitive, des reprises de provision effectuées, pour un montant de 1,03 milliard FCFA contre 754 millions FCFA en 2015, ont porté **le résultat net de la SODEFOR à un montant de 18,7 millions FCFA**, contre un déficit de 50,92 millions FCFA en 2015.

Les **impôts et taxes dus à l'État ont baissé de 15%** et s'élèvent à 96,28 millions FCFA en 2016 (dont 8,7 millions de BIC et 87,57 millions FCFA d'impôts et taxes).

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Application du décret n°2014-179 du 09 avril 2014 portant interdiction de l'exportation de bois brut, équarris et en plot ;
- ▶ Poursuite des diligences auprès des autorités en vue de la recapitalisation de la SODEFOR



DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



AGRICULTURE & MINE

MINES



AMÉLIORATION DES PERFORMANCES DES SOCIÉTÉS DU SECTEUR EN RAISON DES INVESTISSEMENTS RÉALISÉS, DANS UN CONTEXTE DE STABILITÉ RELATIVE DES PRIX DE L'OR

Le secteur minier ivoirien est en plein essor. Il connaît en 2016, à l'instar des années antérieures un accroissement du volume d'activité. En effet, au 31 décembre 2016, cent cinquante-neuf (159) permis de recherche minière sont en cours de validité, dont dix-huit (18) octroyés en 2016 (DGMG, rapport 2016). Cent vingt-six (126) permis de recherche en cours de validité, soit 79% du total (DGMG, rapport 2016), sont relatifs à la recherche de l'or.

De même, à fin décembre 2016, quatorze (14) permis d'exploitation minière industrielle sont en cours de validité, dont trois (3) accordés en 2016. Sur ces quatorze (14) permis, onze (11) projets se sont concrétisés par la construction d'installations minières (Perseus Mining, Bondoukou Manganèse et les sociétés minières ci-dessous).

Des montants importants sont investis en vue du développement de ce secteur, en témoigne la progression du PIB du secteur secondaire de 15,2%, tiré par celui de l'extraction minière en forte croissance (+18,1%). Par ailleurs, le dollar a connu, en 2016, une légère appréciation (+1,6%).

Les investissements évoqués ci-dessus ont amélioré les rendements usines et les quantités produites (25,05 tonnes d'or en 2016, contre 23,5 tonnes en 2015, soit +6,6% ; rapport 2016 DGMG) et vendues. De même, les coûts de production ont été maîtrisés dans l'ensemble comme illustré ci-dessous :

- ◆ Agbaou Gold Operations : 347 674 FCFA/ onces, contre 412 218 FCFA/ onces en 2015 ;
- ◆ NHCI : 703 555 FCFA/ once, contre 727 629 FCFA/ once en 2015 ;
- ◆ Tongon SA : 771 USD/ once, contre 836 USD/ once en 2015.

Les entreprises du secteur ont réalisé une performance remarquable. En effet, le chiffre d'affaires global des entreprises minières du portefeuille de l'État s'est établi à 491,61 milliards FCFA en 2016, contre 454,12 milliards FCFA en 2015, soit une hausse de 8,25% en valeur relative.

Le résultat net global de ces entreprises est en hausse de 98,97% en passant de 52,49 milliards FCFA en 2015 à 104,43 milliards FCFA en 2016.

En dépit de la tendance générale à la hausse susmentionnée, le résultat net de certaines sociétés est déficitaire, à savoir la CML, la SODEMI, FOREMI, LGL et la NDCI. La contre-performance enregistrée par ces sociétés s'explique, par :

- ◆ CML : la chute brutale des cours du manganèse ayant occasionné un arrêt des activités pendant six (06) mois ;
- ◆ SODEMI : la baisse des activités, en raison de l'insuffisance de ses ressources propres due notamment à la baisse drastique des produits attendus de ses titres de participation qui sont passés de 3,09 milliards FCFA en 2013 à 600 millions FCFA en 2016, et de la perte de parts de marché due à la non certification de ses services de prestation (LAM, Laboratoire de Géophysique, etc.) ;
- ◆ FOREMI : la perte de part de marché due à la non concrétisation de certaines commandes (-597 millions FCFA) ;
- ◆ LGL : la faiblesse de la teneur en minerais du site ;
- ◆ NDCI : l'arrêt des activités en raison de la faible teneur du minerai en or (1,1 g/tonne) et la non rentabilité économique du projet.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 janvier 2012	CA 145,29 milliards FCFA (+16%)	PCA Pascal Bernasconi
Capital social 100 millions FCFA	Résultat Net 80,599 milliards FCFA (+67%)	DG LANG Ford Jeremy
Capitaux propres 152,97 milliards FCFA (+98%)	Dividendes 20 milliards FCFA	Adm. MIM COULIBALY Seydou
Part de l'État 15%	Dividendes nets État 1,7 milliard FCFA	Adm. MEF DADIE Cyrille Aristide
		Effectif 572 (+0,35%)

AGBAOU Gold Operations SA est une société à participation financière publique minoritaire, détenue à hauteur de 85% par le groupe Endeavour Mining. Elle a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées. L'exercice 2016 correspond à la troisième année d'activité commerciale de la société.

En 2016, la quantité d'or produite par la société s'est accrue de 8%, atteignant 6 081 kg (195 505 onces), contre 5 831 kg (187 471 onces) en 2015. Cette performance s'explique par l'optimisation de plusieurs indicateurs, à savoir le taux de récupération de l'usine (97% identique à celui de 2015), la teneur en or (2,27 g/t, contre 2,15 g/t en 2015) et la quantité de minerais usinés (2,83 millions de tonnes, contre 2,67 millions de tonnes en 2015).

Le prix de vente moyen de l'once d'or réalisé était en hausse de 9,16% en 2016, s'établissant à 740 102 FCFA, contre 678 015 FCFA en 2015. En outre, la quantité d'or vendue s'est établie à 196 316 onces, contre 181 365 onces en 2015, soit une hausse de 8%.

Le chiffre d'affaires de la société a par conséquent augmenté de 16% pour s'établir à 145,29 milliards FCFA, contre 125,27 milliards FCFA en 2015.

La performance commerciale ci-dessus réalisée couplée à la maîtrise des coûts de production – traduite par une baisse de 17% du coût de l'once produite – a permis à la société de dégager un excédent brut d'exploitation (EBE) de 89,13 milliards FCFA, contre 76,34 milliards FCFA en 2015.

Ainsi, **le résultat net s'est soldé par un bénéfice de 80,60 milliards FCFA,** contre 48,19 milliards FCFA enregistré en 2015, soit une hausse d'environ 33 milliards FCFA.

Compte tenu de cette performance, **AGBAOU Gold a distribué des dividendes aux actionnaires pour un montant brut de 20 milliards FCFA.** Les capitaux propres de la société ont augmenté de 98% pour s'établir à 152,97 milliards FCFA, contre 77,25 milliards FCFA en 2015.

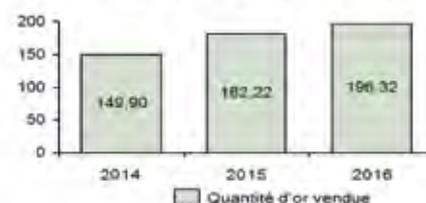
Les **impôts et taxes dus à l'État se sont élevés à 5,91 milliards FCFA** en 2016, contre 6,39 milliards FCFA en 2015, soit une baisse de 8%.

Enfin, à l'instar de la plupart des sociétés de ce secteur, **AGBAOU Gold n'a pas eu recours aux emprunts. Son ratio d'endettement s'est fixé à 0,30% en 2016.**

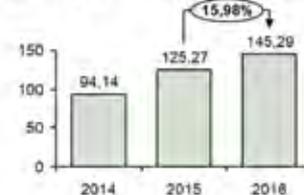
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ENDEAVOUR MINING	84,98
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
SODEMI	5,00
ACTIONNAIRES MINORITAIRES	0,02

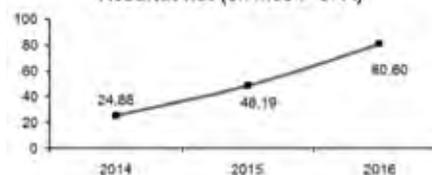
Quantité d'Or vendue (en milliers d'once)



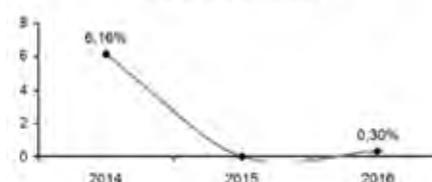
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- Manifestation violente des jeunes d'Agbaou les 22 et 23 mars 2016 soldée par l'endommagement des équipements d'AGO, le vol de minerais, l'incendie d'un véhicule de sous-traitant, et la séquestration du personnel ;
- Approvisionnement du compte du fonds du CDLM d'un montant de 723 millions FCFA au titre de l'exercice 2016 ;



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 juin 2010	Part de l'État 61%	DG SONG Yongqi
Date d'entrée en exploitation 2013	CA 3,13 milliards FCFA (-35%)	Adm. MIM DAOUA Ya Bertin
Capital social 600 millions FCFA	Résultat Net -2,09 milliards FCFA	Adm. SEPMBPE KOUASSI K. Fernand
Capitaux propres -4,98 milliards FCFA	PCA LEGRE Dakpa Philippe	Effectif 79 (-8%)

La **Compagnie Minière du Littoral (CML)** est une société à participation financière publique majoritaire qui a pour mission de mettre en valeur le gisement de manganèse de LAUZOUA.

Au cours de l'exercice 2016, la CML a enregistré **une production de 69 450 tonnes de produits marchands** (48 690 tonnes de lumps et 20 760 tonnes de fine) sur **une prévision de 270 000 tonnes**, soit un taux de réalisation de 25,72%. Ce faible niveau de production est dû à la suspension des activités de production pendant six (6) mois (de janvier à juillet 2016) du fait de la baisse du prix du minerai de manganèse sur le marché international.

Par ailleurs, avec le déstockage de minerai disponible, **103 302 tonnes de minerai de manganèse ont été vendus en 2016**, contre 139 898 tonnes et 188 032 tonnes respectivement en 2015 et 2014. Le **chiffre d'affaires a donc baissé de 35,08% pour s'établir à 3,13 milliards FCFA**, contre 4,82 milliards FCFA en 2015.

Cette contre-performance commerciale couplée à la réduction des charges du personnel et celle liée aux services extérieurs explique **le résultat d'exploitation qui est ressorti à -1,50 milliard FCFA**, contre -2 milliards FCFA en 2015. Le résultat financier s'est soldé par un déficit de 589,72 millions FCFA en 2016, contre un déficit de 756,11 millions FCFA l'année précédente en raison des pertes de change qui sont passées de 1,75 million FCFA en 2015 à 27,38 millions FCFA en 2016 (+1467,79%) et de la hausse des dotations aux amortissements qui se sont établies à 927,43 millions FCFA en 2016, contre 748,71 millions FCFA en 2015 (+29,88%).

Le résultat net ressort déficitaire de 2,09 milliards FCFA en 2016, contre un déficit de 2,76 milliards FCFA réalisé en 2015. Ce niveau de résultat a dégradé davantage les fonds propres de la CML qui sont passés de -2,88 milliards FCFA en 2015 à -4,98 milliards FCFA en 2016.

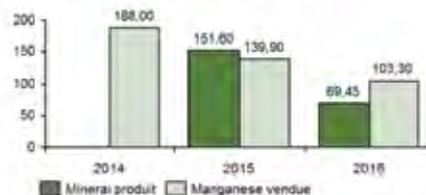
Par ailleurs, les impôts dus à l'État par la CML se sont établis à **212,55 millions FCFA**, contre 278,16 millions FCFA en 2015. Enfin, **l'endettement financier net** de CML a connu une hausse 94% pour se chiffrer à **2,08 milliards FCFA**, contre 1,07 milliard FCFA en 2015.

Quant au **ratio d'endettement, il s'est fixé à 41,86%**, contre 37,19% en 2015.

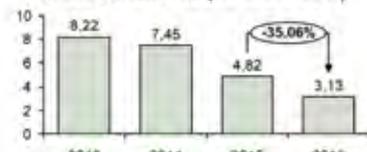
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SODEMI	51,00%
CGM	39,00%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00%

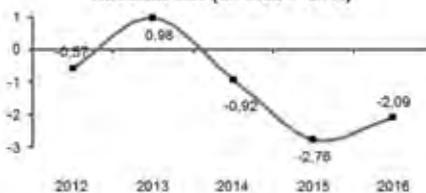
Productions (en milliers de tonnes)



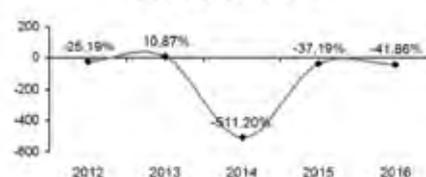
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Arrêt des activités de production de janvier à juillet 2016 ;
- ▶ Acquisition de matériels d'appoint ayant permis l'amélioration la production de manganèse en 4 mois.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 12 octobre 1998

Capital social 100 millions FCFA

Capitaux propres -739,62 millions FCFA

Part de l'État 49%

Chiffre d'Affaires 3,72 milliards FCFA
(+36%)

Résultat Net -422,46 millions FCFA

PCA CHARMENSAT Jean-Pierre

DG SOMONIN Denis

Adm. MIM DIABATE Abdramane

La Société de Forage Minier (FOREMI) est une société anonyme née de la volonté de la SODEMI de renforcer son expertise dans les activités de forages. Son capital social est réparti entre la SODEMI et la société française FORACO.

Au cours de l'exercice 2015, la FOREMI a concentré ses travaux de prestation en forage minier en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. Ainsi, elle a réalisé en 2016 un métrage total de 172 841 mètres linéaires, avec 158 138 mètres linéaires en Côte d'Ivoire et 14 703 mètres linéaires au Burkina Faso.

Le chiffre d'affaires de la FOREMI a augmenté 36,26% pour atteindre 3,72 milliards en 2016. Cette hausse s'explique par la réalisation de programmes majeurs avec la SMI (+1,082 milliards FCFA), ETRUSCAN RC (+241 millions FCFA) et GAIL EXPLORATION RC (+53 millions FCFA).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 4,12 milliards FCFA en 2016, en progression de 30,18% par rapport à 2015, due principalement à la hausse des montants des postes « Variation de stocks », « Transport » et « Services extérieurs » qui sont passés respectivement de -137,73 millions FCFA, 37 millions FCFA et 590,1 millions FCFA en 2015 à 64,8 millions FCFA, 77,39 millions FCFA et 1,553 milliards en 2016.

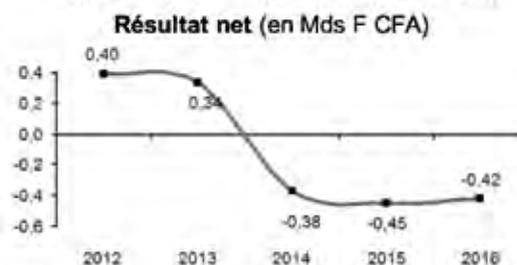
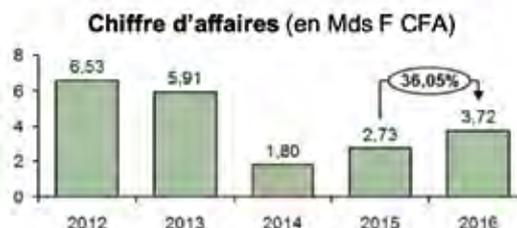
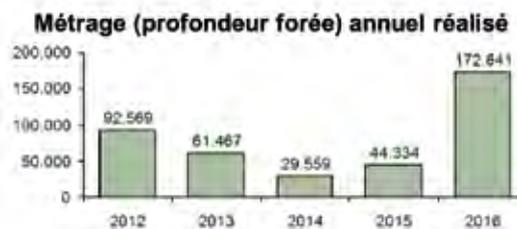
Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 400,67 millions FCFA, contre un déficit de 436,74 millions FCFA en 2015. Le résultat financier, quant à lui, est déficitaire de 3,17 millions FCFA, contre un déficit de 1,24 millions FCFA en 2015. Ce résultat s'explique principalement par les pertes de change occasionnées (-3,17 millions FCFA en 2016 et -1,24 million FCFA en 2015).

En définitive, le résultat net s'est soldé par un déficit de 422,46 millions FCFA, contre un déficit de 451,64 millions FCFA enregistré en 2015.

Les impôts dus par la société se sont établis à 28,71 millions FCFA (10,09 millions FCFA d'impôts et taxes et 18,62 millions FCFA d'impôts BIC), contre 219,04 millions FCFA en 2015 (205,38 millions FCFA d'impôts et taxes et 13,66 millions FCFA d'impôts BIC).

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SODEMI	49,00%
FORACO CI	45,00%
FORACO INTER	4,90%
DIVERS PRIVÉS	1,10%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Redéploiement du personnel sur les programmes H2O de FORACO en attendant la reprise des activités mines mi-octobre 2016 ;
- ▶ Exécution de travaux au Burkina Faso.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 14 Septembre 2006

Part de l'État 10%

CEO MANJENGWA Lawrence

Capital social 90 millions FCFA

CA 30,68 milliards FCFA (-55%)

Adm. MIM NIANOUNOU Jean Albert

Capitaux propres -8,44 milliards FCFA

Résultat Net -28,88 milliards FCFA

Adm. SEPMBPE Mme N'GOM née CAMARA Aminata

La société **Lihir Gold Limited Mines (LGL)** est membre du groupe NEWCREST Mining Limited. Elle a pour objet principal, l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment, les gisements d'or et les substances associées.

L'activité d'exploitation de cette société est marquée au titre de l'exercice 2016 par la **baisse de la quantité d'or produite de 57,85% qui s'établit à 41 953 onces**. Cette contre-performance s'explique par la fermeture provisoire de la fosse de Bonikro, en raison de la faible teneur du minerai en or et le traitement du seul stock de minerai.

La quantité d'or vendue s'est donc établie à 41 953 onces en 2016, contre 99 554 onces en 2015 et 106 662 onces en 2014, avec un taux de récupération de l'usine de 90,35%. Ainsi, **le chiffre d'affaires de la société a baissé de 55,23% pour s'établir à 30,68 milliards FCFA**. S'agissant des charges d'exploitation, elles s'élèvent à 64,92 milliards FCFA, contre 85,03 milliards FCFA en 2015, Soit une baisse de 23,65%.

Ainsi, **le résultat d'exploitation est déficitaire de 17,74 milliards FCFA**, contre un résultat positif de 7,59 milliards FCFA en 2015. Le résultat financier est, quant à lui, déficitaire de 11,21 milliards FCFA, contre un déficit de 16,66 milliards FCFA l'année précédente, du fait de la forte hausse des pertes de change qui se sont établies à 23,49 milliards FCFA, contre 1,15 milliards FCFA en 2015 (+1 943%).

En conséquence, le résultat net s'est soldé par une perte de 28,88 milliards FCFA, contre une perte de 9,11 milliards FCFA enregistrée en 2015.

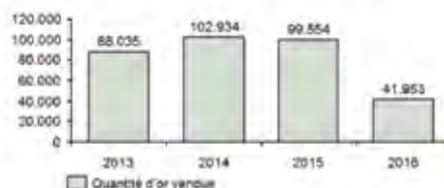
Les impôts dus à l'État ont baissé de 26,75% pour se fixer à 2,87 milliards FCFA (impôts et taxes : 2,83 milliards FCFA ; impôts BIC : 35 millions FCFA), contre 3,92 milliards FCFA en 2015 (impôts et taxes : 3,88 milliards FCFA ; impôts BIC : 35 millions FCFA).

Enfin, **l'endettement financier net a augmenté de 6,53% à 8,17 milliards FCFA en 2016**. Quant au ratio d'endettement, il s'est fixé à -96,83% en 2016, contre 37,52% en 2015.

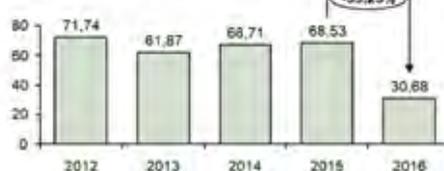
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
LGL HOLDINGS CI	87,89%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00%
LGL MOUNT R. OPERATIONS	1,00%
LGL CDI INVESTMENTS	1,00%
SODJIEDOCAPO M.	0,11%

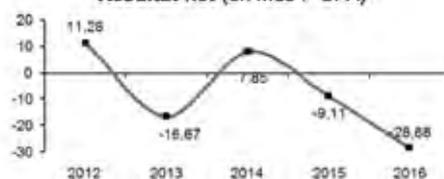
Quantité d'or vendue (en once)



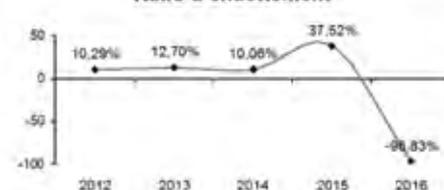
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Fermeture provisoire de la mine de Bonikro, en raison de la faible teneur du minerai ;
- ▶ Mise en œuvre du programme de forage d'eau potable au bénéfice des populations avec la signature du protocole d'accord entre Newcrest, la SODECI et la Mairie de Hiré ;
- ▶ Adoption d'un protocole d'accord en vue de l'emploi des jeunes des communautés impactées afin de réduire les crises.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 3 décembre 2014	Part de l'État 10%	Adm. MIM DAOUDA Ya Bertin
Capital social 10 millions FCFA	CA 0 FCFA	Adm. SEPMBPE KOUASSI Fabrice
Capitaux propres -10,33 milliards FCFA	Résultat Net 74,31 millions FCFA	
Date d'entrée en production 2015	CEO MANJENGWA Lawrence	

La société **Newcrest Dougbafla Côte d'Ivoire (NDCI)** est membre du groupe NEWCREST Mining Limited. Elle a pour objet principal, l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment, les gisements d'or et les substances associées.

L'activité d'exploitation de cette société est marquée au titre de l'exercice 2016 par la cessation des opérations du fait de la non rentabilité économique du gisement. De ce fait, aucune quantité d'or n'a été produite.

Ainsi, **la société a réalisé un chiffre d'affaires nul, contre 167,33 millions FCFA en 2015**. S'agissant des charges d'exploitation, elles ont baissé de 99,16% pour atteindre 86,96 millions FCFA, contre 10,35 milliards FCFA en 2015.

Le résultat d'exploitation ressort déficitaire de 86,96 millions FCFA en 2016, contre un déficit de 10,18 milliards FCFA en 2015. Le résultat financier, quant à lui, est excédentaire de 161,26 millions en 2016, contre un déficit de 233,26 millions FCFA en 2015. Ce résultat est essentiellement dû à la forte hausse du poste « Reprise de provisions » (+239,15 millions FCFA) et à la baisse des « Dotations aux amortissements et provisions » qui se sont établies à 77,88 millions FCFA, contre 239,15 millions FCFA en 2015 (-67,43%).

En conséquence, **le résultat net s'est soldé par un bénéfice de 74,31 millions FCFA en 2016**, contre une perte de 10,42 milliards FCFA enregistrée en 2015.

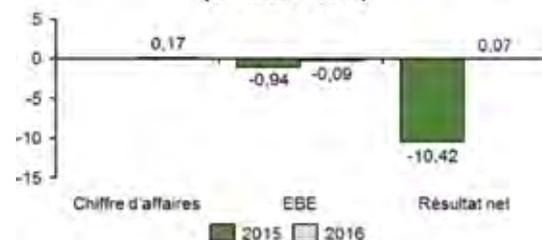
Quant aux impôts dus à l'État, ils ont baissé de 49,58% à 71,03 millions FCFA (impôts et taxes), contre 140,86 millions FCFA en 2015. La société est exonérée d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire pendant les cinq premières années suivant la date de la première production conformément à l'article 169 du Code Minier.

Enfin, **l'endettement financier net a baissé de 67,43% se chiffrant à 77,88 millions FCFA**, avec un ratio d'endettement fixé à -0,75%, contre 2,30% en 2015.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
NEWCREST DOUGBAFLA SINGAPOUR	89,00%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00%
MIAN MICHEL	1,00%

Chiffre d'affaires, Résultat net et EBE
(en Mds FCFA)



Dettes financières et fonds propres
(en Mds FCFA)



FAITS MARQUANTS

- ▶ Cessation des activités en raison de la non-rentabilité économique du gisement ;
- ▶ Proposition de dissolution anticipée de la société.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 3 décembre 2014

Part de l'État 10%

CEO MANJENGWA Lawrence

Capital social 10 millions FCFA

CA 63,71 milliards FCFA (+114%)

Adm. MIM NIANOUNOU Jean Albert

Capitaux propres 25,13 milliards FCFA (+624%)

Résultat Net 21,66 milliards FCFA (+526%)

Adm. SEPMBPE TRAORE Karim

Effectif 994 (-5,15%)

La **société Newcrest Hiré Côte d'Ivoire (NHCI)** est membre du groupe Newcrest Mining Limited. Elle a pour objet principal, l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment, les gisements d'or et les substances associées.

L'année 2016 marque la deuxième année d'existence de la société. L'activité d'exploitation s'est traduite par l'extraction de 19,52 millions de tonnes de roche minée de la fosse, contre 5,75 millions tonnes en 2015, soit une hausse de 240%. Cette quantité de roche minée a permis de réaliser un tonnage de minerai extrait qui a plus que doublé de 703 mille tonnes en 2015 à 1,54 millions de tonnes en 2016. Cette performance s'explique par l'optimisation des processus de production au niveau de la mine et de l'usine de traitement. **La quantité d'or vendue a doublé pour se fixer à 86 070 onces, contre 43 672 onces en 2015.**

Ainsi, **le chiffre d'affaires de la société a également doublé pour s'établir à 63,71 milliards FCFA**, contre 29,71 milliards FCFA en 2015. En plus des ventes, le transfert des charges qui s'élève à 13,18 milliards FCFA et la production stockée d'un montant de 6,85 milliards FCFA ont porté le produit d'exploitation à 84,1 milliards FCFA, contre 33,79 milliards FCFA en 2015, soit une hausse de 148,89%.

Quant aux charges d'exploitation, elles ont presque doublé (hausse de 90,56%) pour s'établir à 60,56 milliards FCFA, en raison principalement des services extérieurs en hausse de 82,18% à 44,38 milliards FCFA.

Ainsi, **le résultat d'exploitation est excédentaire de 23,55 milliards FCFA** en 2016, contre un excédent de 2,02 milliards FCFA en 2015. Le résultat financier, en ce qui le concerne, est déficitaire de 1,89 milliard FCFA, contre un bénéfice de 1,44 milliard FCFA en 2015. Ce résultat est essentiellement dû à l'augmentation des dotations aux amortissements et provisions (DAP) qui s'élèvent à 1,56 milliards FCFA, contre des DAP nul en 2015.

Le résultat net qui en découle s'est soldé par un bénéfice de 21,66 milliards FCFA, contre 3,46 milliards en 2015 soit une hausse de 526,16 %.

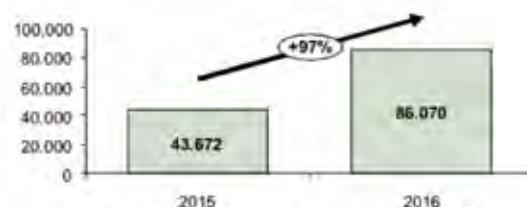
Les impôts dus à l'État ont presque doublé (hausse de 83%) à 2,68 milliards FCFA (impôts et taxes), contre 1,46 milliards FCFA en 2015. La société est exonérée d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire pendant les cinq premières années suivant la date de la première production conformément à l'article 169 du Code Minier.

Enfin, **l'endettement financier net de NHCI a triplé en 2016 pour se chiffrer à 1,56 milliards FCFA**, contre 371 millions FCFA en 2015, avec un ratio d'endettement à 6,22%, contre 10,69% en 2015.

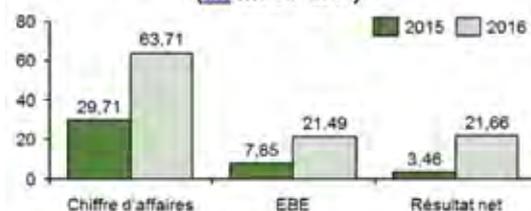
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
NEWCREST DOUGBAFLA SINGAPOUR	89,99%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00%
MIAN MICHEL	0,11%

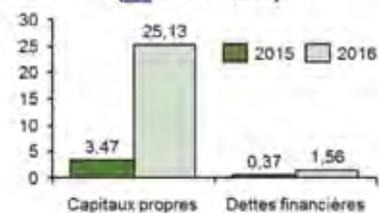
Quantité d'or vendue (en once)



Chiffre d'affaires, Résultat net et EBE (en Mds FCFA)



Dettes financières et fonds propres (en Mds FCFA)



FAITS MARQUANTS

- Mise en œuvre du programme de forage d'eau potable au bénéfice des populations avec la signature du protocole d'accord entre Newcrest, la SODECLI et la Mairie d'Hiré ;
- Adoption d'un protocole d'accord en vue de l'emploi des jeunes des communautés impactées afin de réduire les crises.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1^{er} juin 1983

Capital social 600 millions FCFA

Capitaux propres 73,18 milliards FCFA
(+13%)

Part de l'État 40%

CA 54,41 milliards FCFA (-6%)

Résultat Net 10,67 milliards FCFA (-18%)

PCA ABDOULAYE Koné

DG BERNASCONI Pasca
I

Adm. SODEMI KOUAME Kadjo

Adm. SEPMBPE BAMBA Seydou

Effectif 1274 (+7,97%)

La **Société des Mines d'Ity (SMI)** a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux et substances associées.

En 2016, la quantité d'or produite par la SMI a baissé de 6% pour s'établir à 2 360 kg (75 876 onces), contre 2 513 kg (80795 onces) en 2015. Ce recul de la production s'explique principalement par la baisse de la teneur en Or (2,16 g/t en 2016, contre 2,56 g/t en 2015). Toutefois, cette production aurait été plus faible n'eût été la hausse des minerais usinés (1,19 million tonnes, contre 1,02 million tonnes en 2015) et du taux de récupération de l'or (93% en 2016 contre 92,5% en 2015).

Le prix de vente moyen du gramme d'or réalisé était en hausse de 8,34%, s'établissant à 23 855 FCFA/g, contre 22 018 FCFA/g pratiqué en 2015. En outre, la quantité d'or vendue a baissé de 13%, à 2 281 kg (73 332 onces), contre 2 623 kg (84 331 onces) en 2015. Ainsi, le chiffre d'affaires de la société a baissé de 5,8%, à 54,41 milliards FCFA en 2016, contre 57,75 milliards FCFA en 2015.

L'optimisation des coûts de production a permis à la société de dégager un **Excédent Brut d'Exploitation (EBE) de 18,78 milliards FCFA,** contre 19,29 milliards FCFA en 2015, soit une régression de 2,6%. Ainsi, le **résultat net s'est soldé par un bénéfice de 10,66 milliards FCFA,** contre 12,99 milliards FCFA enregistré en 2015. En conséquence, les capitaux propres se sont établis à 73,18 milliards FCFA, contre 64,52 milliards FCFA en 2015.

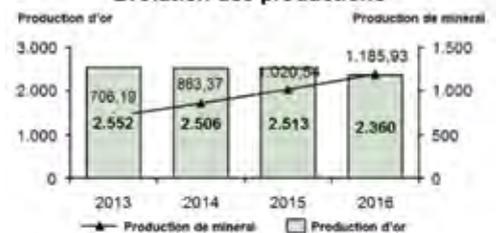
Les impôts dus à l'État se sont quant à eux élevés à **6,51 milliards FCFA** (impôts et taxes 2,35 milliards FCFA et BIC 4,16 milliards FCFA) en 2016, contre 7,98 milliards FCFA en 2015, soit une baisse de 18%.

Enfin, le niveau d'endettement de la SMI est resté très faible au cours de ces dernières années, avec un **ratio d'endettement de 3,48%** en 2016.

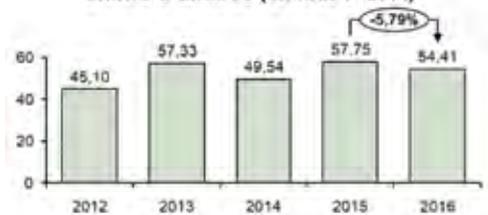
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
GRUPE ENDEAVOUR MINING	55%
SODEMI	30%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10%
GRUPE DIDIER DROGBA	5%

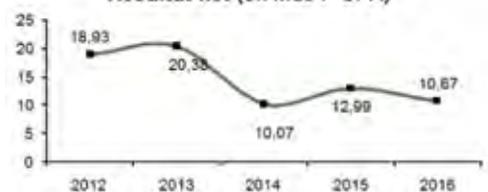
Evolution des productions



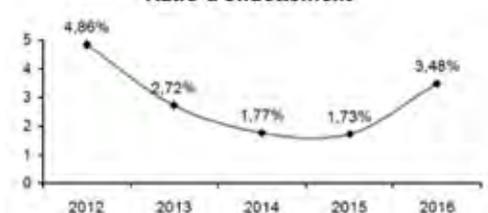
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- Réalisation de l'étude de faisabilité du projet de construction de l'usine CIL ;
- Formulation de l'offre de rachat des parts de la SODEMI par Endeavour.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1962

Capital social 600 millions FCFA

Capitaux propres 1,81 milliard FCFA
(-15%)

Part de l'État 100%

CA 157,05 millions FCFA (-18%)

Résultat Net -319,25 millions FCFA

PCA BAMBA Yacouba

DG KADJO KOUAME

Adm. MIM DAOUDA YA Bertin

Adm. SEPMBPE DADIE Cyrille

Effectif 112

Filiales SMI (30%), CML (51%), EPC CI
(25%), FOREMI, (49%), AGO (5%)

La **Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire (SODEMI)** est une société d'État, dont la mission est de promouvoir la recherche et l'exploitation des substances minérales naturelles utiles (à l'exception des hydrocarbures), et d'étudier les problèmes inhérents à la quête minière avec d'autres organismes publics, parapublics ou privés. La SODEMI comptabilise 13 permis de recherche en cours de validité, 5 permis d'exploitation opérés en partenariat, 7 demandes de permis de recherche, et une demande d'autorisation d'exploitation semi-industrielle pour l'or.

En 2016, **les activités de la société ont connu une baisse d'intensité** dans un contexte globale défavorable et la baisse des cours des métaux de base. Les activités de la société ont porté sur (i) **l'exploration** en interne et en partenariat avec les projets de phosphate d'Adiaké/Eboinda, de diamant de Tortiya et de Colombo-tantalite d'Issia ; (ii) **les prestations de service** avec les unités de géologie, géophysique et le laboratoire d'analyses minérales ; et (iii) **le suivi des opérations de production avec les filiales** et/ou sociétés à participation pour CML, SMI, EPC CI et FOREMI.

Ainsi, **le chiffre d'affaires de la SODEMI a reculé de 17,62%**, de 190,64 millions FCFA en 2015 à **157,05 millions FCFA en 2016**. Ce recul est dû au faible niveau de réalisation des prestations de service (laboratoire, géologique et géophysique) en lien avec le ralentissement des activités d'exploration sur l'ensemble du territoire national.

En dépit de la baisse des charges d'exploitation de 560 millions FCFA, le **résultat d'exploitation demeure déficitaire et s'établit à -2,31 milliards FCFA**, contre -2,94 milliards FCFA en 2015.

Par ailleurs, la société a enregistré un **résultat financier positif de 614,5 millions FCFA** imputable à ses revenus de participation, à ses intérêts sur avances associés et ses reprises de provisions financières. Le **résultat hors activités ordinaires (HAO)**, quant à lui, s'est soldé par un **excédent de 1,38 milliard FCFA**, contre un déficit de 364,38 millions FCFA l'année précédente, en raison principalement de la hausse des produits HAO qui sont passés de 0,5 million FCFA en 2015 à 1,68 milliard FCFA en 2016.

Le **résultat net de la SODEMI est donc ressorti déficitaire de 319,25 millions FCFA**, contre un déficit de 2 milliards FCFA en 2015.

Les **impôts dus à l'État** par la société ont quant à eux connu une baisse de 23,76% pour s'établir à 213,92 millions FCFA (210,92 millions FCFA d'impôts et taxes et 3 millions FCFA d'impôt BIC), contre un montant de 280,59 millions FCFA en 2015.

Enfin, le **ratio d'endettement de la société s'est établi à 46,14%**, contre 39,47% l'année précédente.

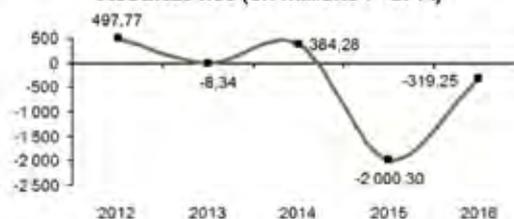
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%

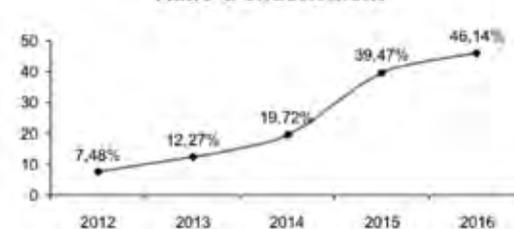
Chiffre d'affaires (en Millions F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- Baisse générale des cours des matières premières minérales occasionnant l'arrêt de certains projets majeurs relatifs à l'exploitation du fer (Mont Gao, Mont Klahoyo) ;
- Cession du permis lié au projet Or de Toulepleu.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 26 mai 2009

Capital social 10 millions FCFA

Capitaux propres 209,43 milliards FCFA (+5%)

Part de l'État 10%

CA 190,51 milliards FCFA (+15%)

Résultat Net 23,15 milliards FCFA (+84%)

Dividendes 58 milliards FCFA

Dividendes nets État 5,1 milliards FCFA

PCA Denis Mark BRISTOW

DG Denis Mark BRISTOW

Adm. MIM DIABATE Abdramane

Adm. SEPMBPE TOURE Idrissa

Effectif 595

TONGON SA est une société à participation financière publique minoritaire. Elle a pour objet social d'assurer l'exploitation des gisements, dont elle bénéficie de droits d'exploitation, et la commercialisation des substances minérales conformément aux permis d'exploitation délivrés.

En 2016, la quantité d'or produite par la société avoisinait 260 566 onces en 2016, contre 260 000 onces en 2015 et 227 103 onces enregistrées en 2014. Elle a augmenté marginalement malgré la panne majeure enregistrée sur l'un des moulins, entraînant 46 jours d'inactivité au cours du deuxième trimestre de l'année.

Ce maintien de la production s'explique par : (i) une augmentation de 1% du taux de récupération qui se situe à 83,7% consécutive à l'extension du circuit de flottation ; (ii) une augmentation de 9% de la teneur d'approvisionnement qui s'est élevée à 2,5g/t ; (iii) la mise en service du quatrième niveau de concassage de minerai ; et (iv) la relocalisation du circuit d'assèchement de la roche qui a contribué de manière substantielle à l'amélioration des performances de broyage à l'usine de traitement.

Au plan commercial, **le chiffre d'affaires de la société s'est établi à 190,51 milliards FCFA**, contre 164,95 milliards FCFA enregistré en 2015. Cette hausse de 15,5% était due à l'amélioration des coûts d'exploitation qui sont passés de USD 836/onces en 2015 à USD 771/onces l'année dernière. Les charges d'exploitation, quant à elles, se sont établies à **166,40 milliards FCFA**, contre 161,08 milliards FCFA en 2015. Le **résultat d'exploitation** de la société a donc doublé, passant de 17,19 milliards FCFA en 2015 à **35,08 milliards FCFA**.

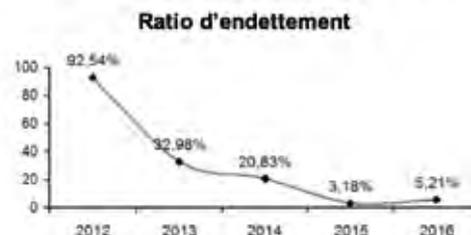
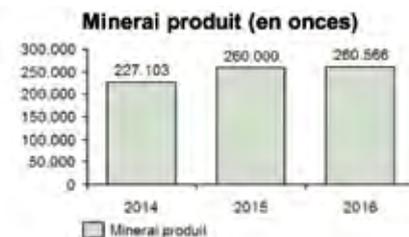
Par ailleurs, **l'activité financière de la société s'est soldée par un bénéfice de 1,42 milliard FCFA en 2016**, contre un résultat déficitaire de 4,42 milliards FCFA en 2015, en raison de l'optimisation des pertes de change (+0,15%) et de la hausse de 5,07 milliards FCFA des gains de change.

Le résultat net qui en découle a presque doublé à 23,15 milliards FCFA, contre 12,58 milliards FCFA en 2015.

En outre, les **impôts dus** par la société TONGON SA à l'État ont presque triplé passant de 5,92 milliards FCFA en 2015 à **16,68 milliards FCFA en 2016** (BIC : 9,714 milliards FCFA ; impôts et taxes : 6,97 milliards FCFA). Enfin, **l'endettement financier net se chiffre à 10,90 milliards en 2016**, contre 6,33 milliards en 2015, soit hausse de 41,93%. Quant au ratio d'endettement, il s'est fixé 5,2%, contre 3,18% en 2015.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
RANGOLD R.	89,00%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00%
NEW MINING	1,00%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Inactivité de 46 jours due à une panne majeure enregistrée sur l'un des moulins ;
- ▶ Difficultés en matière d'approvisionnement en électricité de la part de la CIE, avec une disponibilité de 89% pour un besoin de 97% ;
- ▶ 447,04 millions FCFA de dépenses d'investissement dans le cadre du développement des communautés impactées par la mine.



DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



HYDROCARBURES, ÉLECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT

EAU ET ASSAINISSEMENT



TAUX DE COUVERTURE NATIONALE EN EAU POTABLE DE 61% AVEC UN TAUX D'ACCÈS À L'EAU POTABLE DE 63% EN MILIEU URBAIN, CONTRE 7% EN MILIEU RURAL

Le volume d'eau mobilisable en Côte d'Ivoire est d'environ 77 milliards m³ par an dont près de 39 milliards m³ d'eau de surface. Les réserves du bassin sédimentaire sont estimées à 13 milliards m³ et la nappe d'Abidjan fournit 70% de la production totale du pays.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PND 2012-2015, le secteur Eau potable a enregistré des acquis avec la construction de 794 pompes et 76 châteaux d'eau ainsi que l'entretien de 11 446 Pompes à Motricité Humaine. Ces investissements ont permis d'accroître significativement l'accès des populations à une hydraulique humaine améliorée. Par ailleurs, le réservoir de la station de traitement de la ville d'Abidjan bénéficie désormais d'un stockage de 10 000 m³ au sol.

L'objectif du Gouvernement, consigné dans le PND 2016- 2020, en termes d'accès à l'eau potable, est de porter à l'horizon 2020, le taux de couverture à 82,5% en moyenne, avec 60% pour les zones rurales et 85% en milieu urbain. L'atteinte de cet objectif nécessite la mobilisation d'un financement de 260 milliards FCFA, dont 68 milliards F CFA consacrés à l'hydraulique rurale.

Les investissements réalisés dans ce secteur en 2016 ont permis l'amélioration du taux de couverture nationale en eau potable de 61% avec un taux d'accès à l'eau potable de 63% en milieu urbain, contre 7% en milieu rural. La production totale d'eau potable a progressé de 7% par rapport à 2015 en s'établissant à 242 393 km³ en raison de la mise en service des nouvelles unités de production et l'amélioration des performances de l'usine de BONOUA. Le nombre d'abonnés actifs a progressé de 10% en s'établissant à 937 183, dont 434 242 abonnés pour le District d'Abidjan.

En 2016, l'État de Côte d'Ivoire a réceptionné 404 forages, réalisés et financés à hauteur de 3,9 milliards de francs CFA par l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA) au profit de 393 localités en Côte d'Ivoire. Ces forages couvrent sept (7) régions de la Côte d'Ivoire à savoir le Béré, le Bounkani, le Gontougo, le Iffou, les Montagnes, le N'zi-Comé et le Wodougou.

Les projets du secteur de l'eau financés par l'État de Côte d'Ivoire se sont élevés à hauteur de 67,6 milliards

FCFA, dont 55,6 milliards FCFA à travers le Plan National de Développement.

Quant au volet Assainissement, sur la période 2012-2015, le Gouvernement a initié de nombreuses actions et campagnes de sensibilisation visant l'amélioration du cadre de vie des Ivoiriens. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique d'assainissement autonome du territoire, l'État de Côte d'Ivoire a engagé la réforme de la gestion des déchets solides et ménagers à travers la réalisation d'unités modernes de recyclage et de valorisation des boues de vidange et bénéficié de plus de 57 milliards FCFA de la Fondation Bill Gates et de la Banque Islamique de Développement (BID) pour assurer l'assainissement et le drainage principalement de la Ville d'Abidjan.

Par ailleurs, plusieurs projets d'investissements ont été réalisés en 2016, sur le budget de l'État de Côte d'Ivoire aussi bien dans la ville d'Abidjan qu'à l'intérieur du pays : il s'agit des travaux de drainage dans onze (11) Chefs-lieux de Région (Abengourou, Bouaké, Bondoukou, Daloa, Dimbokro, Gagnoa, Man, Korhogo, San-Pédro, Séguéla et Odienné) et des travaux de construction des stations de traitement des boues de vidange à Korhogo et Anyama et du raccordement de 10 000 ménages au réseau d'eaux usées dans le District d'Abidjan.

Au plan commercial, les sociétés du portefeuille de l'État opérant dans le secteur Eau et Assainissement ont enregistré une relative stabilité du chiffre d'affaires global qui est passé de 90,71 milliards FCFA en 2015 à 90,99 milliards FCFA en 2016. Ce dynamisme du secteur a été porté, principalement, par la société SODECI, seule entreprise évoluant dans le secteur marchand, dont le chiffre d'affaires s'est établi à 87,98 milliards FCFA en 2016.

De même, la performance financière, tirée par la SODECI, a enregistré un léger recul de 8,26% du résultat net global qui est passé de 3,2 milliards FCFA en 2015 à 2,93 milliards FCFA en 2016, en raison de la baisse de 17,47% du résultat net la SODECI qui passe de 3,29 milliards FCFA à 2,7 milliards FCFA en 2016.

La SODECI a distribué des dividendes d'un montant global de 2,7 milliards FCFA.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 28 décembre 2011

CA 497,40 millions FCFA (-8%)

PCA MAMADOU Bamba

Capital social 1 milliard FCFA

Résultat Net 0 FCFA

DG SANOGO Amara

Capitaux propres 2,85 milliards FCFA
(+45 %)

Subv.d'investissement 648,83 millions
FCFA(+21%)

Adm. MCLAU DJIGBENOU Firmin

Part de l'État 100%

Subv. d'exploitation 1,05 milliard FCFA
(+12%)

Adm. SEPMBPE KOFFI Kouamé Pascal

L'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) est une société d'État, dont la mission est d'assurer l'accès aux installations d'assainissement et de drainage, de manière durable et à des coûts compétitifs, à l'ensemble de la population nationale.

L'Office a réalisé au titre de l'année 2016 **des travaux de drainage dans onze (11) Chefs-lieux de Région**, à savoir Abengourou, Bouaké, Bondoukou, Daloa, Dimbokro, Gagnoa, Man, Korhogo, San-Pédro, Séguéla et Odienné. Tous ces travaux ont été achevés et ont fait l'objet de réception provisoire.

Au titre des études, l'ONAD a procédé à l'actualisation du schéma directeur d'assainissement et de drainage de Daoukro, et à la réalisation de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) de la Station de Traitement de Boues de Vidange d'Anyama. Enfin, les études de valorisation des matières de vidange des installations d'assainissement non collectif en Côte d'Ivoire ont atteint un niveau d'avancement de 100%. En outre, l'ONAD a fait la programmation des schémas directeurs d'assainissement et de drainage de Séguéla et de Bondoukou.

Au titre de l'activité d'assainissement, l'Office a achevé les travaux de construction de la station de traitement des boues de vidange de Korhogo le 27 décembre 2016. Il a également procédé à l'acquisition des sites pour la construction de stations pilotes de traitement des boues de vidange à Abidjan, Bouaké, Korhogo, San-Pédro et Yamoussoukro.

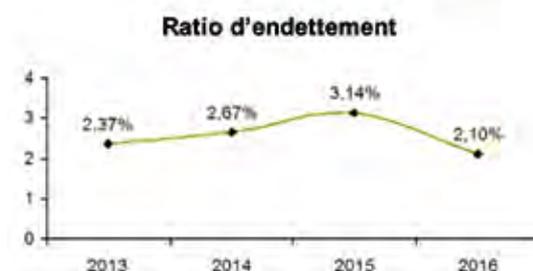
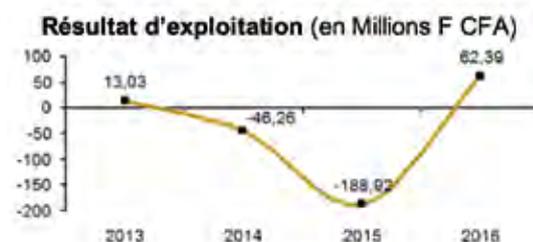
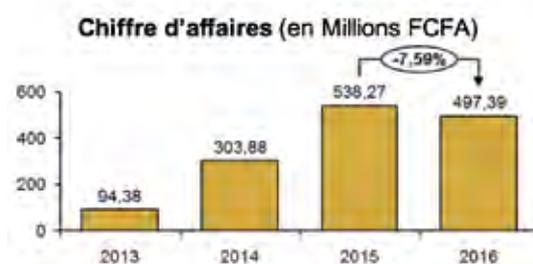
Les produits d'exploitation ont été réalisés à hauteur de 1,58 milliard FCFA, soit un taux de 107,32% par rapport au budget 2016. Les activités réalisées ont permis de porter le chiffre d'affaires à 497,40 millions FCFA, contre 538,27 millions FCFA enregistrés en 2015, soit une légère baisse de 7,59%. Par ailleurs, au cours de l'exercice 2016, l'entreprise a bénéficié d'une subvention de 1,69 milliard FCFA, dont 1,05 milliard FCFA en exploitation et 648,83 millions FCFA en investissement.

Les charges d'exploitation, quant à elles, ont été exécutées à hauteur de 1,52 milliard FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 103,12% par rapport au budget initial. Le résultat d'exploitation qui en résulte est de 62,39 millions FCFA, contre un résultat d'exploitation déficitaire en 2015 de 188,92 millions FCFA. En définitive, **l'Office réalise un résultat net nul en 2016.**

Les impôts dus à l'État ont connu une hausse de **196%** en s'établissant à **48,57 millions FCFA** en 2016, contre 16,39 millions FCFA en 2015.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Libération de la quote-part du capital social non libéré de 500 millions FCFA ;
- ▶ Acquisition de 22 hydro-cureurs ;
- ▶ Mise en œuvre de l'arrêté instituant l'Agrément de vidange, la désignation des membres de la commission d'agrément et la validation du manuel des vidangeurs.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 23 août 2006	CA 2,51 milliards FCFA (+12%)	PCA N'DIORE Adèle
Capital social 150 millions FCFA	Résultat Net 226,82 millions FCFA	DG BERTHE Ibrahiman
Capitaux propres 784,61 millions FCFA (-25%)	Subv. d'exploitation 1,77 milliard FCFA (-4%)	Adm. MIE BEHIBRO Fidèle
Part de l'État 100%	Subv. d'investissement 19 millions FCFA (-90%)	Adm. SEPMBPE COULIBALY Yacouba
		Effectif 183 (+1%)

L'Office National de l'Eau Potable est une société d'État, dont la mission est d'apporter à l'État et aux collectivités territoriales, son assistance pour assurer à l'ensemble de la population, l'accès à l'eau potable de manière durable et à des coûts compétitifs.

Au cours de l'exercice 2016, l'ONEP a axé ses activités de suivi et de gestion des ressources en eau sur le suivi qualitatif et quantitatif des nappes d'Abidjan et du Sud Comoé, le bilan diagnostic des digues et retenues d'eau des barrages destinés à l'alimentation en eau potable (AEP), et la réalisation de travaux de prospection géophysique pour l'implantation de forages d'eau.

Ainsi, la société a réalisé 117 forages et procédé à 189 contrôles sanitaires sur les réseaux d'alimentation en eau potable (contre 634 contrôles en 2015). Ces contrôles ont permis de constater 22% de non conformités bactériologiques sur 3 178 échantillons prélevés en 2016, contre 14% de non conformités bactériologiques constatées en 2015. Au niveau du contrôle technique de l'exploitation, 400 unités de traitement ont été contrôlées. Suite à ces contrôles, 3 014 dysfonctionnements ont été relevés sur les systèmes de production.

Le chiffre d'affaires de l'ONEP a augmenté de 11,83%, passant de 2,25 milliards FCFA en 2015 à 2,51 milliards FCFA en 2016. Cette hausse est due à une augmentation des activités de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage déléguée des projets.

Par ailleurs, au cours de l'exercice 2016, l'entreprise a bénéficié d'une subvention de 1,79 milliard FCFA, dont 1,77 milliard FCFA en exploitation et 19 millions FCFA en investissement.

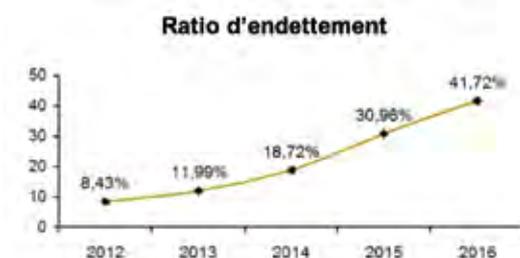
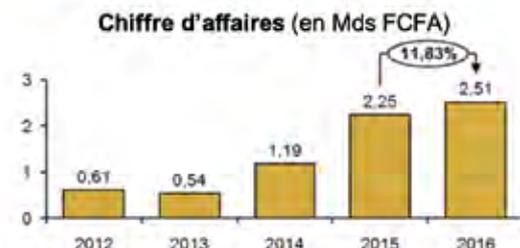
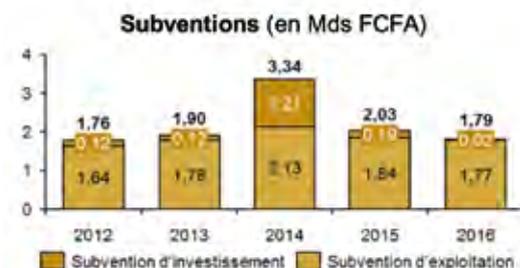
Les charges d'exploitation ont été exécutées à hauteur de 4,59 milliards FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 105,33% par rapport au budget initial. Quant aux produits d'exploitation, ils ont été réalisés à hauteur de 4,46 milliards FCFA, soit un taux de 93,66% par rapport au budget 2016. Le résultat d'exploitation qui en résulte est de -129,69 millions FCFA, contre -504,54, millions FCFA en 2015. En somme, l'Office réalise un résultat net excédentaire de 226 millions FCFA en 2016, contre un déficit de 93 millions FCFA en 2015.

Les impôts dus à l'État par l'ONEP ont connu une hausse de 267,4% en s'établissant à 186,94 millions FCFA (88,73 millions FCFA d'impôts et taxes et 98,21 millions d'impôts BIC), contre 50,87 millions FCFA en 2015.

Enfin, le ratio d'endettement de l'ONEP (41,72%) est conforme à la norme qui oscille entre 30% et 65%.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%



FAITS MARQUANTS

- Mise en service des stations de traitement d'eau visant à rétablir l'équilibre et la couverture en eau potable de la ville d'Abidjan avec la construction du château d'eau de N'dotrè d'un volume de 500 m³ ;
- Poursuite des activités du projet KOICA destiné à accompagner le programme relatif aux branchements subventionnés au profit des ménages démunis dans le district d'Abidjan ;
- Signature d'un accord de don de l'Arabie Saoudite portant sur la réalisation de 190 forages équipés de PMH et de 10 systèmes solaires HVA au nord de la Côte d'Ivoire ;
- Signature d'un accord de prêt entre la Côte d'Ivoire et le Fonds Saoudien portant sur la réalisation d'AEP d'Abengourou et localités environnantes.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 28 décembre 2011	CA 497,40 millions FCFA (-8%)	PCA MAMADOU Bamba
Capital social 1 milliard FCFA	Résultat Net 0 FCFA	DG SANOGO Amara
Capitaux propres 2,85 milliards FCFA (+45%)	Subv.d'investissement 648,83 millions FCFA(+21%)	Adm. MCLAU DJIGBENOU Firmin
Part de l'État 100%	Subv. d'exploitation 1,05 milliard FCFA (+12%)	Adm. SEPMBPE KOFFI Kouamé Pascal

La **Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire (SODECI)** est une société privée de service public chargée de l'exploitation des infrastructures de l'hydraulique urbaine à travers un contrat d'affermage signé avec l'État.

A ce titre, les activités menées par la SODECI sont régies d'une part par la convention de concession du service public de distribution urbaine d'eau potable en Côte d'Ivoire, et d'autre part par la convention d'affermage pour l'entretien et l'exploitation des réseaux et ouvrages d'assainissement et de drainage d'Abidjan.

La **production totale d'eau a progressé de 7% en s'établissant à 242 393 km³, contre 227 416 km³** en 2015, en raison de la mise en service de nouvelles unités de production et l'amélioration des performances de l'usine de BONOUA. **Le nombre d'abonnés actifs a progressé de 10% et la facturation annuelle en volume s'est accrue de 6%**, passant de 171 214 km³ en 2015 à 180 583 km³ en 2016. Le ratio de facturation s'y rapportant reste quasiment stable et s'établit à 75% sur les exercices 2015-2016.

Le **chiffre d'affaires** de la SODECI, en raison de la sensible progression de 0,06% observée, **a connu une quasi-stabilité en se maintenant à 87,98 milliards FCFA** en 2016. Le résultat d'exploitation qui en découle a baissé de 24,19% pour un excédent de 3,54 milliards FCFA, contre 4,67 milliards FCFA en 2015. **Le résultat net s'est soldé également par une baisse de 17,93% pour un excédent de 2,70 milliards FCFA**, contre 3,29 milliards FCFA en 2015.

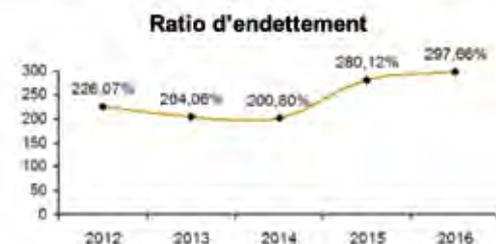
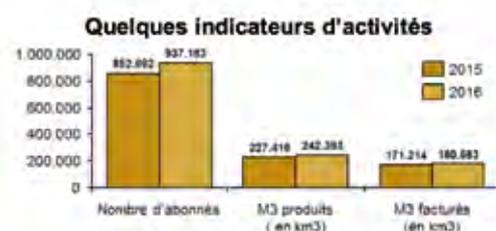
Les capitaux propres de la société enregistrent une baisse de 3,89%, passant de 13,62 milliards FCFA en 2015 à 13,09 milliards FCFA. Ils sont absorbés par les dettes financières d'un niveau de 38,95 milliards FCFA au 31 décembre 2016. Le ratio d'endettement se fixe à 297,55%, traduisant un fort recours aux emprunts pour le financement des investissements.

Les **dividendes perçus par l'État** ont baissé de 17%, passant de 94,65 millions FCFA en 2015 à **78,98 millions FCFA**.

Par ailleurs, les **impôts dus à l'État** par la SODECI se sont élevés à **3,12 milliards FCFA** (1,58 milliard FCFA d'impôts et taxes et 1,54 milliard FCFA d'impôts BIC), contre 2,82 milliards FCFA en 2015, soit une hausse de 10,64%.

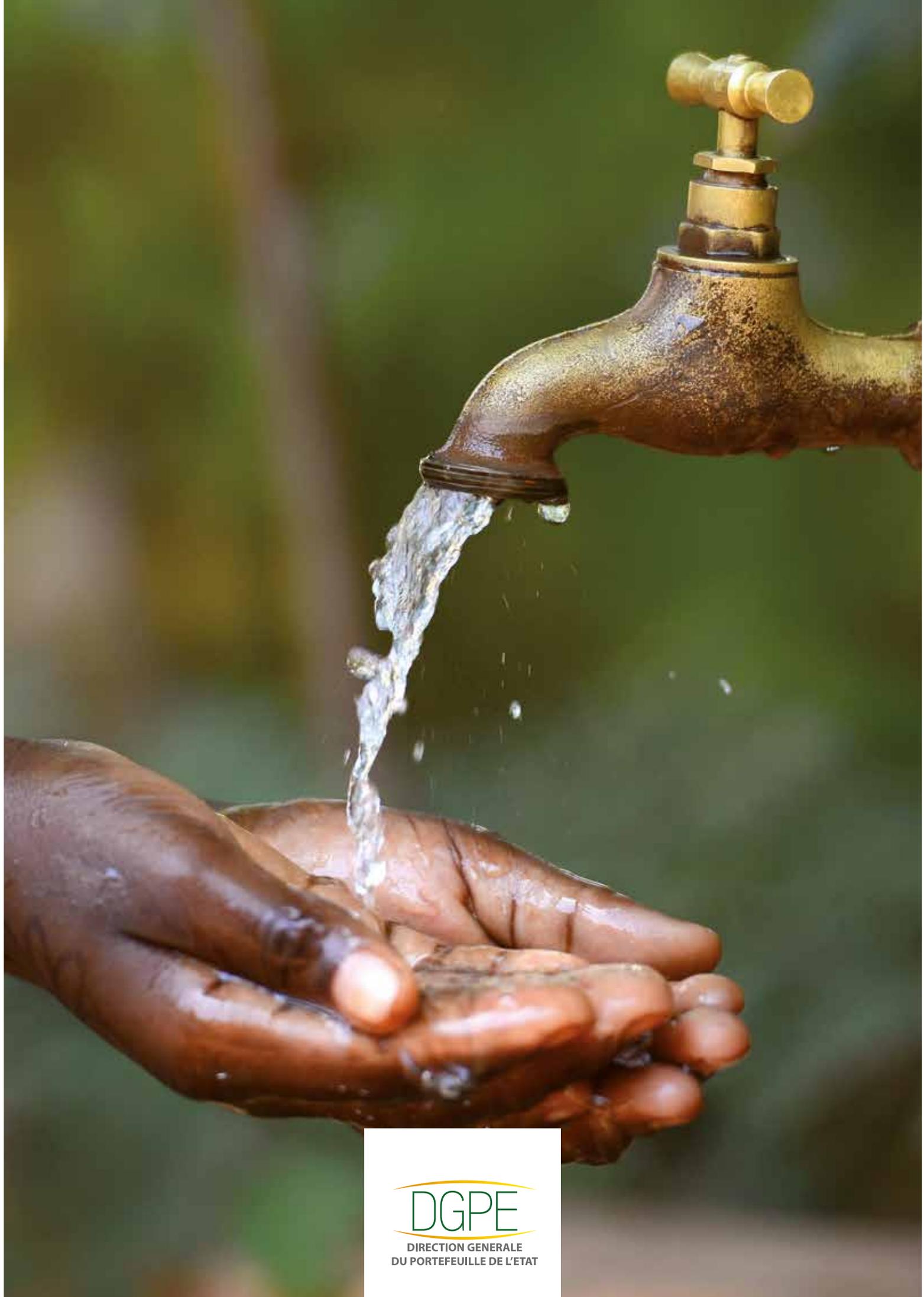
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ERANOVE	46,07%
FCP SODECI	6,72%
SIDIP	4,81%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	3,25%
DIVERS PRIVES	39,15%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Augmentation de 10% du nombre d'abonnés actifs ;
- ▶ Hausse de 7% de la production totale grâce à la mise en service de nouvelles unités de production et l'amélioration des performances de l'usine de Bonoua ;
- ▶ Progression de 6% de la facturation ;
- ▶ Fractionnement des actions, passant de 445 776 titres à 4 000 000 titres ;
- ▶ Réalisation de nombreux chantiers majeurs, dont celui de Songon ;
- ▶ Mise en exploitation du site SODECI de la Riviera Palmeraie.



DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



HYDROCARBURES, ÉLECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT

ÉLECTRICITÉ



LA PERFORMANCE DES ENTREPRISES DU SECTEUR ÉLECTRICITÉ EST TIRÉE PAR LA PRODUCTION NETTE DU SYSTÈME ÉLECTRIQUE ET LE DYNAMISME DE LA CONSOMMATION NATIONALE

Sur la période 2012-2015, la connexion au réseau électrique d'environ 800 localités en milieu rural et l'allègement du coût des abonnements sociaux à l'électricité en faveur des ménages ont accru le taux d'accès et de couverture nationale. Ainsi, l'on est passé d'un taux d'accès de 74% en 2011 à 80% en 2015. Le taux de couverture nationale est passé de 33% en 2011 à 48% en 2015.

L'émergence en 2020, objectif clé du Plan National de Développement 2016-2020, se traduira par une réduction significative de la pauvreté et une montée concomitante de la classe moyenne. A cet effet, un accent particulier est mis sur, entre autres, l'accès à l'eau potable et à l'électricité dans tous les villages de plus de 500 habitants.

Grâce au déploiement du « Programme Electricité pour Tous » qui a connu un succès en 2016 avec un taux de branchement de +311% et des actions de lutte contre la fraude menée en 2016, les différents taux ont été sensiblement améliorés.

Ainsi, le taux d'accès à l'électricité s'est établi à 81%, le taux de couverture est passé à 53% et le temps moyen de coupure s'est nettement amélioré en s'établissant à 27,38 heures en 2016, contre 45,09 heures en 2015.

Par ailleurs, la production nette du système électrique interconnecté enregistre une hausse de 16% et s'établit à 9 939 GWh en 2016, contre 8 536 GWh en 2015, grâce au dynamisme de la consommation nationale et des entreprises du secteur de l'électricité.

Au plan commercial, les ventes d'énergie se sont établies à 549,3 milliards FCFA, contre 464,6 milliards FCFA en 2015 soit une hausse de 18,23%. Le chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille s'est établi à 662,88 milliards FCFA, en hausse de 22,62% par rapport à 2015. L'on relève toutefois, un repli du chiffre d'affaires de CI Energies avec une légère baisse de 7,37% en s'établissant à 837,336 millions FCFA en 2016, reflétant la baisse d'activité de l'atelier principal de la base de Yopougon.

Le résultat net des entreprises du portefeuille du secteur de l'électricité s'est soldé par une hausse de 47,34%, passant de 24,76 milliards FCFA en 2015 à 36,48 milliards FCFA en 2016. Cette hausse est essentiellement portée par la société CIPREL, dont le résultat net s'est accru de 55,38% pour se fixer à 25,7 milliards FCFA.

Les entreprises CIPREL et CIE, qui opèrent dans le secteur marchand, ont distribué des dividendes globaux d'un montant de plus de 24 milliards FCFA.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 24 août 1990

Capital social 14 milliards FCFA

Capitaux propres 27,58 milliards FCFA
(+10%)

Part de l'État 15%

CA 589,64 milliards FCFA (+18%)

Résultat Net 10,78 milliards FCFA (+31%)

Dividendes 10,78 milliards FCFA

Dividendes nets État 1,46 milliard FCFA

PCA Ousmane DIARRA

DG KAKOU Dominique

Adm. MPEDER TRAORE Amidou

Effectif 4 769 (+2%)

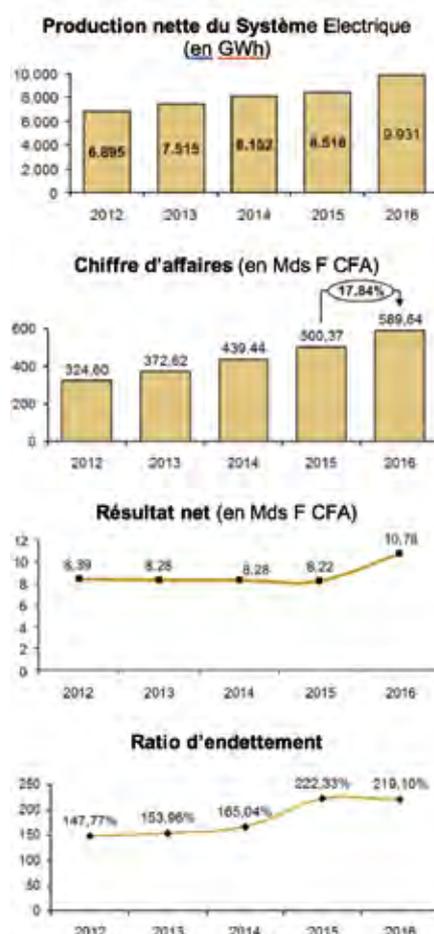
Filiales GS2E (67%), SGA2E (17%), AWALE C. (51%)

La **Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE)** est chargée du transport, de la distribution et de la commercialisation de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire ivoirien, en plus de la production d'une partie de l'électricité.

En 2016, le secteur de l'électricité a connu une amélioration significative au niveau technique. Le temps moyen de coupure (TMC) global du réseau observe une baisse significative (de 16h55 minutes), passant de 44h38 minutes en 2015 à 27h43 minutes. Cette réduction du TMC est essentiellement imputable à l'amélioration des contraintes du réseau suite à la mise en service des nouveaux ouvrages contribuant au renforcement du réseau de transport d'énergie. **La production nette du système électrique interconnecté enregistre également une hausse de 16% et s'établit à 9 939 GWh**, contre 8 536 GWh en 2015. De même, la consommation annuelle de gaz naturel observe une hausse de 8,8% par rapport à l'exercice 2015 et s'établit à 73 566 Mpc en 2016. Au plan commercial, **les ventes globales d'énergies ont enregistré une progression de 19% et s'établissent à 8104 GWh**, contre 6790 GWh en 2015. Cela s'explique par le renforcement des capacités de production du système ivoirien avec la mise en service des cycles combinés d'AZITO et CIPREL, et l'accroissement de la fourniture du gaz naturel de FOXTROT et CNR. En outre, les ventes locales se sont caractérisées par une hausse de 8,8% comparativement à l'exercice 2015, en s'établissant à 6454 GWh, en raison de la hausse de la consommation nationale, de l'amélioration du rendement de distribution liée à la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la fraude, et au déploiement du Programme Electricité Pour Tous. **Le chiffre d'affaires de la CIE a donc progressé de 17,84% pour se fixer à 589,64 milliards FCFA**, contre 500,37 milliards FCFA en 2015. Les produits d'exploitation se sont établis à 603,44 milliards F CFA, contre 506,32 milliards FCFA en 2015. De même, les charges d'exploitation ont augmenté de 18,87%, passant de 495,68 milliards FCFA en 2015 à 589,23 milliards FCFA. Le résultat d'exploitation a, donc, enregistré un excédent de 14,21 milliards FCFA, contre 10,82 milliards FCFA en 2015, soit une progression de 31,39%. En somme, **le résultat net s'est soldé par une hausse de 31,16% pour s'établir à 10,78 milliards FCFA**, contre 8,219 milliards FCFA en 2015. Les dividendes perçus par l'État au titre de l'exercice 2016 ont donc augmenté de 31% pour se fixer à 1,46 milliard FCFA. **En raison de l'amélioration des résultats d'exploitation, la redevance a été sensiblement améliorée en 2016** en s'établissant à -13,8 milliards FCFA, contre -59,2 milliards FCFA en 2015. Toutefois, la situation de déficit a impacté négativement les impôts et taxes dus à l'État qui sont ressortis négatifs de -7,13 milliards FCFA, après compensation. Ainsi, **les impôts dus à l'État** par la CIE sont passés de -80,10 milliards FCFA en 2015 à **-3,05 milliards FCFA** en 2016 (dont -7,13 milliards FCFA d'impôts et taxes et 4,076 milliards FCFA d'impôts BIC). **Le niveau d'endettement** de la société, bien que faiblement amélioré, demeure très élevé. Il représente **2,19 fois ses capitaux propres**, contre 2,22 fois en 2015.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ERANOVE	54,02%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	15,00%
FCP CIE	5,19%
SIDIP	2,49%
MAISON DES ACTIONNAIRES	1,08%
FCP SODECI	1,08%
DIVERS PORTEURS	21,14%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Augmentation de 20Mpc/j du potentiel de fourniture de gaz de FOXTROT en avril 2016 ;
- ▶ Mise en service de la ligne 90 kV Yopougon1-Yopougon2 le 29 septembre 2016 ;
- ▶ Construction du poste source 225/15kV AZITO ;
- ▶ Raccordement de 141 385 nouveaux clients au prépaiement dans le cadre du programme électricité pour tous (PEPT) ;
- ▶ Construction et mise en service du poste source 225/90kV DJIBI le 24 octobre 2016.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 21 décembre 2011

CA 837,34 millions FCFA (-7%)

DG TRAORE Amidou

Capital social 20 milliards FCFA

Résultat Net 0 FCFA

Adm. MPEDER CISSE Sabati

Capitaux propres 20 milliards FCFA (+0%)

Subv.d'exploitation 17,87 milliards FCFA (+35%)

Adm. SEPMBPE DIOMANDE Massanfi

Part de l'État 100%

PCA CISSE Ibrahima

Effectif 284

Filiales SOCIETE TRANCO-CLSG (25%)

La **Société des Energies de Côte d'Ivoire (CI- ENERGIES)** a pour objet le suivi de la gestion des mouvements d'énergie électrique, la maîtrise d'œuvre des travaux qui relèvent de la responsabilité de l'État, en tant qu'autorité concédante et le contrôle de l'équilibre financier du secteur de l'électricité.

Le bilan technique du secteur de l'électricité à fin 2016 est caractérisé par un rendement global du système électrique de 80,30%, contre 78,78% en 2015. Cette situation résulte de l'impact de l'excellent niveau des rendements des segments transports (92,93%) et distribution (89,92%). **Les indicateurs d'accès à l'électricité, quant à eux, enregistrent un taux de 81% en 2016**, contre 78% en 2015, en raison de la politique d'électrification qui a contribué à la mise sous tension de 288 localités.

Au plan opérationnel, **l'année 2016 a été marquée par l'augmentation de la fourniture de gaz** avec un accroissement des capacités de production Fox Trot de 20 MPC. **La production totale d'électricité qui en résulte observe une hausse de 16,93% et s'établit à 10084 GWh** (dont 84% pour le thermique et 15% pour l'hydraulique) à fin décembre 2016. **Les ventes d'énergie de l'exercice 2016 sont estimées à un montant de 549 milliards FCFA**, dont 438 milliards FCFA, au titre des ventes nationales et 111 milliards FCFA, au titre des ventes à l'export.

Au plan commercial, **le chiffre d'affaires de CI-ENERGIES a enregistré un repli de 7,37%**, passant de 903,93 millions FCFA en 2015 à 837,34 millions FCFA en 2016. Ce repli est consécutif à la baisse des ressources liées aux travaux et services vendus qui passent de 393,33 millions FCFA à **309,10 millions FCFA**, soit une baisse de 21,41%.

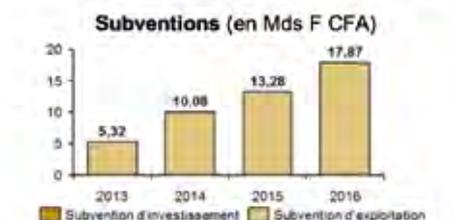
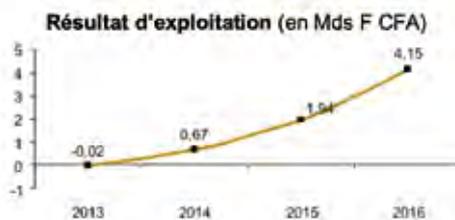
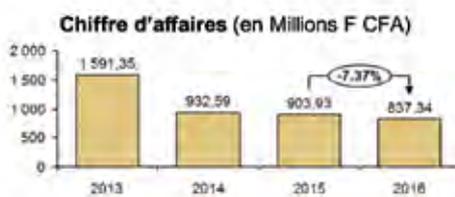
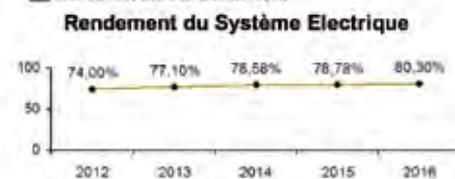
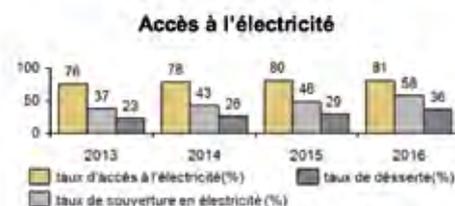
Toutefois, la société a bénéficié d'une subvention d'exploitation de 17,87 milliards FCFA en 2016, contre 13,28 milliards FCFA en 2015. Ainsi, **les produits d'exploitation, constitués à 95,43% de subventions d'exploitation, ont connu une amélioration de 26,78%**, passant de 14,77 milliards FCFA en 2015 à 18,73 milliards FCFA.

Par ailleurs, les **charges d'exploitation** enregistrent une hausse de 13,57% et passent de 12,83 milliards FCFA en 2015 à **14,58 milliards FCFA**. Le résultat d'exploitation qui en découle, s'est soldé par un excédent de 4,15 milliards FCFA en 2016, contre un excédent de 1,94 milliard FCFA en 2015. Par ailleurs en raison des frais financiers estimés à 4,17 milliards FCFA en 2016, contre 1,97 milliard FCFA en 2015, le **résultat financier** s'est soldé par un déficit de **-4,07 milliards FCFA**. En conséquence, il en découle un **résultat net nul** au 31 décembre 2016.

Par ailleurs, les **impôts dus** par la société à l'État sont passés de **597,46 millions FCFA** en 2015, à **693,98 millions FCFA (618,99 millions FCFA d'impôts et taxes et 74,99 millions FCFA d'impôts BIC)** en 2016, soit une hausse de 16,16%.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Signature de l'Avenant n°5 au contrat de vente et d'achat de gaz naturel du bloc CI-27 avec Fox Trot ;
- ▶ Signature de la convention avec RECA à Casablanca pour la centrale solaire de 20 MW à Korhogo ;
- ▶ Signature de la convention pour le pacte d'actionariat relatif à la création de la société Côte d'Ivoire GNL ;
- ▶ Signature de la convention avec Groupement Energies pour la centrale à charbon de 700 MW à San-Pedro.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 20 juillet 1994	CA 72,41 milliards FCFA (+84%)	PCA Marc ALBEROLA
Capital social 29,2 milliards FCFA	Résultat Net 25,70 milliards FCFA (+55%)	DG N'GUESSAN Kouassi
Capitaux propres 93,56 milliards FCFA (+21%)	Dividendes 14 milliards FCFA	Adm. MPEDER CISSE Sabati
Part de l'État 14,7%	Dividendes nets État 1,75 milliard FCFA	Effectif 99 (-2,94%)

La **Compagnie Ivoirienne de Production d'Électricité (CIPREL)** est le premier producteur indépendant d'électricité (PIE). Sa production représente 35,23% de l'énergie consommée en Côte d'Ivoire.

En 2016, la **CIPREL a livré 3 502 GWh au réseau électrique, contre 2 490 GWh en 2015**. Cette hausse de la production est due à la mise en service de la turbine à vapeur TAV 1 et des travaux d'inspection majeure, et de maintenance des auxiliaires sur les turbines à gaz TAG 8 et 10 qui ont influencé le coefficient de disponibilité globale moyenne de l'usine qui est passé de 84,4% en 2015 à 88,2% en 2016. L'énergie disponible en 2016 était de 4 183 GWh (contre 3 200 GWh en 2015), soit 9,8% au-dessus de l'engagement contractuel Take or Pay (TOP) fixé à 3 810 GWh (contre 3010 GWh en 2015).

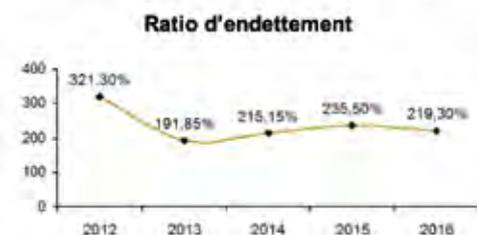
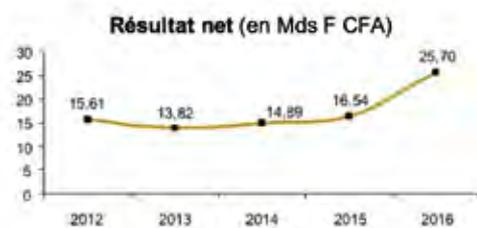
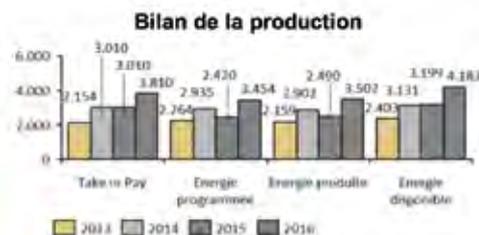
En 2016, la compagnie a enregistré de bonnes performances. Le chiffre d'affaires a doublé, atteignant 72,41 milliards FCFA, contre 39,34 milliards FCFA en 2015. Le résultat d'exploitation, quant à lui, s'est établi à 37,60 milliards FCFA, contre 21,66 milliards FCFA l'année précédente, soit une évolution de 73,60%. Le résultat net a suivi cette tendance en passant de 16,54 milliards FCFA en 2015 à 25,70 milliards FCFA en 2016, soit une hausse d'environ 9 milliards FCFA.

Par ailleurs, **les impôts dus par la société à l'État sont passés de 1,76 milliard FCFA en 2015, à 2,03 milliards FCFA** (1,99 milliard FCFA d'impôts et taxes et 35 millions FCFA d'impôts BIC) en 2016, soit une hausse de 15,23%.

Enfin, l'endettement financier net de la société se chiffre à **205,17 milliards FCFA** au 31 décembre 2016, avec un ratio d'endettement de 219,28% en 2016, contre 235,5% l'année précédente.

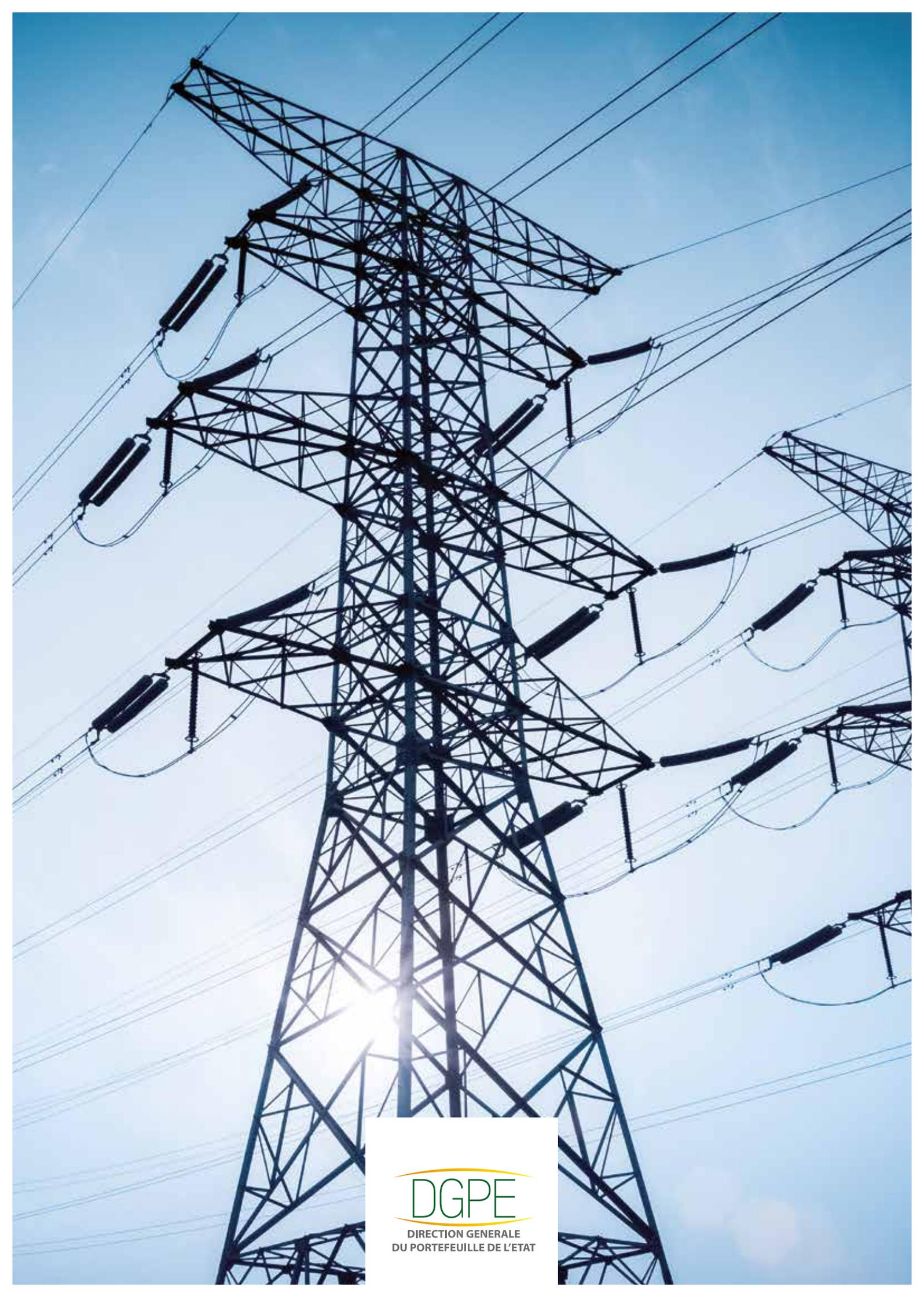
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ERANOVE	83,30%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	14,7%
BOAD	2%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Mise en service de la TAV1 le 1^{er} janvier 2016 ;
- ▶ Inauguration du cycle combiné par le Président de la République, le 17 février 2016 ;
- ▶ A fin 2016, 198,5 millions d'euros ont été tirés sur le crédit de 200 millions accordé par les bailleurs de CIPREL IV.



DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



HYDROCARBURES, ÉLECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT

HYDROCARBURES



LA PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE DES ENTREPRISES DU SECTEUR HYDROCARBURES S'AMÉLIORE EN 2016 (+10%) EN DÉPIT DE LA BAISSÉ DES COURS DU PÉTROLE BRUT

Au niveau international, le marché pétrolier a observé une baisse des cours du pétrole brut de 18% en moyenne, passant de 53,60 USD/Bbl en 2015 à 43,83 USD/Bbl en 2016, représentant son niveau annuel le plus bas (nominal) depuis 2004.

Les effets de la baisse du cours du brut ont été contenus au niveau national par la hausse de la production de pétrole de 43%, se chiffrant à 15,38 millions de barils en 2016, contre 10,73 millions de barils en 2015. Ainsi, le sous-secteur de l'extraction a progressé de 18%, permettant une contribution significative du secteur secondaire de 3,7 points à la croissance du PIB total de 8,8%. Au niveau des entreprises du portefeuille du secteur hydrocarbures, la baisse du cours du brut s'est traduite globalement par un recul de 18% du chiffre d'affaires. Ainsi, le chiffre d'affaires global est passé de 1 638,13 milliards FCFA en 2015 à 1 338,16 milliards FCFA en 2016.

Cependant, ce choc exogène n'a pas entamé la performance économique et la rentabilité globale. Le résultat d'exploitation s'est apprécié de 10% pour se fixer à 82,93 milliards FCFA et le résultat net est passé d'une perte de 80,54 milliards FCFA à un bénéfice de 2,35 milliards FCFA.

Cette embellie résulte des mesures de restructuration engagées dans certaines sociétés du portefeuille, en l'occurrence la SIR et la PETROCI. Les sociétés de stockage et de distribution (GESTOCI, VIVO ENERGY et SIFAL) ont, quant à elles, profité de la consolidation de la croissance de l'économie nationale.

La SIR a adopté en 2015 un business model, dont le déploiement contribue à améliorer les performances opérationnelles de l'entreprise. Cependant, l'équilibre financier de l'entreprise n'est pas encore rétabli.

Concernant la PETROCI, le plan de restriction amorcé vise à recentrer l'entreprise sur son cœur de métier, l'exploration-production, en développant des filiales pour les activités de l'aval. Après un résultat déficitaire en 2015, l'entreprise a enregistré un résultat positif de 5,38 milliards FCFA en 2016.





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 14 septembre 1983

CA 2 15,03 milliards FCFA (+13%)

PCA TAÏ Glahou Jean

Capital social 240 millions FCFA

Résultat Net 513,50 millions FCFA
(+297%)

DG DOUMBIA Ibrahima

Capitaux propres 22 milliards FCFA
(+24%)

Subv. d'investissement 3,76 milliards
FCFA (-38%)

Adm. MPEDER THES Olémou Fatima

Adm. SEPMBPE FADIGA Youssouf

Part de l'État 12,5%

Effectif 271

La **Société de Gestion des Stocks Pétroliers de Côte d'Ivoire (GESTOCI)** est une société à participation financière publique minoritaire, créée par décret n°83-1009 du 14 septembre 1983. Elle a pour mission la gestion des dépôts, des stocks pétroliers de sécurité et des moyens de transports massifs de produits pétroliers entre ces dépôts.

Pour l'exercice 2016, **le chiffre d'affaires de GESTOCI a connu une hausse de 13% en s'établissant à 15,03 milliards FCFA**, contre 13,33 milliards FCFA en 2015. Cette hausse s'explique par l'augmentation des volumes enlevés en destination du marché national et du marché du Mali. En conséquence, le total **des produits d'exploitation a augmenté de 23%** passant de 15,38 milliards FCFA en 2015 à **18,88 milliards FCFA**, avec en prime la reprise de la provision sur perte d'exploitation du dépôt de Bouaké et les produits tirés de la cession en bac de la SIR au profit des marketers maliens selon la convention SIR-GESTOCI.

Quant aux **charges d'exploitation**, elles ont **augmenté de 25%** passant de 16,09 milliards FCFA en 2015 à **20,17 milliards FCFA**. Cette augmentation s'explique par la prise en compte des frais de location des installations de PETROCI établis à 4 200 millions FCFA, et de l'augmentation des charges provisionnées et du personnel.

Ainsi, le **résultat d'exploitation est ressorti déficitaire de 1,28 milliard FCFA**, contre un déficit de 715 millions FCFA en 2015. Quant au résultat hors activités ordinaires (HAO), il est bénéficiaire de 2,02 milliards FCFA grâce à la reprise de la subvention d'investissement de 2,02 milliards FCFA.

En définitive, **le résultat net a quadruplé pour atteindre 513 millions FCFA**, contre 129 millions FCFA en 2015.

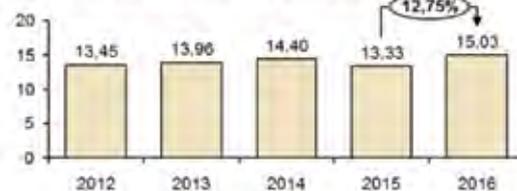
Au niveau de l'équilibre financier, l'entreprise présente des fonds de roulement négatifs de 1,13 milliard FCFA. Cependant, elle a un **ratio d'endettement** qui s'améliore progressivement, passant de 119% en 2013 à **31% en 2016**.

Quant aux **impôts et taxes payables à l'État** (y compris impôt BIC), ils se chiffrent à **1,81 milliard FCFA**, contre 1,50 milliard FCFA en 2015.

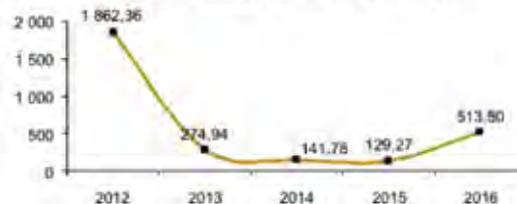
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
TOTAL CI	37,50%
VIVO ENERGY	25,00%
PETROCI	12,50%
LIBYA OIL CI	12,50%
CORLAY CI	12,50%

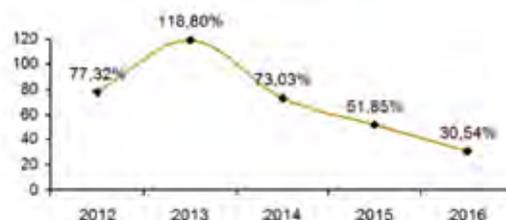
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Signature de la convention entre la SIR et la GESTOCI
- ▶ Augmentation de l'effectif de sept (7) agents (+3%) ;
- ▶ Intensification de l'approvisionnement des zones centre, nord et ouest du pays ;
- ▶ Augmentation des enlèvements en direction du marché malien ;
- ▶ Arrêt de l'activité Mer/terre ;
- ▶ Début des travaux pour le transfert des enlèvements de l'hinterland à Yamoussoukro.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 21 octobre 1975

Capital social 20 milliards FCFA

Capitaux propres 343,71 milliards FCFA (+5%)

Part de l'État 100%

CA 202,96 milliards FCFA (-12%)

Résultat Net 5,38 milliards FCFA

Dividendes 3 milliards FCFA

Dividendes nets État 2,55 milliard FCFA

PCA GNAGNI Daniel

DG DIABY Ibrahima

Adm. MPEDER KOFFI N'Dri

Adm. SEPMBPE DADIE Cyrille Aristide

Filiales PETROCI-USA (100%) ; PETROCI-CI-11 (100%) ; LION GPL (100%) ; PETRO SANTE (100%) ; SIAP (50%) ; SIR (45,74%) PETRO SOUTES (35%) ; SIFAL (32,14%) ; SPMCI (25%) ; GESTOCI (12,5%) ; VIVO ENERGY (5,5%) ; VITIB(3%) ; TOTAL-CI(0,9%)

La **Société Nationale d'Opérations Pétrolières de la Côte d'Ivoire**, en abrégé PETROCI, est une société d'État créée le 21 octobre 1975. Elle a pour mission la recherche et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures ainsi que la prise soit seule, soit en collaboration avec d'autres sociétés, de toutes mesures propres à assurer la continuité et la sûreté des approvisionnements de la Côte d'Ivoire en hydrocarbures et produits dérivés. A cet effet, PETROCI intervient sur différents segments de la chaîne pétrolière.

Les activités de la société PETROCI se sont déroulées dans **un contexte économique international marqué par la baisse des cours du pétrole brut de 18%** relativement à l'année 2015, pour s'établir à 43,83 USD/Bbl en moyenne.

Cette situation a contribué à la réduction des revenus de l'entreprise. Ainsi, les ventes de pétrole brut et de gaz qui génèrent 62% des recettes, ont baissé de 6% pour s'établir à 125,65 milliards FCFA. Au niveau des activités gaz butane et stations-service, représentant 25% des revenus, les ventes ont également chuté respectivement de 7% et 39% pour se fixer à 21,42 milliards FCFA et 29,7 milliards FCFA. En somme, les différentes activités de l'entreprise ont généré un chiffre d'affaires de 202,96 milliards FCFA en 2016, contre 229,59 milliards FCFA en 2015, soit une baisse de 12%.

Les charges d'exploitation ont baissé de 16%, passant de 198,91 milliards FCFA en 2015 à 166,31 milliards FCFA en 2016, imputable à la réduction des achats de marchandises et des services extérieurs notamment les honoraires. En conséquence, le résultat d'exploitation est ressorti positif de 43,88 milliards FCFA, en augmentation de 30% par rapport à l'exercice 2015. Le résultat financier, certes déficitaire, s'est amélioré de 79%, passant de -19,41 milliards FCFA en 2015 à -4,14 milliards FCFA en 2016, soutenu par la réduction des pertes de change de 89%. De même, le résultat hors activités ordinaires (HAO), déficitaire, s'est apprécié de 64% comparativement à 2015, en se fixant à -11,48 milliards FCFA, grâce notamment aux produits de la cession de la base logistique. **En définitive, la société a dégagé un résultat net positif de 5,38 milliards FCFA en 2016, contre une perte de 39,47 milliards FCFA en 2015.**

Les impôts dus à l'État, au titre du BIC, se sont établis à 22,89 milliards FCFA, en hausse de 4% par rapport à 2015.

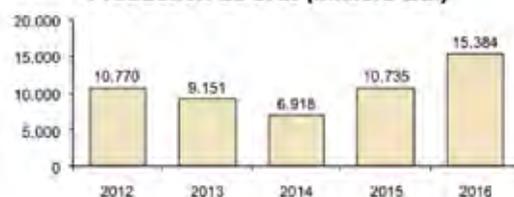
Au niveau des ressources stables, l'entreprise dispose de capitaux propres évalués à 343,71 milliards FCFA en 2016, contre 327,414 milliards FCFA en 2015, soit une hausse de 3% imputable à l'effet conjugué de l'intégration de résultat net réalisé et de la dotation aux amortissements dérogatoires des blocs pétroliers.

Toutefois, l'entreprise présente un déséquilibre financier traduit par des fonds de roulement (FR) négatif de 177,2 milliards FCFA en dégradation par rapport à 2015 (-166,5 milliards FCFA).

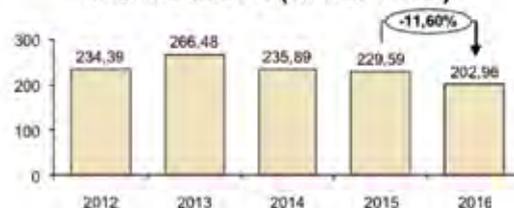
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%

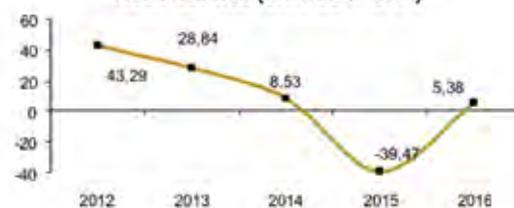
Production de brut (milliers Bbl)



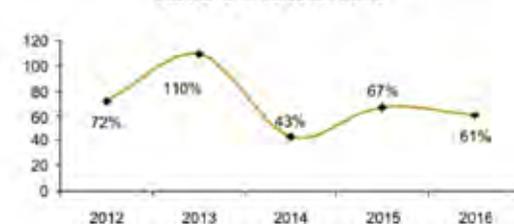
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Baisse du cours du baril de pétrole de 18% ;
- ▶ Application par PETROCI d'un avoir de 13,48 milliards FCFA sur les ventes de gaz du bloc CI-26 ;
- ▶ Réalisation de cinq (5) forages à raison trois (3) forages d'exploration et deux (2) forages d'évaluation
- ▶ Cession de la base logistique à PETRO-SEA LOGISTICS ;
- ▶ Accord entre PETROCI et GESTOCI pour l'instauration d'un loyer pour la location des installations mises à disposition de 1983 à 2016.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1967

Capital social 560 millions FCFA

Capitaux propres 2,47 milliards FCFA
(+12%)

Part de l'État 32,00%

CA 21,79 milliards FCFA (+12%)

Résultat Net 409,46 millions FCFA (-4%)

PCA TOUNGARA Mamadou

CEO OUATTARA Ben Hassan

Adm. PETROCI TOUNGARA Mamadou,
FOFANA Bakari et NEMIN Patrice

Effectif 49

La **Société Ivoirienne de Fabrication de Lubrifiants (SIFAL)** est une société anonyme, créée en 1966 et ayant pour objet, l'exploitation d'une usine de fabrication de lubrifiants ainsi que toutes autres activités connexes pouvant être exercées à partir de ses équipements, de son savoir-faire ou de son fonds de commerce.

Pour l'exercice 2016, **le chiffre d'affaires de l'entreprise enregistre une augmentation de 12% pour s'établir à 21,79 milliards FCFA**, contre 19,46 milliards FCFA l'exercice précédent. L'augmentation du chiffre d'affaires est portée par l'accroissement des volumes de lubrifiants vendus (+18,7%).

Quant aux charges d'exploitation, elles sont en augmentation de 14%, passant de 18,62 milliards FCFA en 2015 à **21,30 milliards FCFA en 2016**, en raison de la hausse des autres achats de 28%, notamment les achats d'emballages récupérables non identifiants et de l'augmentation des charges de transport (+59%) et des charges d'entretien (+39%).

En conséquence, le résultat d'exploitation a enregistré un repli de 5% pour se fixer à 786 millions FCFA en 2016, contre 825 millions FCFA en 2015.

Les activités financières se sont soldées par un résultat négatif de 297 millions FCFA au 31 décembre 2016, contre -173 millions FCFA en 2015. Cette progression est due à l'accroissance du besoin en fonds de roulement suite à la perte du régime de l'admission temporaire et au niveau d'activité.

En définitive, l'exercice 2016 s'est soldé par un résultat net positif de 409 millions FCFA, contre 425 millions FCFA en 2015, soit une baisse de 4%.

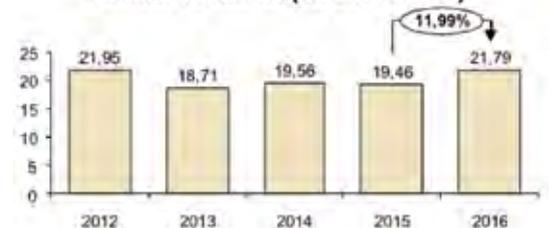
Au titre des impôts dus à l'État par la SIFAL, ils enregistrent une baisse de 43%, en passant de 275 millions FCFA en 2015 à 156 millions FCFA en 2016 (dont 80 millions FCFA d'impôts BIC).

Concernant le niveau d'endettement, le ratio a augmenté d'un point, passant de 28% en 2015 à 29% en 2016.

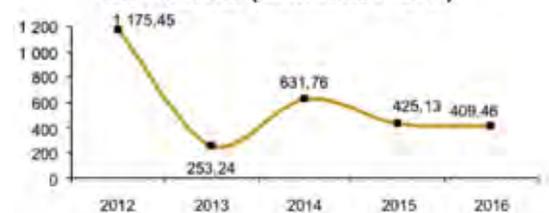
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
TOTAL CI	35,00%
SHELL LUBRICANTS BV	33,00%
PETROCI	32,00%

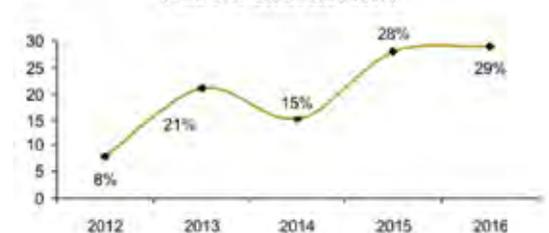
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Perte du régime douanier de l'admission temporaire ;
- ▶ Baisse du cours des huiles de base.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 03 octobre 1962	CA 827,38 milliards FCFA (-25%)	Adm. MPEDER DIABY Ibrahima
Capital social 39 milliards FCFA	Résultat Net -8,34 milliards FCFA	Adm. MB COULIBALY Issa
Capitaux propres -156,44 milliards FCFA	PCA AKOSSI Bendjo Noel	Filiales SMB (72,52%), VITIB (10,00%), SIAP (15%)
Part de l'État 47,28%	DG CAMARA Thomas	

La **Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)** a pour mission le raffinage du pétrole brut et l'approvisionnement en produits pétroliers de la Côte d'Ivoire et de certains pays de la sous-région.

L'exercice 2016 s'est caractérisé par de bonnes performances techniques réalisées grâce à la conduite de la raffinerie en toute sécurité et avec un excellent niveau de fiabilité qui s'est établi à **98,7%**, contre **96%** en 2015. Les taux de disponibilité des unités pétrolières et le taux d'utilisation de la raffinerie, par contre, observent un repli et s'établissent respectivement à **91,1%** et **74,4%**, contre **94,4%** et **82,6%** en 2015. Cela s'explique par les difficultés d'approvisionnement en matières premières liées aux contraintes de financement rencontrées au second trimestre. La production a donc baissé de **7,8%** et s'est établie à **3148 KT**, contre **3415 KT** en 2015.

Le chiffre d'affaires de la société a baissé de 25% s'établissant à 827,38 milliards FCFA en 2016, du fait de la chute de la production et du cours du baril sur le marché international. Toutefois les ventes en volumes ont évolué différemment sur les marchés de l'entreprise. En effet, sur le marché local et le marché export terre, les ventes ont progressé respectivement de **10%** et **138%** tandis qu'elles ont chuté de **42%** sur le marché export mer.

Le résultat d'exploitation de la SIR est resté quasi constant en 2016 avec un excédent de **32,42 milliards FCFA**, contre 36,10 milliards FCFA en 2015. Toutefois, le résultat financier est ressorti déficitaire de 40,71 milliards FCFA. Cela est dû à la situation financière dégradée de l'entreprise qui se traduit par des intérêts de retard sur les règlements des fournisseurs et des pertes de change.

En définitive, le résultat net de la société s'est soldé par un déficit de 8,34 milliards FCFA en 2016, contre une perte de **44,90 milliards FCFA** en 2015. La SIR demeure confrontée à **d'énormes difficultés de financement avec des capitaux propres négatifs (-156,44 milliards FCFA)** et un fond de roulement net qui passe de -175,97 milliards FCFA en 2015 à -234,76 milliards FCFA en 2016.

Au 31 décembre 2016, la **SIR enregistre un niveau de dettes nettes de 538,83 milliards FCFA**, contre 625,85 milliards FCFA, au 31 décembre 2015. Les dettes fiscales sont passées de 44,89 milliards FCFA en 2015 à 86,82 milliards FCFA en 2016.

En vue de l'assainissement de la situation financière de la SIR, l'État s'est engagé, à travers la Communication en Conseil des Ministres du mercredi 19 octobre 2016, à **soutenir la société avec un soutien de 26,77 FCFA/L dans la structure des prix des produits pétroliers**. Par ailleurs, des efforts sont en cours pour restructurer la dette de la SIR.

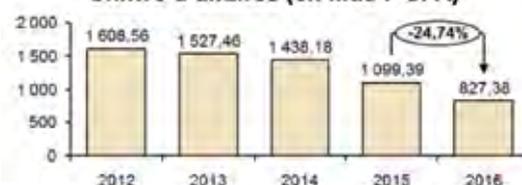
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
PETROCI HOLDING	45,74%
SONANGOL	20,00%
TOTAL CI	15,35%
SAHARA ENERGY	6,98%

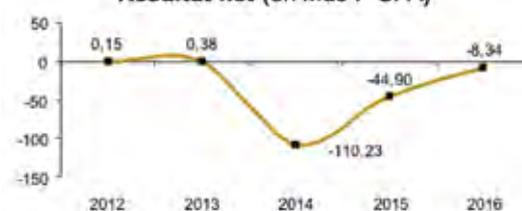
Marge brute de raffinage et Production



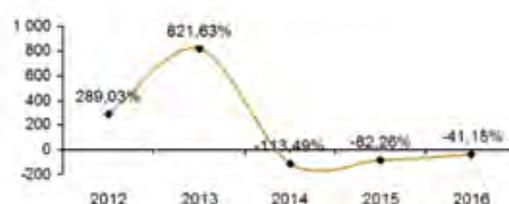
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Baisse du cours du baril de 15% ;
- ▶ Baisse de la marge de raffinage de 3% ;
- ▶ Stabilité du cours du dollar ;
- ▶ Cession de part d'actions de 5% de TOTAL CI à SAHARA.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 2012	CA 271,01 milliards FCFA (-2%)	DG OUATTARA Ben Hassan
Capital social 3,15 milliards FCFA	Résultat Net 4,39 milliards FCFA (+34%)	Adm. MPEDER N'DRI Koffi
Capitaux propres 22,29 milliards FCFA (+1%)	Subv. d'exploitation 1,15 milliard FCFA	Adm. VIVO DOSSO Inza
Part de l'État 5,00%	PCA LEE GOFF Bernard	

Créé en 2012 par le négociant VITOL, le fonds d'investissement HELIOS et la compagnie pétrolière SHELL, **VIVO ENERGY Côte d'Ivoire** commercialise les carburants et lubrifiants de la marque Shell sur le territoire national.

Au 31 décembre 2016, **le chiffre d'affaires de la société enregistre une baisse de 2% pour s'établir à 271,01 milliards FCFA**, contre 276,37 milliards FCFA l'exercice précédent. Cette baisse est liée à celle des prix de vente des carburants à la pompe comparativement à l'année dernière.

Les charges d'exploitation sont également en recul de 2% et s'établissent à 269,04 milliards FCFA, contre 274,66 milliards FCFA en 2015, imputable essentiellement à la baisse des achats de marchandises de 5%.

En conséquence, le résultat d'exploitation est bénéficiaire de 7,13 milliards FCFA à fin décembre 2016, contre 5,35 milliards FCFA en 2015, soit une hausse de 33%, grâce à l'accroissement des volumes de produits vendus de 9% et l'augmentation de la marge structurelle de distribution (+4,5 FCFA/m³) ainsi qu'à une bonne maîtrise des charges de fonctionnement.

L'activité financière s'est soldée par un résultat déficitaire de 844 millions FCFA en dégradation de 107 millions FCFA par rapport à l'exercice 2015.

Le résultat hors activités ordinaires (HAO) s'est nettement amélioré, passant d'une perte de près de 14 millions FCFA à un bénéfice de 0,79 million FCFA.

En définitive, **la société a dégagé un résultat net positif de 4,39 milliards FCFA en 2016, contre 3,27 milliards FCFA en 2015, soit une hausse de 34%**.

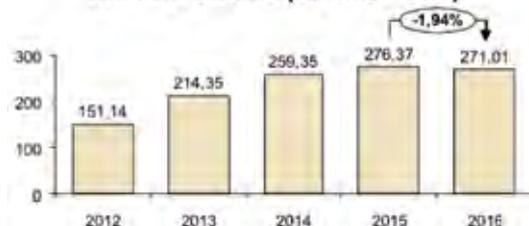
Quant aux impôts et taxes dus à l'État (y compris impôt BIC), ils se chiffrent à 3,94 milliards FCFA en 2016, contre 3,18 milliards FCFA en 2015.

Par ailleurs, conformément à l'objectif de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) d'accroître le volume des titres flottants des sociétés cotées, VIVO ENERGY a procédé au fractionnement de ses actions dans un rapport de 1 pour 50, permettant le passage de la valeur nominale de l'action de 2 500 FCFA à 50 FCFA. Le cours du titre a plus que doublé, passant de 1 338 FCFA en janvier à 3 000 FCFA au 31 décembre 2016.

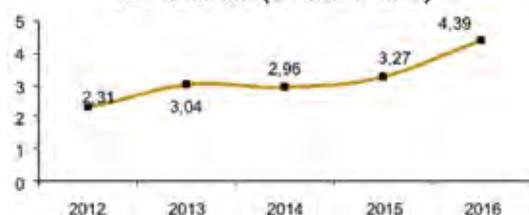
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
VIVO ENERGY CI	66,67%
BRVM (PETITS PORTEURS)	28,32%
PETROCI HOLDING	5,01%

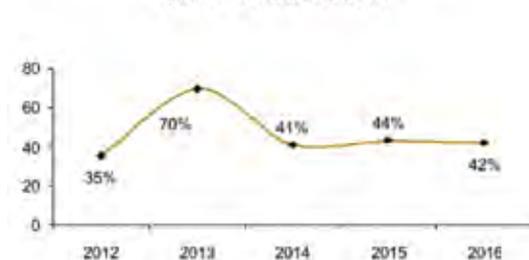
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Prorogation pour une durée de 15 ans, à compter de janvier 2017, de la convention relative à l'exploitation de la marque shell par VIVO ENERGY ;
- ▶ Fractionnement de l'action de VIVO ENERGY dans un rapport de 1 pour 50 ;
- ▶ Hausse de la marge structurelle de distribution de 4,5 FCFA/m³ en mai 2016.



DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



MÉDIA, TOURISME & AUTRES SERVICES

MÉDIA



UN SECTEUR STRATÉGIQUE QUI ENREGISTRE PLUSIEURS CONTRE-PERFORMANCES

Le secteur de l'Audiovisuel en Côte d'Ivoire revêt une importance stratégique et possède un fort potentiel économique. En effet, une étude menée par KANTAR et MEDIAMETRIE en 2016, a montré que 90% des individus de 15 ans et plus regardent la télévision. De plus, la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI) qui détient le monopole de la Télévision depuis 1962, a un taux de couverture nationale de 94%. Ces chiffres traduisent ainsi une forte attractivité de l'Audiovisuel en Côte d'Ivoire. Du point de vue des audiences, en 2016, cette même étude a montré que les leaders au niveau de l'Audiovisuel étaient la RTI1 avec environ 48% des téléspectateurs quotidiens et Radio Al Bayane avec environ 16,13% des auditeurs quotidiens. Les politiques novatrices de la RTI, tant au niveau commercial et financier qu'en matière de diversification de ses produits, ont permis de booster son chiffre d'affaires qui a enregistré une hausse de 7,3% passant de 10,28 milliards FCFA en 2015 à 11,03 milliards FCFA en 2016.

Quant à la Presse ivoirienne, elle est marquée par la forte concurrence de la presse numérique qui connaît un essor grandissant. De ce fait, la Presse ivoirienne connaît beaucoup de difficultés puisqu'elle est essentiellement imprimée. Pour l'année 2016, les statistiques du Conseil National de la Presse viennent corroborer ces faits. En effet, le chiffre d'affaires des ventes de quotidiens, périodiques et hors-série est en baisse de 11,78%, passant de 4,16 milliards FCFA en 2015 à 3,67 milliards FCFA en 2016.

Il convient de noter que le quotidien leader en termes d'exemplaires vendus de quotidiens est Soir Info avec 1 717 908 exemplaires vendus.

A l'instar des entreprises de ce secteur, les activités de la SNPECI ont chuté et le chiffre d'affaires au niveau de la presse (Fraternité Matin, Fraternité Matin édition spéciale, Emergence Economique et Femme d'Afrique) est passé de 680 millions FCFA en 2015 à 592 millions FCFA en 2016, soit une baisse de 12,94%. Toutefois en termes d'exemplaires vendus, la SNPECI se classe en 2ème position grâce à son produit phare Fraternité Matin vendu en 1 687 695 exemplaires. Par ailleurs le chiffre d'affaires global de la SNPECI s'élève à 4,32 milliards FCFA, en baisse de 8,36% par rapport à 2015. Concernant Edipresse, leader de la distribution en Côte d'Ivoire avec 149 points de vente au niveau de la presse et un réseau dense au niveau de la librairie, son activité commerciale a suivi la tendance avec une baisse de 9,6% en 2016 qui s'explique par les difficultés liées à la filière de la presse qui pèsent sur les diffuseurs en régions et par les différentes formes de fraudes sur le livre. Son chiffre d'affaires a baissé de 613 millions FCFA, en passant de 6,38 milliards FCFA en 2015 à 5,77 milliards FCFA en 2016.

Le chiffre d'affaires du secteur est passé de 21,39 milliards FCFA en 2015 à 21,13 milliards FCFA en 2016, soit une baisse de 1,22%. De même son résultat net a une tendance baissière passant de -1,10 milliards en 2015 à -2,31 milliards FCFA en 2016.





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1963	CA 5,77 milliards FCFA (-9,6%)	Filiales et Participations NEI CI
Capital social 25 millions FCFA	Résultat Net -209,19 millions FCFA	Effectif 43
Capitaux propres 26,90 millions FCFA	Gérant Viviane Kipre ZUNON	
Part de La SNPECI 65%	Directeur Général Bertrand HOLL	

EDIPRESSE est une société à participation financière publique majoritaire, ayant pour missions la distribution de la presse locale et étrangère, et la vente en gros de librairie générale et scolaire.

En 2016, le réseau de distribution de presse d'EDIPRESSE était composé de 148 points de vente repartis entre Abidjan et l'intérieur du pays. La ville d'Abidjan est la zone géographique qui génère le plus de chiffre d'affaires au niveau de la presse, avec 83,4% du chiffre d'affaires et au niveau des librairies avec 53% du chiffre d'affaires.

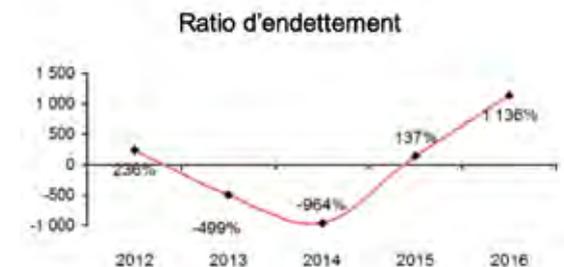
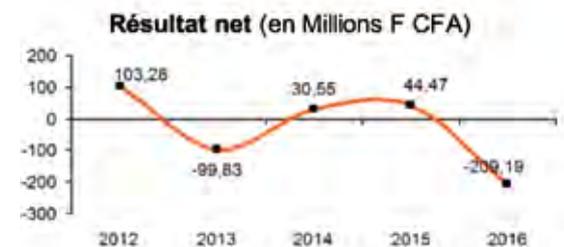
Les activités commerciales de la société se sont donc soldées par un chiffre d'affaires de 5,77 milliards FCFA, contre 6,38 milliards FCFA en 2015, soit une baisse de 9,6%. Cette baisse s'explique uniquement par la diminution des « ventes de marchandises » de 9,8% due principalement aux baisses des ventes de quotidiens et publications locales, des ventes de la presse importée et des ventes en librairie. Cette situation traduit l'effet des différentes formes de fraudes sur les livres et celle de la concurrence légale (autres entreprises de distribution de presse). La baisse des activités commerciales d'EDIPRESSE a induit une baisse de ses produits d'exploitation. En effet, ceux-ci sont passés de 6,46 milliards FCFA en 2015 à 5,86 milliards FCFA en 2016, soit une baisse de 9,17%.

Les charges d'exploitation de la société ont diminué de 6,13%, passant à 6,04 milliards FCFA en 2016. Cette situation s'explique principalement par la diminution des postes de charges tels que les « achats de marchandises » (- 11,25%) et les « impôts et taxes » (-6,24%). Ces diminutions sont essentiellement liées à la baisse du niveau d'activité de l'entreprise et à la provision pour contrôle fiscal de 103,7 millions FCFA comptabilisée en 2015 dans les « impôts et taxes ». Il résulte de ce qui précède que la baisse plus rapide des produits d'exploitation par rapport aux charges d'exploitation s'est traduite par un déficit d'exploitation de 179,37 millions FCFA en 2016, contre un bénéfice de 17,84 millions FCFA en 2015. En définitive, après le résultat financier de -59 481 FCFA et le résultat HAO de -798 18 FCFA, **la société a dégagé un résultat net déficitaire de 209,19 millions FCFA, contre un résultat net de 44,47 millions FCFA en 2015, soit une dégradation de 253,66 millions FCFA.** Quant aux impôts dus à l'État par EDIPRESSE, ils se sont élevés à 83,82 millions FCFA en 2016, (constitués de 54,85 millions FCFA d'impôts et taxes d'exploitation et 28,96 millions FCFA d'impôt sur le résultat), contre 180,21 millions FCFA en 2015 (constitués de 146,02 millions FCFA d'impôts et taxes d'exploitation et 34,19 millions FCFA d'impôt sur le résultat).

Pour l'exercice 2017, la société envisage essentiellement la mise en œuvre des projets suivants : le repositionnement stratégique par la relocalisation d'EDIPRESSE à Adjamé ; la signature d'un accord avec Total et Shell afin de pouvoir vendre ses produits en stations ; la signature de partenariats avec les mutuelles des entreprises ou des groupements de personnes pour la fourniture de manuels scolaires et de papeterie.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SNPECI	65,00%
PRESSETALIS	35,00%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Changement de politique commerciale de NEI, le plus gros fournisseur ;
- ▶ Insensibilité du chiffre d'affaires relativement aux élections législatives ;
- ▶ Restructuration en cours avec le cabinet Africa Link Capital.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 26 octobre 1962

CA 11,04 milliards FCFA (+7%)

DG BAKAYOKO Ahmadou

Capital social 6 milliards FCFA

Résultat Net 314,30 millions FCFA (-61%)

Adm. MCENP AKA Brou Pascal

Capitaux propres 5,55 milliards FCFA (-8%)

Subv. d'exploitation 7,89 milliards FCFA (+7%)

Adm. SEPMBPE ADO- Gossan Kouanin
Marie- Viviane épouse Coulibaly

Part de l'État 100%

PCA AKA Brou Pascal

Effectif 822

La **Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI)** a été créée par la loi n° 62-401 du 26 octobre 1962 portant création d'un établissement public dénommé « Radiotélévision Ivoirienne ». Après plusieurs mutations, elle est devenue une société anonyme (société d'État) en vertu du décret n°2005-163 du 28 avril 2005. Elle a pour principale mission de répondre aux aspirations de la population en matière d'information, de culture, d'éducation et d'illustration des valeurs de la civilisation, et de contribuer à la consolidation de l'unité nationale. **L'exercice 2016 de la RTI a été marqué par la confirmation de la position de leader du marché de la communication audiovisuelle** en Côte d'Ivoire, et par l'évolution du paysage audiovisuel à travers l'autorisation de quatre (4) nouveaux opérateurs sur la future télévision numérique terrestre (TNT), par la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA). La RTI a continué à améliorer la qualité du contenu des programmes et les conditions de travail de ses agents. **La société a enregistré une amélioration de 4,29% des produits d'exploitation qui s'établissent à 20,01 milliards FCFA**, contre 19,18 milliards FCFA en 2015. Cette hausse est essentiellement imputable au rehaussement de 7,27% du chiffre d'affaires (de 10,28 milliards FCFA en 2015 à 11,03 milliards FCFA), un accroissement de 7,06% de la subvention d'exploitation (de 7,36 milliards FCFA en 2015 à 7,89 milliards FCFA) et une hausse de 91,20% des reprises de provisions (718,96 millions FCFA, contre 376,01 millions FCFA en 2015).

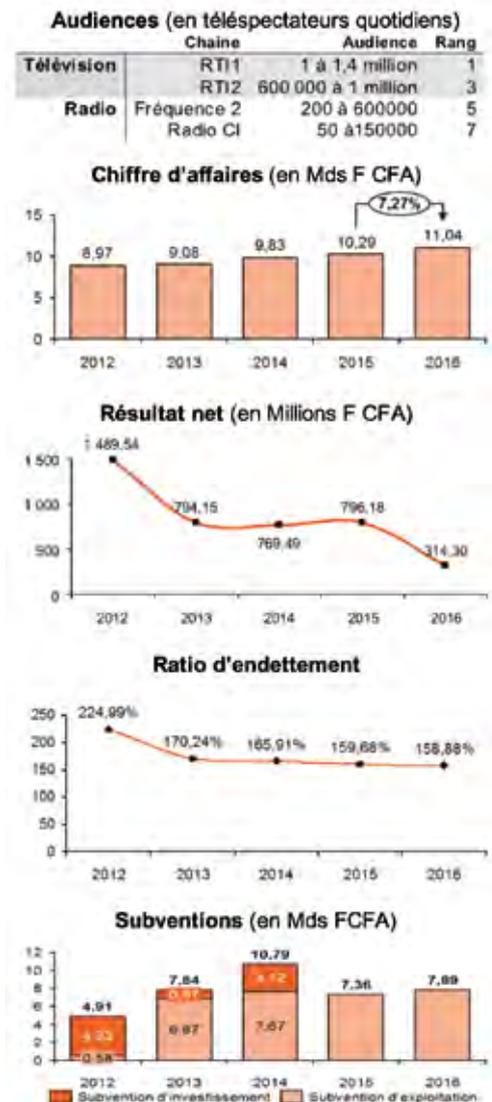
Les charges d'exploitation de la société ont connu une hausse de 6,48%, passant de 18,99 milliards FCFA en 2015 à **20,22 milliards FCFA**. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'évolution des « autres achats » qui passent de 2,90 milliards FCFA en 2015 à 3,39 milliards FCFA en 2016, et des « charges de personnel » qui s'établissent à 7,09 milliards FCFA, contre un montant de 6,57 milliards FCFA en 2015.

Il en résulte un résultat d'exploitation déficitaire de 209,44 millions FCFA, contre un bénéfice de 197,30 millions FCFA en 2015, soit un écart défavorable de 406,74 millions FCFA. Cet écart est dû essentiellement à la hausse plus que proportionnelle des charges d'exploitation et à la baisse des « transferts de charges » qui ont baissé de 69,43%, de 1,04 milliard FCFA en 2015 à 318,05 millions FCFA. Par ailleurs, bien que déficitaire, le résultat financier enregistré par la RTI en 2016 s'est amélioré en passant de -112,49 millions FCFA en 2015 à -55,82 millions FCFA.

En définitive, la société a dégagé **un résultat net bénéficiaire de 314,30 millions FCFA en 2016, en régression de 60,53%** par rapport à l'année précédente (796,18 millions FCFA). Les **impôts dus à l'État** ont baissé de 22,56% pour se fixer à **1,03 milliard FCFA** (dont 221,75 millions FCFA d'impôts BIC et 805,43 millions d'impôts et taxes), contre 1,33 milliard FCFA en 2015. Afin de préparer l'arrivée sur le marché de nouveaux acteurs, la RTI envisage préciser son modèle économique tout en le reliant à sa mission de service public.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Gestion de l'information autour de l'attentat de Grand-Bassam ;
- ▶ Signature d'un protocole d'accord avec les partenaires sociaux en vue de limiter les effets des avancements automatiques ;
- ▶ Défi de la couverture des 8^{èmes} jeux de la Francophonie de juillet 2017 en tant que Radio Télé Diffuseur Hôte (RTDH)
- ▶ Renouvellement du Conseil d'Administration du 13 juillet 2016.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 29 septembre 1993

Capital social 175 millions FCFA

Capitaux propres -1,53 milliard FCFA

Part de l'État 100%

CA 4,32 milliards FCFA (-8%)

Résultat Net -2,41 milliards FCFA

Subv. d'exploitation 150,25 millions
FCFA(+54%)

Subv. d'investissement 67,4 millions
FCFA (-15%)

PCA Ibrahima Segha SANGARE

DG KONAN Venance

Adm. MCENP Ibrahima Segha SANGARE

Adm. MEF Moustafa DIABY

Adm. SEPMBPE Siaka TRAORE

Effectif 386 (+9%)

Filiales EDIPRESSE (50%), IVOIRE MEDIA
(33%) ; NEI CI (4%)

La **Société Nouvelle de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire (SNPECI)** est une société d'État créée à la suite de la dissolution de la Société d'Imprimerie (SII) et de la Société de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire (SPECI). Elle a pour mission essentielle l'édition, la création, l'acquisition et l'exploitation de journaux, d'écrits périodiques, de magazines, de revues et de supports publicitaires de tous genres. Elle mène aussi des activités d'acquisition et de vente de droits d'auteurs, ainsi que toute activité d'imprimerie.

En 2016, **les activités commerciales de la SNPECI se sont soldées par une baisse du chiffre d'affaires de 8,36% par rapport à l'année 2015 (4,32 milliards FCFA, contre 4,72 milliards FCFA en 2015).** Cette baisse s'explique principalement par la diminution des « travaux et services vendus » de 10,83% et de la production stockée de 166,46%.

Ces diminutions sont liées à une baisse des travaux d'imprimerie et d'édition en raison de l'absence d'appels d'offres pour la rentrée 2016-2017 au niveau du Ministère de l'Éducation Nationale, qui était le principal pourvoyeur de travaux d'imprimerie de la société, et à un fort déstockage de la production stockée.

Les subventions d'exploitation octroyées par l'État ont, quant à elles, augmenté, passant à 150,25 millions FCFA, soit une augmentation de 54,15%. Notons, en outre, la forte baisse des autres produits de 54,38% qui se sont situés à 230,75 millions FCFA en 2016, contre 505,90 millions FCFA en 2015. Les variations du chiffre d'affaires, des subventions d'exploitation et des autres produits ont induit globalement une baisse des produits d'exploitation qui se sont établis à 4,99 milliards FCFA en 2016, contre 6,18 milliards FCFA en 2015, soit une baisse de 19,12%.

Les charges d'exploitation de la société ont diminué de 11,70%, passant à 7,53 milliards FCFA en 2016. Cette situation s'explique principalement par la diminution des postes de charges tels que les « achats de matières premières et fournitures liées » (-41,82%), les « services extérieurs » (-19,44%) et les « autres charges » (-51,62%). Ces diminutions sont essentiellement dues à la baisse du niveau d'activité de l'entreprise. Il résulte de ce qui précède un déficit d'exploitation de 2,53 milliards FCFA en 2016, contre un déficit de 2,35 milliards FCFA en 2015.

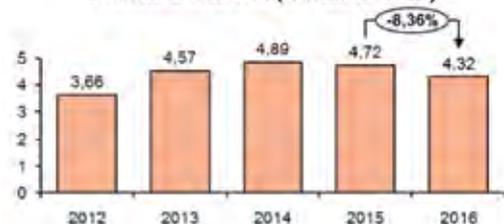
En définitive, après le résultat financier déficitaire de 9,69 millions FCFA et le résultat HAO de 154,45 millions FCFA, **la société a dégagé un résultat net déficitaire de 2,41 milliards FCFA, contre un déficit de 1,94 milliard FCFA en 2015, soit une régression de 596,508 millions FCFA.** Quant aux impôts dus à l'État par la SNPECI, ils se sont élevés à 171,53 millions FCFA en 2016 (constitués de 147,01 millions FCFA d'impôts et taxes d'exploitation et 24,52 millions FCFA d'impôt sur le résultat), contre 929,39 millions FCFA en 2015 (constitués uniquement d'impôts et taxes d'exploitation).

Pour l'exercice 2017, la société prévoit la mise en œuvre du plan de restructuration financière et sociale qui lui ouvrira d'autres opportunités financières. Ce plan nécessite une forte implication de l'État.

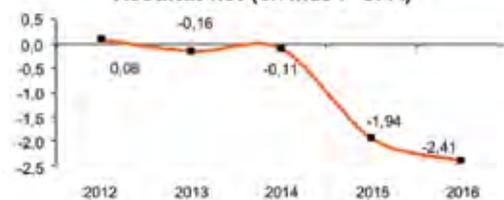
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT COTE D'IVOIRE	100,00%

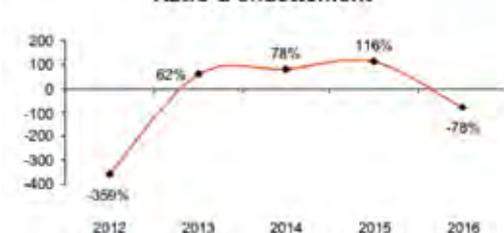
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



Subventions (en Millions FCFA)



FAITS MARQUANTS

- ▶ Nomination d'un nouveau PCA, à savoir M. Ibrahima Segha SANGARE, en juin 2016 ;
- ▶ Adoption d'un nouvel organigramme en février 2016 ;
- ▶ Recours accru au marché bancaire pour le financement d'exploitation ;
- ▶ Elaboration du Plan de restructuration de l'entreprise.



DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



MÉDIA, TOURISME & AUTRES SERVICES

AUTRES SERVICES



UN SECTEUR HÉTÉROCLITE, PRODUIT D'UNE STRATIFICATION HISTORIQUE

Au niveau du secteur des jeux du hasard et d'argent, l'année 2016 a été marquée par une hausse des revenus mondiaux du marché de 4% comparativement à 2015. La région africaine a connu une augmentation de 26,3% avec une contribution principale de la Loterie Nationale d'Afrique du Sud. L'un des principaux moteurs de croissance du marché des jeux du hasard et d'argent a été l'essor des jeux en ligne. Ainsi, la Loterie Nationale de Côte d'Ivoire (LONACI) a procédé au lancement officiel de son produit en ligne dénommée « Parions Direct », l'amenant ainsi à accroître son chiffre d'affaire de 22%. Dans le secteur des études techniques, le Bureau National Etudes Techniques et de Développement (BNETD) s'est doté d'un nouveau plan stratégique dénommé BNETD 3.0 pour la période 2016-2020. Par ce plan, le BNETD entend s'arrimer au PND pour accompagner efficacement le Gouvernement dans la réalisation de son programme de développement. Spécifiquement, le BNETD 3.0 se veut un acteur qui contribuera à l'atteinte de cet objectif via trois leviers : (i) le développement des infrastructures stratégiques ; (ii) La croissance de la part de l'industrie dans le PIB ; (iii) L'amélioration de l'indice de développement humain.

En matière d'études statistiques, l'Institut National de Statistique (INS) a procédé à une réorganisation interne et à la signature d'une convention INS-Ministère du Plan et du Développement en vue de la mise à disposition d'agents qualifiés de l'INS au profit dudit ministère.

A l'instar des autres entreprises du secteur, l'institut Ivoirien de l'entreprise (INIE) et l'Agence pour le Développement et la Compétitivité des industries en Côte d'Ivoire (ADCI) ont adaptés leurs stratégies afin de répondre au mieux aux objectifs du Plan National de Développement 2016-2020.

Le secteur du tourisme et de l'hôtellerie en Côte d'Ivoire, malgré la menace terroriste, est en progression et soumis à une forte concurrence interne. En effet, le nombre d'établissements sur le sol ivoirien, est passé de 1 770 en 2012 à 2 384 en 2016, soit une hausse de 34,7%. Sur la même période, le nombre de chambres est passé de 27 431 à plus de 30 000. Pour maintenir cette évolution, la sécurité des sites touristiques et hôteliers demeure un enjeu important aujourd'hui pour l'État, après les attaques terroristes survenues à Grand-Bassam en début d'année 2016, événements qui ont impacté négativement les activités, faisant passer le taux d'occupation moyen des hôtels de cette ville de 40% en 2015 à 20% en moyenne en 2016. Ces deux dernières années, l'arrivée de nouveaux groupes tels que le Groupe Manga-

lis, le Groupe Azalaï, le Radisson Blu, le Groupe Golden Tulip et le Relais Paillot

Pour l'année 2016, les activités commerciales du secteur Autres Services se sont améliorées. En effet, le chiffre d'affaires consolidé du secteur a enregistré une hausse de 3,21% en passant de 109,76 milliards FCFA en 2015 à 113,29 milliards FCFA en 2016. Cette performance résulte de l'accroissement des activités des entreprises commerciales qui représentent 98,41% du chiffre d'affaires du secteur. Au niveau du résultat net consolidé, le secteur a connu une baisse de 34,58% en passant de 7,88 milliards FCFA en 2015 à 5,16 milliards FCFA en 2016 en raison de la dégradation du résultat de la SODERTOUR-LACS (- 111,52%).

Concernant les entreprises non commerciales du secteur, elles ont engagé et réalisé des projets de développement structurants. Ainsi, l'INIE a procédé au lancement effectif du projet « Amorçage » qui vise à créer 5 réseaux de PME dans chacune des 31 régions et deux districts autonomes. L'INS a livré la production des comptes nationaux définitifs de 2014 et provisoire de 2015. L'institut a achevé la collecte de données des enquêtes à indicateur multiple (MICS-5) sur l'emploi et le secteur informel. Enfin, l'ADCI a procédé au recrutement de 15 entreprises dans le cadre du Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau (PNRMN). Elle a aussi signé une collaboration avec l'ONUDI dans le cadre du Programme ONUDI-TRANSITION-PACIR.

Les deux entreprises publiques exerçant dans le secteur de l'hôtellerie, à savoir la SPDC et la SODERTOUR-LACS sont soumises à une rude concurrence. Toutefois, la SPDC a réalisé un chiffre d'affaires de 19,23 milliards FCFA en 2016 et fait partie des cinq (5) entreprises les plus attractives selon le site goafricaonline.com qui met en relation les entreprises touristiques et les clients. Quant à la SODERTOUR-LACS, ses activités demeurent importantes (4,4 milliards FCFA de chiffre d'affaires en 2016) comparativement aux entreprises hors zone d'Abidjan, surtout au niveau du tourisme. Mais au plan national, la concentration de l'activité au niveau d'Abidjan joue négativement sur ses performances, tout comme ses concurrents. En outre, le chiffre d'affaires cumulé de ces deux entreprises représente près de 5,4% du chiffre d'affaires total du secteur en 2016, contre 6,0% en 2015.

Au niveau de l'exploitation, le taux d'occupation des deux entreprises est en dessous de la moyenne nationale de 64,9% en 2016, avec 42,8% de taux d'occupation pour la SPDC et 30,1% pour la SODERTOUR-LACS.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création Octobre 2014

CA 27,31 millions FCFA

DG DIABATE Mamadi

Capital social 50 millions FCFA

Résultat Net -42,59 millions FCFA

Adm SEPMBPE KONET H. Ahmed

Capitaux propres 7,41 millions FCFA

Subventions d'exploitation 175 millions

Adm. CGECI ACKAH Jean-Marie Philippe

Part de l'État 40%

PCA AKOBE G. A. Michel

Adm CCI BOKA-MENET Marie Gabrielle

Effectif 4

L'Agence pour le Développement de la Compétitivité des Industries de Côte d'Ivoire (ADCI) est une société anonyme ayant pour objectifs : (i) la restructuration et la mise à niveau d'entreprises industrielles en vue du développement de la production et de la compétitivité industrielles par le service, l'assistance et le conseil de toutes natures ; et (ii) la gestion de programmes publics, et généralement toutes activités commerciales, mobilières ou immobilières et financières se rattachant à l'objet social et à tout objet similaire ou connexe.

L'Agence n'a réellement débuté ses activités que le 1er juillet 2015. Les activités de la gestion 2016 étaient l'encadrement et le suivi des missions du Programme ONUDI-TRANSITION-PACIR, et la gestion du Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau des entreprises industrielles (PNRMN).

Les produits d'exploitation s'élevaient à 202,31 millions FCFA, constitués de la subvention d'exploitation de l'État d'un montant de 175 millions FCFA et du chiffre d'affaires d'un montant de 27,31 millions FCFA.

Les charges d'exploitation de la société étaient de 244,90 millions FCFA en 2016, constituées essentiellement des charges de personnel (114 millions FCFA), des services extérieurs (75 millions FCFA) et des autres charges (23 millions FCFA). Les décaissements réalisés, outre les charges de personnel, ont servi essentiellement à régler les frais d'installation de la structure, tant au niveau fiscal qu'au niveau du matériel et des locaux.

En définitive, **la société a dégagé un résultat net déficitaire de 42,59 millions FCFA**. Par ailleurs, l'Agence a contracté des dettes à court terme d'un montant de 53,27 millions FCFA durant cet exercice.

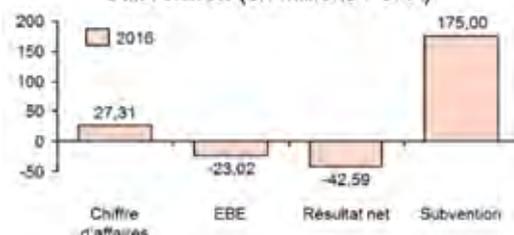
Pour 2017, l'ADCI envisage une campagne de communication sur le Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau (PNRMN) afin de dynamiser son recrutement de nouvelles entreprises, et pourra compter sur le recrutement prévu d'un expert en mise à niveau et d'un expert en financement pour assumer plus efficacement ses missions dans les différents projets où elle est engagée. Elle prévoit également démarcher 250 entreprises pour obtenir 50 nouvelles adhésions au PRNMN et l'accompagnement de 40 entreprises pour des levées de fonds, des diagnostics stratégiques, etc.

Par ailleurs, le plan de financement prévisionnel de l'ADCI pour 2017 affiche un résultat prévisionnel négatif de 46,36 millions FCFA, ce qui va détériorer davantage le fonds de roulement global net et fera baisser encore plus les capitaux propres.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	40%
CCI-CI	20%
CGECI	20%
FIPME	10%
FNISCI	10%

Chiffres d'affaires, EBE, Résultat net et Subvention (en Millions FCFA)



FAITS MARQUANTS

- ▶ Recrutement de 15 entreprises par l'ADCI dans le cadre du Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau (PNRMN) ;
- ▶ Déménagement dans de nouveaux locaux à Cocody 2 Plateaux en début du mois d'octobre 2016 ;
- ▶ Collaboration avec l'ONUDI dans le cadre du Programme ONUDI-TRANSITION-PACIR.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1978

CA 26,54 milliards FCFA (- 19%)

Adm. PR KOUASSI Jean Claude

Capital social 2 milliards FCFA

Résultat Net 4,95 milliards FCAF (+98%)

Adm. SEPMBPE KOUYATE Moussa

Capitaux propres 9,95 milliards FCFA (+93%)

PCA KOUASSI Jean Claude

Effectif 1163 (+3%)

Part de l'État 100%

DG COULIBALY Kinapara

Le **Bureau National d'Études Techniques et Développement (BNETD)** est une société d'État créée par décret n°96-676 du 04 septembre 1964. Il a pour mission d'assister le Gouvernement dans l'identification et la formulation d'objectifs de développement à moyen et long terme et dans la prise de décisions. Le BNETD contribue, également, à optimiser l'utilisation des ressources de l'État et à garantir la pérennité des acquis.

Au cours de l'exercice 2016, le BNETD a fait des études et contribué aux projets en cours ou finalisés suivants : (ii) la réalisation du viaduc de l'Indenié ; (ii) la modernisation des quatre Centres Hospitaliers Universitaires ; (iii) la réhabilitation de la zone industrielle de Yopougon ; (iv) la construction du cinquième pont ; (v) le bitumage de route d'Odienné-Gbéléban, Adzopé-Yakassé Attobrou et Ferkessédougou- Nassian-Kong.

En 2016, la baisse des activités par rapport à 2015 a induit une baisse de 19% du chiffre d'affaires qui est passé de 32,65 milliards FCFA en 2015 à 26,54 milliards FCFA. Cela s'est traduit par **une diminution de 23% des produits d'exploitation qui se sont situés à 30,21 milliards FCFA**, contre 39,13 milliards FCFA en 2015. Toutefois, à l'exception de la performance réalisée en 2015, ce niveau d'activité est le plus important des cinq (5) dernières années (2012-2016).

Les charges d'exploitation ont baissé de 30%, passant de 36,99 milliards FCFA en 2015 à **25,95 milliards FCFA, grâce à une bonne politique de maîtrise des charges** y compris la sollicitation au cours de l'exercice de moins de sous-traitants et la baisse des principaux postes de charge. Il en résulte un **résultat d'exploitation qui a doublé de 2,14 milliards FCFA en 2015 à 4,26 milliards FCFA**. Les résultats financiers et hors activités ordinaires (HAO), quant-à-eux, ressortent respectivement à -4 millions FCFA et 809 millions FCFA.

En définitive, la société a doublé son résultat net en passant de 2,50 milliards FCFA en 2015 à 4,95 milliards FCFA.

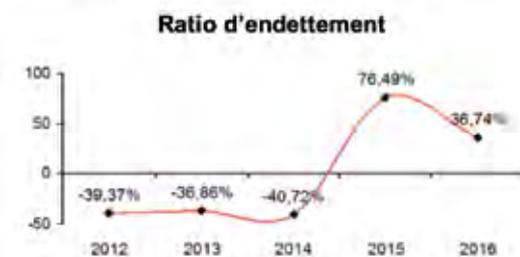
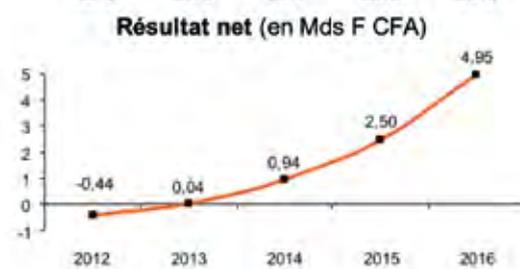
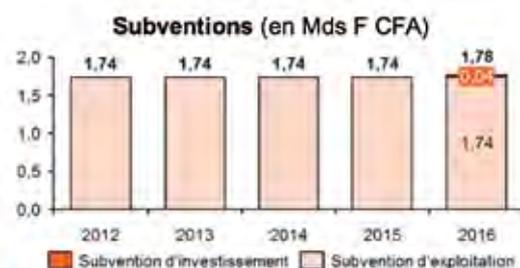
Toutefois, **les créances clients (principalement sur l'État et ses démembrements) ont connu une forte progression**, passant de 59,9 milliards FCFA en 2015 à **72,4 milliards FCFA**. Ces créances représentent presque trois (3) fois le chiffre d'affaires, entraînant des difficultés de trésorerie.

Les impôts dus à l'État par la société ont augmenté de 44,88% et s'élevaient à 1,14 milliard FCFA (1,02 milliard FCFA d'impôts et taxes et 111 millions FCFA d'impôts BIC), contre 783,40 millions FCFA en 2015.

En termes de perspectives, le BNETD prévoit les axes suivants en 2017 : (i) réorganisation de la société en lien avec la vision et les objectifs du plan stratégique ; (ii) renforcement des centres d'expertises ; (iii) alignement des activités prioritaires sur les objectifs de l'émergence de la Côte d'Ivoire en 2020 ; et (iv) élaboration d'une convention cadre avec l'État de Côte d'Ivoire.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Adoption du plan stratégique et opérationnel de la société sur la période 2016-2020 intitulé « Plan stratégique BNETD 3.0 » ;
- ▶ Régularisation du niveau des capitaux propres suites à l'approbation par l'actionnaire unique de la comptabilisation de la plus-value de réévaluation du patrimoine de la société ;
- ▶ Mise en œuvre du nouvel organigramme du BNETD en rapport avec le nouveau plan stratégique ;
- ▶ Renouvellement du certificat ISO 9001 version 2008 ;
- ▶ Nomination d'un nouveau Secrétaire Général ;
- ▶ Organisation du troisième séminaire du Conseil d'Administration.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 31 juillet 1997

Capital social 120 millions FCFA

Capitaux propres 1,98 milliard FCFA
(+32%)

Part de l'État 62,5%

CA 48 millions FCFA (+52%)

Résultat Net 32,54 millions FCFA (-80%)

Subv. d'exploitation 790,8 millions FCFA
(+0%)

Subv. d'investissement 2016 558 mil-
lions FCFA (-72%)

DG FOFANA Mouramane

PCA DOUCOURE Aissata

Adm. MCAPME CHERIF Massandjé

Adm. SEPMBPE Assi Franck Arnaud

Effectif 59 (+2%)

Créé par décret n°97-440 du 31 juillet 1997, l'**Institut Ivoirien de l'Entreprise (INIE)**, est une Société Anonyme, à participation financière publique majoritaire. Il a pour missions la conception et la mise en œuvre de projets et programme gouvernementaux destinés à l'insertion des jeunes et à la création des PME.

Après un ralentissement au niveau de ses activités en 2015, l'exercice 2016 a été marqué par une nette amélioration du niveau d'activité de l'INIE. A ce jour, le taux de réalisation des PME sur le terrain en termes d'infrastructures, d'équipements et d'intrants fournis est de 78% pour les PME tomates hors sol et de 83% pour celles de la pisciculture.

La subvention accordée à l'INIE pour l'année 2016 s'élève à 1,35 milliard FCFA (dont 558 millions FCFA affectés à l'investissement et au fonds de garantie, 791 millions FCFA au fonctionnement) contre 2,79 milliards FCFA en 2015 (dont 576 millions FCFA pour le Fonds Commun de Placement). Le fonds de garantie de l'INIE, destiné à garantir le financement des PME, est passé de 593 millions FCFA en 2015 à 1,23 milliard FCFA en 2016. Soit une augmentation de 637 millions FCFA. Ce fonds a généré des produits financiers d'un montant de 39 millions FCFA au 31 décembre 2016.

L'examen de la situation financière de l'exercice clos au 31 décembre 2016 de la société fait apparaître :

- **une hausse de 4% des produits d'exploitation** : les produits d'exploitation de l'INE ont augmenté, en passant de 882 millions FCFA en 2015 à 917 millions FCFA en 2016, en raison de la hausse du chiffre d'affaires d'une part et d'autre part du niveau de la subvention d'exploitation. La subvention d'exploitation, à elle seule, représente 86,26% des produits d'exploitation en 2016 contre 89,68% en 2015.

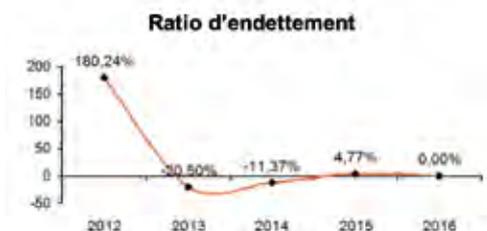
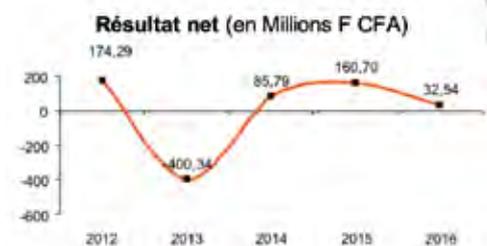
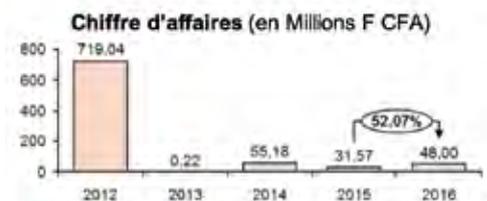
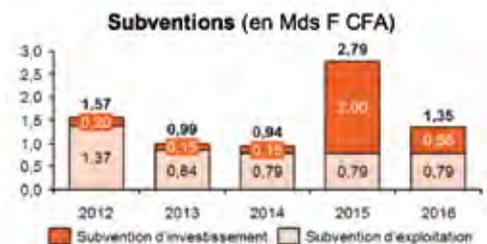
- **une baisse de 17% des charges d'exploitation** : les charges d'exploitation de la société ont baissé en passant de 1,430 milliard FCFA en 2015 à 1,180 milliard FCFA en 2016. Cette baisse est essentiellement due à une maîtrise des charges des postes « Autres charges » (-69%) et « transport » (-61%). Grâce à une remise gracieuse du fisc de 276 millions FCFA, la société a dégagé **un résultat net bénéficiaire de 32 millions FCFA en 2016** contre un bénéfice de 160 millions FCFA en 2015, soit une baisse de 80%.

Quant aux impôts dus à l'Etat, ils se sont fixés à 32,61 millions FCFA en 2016 (dont 3 millions FCFA d'impôts BIC et 29,61 millions FCFA d'impôts et taxes), contre 71,43 millions FCFA en 2015, soit une baisse de 54,35%.

En ce qui concerne ses perspectives, l'INIE envisage de finaliser la première phase du programme d'amorçage démarrée en 2016. Cet objectif se décline en trois (03) points, à savoir : finaliser la formation et les installations de tous les 166 promoteurs sélectionnés en 2016 ; sélectionner des promoteurs de TPE de production de maïs et réaliser un site pilote de culture de maïs semi mécanisée.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	62,5%
AUTRES OPÉRATEURS	37,5%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Lancement effectif du GIE d'encadrement des PME dénommé GIE Amorçage ;
- ▶ Finalisation du processus de sélection des promoteurs des PME de tomate et de pisciculture par des cessions de rattrapage pour obtenir 166 promoteurs ;
- ▶ Réalisation de douze (12) PME, dont (06) de productions Tomates Hors Sol et (06) de Pisciculture de Tilapia ;
- ▶ Formation technique et managériale de la première vague de promoteurs avec en prime la cérémonie de remise de diplôme à 36 promoteurs retenus ;
- ▶ Obtention d'une subvention de l'État d'un montant de 1,35 milliard FCFA, dont 558 millions FCFA affectés à l'investissement et au fonds de garantie, 791 millions de FCFA au fonctionnement.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de Création 18 décembre 1996

Capital Social 2 milliards FCFA

Capitaux Propres -5,62 milliards FCFA
(-25 %)

Part de l'État 100%

CA 1,73 milliard FCFA (-7%)

Résultat Net -1,11 milliard FCFA

Subv. d'exploitation 2,05 milliards FCFA
(+25%)

Subv.d'investissement 16,11 millions
FCFA(+409%)

PCA KAMISSOKO Mamadouba

DG DOFFOU N'Guessan

Adm. Primature N'DRI Kouadio

Adm. SEPMBPE ADOPO Fiacre

Adm. MPD Koffi YAO

L'Institut National de la Statistique (INS) est une société d'État et la structure centrale du Système Statistique National (SSN), avec pour principales missions la production et la diffusion des statistiques officielles ainsi que la coordination des activités du SSN. Les activités de l'INS peuvent se décomposer en deux grands groupes que sont les activités de productions statistiques routinières et périodiques, pour le compte de l'État, et les études et projets demandés par diverses entités.

En 2016, les **travaux et services vendus**, qui sont essentiellement constitués des frais et honoraires perçus sur les projets demandés par diverses entités, ont **baissé de 10,51% par rapport à 2015, soit 1,61 milliard FCFA**, contre 1,80 milliard FCFA en 2015. Ce qui induit une baisse du **chiffre d'affaires (CA)** de l'INS qui est passé de 1,85 milliard FCFA en 2015 à **1,73 milliard FCFA en 2016, soit une baisse de 4,88%**.

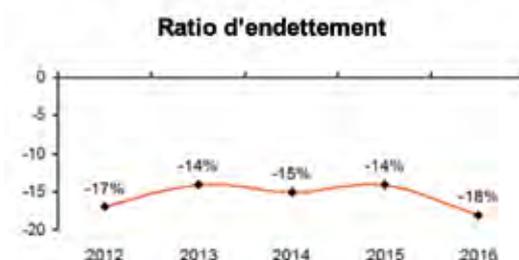
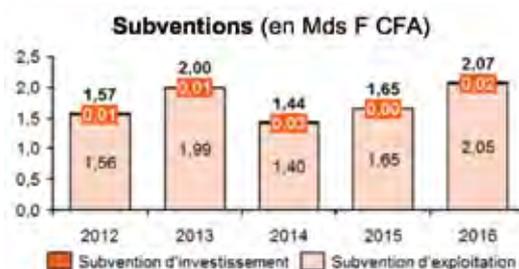
Les **subventions d'exploitation octroyées par l'État ont, quant à elles, connu une hausse de 24,69%, en passant de 1,65 milliard FCFA en 2015 à 2,05 milliards FCFA**. Malgré cette hausse, l'ensemble des produits d'exploitation est en baisse avec 4,22 milliards FCFA en 2016, contre 5,19 milliards FCFA en 2015, traduisant ainsi une diminution de 18,61%. Cette baisse s'explique par la régression considérable (baisse de 99,48%) des autres produits, combinée à la baisse du CA, qui a complètement annulé les effets de la hausse des subventions d'exploitation sur les produits d'exploitation.

Les **charges d'exploitation de la société ont augmenté de 5,28%, en passant de 5,15 milliards FCFA en 2015 à 5,42 milliards FCFA en 2016**. Cette situation s'explique principalement par la hausse des postes de charges tels que les dotations aux amortissements et aux provisions (+530,66%), les services extérieurs (+73,55%), les autres achats (+37,14%) et les charges de personnel (+17,64%). Il résulte de ce qui précède que le **résultat d'exploitation** dégagé en 2016 s'est fixé à un **déficit de 1,20 milliard FCFA**, contre un bénéfice de **41,02 millions FCFA** en 2015, soit une dégradation de 1,24 milliard FCFA. En définitive, après le résultat financier de 80,32 millions FCFA et le résultat HAO de 98,45 millions FCFA, la société a dégagé un **résultat net de -1,11 milliards FCFA**, contre un résultat net de 59,01 millions FCFA en 2015. Quant aux **impôts dus** à l'État par l'INS, ils s'élevaient à **141,46 millions FCFA** en 2016, (constitués uniquement des impôts et taxes d'exploitation), contre 158,55 millions FCFA en 2015. **La structure financière de l'INS est marquée par la négativité des capitaux propres pour la dixième (10ième) année consécutive** avec des capitaux propres en 2016 de **-5,62 milliards FCFA** pour un capital social de 2 milliards FCFA.

Pour l'exercice 2017, l'INS compte se focaliser essentiellement sur sa restructuration, l'amélioration de sa politique de gestion des projets, l'amélioration de sa visibilité et les démarches pour la construction de son siège.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Nomination d'un nouveau Directeur Général ;
- ▶ Adoption d'un nouvel organigramme de l'INS par le Conseil d'Administration ;
- ▶ Adoption d'une résolution pour la mobilisation des ressources matérielles et financières dormants à l'INS ;
- ▶ Signature d'une convention INS-Ministère du Plan et du Développement en vue de la mise à disposition d'agents qualifiés de l'INS au profit dudit ministère ;
- ▶ Production des comptes nationaux définitifs de 2014 et provisoires de 2015.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 20 Mars 1970	CA 61,25 milliards FCFA (+22%)	PCA TRAORE Adam-Kolia
Capital social 400 millions FCFA	Résultat Net 821,04 millions FCFA (+43%)	DG ISSIAKA Fofana
Capitaux propres 3,45 milliards FCFA (+15%)	Dividendes 500 millions FCFA	Adm. SEPMBPE TAYORO Dominique
Part de l'État 80%	Dividendes nets État 340 millions FCFA	Effectif 441 (+4%)

La **Loterie Nationale de Côte d'Ivoire (LONACI)** a été créée par la loi n° 70-209 du 20 Mars 1970, avec la motivation gouvernementale de mettre à la disposition de l'ivoirien attiré par les jeux de hasard, une structure lui permettant de satisfaire son envie de jouer et d'être éventuellement rétribué dans des conditions de transparence et de fiabilité, et de promouvoir à travers l'institution, une politique de mobilisation de l'épargne publique volontaire en vue de réaliser des investissements sociaux économiques. La LONACI a réalisé un exercice marqué par une performance commerciale résultant du bon début de retour sur les investissements réalisés depuis 2014 relatifs au renouvellement et à la redynamisation de systèmes d'exploitation des produits de paris PMU, SPORTCASH et LOTO.

L'examen de la situation financière de l'exercice clos au 31 décembre 2016 de la LONACI fait apparaître une amélioration des activités commerciales. Le chiffre d'affaires a augmenté de 22% à 61,25 milliards FCFA en 2016, en raison de la hausse du chiffre d'affaires des produits de jeux virtuels, de sport cash et de loto 5/90. L'amélioration des activités commerciales s'est traduite par une hausse de 25% des produits d'exploitation qui se sont situés à 66,58 milliards FCFA, contre 53,23 milliards FCFA en 2015, en raison de la hausse de 22% et 115% des ventes de marchandises et autres produits.

Les charges d'exploitation de la société ont augmenté de 22,83%, passant de 52,62 milliards FCFA en 2015 à 64,63 milliards FCFA en 2016. Cette hausse s'explique essentiellement par l'évolution des charges de personnel (+ 17%), les autres achats (+30%), les services extérieurs (+22%) et des autres charges (+47%). Il résulte de ce qui précède que le résultat d'exploitation s'est fixé à un bénéfice de 1,43 milliard FCFA en 2016, contre un bénéfice de 606,13 millions FCFA en 2015, soit une amélioration de 818 millions FCFA. En définitive, après l'impôt sur le résultat d'un montant de 469 millions FCFA, du résultat financier déficitaire de 202 millions FCFA et du résultat HAO de 67 millions FCFA, **la société a dégagé un résultat net de 821 millions FCFA, contre 574 millions FCFA en 2015**, soit une amélioration de 247 millions FCFA. Quant aux impôts dus à l'État, ils ont augmenté de 49,50% pour se fixer à 992,88 millions FCFA en 2016 (dont 469,26 millions FCFA d'impôts BIC et 523,62 millions d'impôts et taxes).

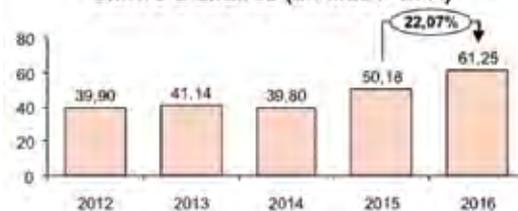
En vertu des missions qui lui ont été assignées par le Gouvernement, la LONACI réalise chaque année des œuvres sociales dans les domaines de la santé et de l'éducation au profit des populations défavorisées. **Pour l'exercice 2016, la LONACI a réalisé des œuvres sociales pour un montant de 664 millions FCFA, soit plus du triple des réalisations en 2015 (182 millions FCFA).**

Comme perspective, la LONACI prévoit la poursuite de l'extension de son réseau commercial avec l'ouverture de 10 nouvelles salles de jeu SPORTCASH.

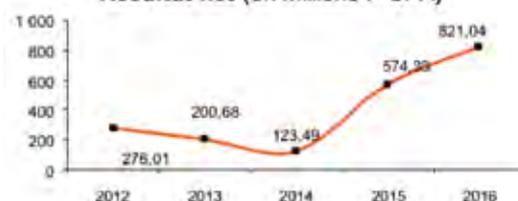
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	80,00
CNPS	15,00
LONACI	5,00

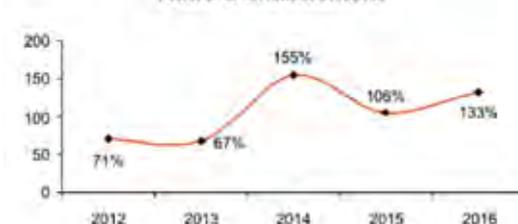
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Hausse de plus de 10 milliards du chiffre d'affaires (+22%) par rapport à l'exercice 2015 et de plus de 5 milliards (+10%) par rapport aux prévisions de 2016 ;
- ▶ Ouverture de 295 points libres des produits SPORTCASH ;
- ▶ Création de 20 points de vente de la loterie virtuelle ;
- ▶ Augmentation du nombre de tirages de LOTO BONHEUR, qui est passés de 4 à 6 tirages par semaine.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 14 avril 2008

Capital social 10 milliards FCFA

Capitaux propres 9,86 milliards FCFA
(-5%)

Part de l'État 100%

CA 4,45 milliards FCFA (-10%)

Résultat Net -176,95 millions FCFA

Subv. d'exploitation 265 millions FCFA
(-95%)

Subv. d'investissement 133,95 millions
FCFA

PCA DJIBO Youssouf Nicolas

DG Malekah MOURAD CONDE

Adm. MTO APHING Kouassi, KODJO
Francis

Adm. MEF KANTE Karim

Adm. SEPMBPE DIARA Mariame

La **Société de Développement Touristique de la Région des Lacs (SODERTOUR-LACS)** est une société d'État qui a pour mission la gestion d'une partie du patrimoine hôtelier et touristique de l'État de Côte d'Ivoire. Le patrimoine géré par la SODERTOUR-LACS comprend : (i) l'**Hôtel PRESIDENT** ; (ii) l'**Hôtel HP RESORT** ; (iii) le **PRESIDENT GOLF CLUB** ; (iv) l'**Hôtel CARREFOUR** ; (v) les **Berges du barrage de KOSSOU** ; et (vi) la **Réserve de faune d'ABOKOUAMEKRO**.

En 2016, les activités de la société ont essentiellement concerné l'offre de service de séjours et de restauration dans ses hôtels, l'offre de visites sur ses sites touristiques et le développement de projets touristiques structurants.

Les taux d'occupation des différents hôtels de la société ont baissé. Ils sont passés de 43,26% en 2015 à 42,39% en 2016 pour l'Hôtel Président (plus haut standing), et de 30,83% en 2015 à 21,78% en 2016 pour l'Hôtel Carrefour (plus bas standing), en raison de la baisse de la fréquentation des hôtels.

Les activités commerciales de la SODERTOUR-LACS se sont donc soldées par une baisse du chiffre d'affaires de 10% par rapport à l'année 2015, en se situant à 4,45 milliards FCFA. Cette baisse s'explique par la diminution des « ventes de marchandises » de 23,87%, de la « vente de produits fabriqués » de 14,57% et des « travaux et services vendus » de 4,95%. Ces diminutions sont liées à une baisse de la fréquentation des sites, à un ralentissement des séminaires d'affaires et au fait que les clients des hôtels de la société ont de plus en plus recours à des services extérieurs pour leur restauration.

Les subventions d'exploitation octroyées par l'État ont baissé de 95%, passant de 5,43 milliards FCFA à 265 millions FCFA en 2016. Les baisses combinées du chiffre d'affaires, des subventions d'exploitation et des autres produits ont induit une baisse de moitié (45,04%) des produits d'exploitation qui se sont établis à 5,72 milliards FCFA en 2016.

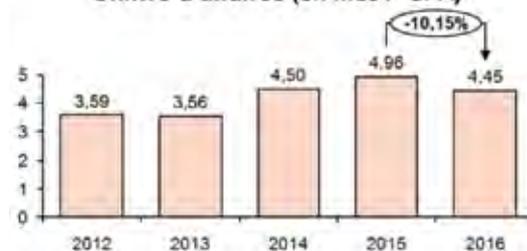
Les charges d'exploitation de la société ont également régressé de 30%, en passant de 9,33 milliards FCFA en 2015 à 6,53 milliards FCFA en 2016. Cette situation s'explique principalement par la diminution des postes de charges tels que les « achats de matières premières » (-14,27%), les « autres achats » (-18,64%), les « impôts et taxes » (-65,33%) et surtout les « autres charges » (-94,75%). La baisse plus rapide des produits d'exploitation par rapport aux charges d'exploitation s'est traduite par un déficit d'exploitation de 814,41 millions FCFA, contre un bénéfice de 1,07 milliard FCFA en 2015. En définitive, après le résultat financier de -19,06 millions FCFA et le résultat HAO de 682,72 millions FCFA, **la société a dégagé un résultat net de -176,95 millions FCFA, contre un résultat net de 1,54 milliard FCFA en 2015, soit une régression de 1,71 milliard FCFA.**

Les impôts dus à l'État par la SODERTOUR-LACS se sont élevés à 502,96 millions FCFA (constitués uniquement des impôts et taxes d'exploitation), contre 1,48 milliard FCFA en 2015.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%

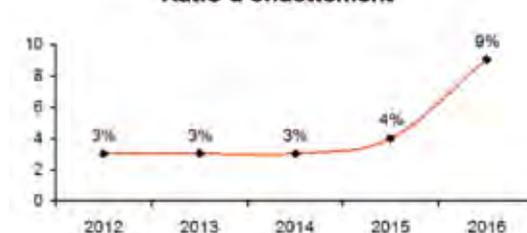
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ La poursuite de l'exécution de la stratégie de service de qualité pour un prix abordable ;
- ▶ Le ralentissement des séminaires d'affaires à cause des activités politiques ;
- ▶ Le changement de PCA depuis le 04 octobre 2016.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 29 septembre 1993

CA 19,24 milliards FCFA (-4%)

Adm. MTO AMAN Ghyslain

Capital social 7,140 milliards FCFA

Résultat Net 675,17 millions FCFA (-78%)

Adm. MEF ADOU Kobena

Capitaux propres 107,37 milliards FCFA (-3%)

PCA FOFANA Zémogo

Adm. SEPMBPE DJENI Isabelle

Part de l'État 100%

DG DIARRASSOUBA Maférima

Effectif 1056

La Société des Palaces de Cocody (SPDC) est une société d'État qui a pour objet la gestion hôtelière ainsi que la promotion et le développement touristique. Au 31 décembre 2016, le portefeuille de la SPDC se composait des unités suivantes : (i) Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire (sous contrat de gestion avec Sofitel) ; (ii) Golf Hôtel Abidjan (sous contrat de concession par la Société des Lagunes) ; (iii) Ivoire Golf Club ; (iv) Hôtel de la Paix Daoukro ; (v) Hôtel Hambol de Katiola ; (vi) Casino l'Eléphant d'Or (sous contrat de gestion avec Lucien Barriere) ; et (vii) Agence Lagoon Tours.

En 2016, les objectifs de la gestion de la SPDC ont été fixés en tenant compte du programme d'actions prioritaires du Ministère du Tourisme et des priorités du business plan de la société (perspectives 2016-2020). Ces objectifs étaient de contribuer au développement du tourisme ivoirien en développant des offres attractives et variées, valoriser le littoral ivoirien en termes d'offres touristiques et hôtelières, moderniser la gestion de la société, et de rentabiliser ses investissements.

La sortie du Golf Hôtel du périmètre comptable de la SPDC a induit une baisse des produits d'exploitation (-4,34%) qui se sont situés à 19,6 milliards FCFA, contre 20,5 milliards FCFA en 2015. Le chiffre d'affaires, précisément, est passé de 20,10 milliards FCFA en 2015 à 19,24 milliards FCFA. En comptabilisant les produits du Golf Hôtel, les produits d'exploitation de la société auraient augmenté de 11,7% pour atteindre 22,9 milliards FCFA en 2016.

Les charges d'exploitation de la société ont diminué de 2,53% en passant de 19,4 milliards FCFA en 2015 à 18,9 milliards FCFA. Cette baisse s'explique également par le retrait des charges d'exploitation du Golf Hôtel. En comptabilisant ces charges, les charges d'exploitation de la société auraient augmenté de 19,2%, pour atteindre 23,2 milliards FCFA en 2016.

Le résultat d'exploitation est ressorti bénéficiaire de 679 millions FCFA, en baisse de 36,5% par rapport à l'année précédente (1,07 milliard FCFA). Par ailleurs, les résultats financiers et hors activités ordinaires (HAO) ont connu de fortes détériorations par rapport à 2015 (dégradations de 1,74 milliard FCFA et 621 millions FCFA, respectivement).

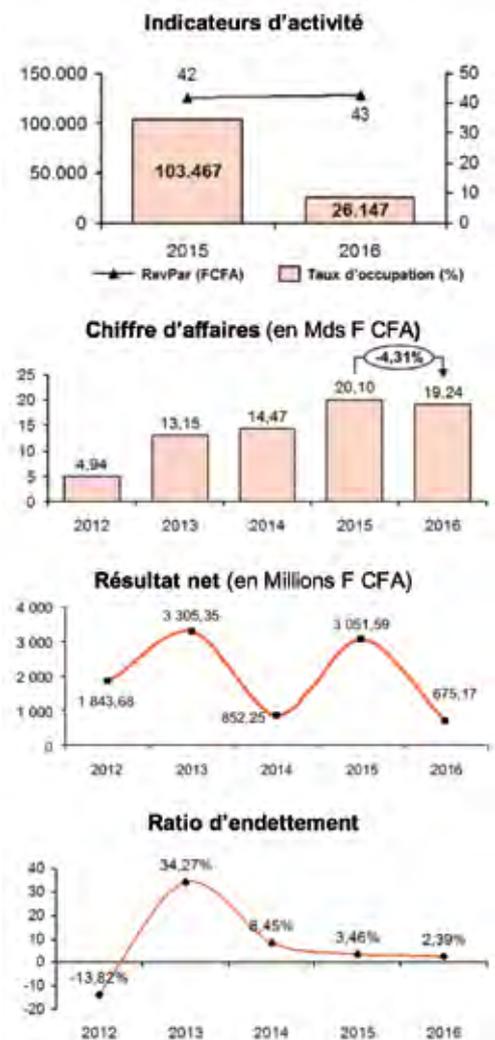
En définitive, le résultat net de la société a régressé de 78% pour se fixer à 675 millions FCFA, contre un bénéfice de 3 milliards FCFA en 2015.

Les impôts dus à l'État par la SPDC s'élevaient à 1,13 milliard FCFA, y compris 906,8 millions FCFA au titre des impôts et taxes et 225,1 millions FCFA au titre des impôts BIC.

Afin d'améliorer la gestion, l'exploitation et la gouvernance, la société envisage se focaliser sur les axes suivants : (i) accélération et achèvement de la procédure de compensation entre la créance sur l'État et la dette fiscale, (ii) mise en réseau des différentes unités, (iii) réalisation d'études et mise à jour du plan cadastral des différents sites de la SPDC, et (iv) identification des sites touristiques sur le littoral.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00



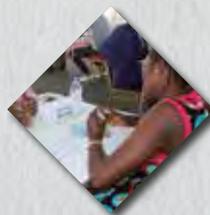
FAITS MARQUANTS

- ▶ Signature de la Convention de gestion de patrimoine hôtelier entre l'État et la SPDC ;
- ▶ Entrée en vigueur effective de la convention de concession du Golf Hôtel (la prise du décret la matérialisant) à la Société des Lagunes ;
- ▶ Sortie du Golf Hôtel du périmètre comptable de la SPDC à compter du 1^{er} Janvier 2016 ;
- ▶ Gel de la subvention de l'État intervenu en cours d'exercice, induisant une réduction de 30% de ce poste des ressources.



DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCE

FINANCE



DES PERFORMANCES FINANCIÈRES STABLES DES BANQUES PUBLIQUES MAJORITAIRES, AVEC 37 MILLIARDS DE PNB ET 5,3 MILLIARDS DE RÉSULTAT NET

La Côte d'Ivoire demeure le pays détenant le plus d'établissements de crédits dans l'UEMOA. Elle en compte 29, dont 27 banques et 2 établissements financiers, avec un taux de bancarisation évalué à seulement 16%.

Le marché bancaire ivoirien a confirmé sa bonne santé générale. Selon les données de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (APBEFCI), les dépôts collectés se chiffrent à 8 587 milliards FCFA au 31 décembre 2016, contre 7 250 milliards FCFA en 2015, soit une progression de 18,4%. De même, les crédits ont enregistré une hausse de 19,6% en s'établissant à 6 884 milliards FCFA en 2016, contre 5 757 milliards FCFA enregistrés en 2015.

L'encours global des crédits recensés à la Centrale des risques s'est établi à 3 198 milliards FCFA à fin décembre 2016, contre 2 939 milliards FCFA au 31 décembre 2015, soit une hausse de 8,8%. Plus des deux tiers (69%) de l'encours global des crédits recensés à la Centrale des risques provient des concours consentis aux branches « Commerce de gros (34%) », « Industries manufacturières (25%) », et « Transports (10%) ».

Les autorités monétaires ont resserré leur politique en décembre 2016 en durcissant les conditions de refinancement des banques. Ainsi, le taux d'intérêt au guichet de prêt marginal a été fixé à 4,5% le 16 décembre 2016, contre 3,5% en 2015. Cette politique vise à encourager les banques à reconsidérer leur politique en matière de gestion des risques et à renforcer leurs fonds propres. L'on s'attend également à ce qu'elles redynamisent le marché interbancaire et le marché secondaire des titres publics.

Par ailleurs, avec 43 sociétés cotées en 2016, le marché financier régional a enregistré une évolution favorable tant au niveau des échanges d'actifs que de la capitalisation.

La valeur des transactions s'est fixée à 409,26 milliards FCFA, contre 335,9 milliards FCFA en 2015, soit une hausse de 21,84 %. La capitalisation boursière du marché des actions s'est chiffrée à 7 706,27 milliards FCFA, contre 7 499,67 milliards FCFA en 2015, correspondant

à une hausse de 2,75%. Cette progression s'explique essentiellement par les admissions à la cote de quatre (04) nouvelles sociétés, dont la Société Ivoirienne de Banque (SIB), pour laquelle l'État de Côte d'Ivoire a cédé ses parts avant son introduction en bourse.

Les banques publiques majoritaires ont connu une baisse de leurs dépôts de l'ordre de 4,7 % (soit 36 milliards FCFA) due majoritairement à la diminution de 44 milliards FCFA des dépôts de la BNI, en raison d'une baisse des dépôts des banques et assurances de cette dernière (-22%). Elles ont donc perdu des parts de marché en ressources qui se situent à 8,6% en 2016, contre 10,7 % en 2015.

De même, les emplois des banques publiques majoritaires ont connu une diminution de 53,6 milliards FCFA, soit une baisse de 9,3%. Cela est imputable à une baisse de 49 milliards FCFA des emplois de la BNI. Les parts de marché de ces banques, en termes d'emplois, se sont établies à 7,6 % en 2016, contre 10,1 % en 2015, soit une baisse de 2,4 points.

En outre, leurs performances financières sont restées assez stables. Ainsi, le produit net bancaire (PNB) global des banques publiques majoritaires est passé de 40 milliards FCFA en 2015 à 37 milliards FCFA en 2016, soit une baisse de 7,5%. Cette dégradation est due à la baisse de 14,4% du PNB de la BNI. Par contre, le résultat net global du secteur s'est amélioré de 246 millions FCFA en passant d'un bénéfice de 5 046 millions FCFA en 2015 à un bénéfice de 5 292 millions FCFA en 2016¹. Cette performance du secteur a été favorisée, principalement, par les résultats satisfaisants de la BHCI et de la Versus Bank.

Au niveau de la CNCE, l'on note une amélioration de 5,2 milliards FCFA du résultat net, passant d'un déficit de 17,56 milliards FCFA en 2015 à 12,36 milliards FCFA en 2016.

¹Il s'agit ici des banques où l'État de Côte d'Ivoire est un actionnaire majoritaire à l'exception de la CNCE mise sous administration provisoire : BNI, Versus Bank, BHCI.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création Février 1993

Capital social 6,78 milliards FCFA

Capitaux propres 6,36 milliards FCFA

Part de l'État 50,86%

Produit Net Bancaire 6,60 milliards FCFA (+13%)

Résultat Net 1,71 milliard FCFA (+2333%)

PCA AMUAH David

DG Abou TOURE

Adm. MEF KONE Epse COULIBALY
Minafou

Adm. SEPMBPE FADIGA Youssouf

Créée le 12 Février 1993, la **Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI)** a pour mission le financement de l'habitat et les opérations immobilières. A fin décembre 2016, la banque dispose de 09 agences.

En dépit de la croissance de ses ressources et de ses emplois, la banque a perdu des parts de marché en 2016. Ses parts de marchés se situent à 0,83% pour les emplois et pour les ressources, soit des reculs respectifs de 0,16 et 0,15 point par rapport à l'exercice 2015.

En 2016, la situation financière de l'exercice clos de la BHCI, se caractérise par une hausse de 11,52% (489 millions FCFA) des produits d'intérêt qui se sont établis à 4,73 milliards FCFA en 2016. Cette hausse est essentiellement due à l'augmentation de 226 millions FCFA des produits de trésorerie et interbancaires et de 194 millions FCFA des produits sur les emplois clientèles. L'année a été également caractérisée par une baisse de 61 millions FCFA des charges d'intérêt, passant à 1,33 milliard FCFA en 2016. Les commissions et autres produits nets ont quant à eux augmenté de 200 millions FCFA pour se situer à 3,21 milliards FCFA en 2016. **Le produit net bancaire (PNB) qui en découle est en hausse de 12,80% pour s'établir à 6,63 milliards FCFA, contre 5,85 milliards FCFA en 2015.**

Quant aux frais généraux, ils ont diminué de 5,77% en se fixant à 4,49 milliards FCFA en 2016. Cette baisse est consécutive à la maîtrise des « autres frais généraux » qui ont baissé de 324 millions FCFA. Ainsi, le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) a quadruplé (hausse de 369,90%), passant de 361 millions FCFA en 2015 à 1,70 milliard FCFA en 2016. Par ailleurs, le coût net du risque est en baisse de 62,60% pour se situer à 100 millions FCFA, dénotant un léger assainissement du portefeuille de crédit. Le coefficient d'exploitation s'est également amélioré de 19,72 points de pourcentage en se situant à 74,28% en 2016, contre 94% en 2015. En définitive, les activités au titre de l'exercice 2016 se sont soldées par **un résultat net bénéficiaire de 1,71 milliard FCFA, contre un bénéfice de 70 millions FCFA en 2015.**

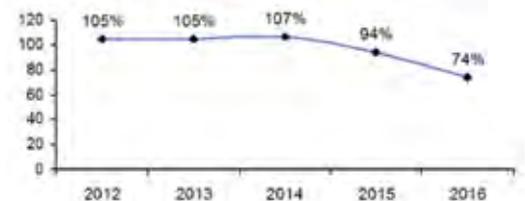
Par ailleurs, **sur neuf (09) ratios prudentiels, seuls 2 ratios sont respectés par la banque** : (i) le ratio de liquidité qui se situe à 78,5 % pour une norme de 75%. (ii) et le ratio de division des risques qui s'établit à 0,4 pour une norme de 8.

Au titre des perspectives de l'exercice 2017, la privatisation décidée par le Conseil des Ministres se poursuivra. Aussi, la banque compte-t-elle mettre en œuvre son plan de développement 2017-2019.

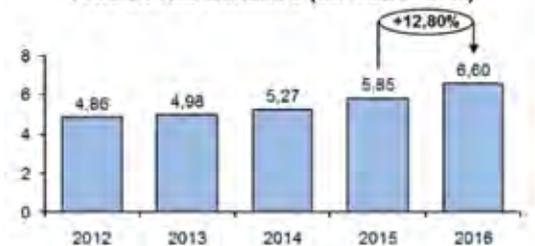
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	41,32%
SCI DEMACK	35,20%
SOMAVIE	9,87%
BNI	5,49%
SICOGI	4,80%
BOAD	2,21%
NSIA-VIE	1,11%

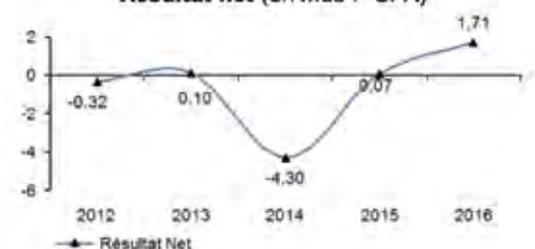
Coefficient d'exploitation



Produit Net Bancaire (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



FAITS MARQUANTS

- ▶ Changement du management de la banque ;
- ▶ Mise en œuvre de mesures de redressement : gestion active de la trésorerie, intensification des actions de recouvrement ;
- ▶ Assouplissement général des conditions de banque, notamment l'abaissement des taux d'intérêts et l'allongement de la durée moyenne des prêts.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 19 fév. 2004 (ex-CAA créée en 1959)

Capital social 20,5 milliards FCFA

Capitaux propres 37,63 milliards FCFA (-100%)

Part de l'État 100%

Produit Net Bancaire 24,87 milliards FCFA (-14%)

Résultat Net 1,88 milliard FCFA (-47%)

PCA CISSE Souleymane

DG par Intérim N'DA KASSI Eugène

Adm. SEPMBPE FADIGA Youssouf, DOUMBIA Thiékoro

Adm. MEF COULIBALY Adama, MIMBA K. Antoine

Effectif 540 (+5%)

Filiales COFMAP (66%), BNI-GESTION (55%), LEV CI (25%), LA LOYALE VIE (20%), BIVAC SCAN CI (20%)

Née de la transformation de la Caisse Autonome d'Amortissement le 19 février 2004 en banque, **la Banque Nationale d'Investissement (BNI) dispose aujourd'hui de 31 agences et emploie environ 540 personnes.**

En 2016, la BNI a perdu des parts de marché tant en emplois qu'en ressources contrairement à la croissance enregistrée sur le secteur bancaire ivoirien. Ses parts de marchés se situent à 5,88% pour les emplois et à 5,61% pour les ressources, soient des reculs respectifs de 2 points et de 1,64 point.

La situation financière de la banque se caractérise par une baisse de 3,02 milliards FCFA (8,11%) des produits d'exploitation bancaires qui se sont établis à 34,18 milliards FCFA. Ce repli est essentiellement imputable à la baisse de 1,02 milliard FCFA des intérêts des crédits à la clientèle et de 1,87 milliard FCFA des produits sur les opérations diverses. Les charges d'exploitation bancaires ont connu une hausse de 1,17 milliard FCFA pour s'établir à 9,30 milliards FCFA. Cette hausse s'explique par l'augmentation de 1,58 milliards FCFA des intérêts sur les dépôts à terme de la clientèle. **Le produit net bancaire (PNB) qui en découle a reculé de 4,18 milliards FCFA (14,39%) pour s'établir à 24,87 milliards FCFA.** Les frais généraux, quant à eux, ont augmenté de 1,20 milliards FCFA (6,87%), se fixant à 18,62 milliards FCFA. Cette hausse est due à l'augmentation de 1,11 milliard FCFA des « autres frais généraux ». Ainsi, le Résultat brut d'Exploitation (RBE) est en baisse de 52,20%, passant de 9,39 milliards FCFA en 2015 à 4,49 milliards FCFA.

Le coût net du risque est en baisse de 56,06% pour un montant de 2,52 milliards FCFA. Le portefeuille de crédit connaît un léger assainissement au regard du taux brut de dégradation du portefeuille qui passe à 26,8%, contre 28,3% en 2015. En outre, **le coefficient d'exploitation s'est détérioré à 87,08%**, contre 71,50% en 2015, reflétant l'effet conjugué de la baisse du PNB et de la hausse des frais généraux de la BNI. En définitive, les activités au titre de l'exercice 2016 de la BNI se sont soldées par **un résultat net bénéficiaire de 1,88 milliard FCFA en baisse de 46,72%** par rapport à 2015 (3,52 milliards FCFA).

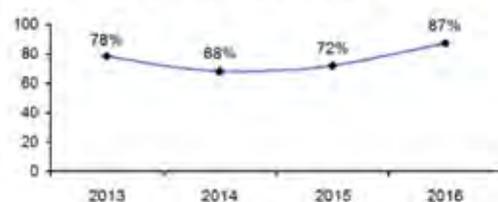
Par ailleurs, au 31 décembre 2016, **sur neuf (09) ratios prudentiels, seuls deux (02) ne sont pas respectés par la banque.** Ce sont : (i) le ratio de contrôle des prêts aux actionnaires qui se situe à 212% pour une norme de 20%, imputable au caractère public de la banque et (ii) le ratio du contrôle des immobilisations hors exploitation qui s'établit à 20% pour une norme de 15%.

Au titre des perspectives de l'exercice 2017, la banque compte : (i) poursuivre ses efforts pour accroître ses ressources et emplois, (ii) renforcer le management par objectif par agence et par individu, et (iii) mettre en œuvre les axes déclinés dans son nouveau plan stratégique (extension du réseau, amélioration du système d'information, etc.).

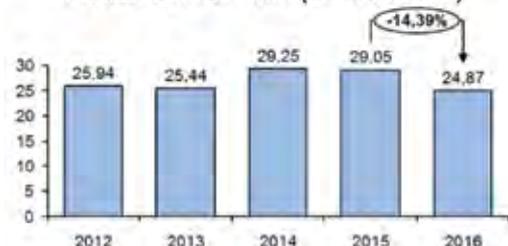
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%

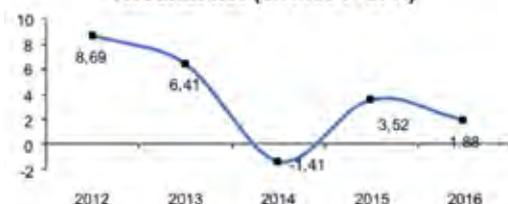
Coefficient d'exploitation



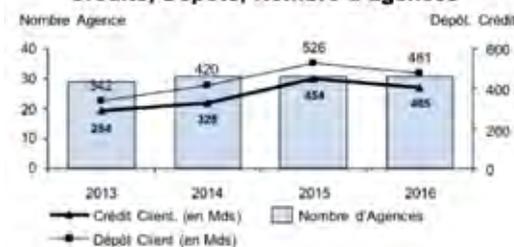
Produit Net Bancaire (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Crédits, Dépôts, Nombre d'agences



FAITS MARQUANTS

- ▶ Titrisation des créances sur l'État en emprunts TPCI pour 20,9 Mds FCFA : cependant, les créances sur l'État n'ont pas encore connu de dénouement effectif. Le niveau élevé des impayés obère de façon significative la rentabilité de la banque ;
- ▶ Acquisition des emprunts SUKUK CI pour 24 Mds FCFA.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 décembre 1996

Capital social 3,02 milliards FCFA

Capitaux propres 7 milliards FCFA (+6%)

Part de l'État 1,83%

Chiffre d'Affaires 5,23 milliards FCFA (+23%)

Résultat Net 1,67 milliard FCFA (+6%)

Dividendes nets État 2016 25,20 millions FCFA

PCA Pierre Atépa GOUDIABY

DG Edoh Kossi Amenounve

Adm États UEMOA SARE ZIME. (BENIN)

Effectif 56

Seule bourse au monde partagée par plusieurs pays, la **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)** a pour principales missions : (i) l'organisation du marché boursier ; (ii) la cotation et la négociation des valeurs mobilières ; (iii) la diffusion des informations boursières ; et (iv) la promotion et le développement du marché.

Pour la 3^{ème} année consécutive, la BRVM a poursuivi sa dynamique de croissance en 2016 en affichant une hausse de ses indicateurs cibles. Avec l'admission à la cote de quatre (04) nouvelles sociétés en 2016, la capitalisation boursière de la BRVM a atteint 7 706 milliards FCFA, contre 7 500 milliards FCFA en 2015, soit une hausse de 2,75%. Le nombre de sociétés cotées est ainsi passé de trente-neuf (39) à quarante-trois (43) en 2016. La valeur globale des transactions effectuées est également en hausse (de 22%) et chiffre à 409 milliards FCFA.

La situation financière de la société se caractérise par **un accroissement de 23% de son chiffre d'affaires pour s'établir à 5,23 milliards FCFA.** Cette hausse est essentiellement liée à une augmentation de 957 millions FCFA des produits sur titres, qui s'établissent à 5,16 milliards FCFA.

Les charges d'exploitation ont augmenté de 20% pour atteindre 3,95 milliards FCFA. Elles ont été principalement dominées par : les frais de personnel de 1,45 milliard FCFA, en hausse de +19% par rapport à 2015 ; les autres services extérieurs, avec une augmentation de 19% par rapport à 2015 pour se situer à 1,04 milliard FCFA ; et les services extérieurs qui s'élèvent à 579 millions FCFA, contre 354 millions FCFA en 2015 (hausse de 64%).

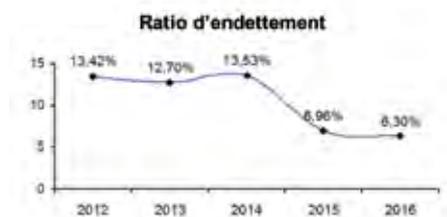
En définitive, **l'exercice 2016 s'est soldé par un résultat net bénéficiaire de 1,67 milliard FCFA en hausse de 5,64% par rapport à l'année précédente.**

En raison de sa bonne situation de trésorerie, la BRVM n'a pas eu recours à des financements externes.

Au titre des perspectives, la BRVM compte concrétiser l'ouverture du 3^{ème} compartiment dédié aux PME et aux entreprises à fort potentiel de croissance. Elle poursuivra sa stratégie d'accroître sa visibilité par la promotion locale, régionale et internationale. Enfin, afin d'attirer les investisseurs internationaux, la BRVM prévoit obtenir le statut de membre à part entière de la World Federation of Exchanges (WFE).

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SGI	29,78%
INST. SOUS-RÉGIONALES	22,50%
DIVERS ACTIONNAIRES	15,38%
ETATS DE L'UEMOA	12,97%
CHAMBRE DE COMMERCE	10,58%
BANQUES ET ASSURANCES	8,79%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Réduction du capital social de la BRVM par voie d'annulation des 4 000 actions détenues par la société COMAFI ; ainsi, le capital social de la BRVM passe de 3 062 040 000 FCFA à 3 022 040 000 FCFA. La participation de l'État de Côte d'Ivoire au capital de la BRVM demeure inchangée, à savoir 1,83% soit 55 303 332 FCFA ;
- ▶ Admission à la cote de quatre (04) nouvelles sociétés en 2016.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 décembre 2009

Part de l'État 100%

PCA la Banque est sous administration provisoire

Capital social 35 milliards FCFA

Produit Net Bancaire 2,09 milliards FCFA (-57%)

Adm. Provisoire YEO Antoine Cassaignan

Capitaux propres -66,89 milliards FCFA

Résultat Net -12,36 milliards FCFA

Effectif 763 (-6%)

Née de la transformation de la Caisse d'Épargne et de Chèques Postaux, la **Caisse Nationale des Caisses d'Épargnes (CNCE)** dispose du plus grand réseau d'agences en Côte d'Ivoire avec 127 agences. Cependant, suite aux difficultés financières et de gestion rencontrées, marquées par des pertes successives qui ont entraîné une détérioration significative de ses fonds propres effectifs, **la banque a été mise sous administration provisoire depuis le 18 juin 2015** par une décision de la Commission Bancaire.

Suivant la croissance enregistrée par le secteur bancaire ivoirien, **les ressources et les emplois de la CNCE ont connu une hausse respective de 12,72% et 12,40% par rapport à 2015 pour s'établir respectivement à 124 milliards FCFA et 120 milliards FCFA.** Toutefois, les parts de marché de la banque ont baissé, en passant de 1,65% en 2015 à 1,52% en 2016 pour les ressources et de 0,28% en 2015 à 0,11% en 2016 pour les emplois. Cette situation a été occasionnée par les problèmes de trésorerie qui ne permettent pas à la banque de développer son activité.

Au 31 décembre 2016, la situation financière de la CNCE se caractérise par :

- une baisse de 33,48% des produits d'exploitation bancaires qui se sont établis à 5,36 milliards FCFA, contre 8,06 milliards FCFA en 2015 ;
- une hausse de 3,91% des charges d'exploitation bancaires qui se sont établis à 3,27 milliards FCFA, contre 3,15 milliards FCFA en 2015.

Le produit net bancaire (PNB) qui en découle a baissé de plus de la moitié (57,49%) pour s'établir à 2,09 milliards FCFA.

Quant aux frais généraux, ils ont baissé de seulement de 12,32% pour se fixer à 13,46 milliards FCFA en 2016.

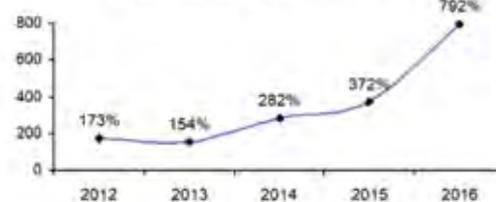
Ainsi, le résultat brut d'exploitation (RBE) est en baisse de 1,20 milliard FCFA, passant de -12,94 milliards FCFA en 2015 à -14,77 milliards FCFA en 2016. Par ailleurs, le coût net du risque se situe à 192 millions FCFA en 2016, contre 2,42 milliards FCFA en 2015. En outre, le coefficient d'exploitation a triplé pour atteindre 729%. Cette situation extrême traduit un niveau d'activité bancaire insuffisant pour couvrir les charges. En définitive, les activités au titre de l'exercice 2016 de la CNCE se sont soldées par **un résultat net déficitaire de 12,36 milliards FCFA, contre un déficit de 17,56 milliards FCFA en 2015, soit une amélioration de 5,20 milliards FCFA.** Les fonds propres effectifs étant négatifs de 66,89 milliards FCFA, la CNCE ne respecte aucun des ratios prudentiels s'y rapportant.

La banque ambitionne de renouer progressivement avec l'équilibre grâce à une stratégie clientèle plus renforcée.

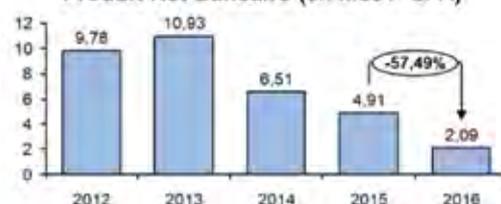
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%

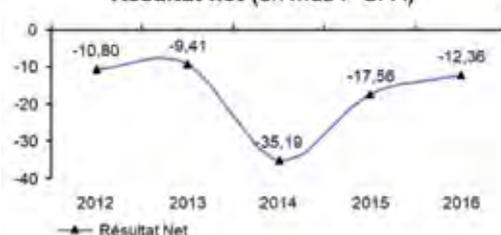
Coefficient d'exploitation



Produit Net Bancaire (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



FAITS MARQUANTS

- ▶ Réduction des charges d'exploitation ;
- ▶ Elaboration de stratégie pour faire face aux tensions de trésorerie et l'amélioration de la fonction risque par un meilleur suivi du portefeuille.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 décembre 1996	Part de l'État 1,79%	Dividendes nets État 15,40 millions FCFA
Capital social 1,54 milliard FCFA	Produits Titres 2,60 milliards FCFA (+19%)	PCA Pierre Atépa GOUDIABY
Capitaux propres 3,50 milliards FCFA (+7%)	Résultat Net 1,03 milliard FCFA (+8%)	DG Edoh Kossi AMENOUNVE

Le **Dépositaire Centrale Banque de Règlement (DC/BR)** est une société anonyme de droit privé, qui a pour mission : (i) la centralisation de la conservation des comptes courants de valeurs mobilières ; (ii) le règlement et la livraison des opérations de bourse ; (iii) le règlement des soldes de compensations et le paiement des produits attachés à la détention des valeurs mobilières ; et (iv) la mise en action du Fonds de Garantie.

Le **DC/BR a terminé l'année 2016, marquant l'année de son 20ème anniversaire d'existence, avec une croissance de ses activités.** Les activités ont principalement porté sur : (i) l'enregistrement de 23 nouvelles admissions pour un montant total de 1 603 milliards FCFA ; (ii) la réévaluation trimestrielle du fonds de garantie du marché ; et (iii) la rédaction des procédures opérationnelles du DC/BR.

L'on note un accroissement de son chiffre d'affaires de 19% pour s'établir à 2,60 milliards FCFA. Cette hausse est imputable essentiellement à l'augmentation de 268 millions FCFA des « produits du DC/BR » et de 123 millions FCFA des « produits Règlement/Livraison ». Les charges d'exploitation sont également en hausse de 19% à 1,77 milliard de FCFA. Cette hausse est liée à l'accroissement de 27% des charges de personnel (+120 millions FCFA) et de 85% des services extérieurs représentant 188 millions FCFA.

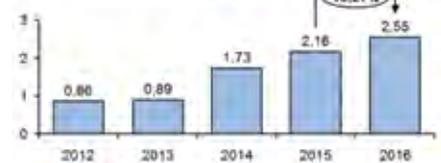
Ainsi, l'exercice 2016 s'est clôturé par **un résultat net bénéficiaire de 1,03 milliard FCFA, en hausse de 8% par rapport à 2015.** La situation des fonds propres indique une hausse 7% à 3,50 milliards, en raison principalement du bénéfice net non distribué en 2015.

La structure financière du DC/BR reste équilibrée, et sa solvabilité et sa liquidité assurées. En raison de sa situation de trésorerie confortable, le DC/BR n'a pas eu recours à des financements externes.

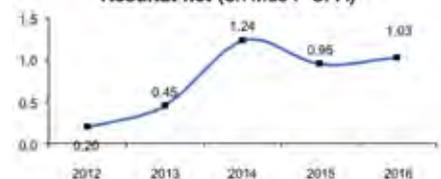
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SGI	28,56%
INSTI. SOUS-REGIONALES	22,07%
DIVERS ACTIONNAIRES	14,81%
ETATS DE L'UEMOA	12,72%
CHAMBRE DE COMMERCE	11,05%
BANQUES ET ASSURANCES	10,78%

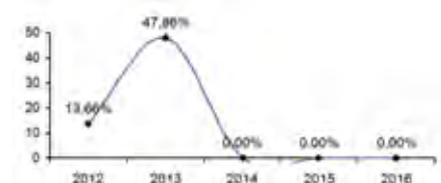
Produits sur Titres (en Mds F CFA)



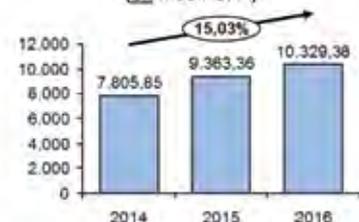
Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



Valorisation titres de conservation (en Mds FCFA)



FAITS MARQUANTS

- La réduction du capital social du DC/BR par voie d'annulation des 2000 actions détenues par la société COMAFI. Ainsi, le capital social du DC/BR passe de 1 560 390 000 FCFA à 1 540 390 000 FCFA. La participation de l'État de Côte d'Ivoire au capital du DC/BR demeure inchangée, à savoir 1,79%, soit 27 572 981 FCFA.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création décembre 1980	Produit Net Bancaire 58,66 milliards FCFA (+22%)	PCA Jean Kacou DIAGOU
Capital social 20 milliards FCFA	Résultat Net 17,12 milliards FCFA (+20%)	DG ATTOBA Philippe
Capitaux propres 42,08 milliards FCFA (+14%)	Dividendes 9 milliards FCFA	Adm. MEF ASSAHORE K. Jacques
Part de l'État 10%	Dividendes nets État 765 millions FCFA	

Anciennement BIAO-CI et détenue majoritairement par la Belgoise, la **Nouvelle Société Interafricaine d'Assurance Banque (NSIA Banque)** a été rachetée par le Groupe NSIA avec son partenaire CNPS. La banque est devenue un acteur clé du paysage bancaire ivoirien. Après son rebranding en 2015, elle a entamé l'exercice 2016 avec sa nouvelle identité visuelle renforçant ainsi son appartenance au groupe NSIA dans l'esprit du public et de sa clientèle. Elle dispose aujourd'hui de 80 agences.

En 2016, en dépit de la croissance de ses indicateurs financiers, la **NSIA Banque a perdu respectivement 0,54 points et 0,84 points des parts de marché en ressources et en emplois qui se situent respectivement à 8,47% et 10,15%.**

La **situation financière de la banque** se caractérise par une augmentation de 30% de la marge d'intérêts qui s'établit à 31,71 milliards FCFA en 2016. Cette hausse s'explique par l'augmentation de 20% des encours de crédit à la clientèle. L'activité de crédit-bail et les commissions se sont établies à 26,95 milliards FCFA, soit une hausse de 13% par rapport à 2015.

Le Produit Net Bancaire (PNB) qui en découle a augmenté de 22% pour se situer à 58,66 milliards FCFA. Les frais généraux ont également augmenté de 10% en se fixant à 30,48 milliards FCFA, du fait de l'augmentation de 1,35 milliard FCFA des « frais de personnel » et de 1,45 milliard FCFA des « autres frais généraux ». **Le coefficient d'exploitation s'est donc amélioré de 65,2% l'année précédente à 59,5% en 2016.**

Ainsi, le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) est en hausse de 42% atteignant 23,73 milliards FCFA en 2016. Par ailleurs, **le coût net du risque a quadruplé passant de 494 millions FCFA en 2015 à 2,16 milliards FCFA.** Le taux de dégradation du portefeuille a diminué de 2 points de pourcentage à 6% en 2016 en raison de l'augmentation de l'encours du crédit à la clientèle.

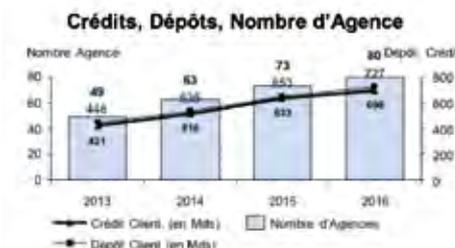
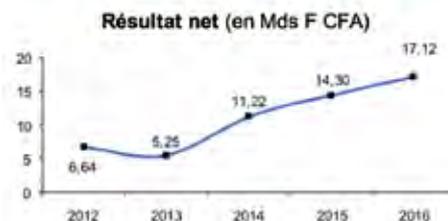
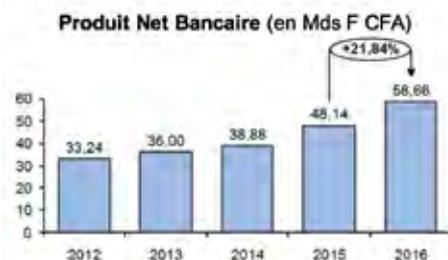
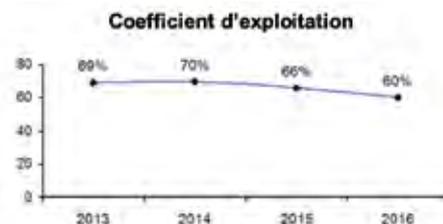
En définitive, le résultat net de NSIA Banque est en hausse de 20% atteignant 17,12 milliards FCFA

À fin décembre 2016, la banque respecte la quasi-totalité du dispositif prudentiel et réglementaire, à l'exception du ratio de prêts aux personnes participantes à la direction, l'administration, la gérance, le contrôle et le fonctionnement de la banque qui s'affiche à 20,61% pour une norme de 20%.

Au titre des perspectives 2017, la banque compte assurer la réussite de la transition vers les nouvelles exigences règlementaires de Bâle 2 et 3. Ainsi, et également dans le but de soutenir sa croissance, la banque a procédé à une levée de capitaux sur le marché financier.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
NSIA-VIE ASSURANCES SA	53,25%
NSIA PARTICIPATIONS SA	20,45%
CNPS	16,30%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Première banque certifiée ISO sur l'ensemble de ses activités ;
- ▶ Nouvelle dénomination en passant de BIAO- CI à NSIA Banque ;
- ▶ Approbation du schéma d'introduction en bourse de la NSIA Banque en AGE et par le Conseil d'Administration (augmentation du capital par appel public à l'épargne, avec suppression du Droit Préférentiel de Souscription) ;
- ▶ Par ailleurs, l'opération d'introduction de la banque à la bourse a été achevée le 13 juillet 2017. Concomitamment à cette opération, l'État a cédé toutes ses parts en raison de 841 500 actions au grand public et 1 158 500 actions à l'IPS-CGRAE.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 juin 1962

Capital social 10 milliards FCFA

Capitaux propres 59,96 milliards FCFA

Part de l'État 5%

Produit Net Bancaire 50,73 milliards
FCFA (+16%)

Résultat Net 17,09 milliards FCFA
(+15,39%)

Dividendes 9,5 milliards FCFA

Dividendes nets État 427,5 millions
FCFA

PCA N'DIA Coffi Georges Léon

DG COULIBALY Daouda

Adm. MEF COULIBALY Kader Ali, N'DA
Coffi Georges Léon, KONE Epse COULIBALY
Fanta

Créée le 18 Juin 1962, la **Société Ivoirienne de Banque (SIB)** a une vocation de banque universelle et de réseau. Elle dispose à fin décembre 2016 de 54 agences. Elle s'adresse de ce fait à un large éventail de clients et fait partie des cinq (05) premières banques de la Côte d'Ivoire.

En 2016, les parts de marché de la banque se sont accrues respectivement de 0,33 points et 0,05 points en ressources et en emplois pour se situer à 9,47% et 9,46%, respectivement.

Au 31 décembre 2016, la situation financière de la SIB se caractérise par :

- une **hausse de 24% des produits d'exploitation bancaire** qui se sont établis à 71,67 milliards FCFA. Cette hausse s'explique par la croissance de 6,63 milliards FCFA des intérêts des créances sur la clientèle, de 3,28 milliards FCFA des produits de crédit-bail et de 2,37 milliards FCFA des produits sur les titres de placement ;

- une **hausse de 55% des charges d'exploitation bancaire**, passant à **23,51 milliards FCFA**. Cette hausse est imputable à l'augmentation de 3,15 milliards FCFA des charges sur les opérations de crédit-bail et de 2,86 milliards FCFA des intérêts des dettes interbancaires.

Le produit net bancaire (PNB) qui en découle a augmenté de 16,13% pour s'établir à 50,73 milliards FCFA.

Quant aux frais généraux, ils ont augmenté de 15%, se fixant à 25,41 milliards FCFA.

Ainsi, le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) est en hausse de 18%, passant à 25,32 milliards FCFA.

Par ailleurs, le coût net du risque est en baisse de 32% et pour se situer à 1,91 milliards FCFA. En outre, le coefficient d'exploitation s'améliore légèrement en passant de 50,8% en 2015 à 50,1% pour une norme de 70%.

En définitive, les activités au titre de l'exercice 2016 de la SIB se sont soldées par un **résultat net bénéficiaire de 17,09 milliards FCFA, contre 14,81 milliards FCFA en 2015, soit une hausse de 15%.**

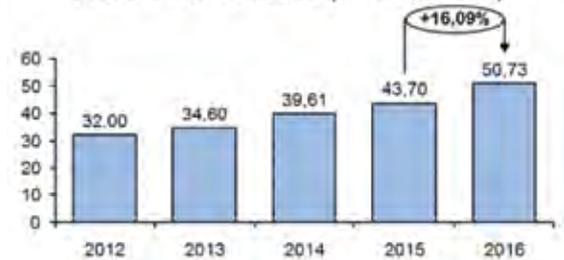
En 2016, la banque a respecté la totalité du dispositif prudentiel et réglementaire à laquelle elle est soumise.

Au titre des perspectives, la SIB compte poursuivre son activité en continuant son développement suivant son plan stratégique 2016-2020. Son niveau de financement du secteur cacao sera adapté à la conjoncture de l'exercice 2017. La banque escompte un résultat positif en progression par rapport à 2016.

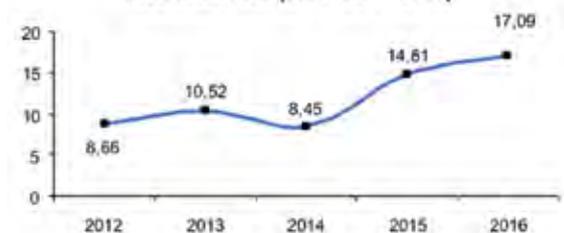
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ATTIJARIWABA BANK	51%
ATTIJARI IVOIRE HOLDING	24%
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE	5%
PERSONNEL SIB	3%
AUTRE ACTIONNAIRES	17%

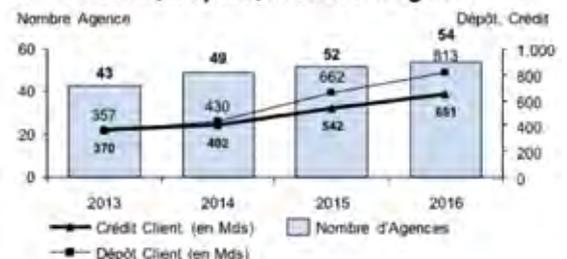
Produit Net Bancaire (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Crédits, Dépôts, Nombre d'agences



FAITS MARQUANTS

- ▶ Décret n°2016-243 du 27 avril 2016 relatif à la cession de 5% supplémentaire des parts de l'État via la BRVM, portant le flottant à 20% en vue de permettre à la SIB d'être cotée au 1er compartiment ;
- ▶ Harmonisation des statuts avec les normes de l'Acte Uniforme OHADA.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1^{er} décembre 2003

Capital social 3 milliards FCFA

Capitaux propres -2,51 milliards FCFA

Part de l'État 100%

Produit Net Bancaire 5,57 milliards FCFA (+8%)

Résultat Net 1,70 milliard FCFA (+17,19%)

PCA LOHOUES Essoh Vincent

DG KOIZAN Guy

Adm. MEF GBANE Abou

Adm. SEPMBPE BAMBA Seydou

Effectif 99

Filiales GIM-UEMOA (1,12%) ; SCIF (0,95%) ; SWIFT (0,0002%)

Créée en 2003, **VERSUS BANK** a démarré ses activités en 2004. Après des débuts prometteurs, la banque a traversé des difficultés qui ont conduit à sa mise sous administration provisoire en août 2006. Cette administration provisoire s'est achevée le 31 décembre 2008, par la reprise de la banque par l'État de Côte d'Ivoire. La **banque dispose de trois (03) agences** et ses parts de marché en ressources et en emplois sont respectivement de 0,69% et 0,81%.

Pour la 6^{ème} année consécutive, VERSUS BANK a poursuivi sa dynamique de croissance, avec une hausse de ses indicateurs cibles dans un environnement fortement concurrentiel.

Au 31 décembre 2016, la situation financière de la banque se caractérise par une augmentation de 7,7% des produits d'exploitation bancaires qui se sont établis à 7,48 milliards FCFA. Cette augmentation est essentiellement imputable à la croissance de 789 millions FCFA des intérêts des créances sur la clientèle. Les charges d'exploitation bancaire ont par ailleurs augmenté de 5,4% en passant à 1,91 milliard FCFA. Cette hausse est principalement liée à l'augmentation de 80,2 millions FCFA des intérêts sur les dettes interbancaires.

Le produit net bancaire (PNB) qui en découle, à 5,57 milliards FCFA, est en hausse de 8,5% par rapport à 2015. Les frais généraux ont, quant à eux, légèrement baissé (-0,09%) pour se situer à 3,44 milliards FCFA, avec un **coefficient d'exploitation amélioré passant de 78% en 2015 à 66,4%**. Ces frais généraux sont dominés par les charges de personnel et les services extérieurs qui en représentent respectivement 47% et 34%. Ainsi, le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) a atteint 1,97 milliard FCFA soit une hausse de 30% par rapport à l'année 2015 qui se situait à 1,5 milliard FCFA.

Par ailleurs, **le coût net du risque est en baisse de 37,7% pour se situer à 200,1 millions FCFA.** Le niveau faible de cet indicateur révèle une saine situation du portefeuille de crédit.

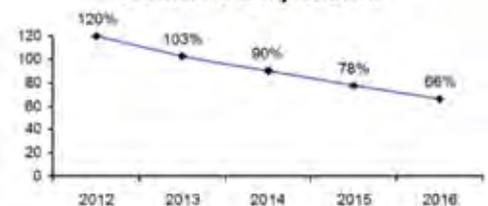
En définitive, **le résultat net, à 1,70 milliard FCFA, est en hausse de 17% par rapport à l'exercice précédent.** Cependant, les fonds propres de la banque demeurent négatifs, malgré une réduction progressive au fil des exercices bénéficiaires. Ils s'élèvent à -2,5 milliards FCFA, contre -4,2 milliards FCFA en 2015.

En 2017, la banque poursuivra ses efforts de redressement par elle-même, en attendant la recapitalisation et le renforcement de ses fonds propres.

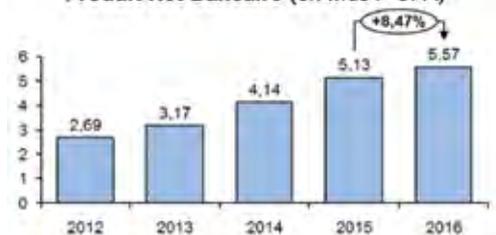
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%

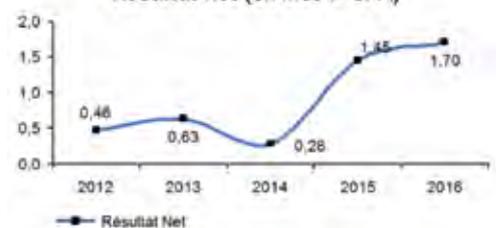
Coefficient d'exploitation



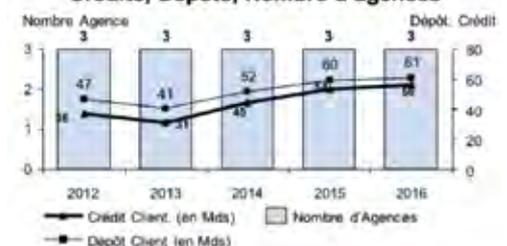
Produit Net Bancaire (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Crédits, Dépôts, Nombre d'agences



FAITS MARQUANTS

- ▶ Dynamique de croissance maintenue en 2016 pour la 6^{ème} année consécutive ;
- ▶ Poursuite du processus de privatisation décidée, par le Gouvernement, en Conseil des Ministres en date du 24 juin 2015.



TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCE

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM & POSTE



UN SECTEUR MARQUÉ PAR UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE, AVEC UN CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL DE 571 MILLIARDS ET UN RÉSULTAT NET DE 55 MILLIARDS

Le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication a été marqué par un environnement favorable en 2016. Le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile a augmenté de 8%, de 25,4 millions à 27,5 millions en 2016. Le nombre d'abonnés pour la téléphonie fixe s'est également accru de 11 860, de 277 248 en 2015 à 289 108. Par ailleurs, le parc global d'abonnés à l'Internet a connu une hausse de 20,41% en passant de 8,7 millions abonnés en 2015 à 10,5 millions. A cela, il faut ajouter la fusion absorption de Côte d'Ivoire Telecom par Orange Côte d'Ivoire.

Cette bonne performance est à mettre en grande partie au crédit de la politique de libéralisation du secteur qui a favorisé un climat d'investissements massifs comme en témoigne la présence de plusieurs opérateurs de téléphone mobile, entraînant de ce fait une baisse des coûts de communication pour le plus grand bien des consommateurs.

Au titre des technologies, l'année 2016 a enregistré la mise en œuvre de plusieurs projets, dont : (i) le projet d'extension du réseau fibre optique qui devrait passer de 2 000 km aujourd'hui à 7 000 km en 2020 ; (ii) le projet « un citoyen, un ordinateur + une connexion internet » qui

devra permettre en 5 ans à 500 000 familles de disposer d'un micro-ordinateur avec une connexion internet ; (iii) le projet e-éducation et bien d'autres, dont la mise en œuvre aiderait à améliorer la qualité de l'éducation ; (iv) le projet de développement du Système d'Information de Gestion des Procédures Judiciaires, Pénales et des Actes Administratifs de Côte d'Ivoire (SIGP), etc.

Ces chantiers, qui constituent des opportunités commerciales pour les sociétés publiques du secteur, ont contribué au développement de l'économie numérique en Côte d'Ivoire.

Les sociétés du portefeuille du secteur Technologies, Télécommunications et Poste enregistré en 2016 un chiffre d'affaires global qui s'est accru de 14,84%, passant à 570,71 milliards FCFA. Le résultat net du secteur a régressé de 0,23%, en passant d'un bénéfice de 55,11 milliards FCFA 2015 à un bénéfice de 54,98 milliards FCFA en 2016. Ceci découle de l'effet combiné de la hausse (4,78 milliards FCFA) du résultat de Orange Côte d'Ivoire et Webb Fontaine et de la baisse (-5,42 milliards FCFA) du résultat enregistré par la société ANSUT.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 21 mars 2012

Capital social 500 millions FCFA

Capitaux propres 15,83 milliards FCFA
(-2%)

Part de l'État 100%

CA 10,41 milliards FCFA (+20%)

Résultat Net 492,53 millions FCFA

PCA AKA Sayé Lazare

DG YACOUBA COULIBALY

Adm. MEF DOUAIS Gouellet C.

Adm. SEPMBPE TRAORE Tiédié

Filiales RASCOM (3,41%)

Créée en 2012, l'Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences radioélectriques, en abrégé AIGF, a pour mission principale d'assurer la planification, l'attribution et le contrôle des fréquences radioélectriques en veillant aux besoins des administrations et des autorités affectataires de fréquences radioélectriques.

En 2016, l'AIGF a mené plusieurs activités dans le cadre de ses missions, y compris le contrôle de 150 stations, le relèvement de 12 cas de brouillages préjudiciables et la réalisation de la campagne nationale des Rayonnements Non Ionisants (RNI) en vue d'évaluer leur impact sur la santé des populations.

A fin 2016, la situation financière de la société AIGF est caractérisée par :

- une **hausse de 20% des produits d'exploitation, passant de 8,69 milliards FCFA en 2015 à 10,41 milliards FCFA en 2016**. Cette hausse a été portée par les redevances radioélectriques d'un montant de 5,31 milliards FCFA (51,06% du chiffre d'affaires) et de la quote-part des licences d'un montant de 3,50 milliards FCFA (33,64% du chiffre d'affaires) ;
- une **augmentation de 3,82% des charges d'exploitation qui se situent à 9,93 milliards FCFA en 2016**. Cette croissance est due essentiellement à l'augmentation de 906 millions FCFA (+46,38%) des « services extérieurs », de 687 millions FCFA (+20%) des dotations aux amortissements et aux provisions et de 163 millions FCFA des « charges de personnel ».

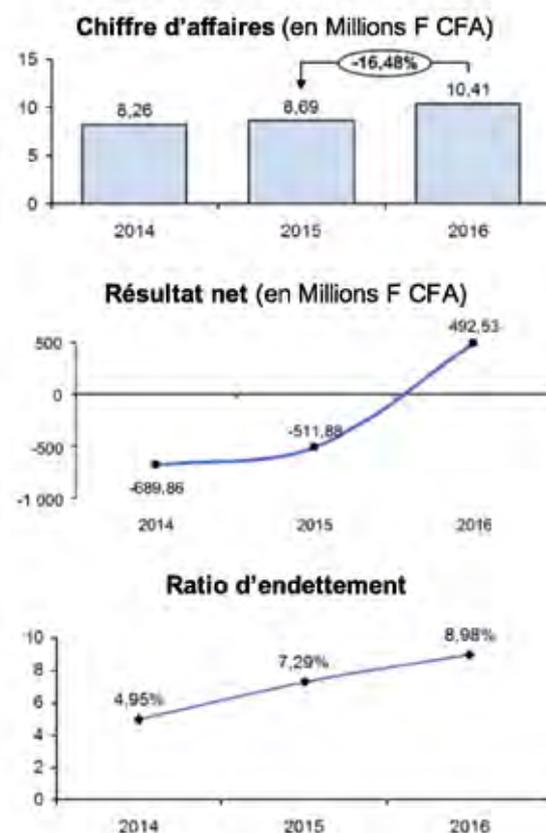
Il résulte de ce qui précède **que le résultat d'exploitation est bénéficiaire de 473 millions FCFA au 31 décembre 2016, contre une perte de 876 millions FCFA en 2015**. Par ailleurs, le résultat financier s'est amélioré en 2016 en passant d'un montant négatif de 9 millions FCFA en 2015 à 2 millions FCFA. En définitive, après l'impôt sur le résultat (118 millions FCFA) et le résultat HAO bénéficiaire de 139 millions FCFA, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 493 millions FCFA, contre un résultat déficitaire de 512 millions FCFA en 2015**.

A fin décembre 2016, la dette fiscale de l'AIGF a augmenté de 1 milliard FCFA (+53%) pour se situer à 2,90 milliards FCFA, pendant que les impôts et taxes s'élèvent à 426 millions FCFA.

Au titre des perspectives de l'exercice 2017, plusieurs actions seront menées par la société, à savoir : **Au plan technique** : (i) la réhabilitation et la modernisation du système de gestion et du contrôle automatisés du spectre (SGCAS) ; (ii) le contrôle de l'exposition du public aux champs électromagnétiques ; (iii) l'accompagnement de l'État lors du déploiement de la télévision numérique terrestre. **Au plan des activités supports** : (i) l'adoption du décret fixant le montant de la redevance d'utilisation des fréquences radioélectriques ; (ii) la maîtrise de la masse salariale et la gestion prévisionnelle des emplois à travers la formation des jeunes.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Elaboration du tableau National de Répartition du Spectre de Fréquences (TANARES) ;
- ▶ L'Agence a entrepris avec l'appui d'un cabinet de consultance, l'élaboration de deux avant projets de décrets : (i) Décret fixant le montant de la redevance d'utilisation des fréquences radioélectriques élaboré par l'AIGF, en attente de son adoption ; (ii) Décret fixant les valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ;

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 26 septembre 2012

Capital social 500 millions FCFA

Capital social 86,08 milliards FCFA

Capitaux propres 76,86 milliards FCFA

Part de l'État 100%

CA 21,09 milliards FCFA

Résultat Net - 6,40 milliards FCFA

PCA KONE Lassina

DG SORO-KIPEYA Jean Euloge

Adm. SEPMBPE DJENI Isabelle

Adm. MEF FOFANA Epse Touré
Na Mafingue

Filiales VITIB (5%)

Créée par le décret n°2012-949 du 26 septembre 2012 suite à la réforme intervenue dans le secteur par l'ordonnance 2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux TIC, l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC (ANSUT) a pour principales missions : (i) l'élaboration des cahiers de charges des Programmes de Service Universel des Télécommunications/TIC (PSUTTIC) ; (ii) la mise en œuvre des PSUTTIC pour le compte de l'État ; (iii) le financement des PSUTTIC ; (iv) la gestion des opérations d'investissement financées par l'État dans le domaine des Télécommunications/TIC.

A fin décembre 2016, la situation financière de l'ANSUT est caractérisée par :

- **une diminution de 1,42 milliards FCFA des produits d'exploitation qui se sont établis à 21,75 milliards FCFA**, contre 23,17 milliards FCFA en 2015. Cette baisse s'explique par la diminution de 1,14 milliards FCFA des autres produits, et par la diminution de 1,37 milliards FCFA des reprises de provisions ;
- **une hausse de 3,24 milliards FCFA des charges d'exploitation**, passant de 18,64 milliards FCFA en 2015 à **21,88 milliards FCFA** en 2016. Cette progression est essentiellement due à l'accroissement des dotations aux amortissements et aux provisions (+5,81 milliards FCFA), des autres achats (+2,56 milliards FCFA) et de la baisse des services extérieurs de 4,17 milliards FCFA.

Il résulte de ce qui précède que le **résultat d'exploitation dégagé en 2016 est déficitaire de 131 millions FCFA** contre 4,52 milliards FCFA en 2015, soit une dégradation de 4,65 milliards FCFA.

Par ailleurs, **le résultat financier est déficitaire de 4 milliards FCFA** contre un résultat financier déficitaire en 2015 de 5,48 milliards FCFA. Le résultat HAO s'est situé à un montant négatif de 2,23 milliards FCFA contre 11 millions FCFA en 2015.

En définitive, la société ANSUT a dégagé **un résultat net déficitaire de 6,40 milliards FCFA**, contre un déficit de 983 millions FCFA en 2015, soit une dégradation de 5,42 milliards FCFA.

Quant aux **impôts et taxes, ils s'élèvent à 131 millions FCFA en 2016** contre 208 millions FCFA en 2015. La dette fiscale de la société est évaluée à 214 millions FCFA en 2016 contre 150 millions FCFA en 2015.

Pour l'exercice 2017, la société ANSUT compte mettre en œuvre plusieurs actions, à savoir : la restructuration de la dette globale de l'ANSUT pour l'étaler sur une longue durée et assouplir la charge du service de la dette ; la mise en œuvre de son nouveau plan stratégique « ambition 2020 » ; la mise sous contrôle des coûts de fonctionnement de l'Agence ; la priorisation et le redimensionnement des projets de l'ANSUT.

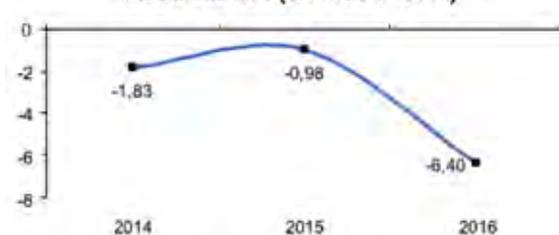
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%

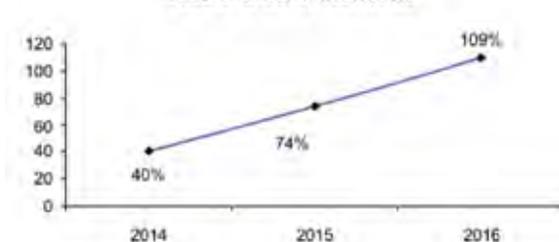
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Attribution du lot 3 du Backbone 5000 Km ;
- ▶ Elaboration du plan stratégique dénommé « Ambition 2020 » ;
- ▶ Tirage d'un montant de 26 milliards FCFA sur la facilité 2015 ;
- ▶ Titrisation des créances détenues sur l'État d'un montant de 22,5 milliards FCFA ;
- ▶ Elaboration de la cartographie des risques ;
- ▶ Paiement de l'avance de démarrage de la vidéo protection de la ville d'Abidjan

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 13 Mars 1996**Capital social** 5,996 milliards FCFA**Capitaux propres** 305,05 milliards FCFA (+53%)**Part de l'État** 15,03%**CA** 482,82 milliards FCFA (+16%)**Résultat Net** 48,38 milliards FCFA (+8%)**Dividendes** 10 milliards FCFA**Dividendes nets État** 1,28 milliard FCFA**PCA** Général Bruno METTLING**DG** MAMADOU Bamba**Adm. MCENP** APETE André Augustin**Adm. SEPMBPE** DIABY Mariam**Effectif** 1409 (-3,4%)**Filiales** OCIP (100%), Cellcom Libéria (100%), Afrimarket (6,48%), Airtel Burkina Faso (50%), TELE- NUM (49%), Côte d'Ivoire Câbles (40%)

Orange Côte d'Ivoire est un opérateur de téléphonie mobile, devenu un opérateur de téléphonie fixe et mobile depuis sa fusion absorption avec la société Côte d'Ivoire Telecom le 1er juillet 2016. Sa mission est l'établissement de réseaux et la fourniture de services de télécommunications en Côte d'Ivoire.

Durant l'année 2016, Orange Côte d'Ivoire a réalisé, outre ses activités habituelles de fourniture de services de télécommunication, **des opérations de croissance externe pour son développement futur, dans diverses sociétés**. L'on note également une croissance du parc Mobile de 14,9%, portée par une campagne de recrutement très active.

A fin 2016, sa situation financière est caractérisée par une augmentation de 16,96% des produits d'exploitation qui se sont établis à 498,91 milliards FCFA. Cette hausse s'explique par **l'augmentation de 65,18 milliards FCFA du chiffre d'affaires en raison de l'intégration de l'activité fixe et de la croissance de la vente des marchandises** (ventes des terminaux : smartphones) et des travaux et services vendus (revenu data (+13 milliards FCFA), revenu orange money (+9,7 milliards FCFA), revenu du trafic entrant (+1 milliards FCFA) et revenu des services à valeur ajoutée (+8,2 milliards FCFA).

Les charges d'exploitation ont augmenté de 18,02%, passant à 414,17 milliards FCFA. Cette hausse est essentiellement expliquée par l'accroissement des services extérieurs (+20,20 milliards FCFA), les dotations aux amortissements (+24,89 milliards FCFA) et les charges de personnel (+11,33 milliards FCFA). Le résultat d'exploitation dégagé en 2016 est donc bénéficiaire de 84,74 milliards FCFA, dont 75,2 milliards FCFA au titre de l'activité Mobile, contre un bénéfice de 75,63 milliards FCFA en 2015 (hausse de 12%). Par ailleurs, le résultat financier est resté nul comme en 2015, et le résultat HAO a, quant à lui, connu une amélioration en passant de -4 milliards FCFA en 2015 à -2,3 milliards FCFA. En définitive, après l'impôt sur le résultat d'un montant de 34,06 milliards FCFA, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 48,38 milliards FCFA** (dont 45,2 milliards FCFA au titre de l'activité Mobile et 3,2 milliards FCFA au titre de l'activité fixe), contre un bénéfice de 44,78 milliards FCFA en 2015 (entièrement généré par l'activité Mobile). Ce résultat représente une hausse globale de 8%, et une hausse de 1% au niveau de l'activité Mobile.

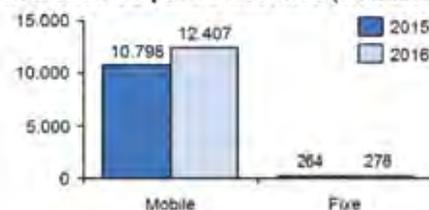
Quant aux impôts dus à l'État par Orange Côte d'Ivoire, ils s'élevaient à 82,7 milliards FCFA (dont 48,7 milliards FCFA d'impôts et taxes d'exploitation et 34,1 milliards FCFA d'impôt sur le résultat), contre 66,4 milliards FCFA en 2015 (dont 39,6 milliards FCFA d'impôts et taxes d'exploitation et 26,7 milliards FCFA d'impôt sur le résultat).

Pour l'exercice 2017, Orange Côte d'Ivoire envisage se positionner comme l'opérateur digital de référence sur le marché ivoirien à travers : (i) la préservation des revenus sur la voix Mobile ; (ii) l'accélération des relais de croissance et l'exploration de nouvelles activités ; (iii) la mise en œuvre des actions spécifiques sur les clients à forte valeur.

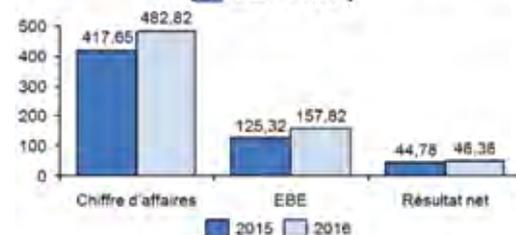
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ATLAS COUNTRIES SUPPORT	58,65
FRANCE CABLES RADIO – CI	15,80
ETAT DE COTE D'IVOIRE	15,03
SIFCOM	10,35
SALARIES ET EX-SALARIES CIT	0,17

Evolution du parc d'abonnés (en milliers)



Chiffre d'affaires, EBE et Résultat net (en Mds F CFA)



Dettes financières et fonds propres (en Mds FCFA)



FAITS MARQUANTS

- Croissance externe par l'acquisition de trois (03) sociétés et prise de participations dans trois (03) sociétés ;
- Levée de fonds de 190 milliards FCFA auprès d'un syndicat de banque ;
- Fusion par absorption de CIT par OCI, avec effet rétroactif comptable et fiscal au 1^{er} juillet 2016.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 30 juin 1998	CA 6,14 milliards FCFA	DG Isaac GNAMBA-YAO
Capital social 12,66 milliards FCFA	Résultat Net -2,20 milliard FCFA	Adm. MEF KABA Ibrahim
Capitaux propres -17,83 milliards FCFA	Subv. d'exploitation 1,96 milliards FCFA	Adm. SEPMBPE Mme ADO GOSSAN
Part de l'État 100%	PCA KAH ZION Denis	Filiales CHRONOPOST(50%)

Sous sa forme actuelle, la **Poste de Côte d'Ivoire (PCI)** été créée par le décret n°98-377 du 30 juin 1998. Société d'État, elle est née de la dissolution de la Société Ivoirienne de la Poste et de l'Épargne (SIPE).

Elle a pour mission d'exploiter le service public des postes à travers l'acheminement par voie terrestre, aérienne ou maritime de tout type de courriers et paquets tant sur le territoire national, qu'à destination et en provenance des pays étrangers.

A fin décembre 2016, la situation financière de la PCI est caractérisée par :

- **une baisse de 15% des produits d'exploitation qui se sont établis à 10,36 milliards FCFA**, contre 12,25 milliards FCFA en 2015. Cette baisse s'explique par la diminution de 1,54 milliard FCFA des subventions d'exploitation, et de 836 millions FCFA des reprises de provisions ;
- **une baisse de 8% des charges d'exploitation**, passant de 14,60 milliards FCFA en 2015 à **13,41 milliards FCFA**. Cette baisse est essentiellement expliquée par la baisse des charges de personnel (-1,22 milliards FCFA) et des services extérieurs (-711 millions FCFA).

Le résultat d'exploitation ressort déficitaire de 3,05 milliards FCFA, en baisse de 30% par rapport à l'année précédente (déficit de 2,35 milliards FCFA).

Par ailleurs, le résultat financier est bénéficiaire de 288 millions FCFA, contre un déficit en 2015 de 160 millions FCFA, et le résultat HAO s'est fixé à 556 millions FCFA, contre 801 millions FCFA en 2015.

En définitive, la Poste a dégagé un **résultat net déficitaire de 2,20 milliards FCFA, contre un déficit de 1,73 milliard FCFA en 2015**.

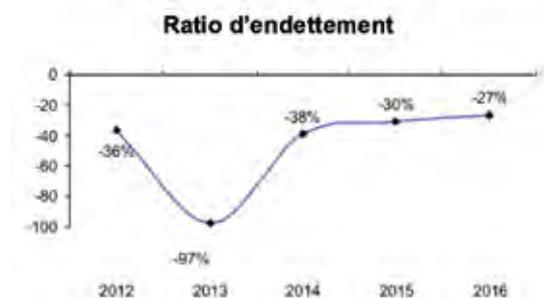
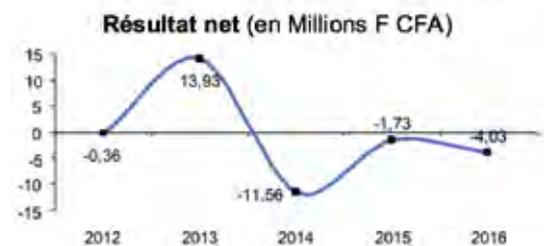
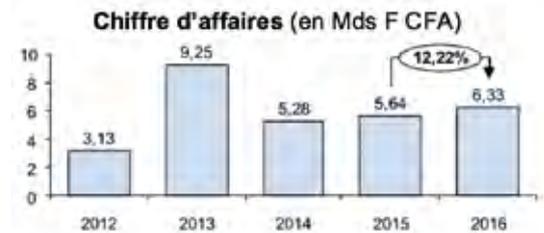
Les impôts et taxes dus à l'État s'élèvent à 255 millions FCFA en 2016, contre 375 millions FCFA l'année précédente. La dette fiscale de la société, quant à elle, est évaluée à 2,83 milliards FCFA, contre 3,0 milliards FCFA en 2015.

Au titre des perspectives, la Poste compte mettre en œuvre plusieurs diligences suivantes :

- la remise en état et la reconfiguration de la plateforme commerciale par la création de nouveaux points de ventes ;
- le renforcement de la plateforme technologique par l'achèvement de l'équipement du Data Center, l'interconnexion de toutes les agences postales ;
- la réalisation de certaines missions spécifiques pour améliorer la qualité de l'information financière et le rendement des produits.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Nomination d'un nouveau Directeur Général ;
- ▶ Augmentation du capital.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 25 juillet 2013

Capital social 1 milliard FCFA

Capitaux propres 1,20 milliard FCFA
(+4%)

Part de l'État 35%

CA 11,56 milliards FCFA (+1%)

Résultat Net 50,14 millions FCFA (-92%)

PCA GOMEZ Oscar David Pinéda

DG KONE Ibrahima

Adm. SNDI SORO Nongolougo

Adm. SEPMBPE TRAORE Karim

QUIPUX Afrique S.A est une société de droit ivoirien qui s'affirme à travers le développement de solutions technologiques appliquées aux systèmes de transports terrestres. QUIPUX Afrique est une filiale de QUIPUX Innova qui a mis en place plus de 50 projets dans le monde. L'un des produits de QUIPUX Afrique adaptés aux réalités socio-économiques de la Côte d'Ivoire, est le Centre de Gestion Intégrée (CGI) du Ministère des Transports. Le CGI a pour mission d'intégrer les nouvelles technologies de l'information et de la communication pour résoudre les problèmes du secteur des transports en Côte d'Ivoire grâce à la coordination des forces interinstitutionnelles en télécommunication et informatique, à la création d'espaces d'innovation et à l'utilisation de plateformes convergentes d'éducation. Le CGI facilite et sécurise toutes les démarches relatives aux transports terrestres en Côte d'Ivoire.

Durant l'année 2016, QUIPUX Afrique S.A a, en plus de contribuer à la stabilisation des politiques de transport et de circulation, aidé à réduire la violation des normes et à accroître la transparence administrative grâce aux outils technologiques.

A fin décembre 2016, la situation financière de la société QUIPUX est caractérisée par :

- **une augmentation de 1,64% des produits d'exploitation qui se sont établis à 11,69 milliards FCFA.** Cette légère hausse s'explique par l'augmentation de 110 millions FCFA du chiffre d'affaires (+1%) en raison de la hausse des travaux et services vendus qui sont passés à 11,53 milliards ;
- **une hausse de 10,80% des charges d'exploitation, passant à 11,48 milliards FCFA en 2016.** Cette hausse est essentiellement expliquée par l'accroissement des services extérieurs (+242 millions FCFA) et les charges de personnel (+585 millions FCFA).

Le résultat d'exploitation dégagé en 2016 est donc bénéficiaire de 208 millions FCFA, contre 1,14 milliard FCFA en 2015, soit une baisse de 81,70%. Par ailleurs, le résultat financier est déficitaire de 175 millions FCFA, contre un déficit de 93 millions FCFA en 2015, et le résultat HAO a, quant à lui, connu une amélioration en passant de -358 millions FCFA en 2015 à 14 millions FCFA.

En définitive, après le remboursement de l'impôt sur le résultat d'un montant de 3 millions FCFA, la société a dégagé **un résultat net bénéficiaire de 50 millions FCFA, contre 638 millions FCFA en 2015 (baisse de 92%).**

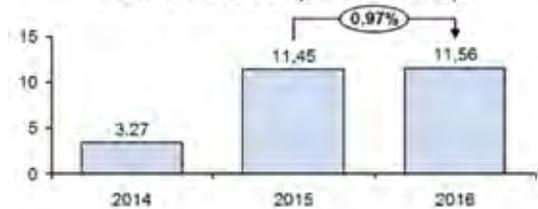
A fin 2016, la dette fiscale de la société a baissé de 47% pour se fixer à 228 millions FCFA, contre 433 millions FCFA en 2015.

Le ratio d'endettement se fixe à 116%, contre 10% en 2015.

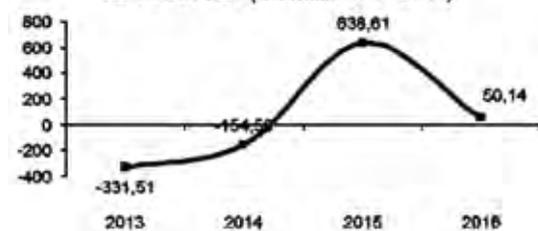
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
QUIPUX INNOVA	65,00%
SNDI	35,00%

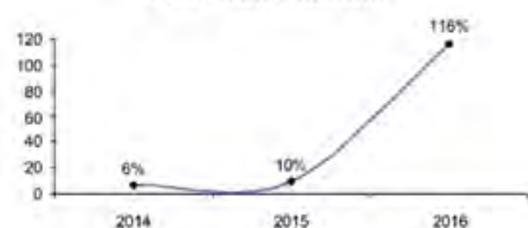
Chiffre d'affaires (en Mds FCFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 mars 1999	CA 8,47 milliards FCFA (+10%)	DG SORO Nongolougo
Capital social 200 millions FCFA	Résultat Net 268 millions FCFA (-36%)	Adm. SEPMBPE DIABA Assoukpou Roger
Capitaux propres 2,27 milliards FCFA (+13%)	PCA NIAMKEY Paul Kodjo	Filiales QUIPUX (35%)
Part de l'État 100%		

Depuis 1999, la **Société Nationale de Développement Informatique (SNDI)** propose une offre de services intégrés, composée de neuf (09) grands domaines d'activités stratégiques et d'expertise métier.

L'année 2016 a été une année de transition entre la fin de mise en œuvre de son Plan d'Actions Stratégiques 2013-2015 basé sur le PND 2012-2015 et le début de la mise en œuvre du nouveau Plan d'actions stratégiques 2017-2020 basé sur le PND 2016-2020. L'année 2016 a donc permis à la SNDI de capitaliser les acquis des dernières années et son repositionnement au cœur de la stratégie numérique du pays pour amorcer sa nouvelle phase de croissance.

A fin décembre 2016, la situation financière de la SNDI est caractérisée par **une amélioration des activités commerciales**. Le chiffre d'affaires a augmenté de 10%, passant à 8,47 milliards FCFA. Les produits d'exploitation ont également augmenté de 9,96%. Cette hausse s'explique essentiellement par la très bonne performance des prestations réalisées sur le segment « clients Hors DGBF » qui a plus que doublé en passant de 1,39 milliard FCFA en 2015 à 3,23 milliards FCFA.

Les charges d'exploitation ont augmenté de 15,76%, passant à 8,18 milliards FCFA. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des « autres achats » de 481,47 millions FCFA (+26,09%) et des « dotations aux amortissements et aux provisions » de 580,46 millions FCFA (+451,90%), en raison de la comptabilisation du redressement fiscal sur les exercices 2013, 2014, 2014 et 2016 pour un montant de 579 millions FCFA.

Le résultat d'exploitation ressort donc bénéficiaire, mais en baisse de 40,39% (485,45 millions FCFA, contre 814,41 millions FCFA en 2015). Par ailleurs, le résultat financier s'est amélioré en 2016 en passant d'un déficit de 234 millions FCFA en 2015 à un déficit de 86 millions FCFA.

En définitive, après l'impôt sur le résultat d'un montant de 137,77 millions FCFA et le résultat HAO bénéficiaire de 6,92 millions FCFA, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 268,23 millions FCFA** en 2016 en baisse de 36% par rapport à l'année précédente (415,97 millions FCFA en 2015).

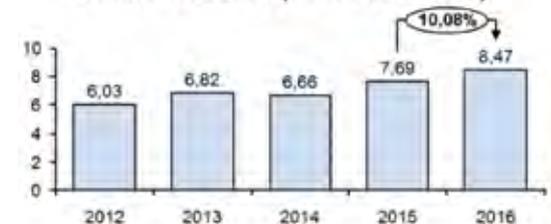
Quant aux impôts et taxes, ils s'élèvent à 117 millions FCFA, contre 111 millions FCFA en 2015. Par ailleurs, la dette fiscale de la SNDI a augmenté de 16% pour se fixer à 10,50 milliards FCFA, contre 9,01 milliards FCFA en 2015.

Les perspectives de l'exercice 2017 reposent sur plusieurs opportunités, dont : (i) le projet du nouveau Système d'Information Budgétaire (SIB) de la Côte d'Ivoire, prenant en compte les nouvelles directives communautaires de l'UEMOA ; (ii) le projet du nouveau Système d'Information et de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP) du Bénin, financé par l'Union Européenne ; (iii) le projet pilote d'Informatisation du Système Judiciaire de la Côte d'Ivoire financé par USAID.

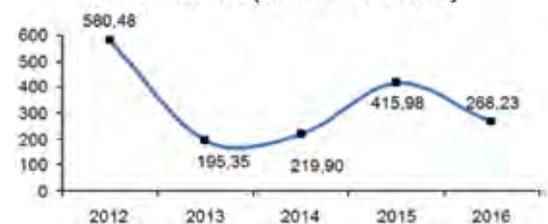
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00%

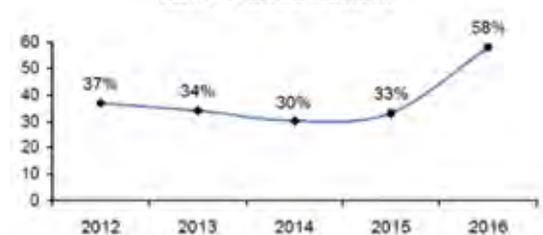
Chiffre d'affaires (en Millions F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Le consortium SNDI-SOCITECH-Inova a remporté en avril 2016, l'appel d'offres international du projet de développement du Système d'Information de Gestion des Procédures Judiciaires, Pénales et des Actes Administratifs de Côte d'Ivoire (SIGP), lancé par le Programme Projustice de l'Agence Américaine USAID ;
- ▶ Renforcement des capacités de 320 fonctionnaires et agents de l'État de San-Pedro et de Daloa à l'usage adéquat des outils informatiques de base ;
- ▶ Obtention du contrat de développement du Système d'Information de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP) du Bénin, prenant en compte les nouvelles directives de l'UEMOA. Ce projet est financé par l'Union Européenne ;
- ▶ Prix du meilleur acteur du processus de l'Administration Numérique au IT Forum 2016 à Abidjan.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 30 août 2004

Capital social 3 milliards FCFA

Capitaux propres -1,25 milliard FCFA

Part de l'État 18,81%

CA 810,39 millions FCFA (+16%)

Résultat Net 753,76 millions FCFA
(+1420%)

Subv. d'exploitation 600 millions FCFA
(+0%)

PCA MESSE WOI Alphonse

DG PANGO Philippe

Adm. MCENP SAKO Ahmed

Adm. SEPMBPE DOUMBIA Thiékoro

Le **Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie (VITIB)** est une société anonyme à participation financière publique minoritaire au capital de 3 milliards FCFA, détenu à hauteur de 18,81% par l'État et certaines entreprises publiques. Il a pour mission, l'aménagement des sites, la construction d'infrastructures immobilières, techniques et technologiques, et l'exploitation et la promotion de la Zone Franche.

Sept (07) nouvelles entreprises ont été agréées, faisant évoluer le parc technologique du VITIB à 26 entreprises en 2016.

A fin 2016, la situation financière du VITIB est caractérisée par des produits d'exploitation qui ont exceptionnellement triplé (de 1,34 milliard FCFA en 2015 à 5,53 milliards FCFA). Cette hausse s'explique par l'augmentation des autres produits qui ont connu un accroissement de 3,32 milliards FCFA par rapport à 2015, du fait de l'annulation de la dette SIR (2,32 milliards FCFA).

Les charges d'exploitation ont également triplé, passant de 1,29 milliard FCFA en 2015 à 5,11 milliards FCFA. Cette augmentation est essentiellement expliquée par l'accroissement des autres charges (+3 240 millions FCFA), en raison de la provision des créances clients, dont les comptes ne sont pas mouvementés depuis 2 ans, les services extérieurs (+105 millions FCFA), les charges de personnel (+163 millions FCFA), du fait de la nouvelle grille salariale et de la régularisation due à la notification de la CNPS.

Le résultat d'exploitation ressort donc bénéficiaire de 412,38 millions FCFA, contre 49,58 millions FCFA en 2015, soit une hausse de 731,74%. Par ailleurs, le résultat financier ressort déficitaire de 18 millions FCFA et le résultat HAO se fixe à 360 millions FCFA.

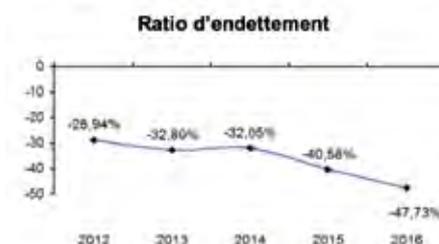
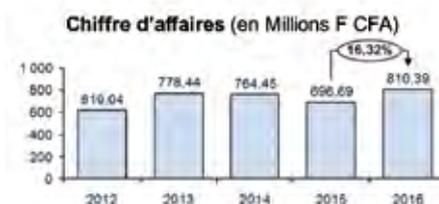
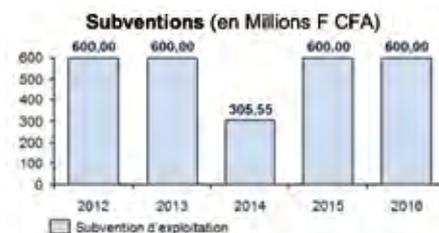
En définitive, la société VITIB a dégagé **un résultat net bénéficiaire de 754 millions FCFA, contre 49,58 millions FCFA en 2015.**

Quant aux impôts et taxes, ils s'élèvent à 3,91 millions FCFA, contre 80 mille FCFA en 2015. La dette fiscale de la société a baissé de 20% pour se fixer à 1,56 milliard FCFA en 2016.

Pour l'exercice 2017, la société compte donc mener plusieurs actions, dont : (i) l'adoption d'un manuel de procédures pour faire suite aux recommandations de l'audit organisationnel et financier ; (ii) la réalisation du plan de masse des 24 Ha constituant la partie Onshore de la ZBTIC (financement Exim Bank et BAD) ; et (iii) l'introduction d'un projet de loi portant clarification du régime fiscal de la zone franche.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
PRESTIGE TELECOM	15,00%
UNITED TELECOM LTD	10,00%
INDIA BUILDERDS CORP	10,00%
SIR	10,00%
NSIA	10,00%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	6,00%
MTN COTE D'IVOIRE	5,50%
AUTRES	33,5%



FAITS MARQUANTS

- ▶ Mise en vigueur d'une nouvelle grille tarifaire ;
- ▶ Sept (7) entreprises agréées, sur un objectif de huit (8), soit un taux de réalisation de 87,5% ;
- ▶ Réduction de la dette cumulée de l'entreprise ;
- ▶ Suivi des travaux d'aménagement de 180 Ha le long de l'autoroute Abidjan-Bassam.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 30 avril 2013

Capital social 100 millions FCFA

Capitaux propres 13,75 milliards FCFA
(+9%)

Part de l'État 8%

CA 29,41 milliards FCFA (-1%)

Résultat Net 13,63 milliards FCFA (+9%)

Dividendes 13,63 milliards FCFA

Dividendes nets État 926,71 millions
FCFA

PCA SENER Bénédict

DG MANOUAN Guy Serge

Adm. MCAPME FADIGA Kaladji

Adm. SEPMBPE KADIO Albert Louis

Effectif 240 (+22%)

Société anonyme, dont le capital social est détenu à hauteur de 8% par l'État de Côte d'Ivoire, **Webb Fontaine Côte D'Ivoire (WFCI)** est spécialisée dans le déploiement de plateformes intégrées de Guichet Unique de Commerce Extérieur (GUCE), de solutions complètes d'automatisation des procédures commerciales. Elle intervient également, dans la mise en place de solutions d'analyse de la valeur et de la classification des marchandises.

La société bénéficie de deux (02) conventions de concessions de cinq (05) ans, signées avec l'État de Côte d'Ivoire, depuis 2013, à savoir ; le Ruling Center (RC) et le Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE).

A fin 2016, la situation financière de la société WFCI est caractérisée par :

- **une quasi-stabilité des activités commerciales : le chiffre d'affaires a légèrement baissé (0,78%)** de 29,64 milliards FCFA en 2015 à 29,41 milliards FCFA ;
- **une augmentation de 10,72% des produits d'exploitation qui se situent à 32,99 milliards FCFA**, contre 29,80 milliards FCFA en 2015, en raison des autres produits qui sont passés de 81,64 millions FCFA en 2015 à 3,43 milliards FCFA ;
- **une hausse de 14,52% des charges d'exploitation, passant à 19,22 milliards FCFA**. Cette croissance s'explique essentiellement par l'évolution des « services extérieurs » de 570 millions FCFA (+4,28%), des « autres charges » de 1,49 milliard FCFA (+785,71%) et des « charges de personnel » de 529 millions FCFA (+26,87%), en raison des recrutements, du bonus sur l'exercice 2015 et de l'augmentation de 3% des salaires.

Le résultat d'exploitation ressort bénéficiaire de 13,77 milliards FCFA, contre un bénéfice de 13,01 milliards FCFA en 2015 (+5,8% d'augmentation). Par ailleurs, le résultat financier s'est amélioré en passant d'un déficit de 562 millions FCFA en 2015 à un déficit de 141 millions FCFA.

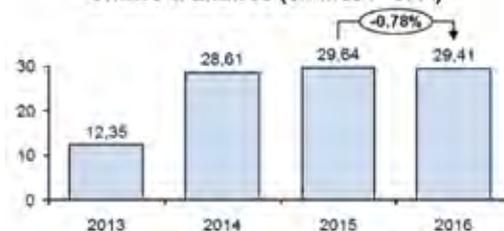
En définitive, **le résultat net est bénéficiaire de 13,63 milliards FCFA, représentant une hausse de hausse de 9,47%** par rapport à 2015 (12,45 milliards FCFA).

Au titre des perspectives de l'exercice 2017, la société Webb Fontaine envisage : (i) l'implémentation à hauteur de 100% des modules du Guichet Unique du Commerce Extérieure en 2017 ; et (ii) l'amélioration continue de la qualité des services donnés aux opérateurs économiques Ivoiriens.

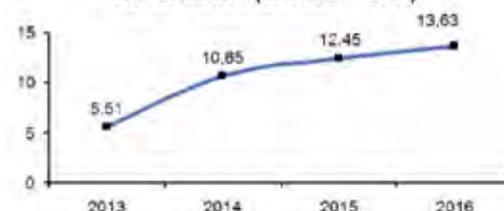
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
W.F. GROUP LTD	91,96%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	8,00%
AUTRES	0,04%

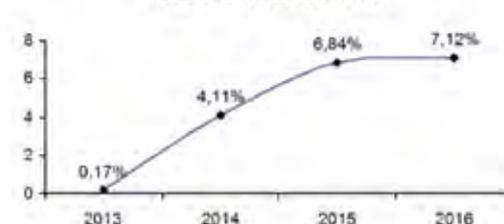
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Obtention de la certification à l'ISO 9001 : 2008 du Ruling Center, ainsi que la certification de la méthodologie de conception du GUCE à l'ISO 9001 : 2015



TRANSPORT, BTP ET AUTRES INFRASTRUCTURES

BÂTIMENTS & INFRASTRUCTURES



RÉDUCTIONS DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DU RÉSULTAT NET, OCCASIONNÉES PAR LES CONTRE-PERFORMANCES DE LA SICOGI

Lourdement impactée par l'instabilité politique des années 2000, l'économie ivoirienne a entamé depuis l'année 2012, une forte croissance avec un rythme moyen supérieur à 8%. L'objectif principal visé est de se hisser au rang des pays émergents à l'horizon 2020.

Ce développement se manifeste à travers la reprise des investissements privés tels que la construction d'unités de production et de transformation de matières premières et l'augmentation des investissements publics inscrits au Programme National de Développement (PND) 2016-2020. Cette conjoncture économique favorable met à contribution le secteur des BTP et autres infrastructures. En 2016, ce secteur a connu une relative prospérité, favorisée d'une part, par l'ouverture de grands chantiers tels que les infrastructures routières et industrielles, les programmes de construction immobilière et d'autre part, par la forte demande de la population en matière de logement.

Toutefois, malgré cette prospérité le chiffre d'affaires cumulé des entreprises publiques du sous-secteur BTP (AGEF, LBTP, SICOGI et SONITRA) a chuté, passant de 37,4 milliards FCFA en 2015 à 33,2 milliards FCFA en 2016, soit une régression de 11%. Cette situation est essentiellement imputable à la SICOGI qui a rencontré des problèmes de gouvernance, sanctionnés par la suspension de son Directeur Général le 11 mars 2016. Son chiffre d'affaires s'est alors établi à 6,79 milliards FCFA, contre 14,51 milliards FCFA en 2015, soit une forte diminution de 7,72 milliards FCFA, correspondant à un taux de régression de 53,2%.

Par ailleurs, la société SONITRA a réalisé le meilleur taux d'accroissement des activités commerciales de ce secteur, avec un montant de 2,61 milliards FCFA en 2016, contre 885,73 millions FCFA en 2015, soit un bond qua-

litatif de 1,73 milliard FCFA, représentant une hausse de 196%.

Concernant la performance financière, il convient d'indiquer que malgré le bon niveau du résultat net enregistré par l'AGEF (+1,2 milliard FCFA), le résultat net cumulé du sous-secteur BTP s'est fixé à un montant de 692,72 millions FCFA en 2016, contre 2,49 milliards en 2015, soit un écart défavorable de 1,8 milliard correspondant à une baisse importante de 73%. Cette contreperformance a été obérée essentiellement par le déficit net de 1,56 milliard FCFA dégagé par la SICOGI.

Concernant les infrastructures industrielles et commerciales (FODI, SGMET et MGB), les projets d'extension de la zone industrielle de Yopougon (FODI), la redynamisation du Marché de Gros de Bouaké (MGB) et la recherche de ressources additionnelles (SGMET) constituent l'essentiel des actions menées en 2016. Ainsi, les activités commerciales de ces sociétés se sont soldées par un chiffre d'affaires cumulé de 1,27 milliard FCFA, contre 1,04 milliard FCFA en 2015, soit une augmentation de 230 millions FCFA, représentant une hausse de 22,11%. Toutefois, leur résultat net consolidé est passé de 478,16 millions FCFA en 2015 à 67,32 millions FCFA en 2016, soit une baisse de 85,92%.

Au total, le secteur « Bâtiment et Infrastructures » a connu une baisse de 1,79 milliard FCFA (692,69 millions FCFA, contre 2,49 milliards FCFA en 2015) occasionnée par la réduction de 2,61 milliard FCFA du résultat net enregistré par la société SICOGI ;





INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 6 mai 1999	CA 16,04 milliards FCFA (+8%)	DG COULIBALY Lamine
Capital social 400 millions FCFA	Résultat Net 1,2 milliard FCFA (+26%)	Adm. MCLAU DJOMAN Henri
Capitaux propres 4,15 milliards FCFA (+41%)	Subv. d'investissement 170 millions FCFA	Adm. SEPMBPE SANOGO Bassirima
Part de l'État 57,15%	PCA DANHO Pierre Nandjui	Effectif 83

L'Agence de Gestion Foncière (AGEF) est une société à participation financière publique majoritaire qui a pour principales missions : (i) la purge des droits coutumiers ; (ii) l'ingénierie foncière ; (iii) la constitution des réserves foncières pour le compte de l'État ; et (iv) le lotissement et la vente des lots aménagés (viabilisés et sécurisés).

Dans le cadre de ses activités en 2016, l'AGEF a procédé à l'aménagement urbain des sites abritant les opérations de COCODY BESSIKOI, RIVIERA IV Extension, et Yopougon CHU. En outre, elle a constitué en compte propre des réserves foncières d'une superficie totale de 201,18 hectares d'une valeur 8,02 milliards FCFA. A fin décembre 2016, elle avait payé un montant de 1,5 milliard FCFA avec un reliquat de 6,52 milliards FCFA à payer.

Au cours de l'exercice 2016, **l'AGEF a reçu une subvention de 170 millions FCFA pour la constitution de réserves foncières**. Cette subvention a été utilisée entièrement pour la purge des droits coutumiers. La superficie totale des réserves foncières constituées pour le compte de l'État est de 11 452,094 m², pour un montant de 31,87 milliards FCFA. Le montant total payé s'élève à 6,38 milliards FCFA, soit un reste à payer de 25,49 milliards FCFA.

Le chiffre d'affaires réalisé par la société en 2016 a augmenté de 7,6% pour atteindre 16,04 milliards FCFA. Malgré cette croissance du chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation de la société a connu une régression de 17 millions FCFA, passant à 350 millions FCFA, en raison principalement des « autres charges » et « frais de personnel » qui ont augmenté respectivement de 72% et 16%.

Toutefois, en raison des produits exceptionnels issus de l'abandon des créances fiscales d'un montant 2,44 milliard de FCFA, **le résultat net de la société est ressorti excédentaire de 1,20 milliard FCFA**, en hausse de 26,6% par rapport à 2015. Ce résultat a contribué à l'amélioration des capitaux propres de la société qui sont passés de -119 millions FCFA en 2012 à 2,95 milliards FCFA en 2015, puis à 4,15 milliards FCFA en 2016.

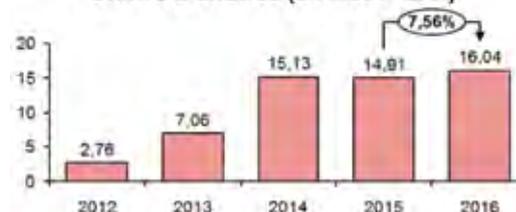
Par ailleurs, l'analyse du bilan de l'AGEF fait ressortir une hausse de l'actif circulant due essentiellement à la forte croissance des créances sur clients qui a augmenté de 29,57%, passant à 24,1 milliards FCFA en 2016. Par ailleurs, les créateurs divers constitués essentiellement de la dette envers les détenteurs de droits coutumiers ont également connu une hausse considérable de 28%, passant à 41,4 milliards FCFA en 2016.

Les recettes des impôts sont en hausse de 68%, se fixant à 654 millions FCFA (dont 117 millions FCFA d'impôts et taxes et 537 millions FCFA d'impôt BIC). En termes de perspectives, l'AGEF envisage se focaliser sur : (i) la mise en place d'un plan d'automatisation des flux de trésorerie, (ii) le respect des règles de passation des marchés publics, et (iii) la mise en place d'un comité de gestion interne de la trésorerie.

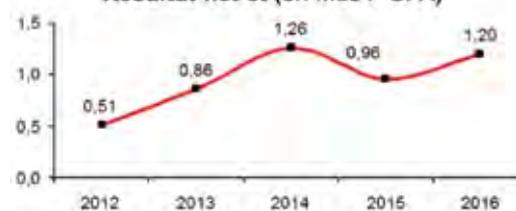
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	35,09%
SICOGI	18,05%
SIPIM	10,03%
CGRAE	7,02%
SATCHI-IAU	5,76%
SCI LES ROSIERS	5,76%
BATIM	5,76%
HABITAT POUR TOUS	5,76%
SAHAM-EX COLINA	5,76%
AUTRES	1,00%

Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net et (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Normalisation des relations entre l'AGEF et le Ministère en charge de la construction et de l'Urbanisme en décembre 2016 ;
- ▶ Participation aux salons FILOSS et EXPO-SALAM ;
- ▶ Dégrèvement des dettes fiscales d'un montant de 2,44 milliards FCFA ;
- ▶ Commercialisation sur l'opération « AGEF BLANCHON » de 10 ha située à Bingerville.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 19 novembre 2014

CA 499,02 millions FCFA (+51%)

Adm. MIM BOMBO Mathurin

Capital social 10 millions FCFA

Résultat Net 10,06 millions FCFA (-67%)

Adm. SEPMBPE DIABY Mariame

Capitaux propres 50,30 millions FCFA
(+25%)

PCA GNIZAKO Bouabré Antoine

Part de l'État 100%

Directeur Général BLEY Felix

Créée par Ordonnance n°2015-633 du 22 octobre 2015, le **Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles (FODI)** est une société d'État, dont la mission est de mobiliser les ressources et de procéder au paiement des dépenses relatives aux opérations et activités liées aux infrastructures industrielles. Ses principales ressources proviennent des redevances industrielles et d'emprunts auprès des établissements financiers.

Pour sa deuxième année d'exercice, le **FODI a collecté des redevances industrielles d'un montant de 12,48 milliards FCFA**, contre 8,27 milliards FCFA en 2015. Ces redevances sont réparties en ressources d'opérations (11,85 milliards FCFA, soit 95%), rémunération du FODI - chiffre d'affaires (499 millions FCFA, soit 4%), renforcement des capacités (124,75 millions FCFA, soit 1%).

Au titre de la mobilisation des ressources issues des emprunts, le **FODI a effectué des tirages d'un montant cumulé de 24 milliards FCFA** auprès des banques SIB (12 milliards FCFA), BACI (9 milliards FCFA) et BNI (3 milliards FCFA). L'obtention de ces emprunts s'inscrit dans le cadre de la levée de fonds de 50 milliards FCFA obtenu en 2015. Au 31 décembre les dettes financières se chiffrent à un montant de 24,3 milliards FCFA, contre 3 milliards FCFA en 2015.

Au titre des emplois, le FODI a, sur la base des décomptes reçus, effectué **des règlements des dépenses d'opérations pour un montant de 16,94 milliards FCFA**, contre 6,82 milliards FCFA en 2015. Ces opérations portent essentiellement sur la réalisation des travaux de réhabilitation des zones industrielles de Yopougon (14,26 milliards FCFA) et de la nouvelle zone industrielle au PK 24 (2,68 milliards FCFA).

Le **résultat issu du fonctionnement de la société est ressorti bénéficiaire de 10 millions FCFA**, contre 30,2 millions FCFA, soit une baisse de 20,2 millions FCFA.

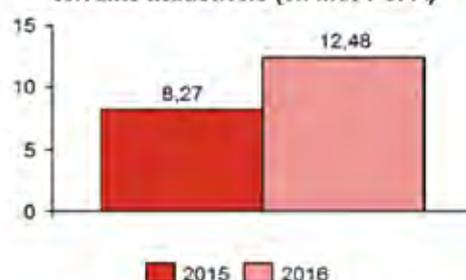
Quant aux impôts, ils sont en baisse de 32%, passant à 19,8 millions FCFA (16,3 millions FCFA d'impôts et taxes et 3,5 millions FCFA d'impôts sur le résultat).

En termes de perspectives, le FODI vise à fiabiliser et s'assurer de l'exhaustivité de l'assiette de recouvrement des redevances. Ainsi, la société entend (i) mettre en exploitation des applications informatiques pour la gestion de la redevance, des purges et des décomptes, (ii) mettre en place un dispositif permettant de mobiliser rapidement les ressources à percevoir, et (iii) mettre en exploitation le site WEB interactif avec accès des redevables en vue du suivi des règlements effectués.

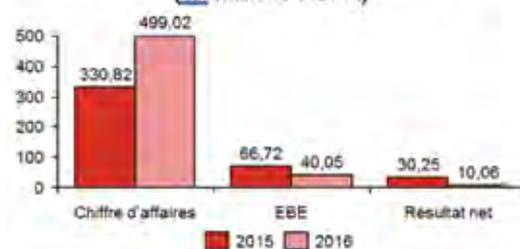
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

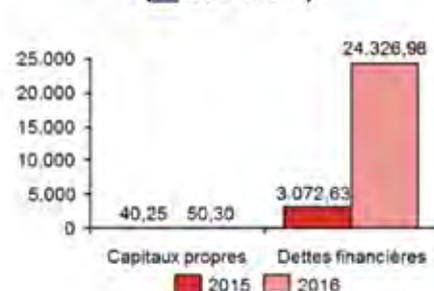
Evolution des redevances d'occupation des terrains industriels (en Mds FCFA)



Chiffres d'affaires, EBE, Résultat net (en Millions FCFA)



Dettes financières et fonds propres (en Mds F CFA)



FAITS MARQUANTS

- Mise à disposition effective de la première tranche d'un montant de 24 milliards FCFA des ressources mobilisées dans le cadre de la levée de fonds de 50 milliards FCFA, obtenu en 2015.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 02 décembre 1978

Capital social 1 milliards FCFA

Capitaux propres 3,96 milliards FCFA
(+14%)

Part de l'État 95,20%

CA 7,77 milliards FCFA (+9%)

Résultat Net 2 487,48 millions FCFA
(+4%)

Subv.d'exploitation 0 FCFA

Subv.d'investissement 0 FCFA

PCA BITTY Kokora Daniel

DG KOUASSI Jean-Claude

Adm. SEPMBPE AHUELIE Manouan

Adm. MIE BOUAGBA Leopold

Effectif 265

Le **Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP)** est une société à participation financière publique majoritaire qui a pour objet de contribuer à la réalisation d'infrastructures viables, de qualité et durable dans les secteurs du BTP et de l'énergie. A cet effet, elle réalise des études et analyses préalables, et effectue des recherches et des contrôles de qualité des travaux dans le domaine du génie civil et de l'énergie.

Laboratoire de référence dans le domaine du BTP et de l'énergie en Côte d'Ivoire, LBTP a évolué dans un environnement économique marqué par l'accroissement de la concurrence au plan national.

L'année 2016 a permis à la société de réaliser un chiffre d'affaires de 7,77 milliards FCFA, en hausse de 642 millions FCFA par rapport à l'exercice 2015. Cette hausse est consécutive à l'intensification des activités des départements du Génie Civil et de l'Energie (SECUREL), dont le chiffre d'affaires cumulé (5,9 milliards FCFA) représente 68% du chiffre d'affaires global de la société.

La marge brute d'exploitation s'est améliorée, se fixant à un taux de 36,5%, contre 31,34% en 2015. Le résultat d'exploitation a suivi la même tendance en s'établissant à un montant de 751,28 millions FCFA, contre un montant de 713,07 millions FCFA en 2015, soit une hausse de 5,33%.

Quant au résultat net, il est en légère amélioration de 3,64% par rapport à celui de l'exercice 2015 (470,36 millions FCFA) et se fixe à un montant de 487,48 millions FCFA. Ce résultat a permis l'accroissement du niveau des capitaux propres. En effet, ceux-ci ont poursuivi leur progression (croissance de 14%), passant de 3,48 milliards FCFA à 3,96 milliards FCFA en 2016. Sur les cinq (05) derniers exercices, le taux moyen d'accroissement annuel des capitaux propres se fixe à 17,9%.

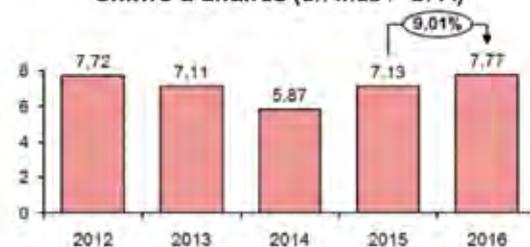
Par ailleurs, l'analyse du bilan de la société révèle une hausse de son actif circulant, due essentiellement aux créances clients qui ont connu un taux de croissance de 48,94%, passant à 6,23 milliards FCFA.

En ce qui concerne les impôts dus, ils se sont élevés à un montant de 273,45 FCFA au 31 décembre 2016, correspondant à un taux d'accroissement de 13,88% par rapport à 2015.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	95,20%
SIPE	2,00%
CEBTP	1,00%
CETE-APAVE	1,00%
ORIGNY-SERVICE	0,50%
PERSONNEL LBTP	0,30%

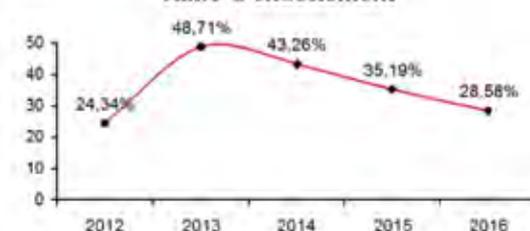
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Augmentation de 48% des créances clients, soit un montant de 2,05 milliards FCFA ;
- ▶ Investissement sur fonds propres à hauteur de 1,08 milliard FCFA ;
- ▶ Premier laboratoire certifié ISO 9001 version 2008 ;
- ▶ Entrée au Gouvernement du DG du LBTP en qualité de Ministre des Infrastructures Economiques et son remplacement par un DG intérimaire.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 02 octobre 1997

CA 224,18 millions FCFA

Adm. MCAPME MOH Epse TANO
Constance

Capital social 100 millions FCFA

Résultat Net 2015 -37,86 millions FCFA

Adm. SEPMBPE Col. KOUASSI Haccandy

Capitaux propres -706,92 millions FCFA

PCA OUATTARA Souleymane

Part de l'État 10%

DG KONAN Kouadio

La société de gestion du **Marché de Gros de Bouaké (MGB)** est une société à participation financière publique minoritaire avec un capital social de 100 millions FCFA, détenu à 10% par l'État de Côte d'Ivoire. Elle a pour principale mission la location d'emplacements pour le commerce et la distribution des produits vivriers en gros.

L'année 2016 a été marquée par une légère intensification des activités de la société. Ainsi, le chiffre d'affaires a augmenté de 5,58%, passant de 212,32 millions FCFA en 2015 à 224,18 millions FCFA.

A l'instar de l'exercice précédent, **les ressources générées par les activités d'exploitation de la société n'ont pas permis de couvrir ses charges d'exploitation**, en témoigne les résultats d'exploitation déficitaires de 66,86 millions FCFA et 59,74 millions FCFA, observés respectivement en 2015 puis en 2016.

Quant au résultat net, il est en forte régression, passant d'un bénéfice de 146 millions FCFA en 2015, à un déficit de 37,86 millions FCFA. En plus du résultat d'exploitation déficitaire, cette perte est essentiellement due à un résultat financier déficitaire de 55,23 millions FCFA et à la chute de 71,54% du résultat H.A.O, passant de 270,98 millions FCFA à 77,11 millions FCFA.

En raison des déficits successifs des exercices antérieurs (2012, 2013 et 2014) et de celui de l'exercice 2016, **les capitaux propres de la société se trouvent fortement dégradés.** Au 31 décembre 2016, ceux-ci s'établissent à **-706,92 millions FCFA**, pour un capital social de 100 millions FCFA.

Les impôts dus par la société s'établissent à un montant de 49,71 millions FCFA au 31 décembre 2016, contre 42,32 millions FCFA en 2015, soit une hausse de 17,46%.

En termes de perspectives, le MGB envisage (i) la professionnalisation des différents opérateurs intervenant sur le marché, (ii) la mise en place d'un fonds de garantie, (iii) la mise en œuvre de plusieurs projets déjà identifiés par le Projet d'Infrastructures pour le Développement Urbain et la Compétitivités des Agglomérations Secondaires (PIDUCAS).

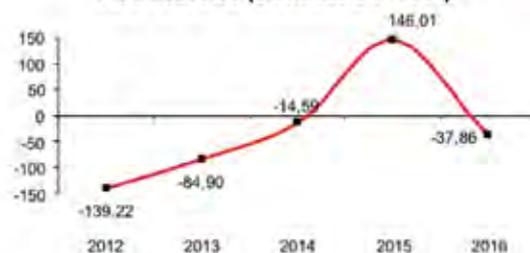
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
CCI	51,00%
VILLE DE BOUAKE	20,00%
ENTREPRISE	13,50%
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00%
ASSOCIATION	5,00%

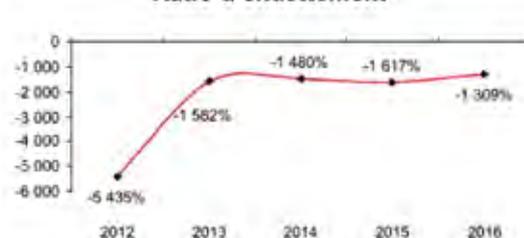
Chiffre d'affaires (en Millions F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Recomposition du Conseil d'Administration ;
- ▶ Nomination d'un nouveau PCA, Monsieur Souleymane OUATTARA.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 17 décembre 1998	CA 551,04 millions FCFA (+10%)	Adm. SICOI BAKAYOKO Ibrahim, AHOUA Carlton
Capital social 250 millions FCFA	Résultat Net 95,12 millions FCFA (-68%)	Adm. SEPMBPE OUATTARA Sié
Capital propres -453,90 millions FCFA	PCA BAKAYOKO Ibrahim	
Part de l'État 85,76%	DG KOFFI André	

Après l'incendie du grand marché de Treichville le 14 mars 1997, la SICOI et les autorités municipales ont signé une convention BOOT (build Own Operate and transfer) déterminant le cadre juridique et contractuel de l'opération de reconstruction, d'exploitation et du transfert de propriété du nouveau marché de Treichville. Pour la gestion du nouvel ouvrage, les deux parties ont créé la **Société de Gestion du Grand Marché de Treichville (SGMT)**, dont les principales missions sont l'exploitation et l'entretien dudit marché.

Grâce à la mise en œuvre de la politique de sous-location, la SGMT a pu réaliser **un chiffre d'affaires de 551 millions FCFA en 2016**, en hausse de 10% par rapport à l'année précédente. Malgré cette croissance du chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation de la société ressort déficitaire de 623 millions FCFA, contre un déficit de 605 millions FCFA en 2015. Cette dégradation du résultat d'exploitation s'explique par l'augmentation disproportionnée des charges d'exploitation qui sont passées de 1,12 milliard FCFA en 2015 à 1,19 milliard FCFA en 2016.

Toutefois, en raison des produits HAO réalisés à hauteur de 523 millions FCFA (essentiellement constitués de l'abandon d'une partie des créances dues à la mairie d'un montant de 375 millions FCFA, de la remise gracieuse des dettes fiscales d'un montant de 31 millions FCFA et des loyers du supermarché PROSUMA chiffré à 100 millions FCFA), **le résultat net de la société est ressorti excédentaire de 95 millions FCFA, en régression de 68% par rapport à 2015.**

Les impôts dus par la société sont en hausse de 12,5%, passant de 20,83 millions FCFA en 2015 à 23,45 millions FCFA (dont 20,4 millions FCFA d'impôts et taxes et 3 millions FCFA d'impôt BIC) en 2016.

Par ailleurs, l'analyse de l'actif du bilan de la SGMT révèle que **le niveau des créances demeure très élevé**. Malgré une baisse de 5,4% observée en 2016, celles-ci se situent à un montant de 2,5 milliards FCFA. Ces créances sont constituées sur les clients du marché. Au passif, **les dettes financières restent quasi statiques et se chiffrent à un montant de 2,98 milliards FCFA** (notamment envers la SICOI) au 31 décembre 2016, entraînant des difficultés pour l'entreprise à honorer ses engagements.

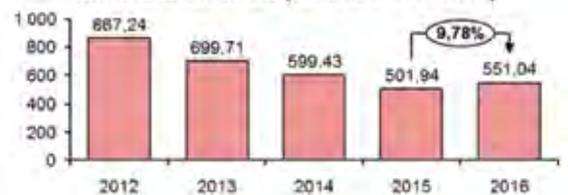
S'agissant des capitaux propres, ils se dégradent au fil des années, compromettant ainsi la continuité d'exploitation de la société. Au 31 décembre 2016, ils se situent à un niveau de -454 millions FCFA, contre -206 millions FCFA en 2015.

En termes de perspectives, la SGMT envisage de (i) finaliser son plan de restructuration financière, (ii) accentuer la recherche de ressources additionnelles, et (iii) mettre en place et exécuter un plan de trésorerie permettant d'honorer ses engagements.

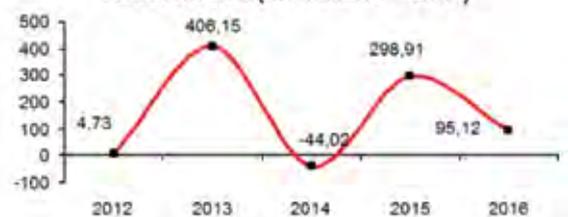
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SICOI	90,00%
MAIRIE DE TREICHVILLE	10,00%

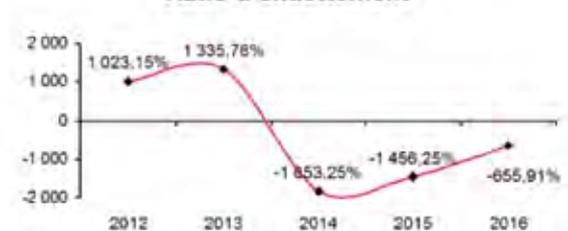
Chiffre d'affaires (en Millions F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Organisation d'un séminaire sur la recherche de ressources additionnelles ;
- ▶ Mise en application de la politique de sous-location, contribuant à l'accroissement du chiffre d'affaires.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 26 avril 2017

Capital social 4,57 milliards FCFA

Capitaux propres 13,60 milliards FCFA
(-10%)

Part de l'État 84,19%

CA 6,77 milliards FCFA (-53%)

Résultat Net -1,56 milliard FCFA

PCA BAKAYOKO Ibrahim

DG CAMARA LOUKIMANE

Adm. MCLAU Kouakou ADJOUMANI,
KOALLA Célestin, GUIHY Benoît

Adm. SEPMBPE COULIBALY Drissa

Filiales BHCI(5%) ; SGM(90%) ; AGEF(18%)

Créée en 1962 pour l'amélioration et le développement de l'habitat urbain et rural en Côte d'Ivoire, la **Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière (SICOGI)** est une société à participation financière publique majoritaire. Ses activités demeurent orientées vers les principaux métiers de l'industrie immobilière que sont la promotion immobilière, l'aménagement foncier, la maîtrise d'ouvrage déléguée, et l'intermédiation immobilière.

Confrontée à de nombreuses difficultés de gestion et de gouvernance, avec pour corollaire une perte de confiance des différents partenaires et un risque de continuité d'exploitation, **la SICOGI n'a pu véritablement développer ses activités en 2016**. En effet, aucun programme immobilier n'a pu être exécuté.

Ainsi, **le chiffre d'affaires enregistré par la société a connu une importante régression de 53,22%**, passant d'un montant de 14,51 milliards FCFA en 2015 à **6,79 milliards FCFA**, soit un écart défavorable de 7,72 milliards FCFA.

Suivant la même tendance, le résultat d'exploitation, s'est fixé à un déficit de 172 millions FCFA en 2016, contre un bénéfice de 2,6 milliards FCFA en 2015, en raison du faible niveau de réalisation du chiffre d'affaires couplé aux charges structurelles supportées par la société.

En définitive, après le résultat financier déficitaire de **1,48 milliard** (dû au niveau important des emprunts contractés qui s'établit à un montant de 22,9 milliards FCFA) et le résultat HAO d'un montant de **91 millions FCFA**, **le résultat net de la société est ressorti déficitaire de 1,56 milliard FCFA** au 31 décembre 2016, contre un bénéfice de 1,05 milliard FCFA en 2015, soit une dégradation de 2,61 milliards FCFA.

Au 31 décembre 2016, **le ratio d'endettement de la société demeure très élevé** et se fixe à un taux de 251,5%, contre un taux de 254,8% en 2015, limitant ainsi la capacité d'emprunt de la société auprès des établissements financiers.

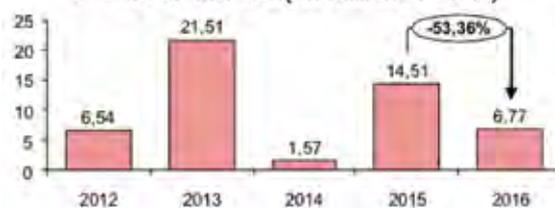
En ce qui concerne les impôts, ils sont en baisse de 74,66%, passant de 951 millions FCFA en 2015 à un montant de 241 millions FCFA en 2016.

En termes de perspectives, la SICOGI envisage : (i) la mise en place d'un processus d'innovation et de développements de nouveaux produits et services, (ii) le renforcement des capacités des ressources humaines et promotion du travail en équipe, (iii) la constitution de réserves foncières, (iv) la mise en place d'un plan de restructuration financière

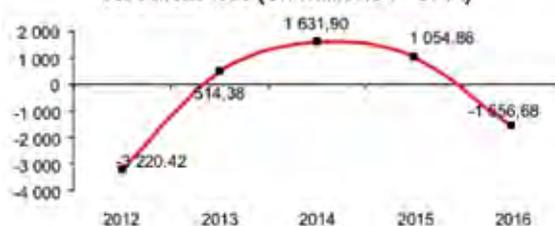
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	83,65%
CNPS	11,78%
CDC PARTICIPATION	2,98%
DISTRICT D'ABIDJAN	0,53%
CHAMBRE DE COMMERCE	0,20%
DIVERS ACTIONNAIRES	0,85%

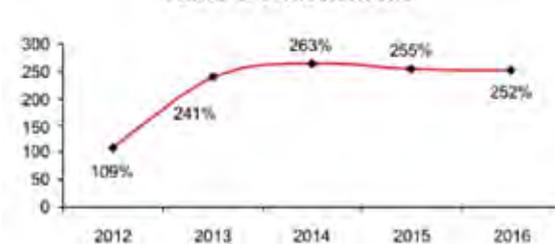
Chiffre d'affaires (en Millions F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Réalisation d'une mission d'audit de gestion sur la période 2012-2015, à l'initiative du Ministère en charge du Budget et du Portefeuille de l'État ;
- ▶ Forte régression des activités de la SICOGI ;
- ▶ Suspension du Directeur Général par le Conseil d'Administration en sa session du 10 mars 2016 et l'intérim confié au PCA.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1963

CA 2,61 milliards FCFA

Adm. MIE KONGO Beugré

Capital social 2,27 milliards FCFA

Résultat Net 494,44 millions FCFA

Adm. SEPMBPE BAH Ezéchiel

Capitaux propres 915,46 millions FCFA

PCA HAÏDARA Mamadou

Part de l'État 55%

DG KOLTUNOFF Daniel

Créée en 1963, la **Société Nationale Ivoirienne de Travaux (SONITRA)** est une société à participation financière publique majoritaire, issue d'un partenariat entre l'État ivoirien et la société Soleh Boneh International (SBI). Elle a pour principales missions l'étude, la construction des bâtiments, des routes et toutes réalisations relatives au génie civil.

L'exercice 2016 de la SONITRA a été marqué par un regain en intensité de ses activités. Les prestations et travaux effectués par la société dans le domaine du bâtiment et du génie civil lui ont permis de réaliser un **chiffre d'affaires de 2,61 milliards FCFA**, contre 0,89 milliard FCFA en 2015, soit un taux d'accroissement de 193,26%.

La réalisation de ce chiffre d'affaires, seul élément constitutif des produits d'exploitation de la société, a induit une hausse de 68,33% des **dépenses d'exploitation**. Celles-ci sont passées d'un montant de 1,2 milliard FCFA à 2,02 milliards FCFA.

Ainsi, le résultat d'exploitation dégagé par la société a connu une tendance à la hausse, passant d'un déficit de 318 millions FCFA en 2015 à un bénéfice de 590 millions FCFA, soit une amélioration de 908 millions FCFA.

Après le résultat financier qui s'est soldé par un déficit de 82 millions FCFA et déduction de l'impôt BIC d'un montant de 13,9 millions FCFA, la société a dégagé un **résultat net bénéficiaire de 494,4 millions FCFA**, contre un déficit de 469,63 millions FCFA en 2015.

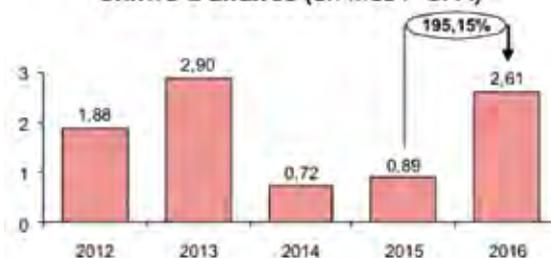
Ce résultat a permis de retourner la tendance des capitaux propres qui étaient en baisse constante sur les trois années précédentes. En effet, ceux-ci sont passés de 1 1167 millions FCFA en 2013 à 421 millions FCFA en 2015, et ont plus que doublé en 2016 pour atteindre 916 millions FCFA.

En ce qui concerne les impôts, ils sont en hausse de 38,05 millions FCFA, passant de 90,65 millions FCFA en 2015 à 128,7 millions FCFA (dont 114,8 millions FCFA d'impôts et taxes et 13,9 millions FCFA d'impôts BIC).

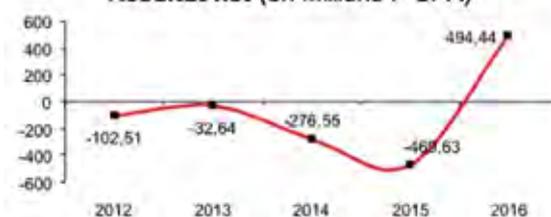
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT COTE D'IVOIRE	55,00%
SBI INTER HOLDING	45,00%

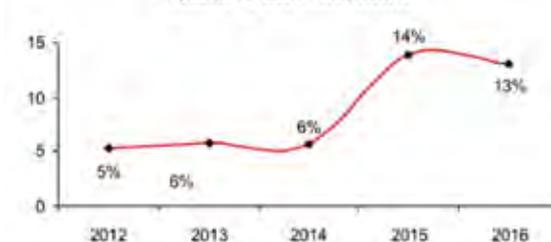
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Aucun nouveau marché exécuté au cours de l'exercice 2016 ;
- ▶ Signature d'un décret autorisant la cession à Soleh Boneh International (SBI) de 45 450 actions détenues par l'État dans le capital de la société, soit 10% du capital social.



DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



TRANSPORT, BTP ET AUTRES INFRASTRUCTURES

TRANSPORTS



LES SOCIÉTÉS DU PORTEFEUILLE DU SECTEUR « TRANSPORT », MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, ONT CONNU UNE HAUSSE DE 79,53% DE LEUR RÉSULTAT NET GLOBAL

Les infrastructures de transport permettent l'accès aux emplois, à l'éducation et aux services de santé, la livraison des produits et des services dans le monde, ainsi que les interactions entre individus et la production de savoir et de solutions, qui créent de la croissance à long terme. Au plan mondial, le transport aérien, porté par le trafic aérien de passagers, a connu une nouvelle année de forte croissance en 2016, avec un bond de 6,3% par rapport à l'année précédente, un nombre record de 3,7 milliards de passagers et un coefficient d'occupation record de 80,7%. La connectivité a augmenté avec la création de 700 nouvelles lignes et une baisse de 44 dollars en moyenne sur les billets a contribué à rendre encore plus accessibles les voyages en avion. Le trafic aérien mondial atteindra les 4 milliards de passagers en 2017. Au plan national, le trafic aérien a poursuivi sa consolidation grâce au dynamisme de l'activité économique. Ainsi, en 2016, l'Aéroport d'Abidjan a enregistré 1,8 million de passagers, en accroissement de 14,6% par rapport à l'année 2015 ou le nombre de passagers était de 1,57 million. Cette évolution favorable du trafic de passagers est attribuable au renforcement du trafic aérien en Afrique notamment dans la zone CEDEAO (+7,5%) et dans le reste de l'Afrique (+16,6%). Le trafic intérieur continue sa tendance haussière et enregistre une augmentation de 58% au 31 décembre 2016.

Le transport maritime, quant à lui, est un acteur incontournable de la mondialisation. Il constitue le mode de transport adapté à la fois pour l'acheminement de marchandises en grande quantité sur de longues distances, mais aussi sur des courtes distances. Environ 80 à 90% du volume mondial des marchandises échangées est acheminé par la mer. Le chiffre d'affaires mondial est estimé à environ 1 600 milliards d'euros. Au niveau du secteur maritime et portuaire national, le déficit d'investissement constaté depuis plus d'une décennie a été en partie comblé avec plusieurs projets d'investissement notamment, au niveau du port d'Abidjan (l'élargissement de la baie de Vridi, la construction du Terminal roulier (RORO), et la construction d'un second terminal à conteneur (TC2)) et au niveau du port de San-Pedro (la rénovation des ouvrages et équipements, et le remblaiement de 4,5 ha du domaine portuaire).

Ces investissements devraient permettre aux infrastructures portuaires de s'adapter aux mutations intervenues dans l'industrie maritime et conforter la suprématie des ports d'Abidjan et de San-Pedro, en Afrique subsaharienne aussi bien au niveau du tonnage traité qu'en ce qui concerne les infrastructures installées. Ses actions ont permis aux entreprises de ce secteur (le Port Autonome d'Abidjan, le Port Autonome de San Pedro et l'Office Ivoirien des Chargeurs) d'afficher un accroissement de 8,25% du chiffre d'affaires cumulé du secteur, passant de 83,36 milliards FCFA en 2015 à 90,24 milliards FCFA en 2016.

Concernant le transport terrestre, en dépit de la baisse significative de 37% des ressources mobilisées par le FER, pour l'entretien routier (147 milliards FCFA, contre 232 milliards FCFA en 2015), plusieurs nouveaux projets routiers au niveau national ont été achevés en 2016, avec pour conséquence directe, une amélioration de la fluidité routière. Il s'agit entre autres, du bitumage de la route Bolona-Tengrela-Frontière du Mali (42,5 Km), du profilage lourd et traitement des points critiques sur 1326 Km de route et du reprofilage léger sur 1279 Km de routes. Quant à l'exploitation du réseau ferroviaire (SIPF et SITARAIL), elle a été négativement impactée en 2016 par deux (02) incidents majeurs que sont le déraillement du train de marchandises et l'effondrement d'une des travées du pont métallique du fleuve N'ZI.

Au niveau de la composante commercialisation routière et ferroviaire (SOCOPRIM, péage FER et SITARAIL), le trafic moyen est en hausse de 13% pour le pont Henri Konan Bédié (HKB) et en hausse de 10% pour l'auto-route du nord Abidjan-Yamoussoukro.

Quant au transport routier (SOTRA), l'activité d'exploitation s'est soldée par une contreperformance, avec une baisse de 22% du nombre de passagers transportés. Cette situation, due à la faible capacité opérationnelle de la SOTRA (352 autobus, contre 441 en 2015) qui devrait s'améliorer avec les 500 nouveaux autobus attendus en 2017.

Globalement, le résultat net du secteur « Transport » a connu une hausse de 5,59 milliards FCFA (12,62 milliards FCFA, contre 7,03 milliards FCFA en 2015), impulsée surtout par la société SOCOPRIM, dont le résultat net a progressé de 3,78 milliards FCFA en 2016.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 12 mai 2012	CA 93,68 milliards FCFA (+15%)	DG René DECUREY
Capital social 63 milliards FCFA (en 2016)	Résultat Net -8,73 milliards FCFA	Adm. MTs Noumory SIDIBE
Capitaux propres 7,08 milliards FCFA (+132%)	Subv.d'exploitation 2 milliards FCFA	Adm. SEPMBPE DIABY Mariame
Part de l'État 57,54%	PCA Général Abdoulaye COULIBALY	

Air Côte d'Ivoire, fondée en 2012, est la principale compagnie aérienne ivoirienne. Ses activités principales sont le transport de passagers, de fret ainsi que la maintenance et l'entretien des avions. Elle a pour objectif de desservir les principaux aéroports ivoiriens, ainsi qu'un grand nombre de **destinations (20) africaines**. Son hub principal est l'Aéroport international Félix-Houphouët-Boigny avec lequel elle entretient des accords d'exploitation.

L'activité de la compagnie est en plein essor comme en témoigne l'augmentation du trafic de passagers de 58,3% pour le réseau domestique et de 15,9% pour le régional, soit un total de 719 972 passagers en 2016, contre 606 881 passagers en 2015. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 14,86% pour s'établir à un montant de 93,68 milliards FCFA, contre 81,56 milliards FCFA en 2015.

Malgré l'amélioration des activités commerciales, **la compagnie enregistre une légère baisse du résultat d'exploitation**, qui passe d'un déficit de 5,92 milliards FCFA en 2015 à **un déficit de 6 milliards FCFA en 2016**. Cette baisse s'explique par la hausse des charges d'exploitation, en l'occurrence l'augmentation de la rémunération du personnel navigant technique. Toutefois, au titre de l'exercice 2016, Air Côte d'Ivoire a bénéficié, de la part de l'État, d'**une subvention d'exploitation de 2 milliards FCFA pour le réseau domestique**.

Au titre de l'endettement, au 31 décembre 2016, les dettes financières de la société ont augmenté de 22,50% pour se fixer à un montant de 44,06 milliards FCFA, contre 35,96 milliards FCFA en 2015. Ce niveau d'endettement est la résultante de son plan d'expansion ambitieux d'acquisition de 5 aéronaves.

Aussi, du fait de l'accroissement de son endettement, le résultat financier affiche un déficit de 27 milliards FCFA en 2016, contre un déficit de 3,06 milliards FCFA en 2015. **Le résultat net résultant est passé d'un déficit de 8,83 milliards FCFA en 2015 à un déficit de 8,73 milliards FCFA.**

Les fonds propres sont, quant à eux, passés de 22,19 milliards FCFA en 2015 à 7,07 milliards FCFA en 2016 suite à l'augmentation du capital social de la société de 38 milliards FCFA, le portant à 63 milliards FCFA. Ainsi, le ratio d'endettement de la Compagnie s'est fixé à 622%.

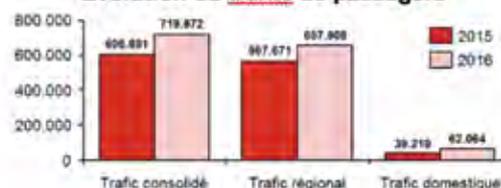
L'État a pour sa part perçu, au titre des impôts et taxes, un montant de 458,21 millions FCFA en 2016, soit une baisse globale de 64% par rapport à celui de 2015 qui s'élevait à 1,27 milliard FCFA.

En perspective, le secteur du transport aérien africain prévoit un accroissement moyen annuel de 5,7% du trafic aérien jusqu'en 2034. Afin de tirer meilleur profit de cet accroissement, **Air Côte d'Ivoire envisage une augmentation de son capital social de 67 milliards FCFA pour le porter à 130 milliards FCFA**. Cette opération financera l'acquisition de 5 aéronaves et régularisera la structure des fonds propres, qui sont devenus inférieurs à la moitié du capital social.

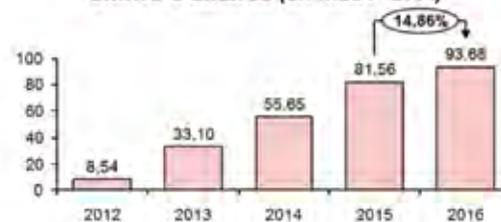
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT COTE D'IVOIRE	57,54%
GOLDENROD INVEST	23,41%
AIR FRANCE FINANCE	11,11%
BOAD	7,94%

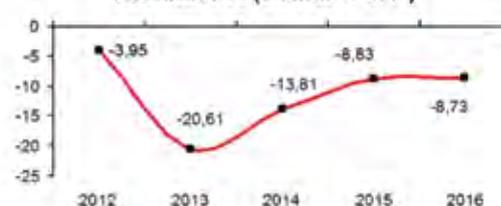
Evolution du trafic de passagers



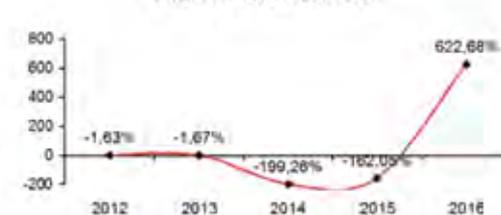
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Finalisation de l'opération d'augmentation de capital à 63 milliards FCFA avec l'entrée de la BOAD comme nouvel actionnaire à hauteur de 7,94% ;
- ▶ Augmentation de la rémunération du personnel navigant compte tenu de nombreux débauchages enregistrés par la Compagnie ;
- ▶ Entrée en flotte de l'avion de réserve A319 TU-TST pour accroître la fréquence sur certaines destinations ;
- ▶ Ouverture de la destination à Abuja (Nigéria) ;
- ▶ Report du lancement du nouveau programme de vols ayant servi à l'élaboration du budget de 2016.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 15 mai 1996

Capital social 1,42 milliard FCFA

Capitaux propres 11,80 milliards FCFA
(+34%)

Part de l'État 10%

CA 23,56 milliards FCFA (+11%)

Résultat Net 3,83 milliards FCFA (+33%)

Dividendes 400 millions FCFA

Dividendes nets État 34 millions FCFA

PCA Gle COULIBALY Abdoulaye

DG DARRIAU Giles

Adm. MT DIABATE Kaladji

Adm.SEPMBPE TRAORE Seydou

Effectif 284

La société anonyme **Aéroport International Abidjan (AERIA)** a été créée le 15 mai 1996 avec pour mission, la modernisation et le développement de l'Aéroport International Félix Houphouët BOIGNY d'Abidjan pour en faire une véritable technopole. L'Aéroport International d'Abidjan est desservi par plus de 25 compagnies aériennes couvrant 35 destinations.

L'exercice 2016 a été caractérisé par une forte croissance (+16,3%) du trafic (1,8 million de passagers) par rapport à 2015, induisant une hausse de 11,3% des redevances aéronautiques, de 27% des redevances domaniales, de 12,16% des redevances commerciales de 3,26% et des redevances diverses.

Ainsi, le **chiffre d'affaires d'AERIA, essentiellement constitué de redevances, a augmenté de 11%, atteignant 23,56 milliards FCFA.** Les autres produits sont passés de 330 millions FCFA en 2015 à 1,04 milliard FCFA portant ainsi le total des produits d'exploitation à 25,75 milliards FCFA, contre 21,77 milliards FCFA l'exercice précédent.

Toutefois, l'impact de cette performance commerciale a été atténué par la hausse de 15% des charges d'exploitation. Ainsi, avec un résultat d'exploitation bénéficiaire de 5,75 milliards FCFA en 2016, contre 4,42 milliards FCFA en 2015, la marge de l'EBE est en légère baisse par rapport à 2015 (29,50%, contre 29,7% en 2015).

Le résultat net qui se dégage est bénéficiaire de 3,83 milliards FCFA, et en hausse de 32,9% par rapport à 2015.

Les **impôts dus** par la société connaissent une augmentation de **19%**, passant à **1,76 milliard FCFA** (dont **717,66 millions FCFA** d'impôts et taxes et 1,05 milliard FCFA d'impôts BIC).

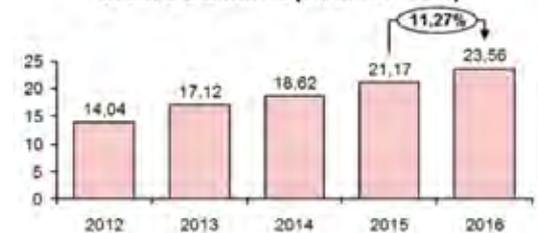
Par ailleurs, le **taux d'endettement** de la société a baissé, passant de 2 613,13% en 2015 à **1 806,16%** du fait de la hausse des capitaux propres de 3 milliards FCFA sur la période, conjuguée à la baisse des dettes financières qui passent de 230,41 milliards FCFA à 213,04 milliards FCFA. Un tel niveau d'endettement traduit la forte dépendance de la société en ce qui concerne l'emprunt pour le financement des activités.

Les prévisions d'évolution du trafic (5,7% en moyenne par an pour l'Afrique) laissent entrevoir de bonnes perspectives pour AERIA en termes de recouvrement de redevances aéronautiques et de redevances domaniales.

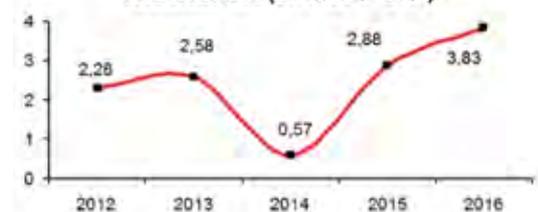
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SEGAP	27,10%
EGIS AIRPORT	21,50%
AFRIFAR	12,20%
ETAT COTE D'IVOIRE	10,00%
CCI CI	4,50%
ASECNA	2,30%
AUTRES PRIVES	22,60%

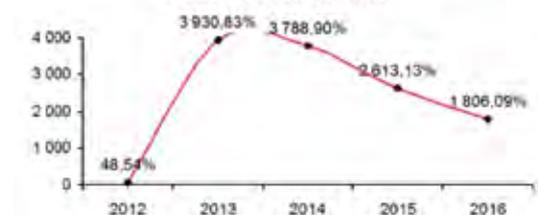
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Reprise et libération totale par l'actionnaire ATLANTIQUE ASSURANCES des actions non libérées initialement jusqu'en 2015 ;
- ▶ Signature, en février 2017 d'un accord entre l'État de Côte d'Ivoire et la Suisse afin de faciliter les vols entre les deux (2) pays ;
- ▶ Signature, en avril 2017, du second accord de prêt d'un montant de 13 millions de dollars (8,53 milliards FCFA) entre AERIA et PROPARGO, pour renforcer la capacité d'accueil d'AERIA.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 19 septembre 2001	CA 4,06 milliards FCFA (-1%)	PCA GNONKONTE Gnéssoa Désiré
Capital social 300 millions FCFA	Résultat Net 35,32 millions FCFA (-30%)	DG FOFANA Bouaké
Capitaux propres 540,31 millions FCFA (+8%)	Subv. d'exploitation 354,23 millions FCFA (+5%)	Adm. MIE EKPINI Gilbert
Part de l'État 100%	Subv.d'investissement 41,74 millions FCFA (-47%)	Adm. SEPMBPE AGKPO Jean Luc
		Effectif 112

L'Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE) est une société d'État, créée le 19 Septembre 2001 par le décret n°2001-59, dont le rôle est d'effectuer un suivi de l'ensemble du réseau routier, de gérer la création de nouvelles infrastructures et d'entretenir celles existantes et leur signalétique.

L'année 2016 a été marquée par l'achèvement et la remise officielle de nombreux projets routiers entre autres, le bitumage de la route Bona-Tengrela-Frontière du Mali (42,5 Km), le renforcement de la route Pont Comoé-Abengourou-Agnibilékro (87,5Km), le profilage lourd et le traitement des points critiques sur 1 326 Km de route et le reprofilage léger sur 1 279 Km de routes.

Le chiffre d'affaires de l'AGEROUTE, constitué des travaux et services rendus, s'est établi à 4,06 milliards FCFA, correspondant à un léger recul de 0,9% par rapport à 2015. Toutefois, grâce aux efforts de maîtrise des charges et frais généraux, le résultat d'exploitation est passé de 123 726 FCFA en 2015 à 54,77 millions FCFA.

Par ailleurs, en raison des frais financiers évalués à 6,25 millions FCFA, le résultat financier est ressorti déficitaire de 4,29 millions FCFA, contre un bénéfice de 1,67 million FCFA l'année précédente. De plus, le résultat Hors Activités Ordinaires (HAO) a connu une baisse de 73%, passant de 136,21 millions FCFA à 36 millions FCFA en raison de la faible constitution des reprises HAO sur l'exercice 2016.

Ainsi, le résultat net ressort bénéficiaire de 35,32 millions FCFA en 2016, mais en baisse de 29,6% par rapport à 2015.

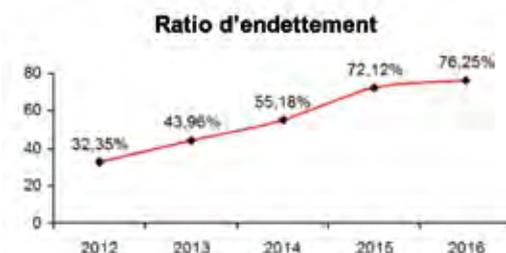
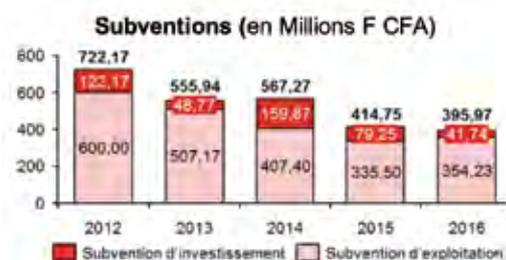
Les impôts dus à l'État ont connu une baisse de 34% en s'établissant à 122,87 millions FCFA. Quant aux dettes financières, uniquement constituées des provisions financières pour risques et charges, elles connaissent une hausse de 14%, induisant un accroissement du ratio d'endettement de l'AGEROUTE, qui passe de 72,12% en 2015 à 76,25% en 2016.

Pour améliorer ses résultats financiers et ses capacités opérationnelles, l'AGEROUTE prépare une stratégie sur la période 2018-2030 avec pour principaux leviers, le volet routier du Plan National de Développement (PND) 2015-2020 et les conclusions du Conseil Présidentiel sur les routes. En outre, le projet d'assistance technique initié par l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement (AFD) a débuté avec un audit organisationnel de l'Agence.

Par ailleurs, des discussions ont été entamées avec le **Millenium Challenge Corporation (MCC)** et devraient aboutir aux financements du siège de l'AGEROUTE et d'une délégation régionale à Man.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00



FAITS MARQUANTS

- Mise en place et implémentation de la BDR ;
- Signature d'un accord de prêt avec la BID pour les travaux de bitumage des routes du Centre-Nord (Séguéla-Mankono et Zouan Hounien-Toulepleu) ;
- Démarrage des travaux de bitumage des routes Boundiali-Odiénné, Odiénné-Gbélegban, Adzopé-Yakassé Attobrou et Akoupé-Kotobi-Bongouanou la restitution de la mission de cartographie des risques de l'entreprise.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 19 Septembre 2001

Capital social 300 millions FCFA

Capitaux propres 2,98 milliards FCFA (-6%)

Part de l'État 100%

CA 13,59 milliards FCFA (+10%)

Résultat Net 0 FCFA

Subv.d'exploitation 72,26 milliards FCFA (-53%)

Subv. d'investissement 194,87 millions FCFA

PCA DIAKITE Coty Souleymane

DG par Intérim KOMENAN William

Adm. MIE EKPINI Gilbert

Adm. SEPMBPE BAMBA Seydou

Effectif 380

Créé par le décret N°2001-593 du 19 Septembre 2001, le **Fonds d'Entretien Routier (FER)** est une société d'État, dont la mission consiste en la mobilisation des ressources pour le financement des études et des travaux d'entretien courant et périodique du réseau routier ivoirien.

Au cours de l'année 2016, le **FER a mobilisé des ressources d'une valeur totale de 147 milliards FCFA, en baisse de 37% par rapport à 2015 (232 milliards FCFA)**. Cette réduction du niveau des ressources est consécutive à la réduction des levées de fonds et facilités de trésorerie qui s'établissent à un montant 38 milliards FCFA, contre 79,07 milliards FCFA en 2015.

Les recettes affectées au FER de la **Taxe Spécifique Unique (TSU)** sur les produits pétroliers se sont fixées à **69,8 milliards FCFA**, contre 59,05 milliards FCFA en 2015. Les **redevances de patentes et vignettes** sont passées de 21,15 milliards FCFA à **23,88 milliards FCFA**, et la **commercialisation de la route** (péage et pesage) a permis de mobiliser des ressources d'une valeur de **13,59 milliards FCFA**, en hausse de 5,5% par rapport à 2015.

Les ressources mobilisées ont été affectées à hauteur de 68,68 milliards FCFA aux travaux d'entretien routier, 66 milliards FCFA aux remboursements d'emprunts, 6,8 milliards FCFA aux charges de fonctionnement et 280 millions FCFA aux dépenses d'acquisition de biens corporels et incorporels pour l'entreprise. Ainsi, à l'instar des exercices précédents et compte tenu de sa mission de financement de l'entretien du réseau routier national, le FER a dégagé un résultat net nul en 2016.

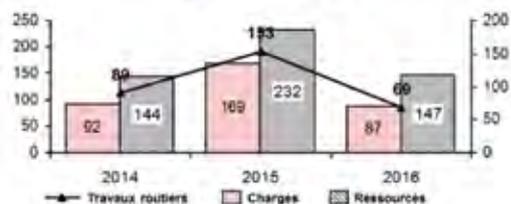
En ce qui concerne **les impôts reversés à l'État** par le FER, ils ont connu une hausse, en passant de 137,8 millions FCFA en 2015 à 235,44 millions FCFA (200,4 millions FCFA d'impôts et taxes et 35 millions FCFA d'impôt sur le résultat). Le niveau de **l'endettement** du FER est passé de 135 milliards FCFA en 2015 à **118 milliards FCFA** en 2016, eu égard au remboursement régulier du service de la dette. A cet effet le ratio d'endettement de l'entreprise s'est fixé à 3 964% en 2016, contre 4 288% en 2015.

Par ailleurs, afin d'assurer convenablement sa mission pour les années à venir, le FER a élaboré un Plan d'Actions Stratégiques (PAS) sur la période 2016-2018, en relation avec le Plan National de Développement. (PND). Ce plan d'actions met un accent particulier sur la mobilisation des ressources nécessaires qui permettront au FER d'asseoir d'une part, un programme d'entretien routier cohérent au regard des besoins de plus en plus croissants et d'autre part, de procéder à l'apurement progressif de la dette du secteur évalué à fin 2016 à 97,6 milliards FCFA (34,5 milliards FCFA de décomptes reçus et 63,1 milliards FCFA de décomptes non encore reçus). A court terme, le FER envisage une levée de fonds de 80 milliards FCFA pour l'apurement des arriérés du Programme d'Entretien Routier (PER) 2014-2015 et faire face aux entretiens courants.

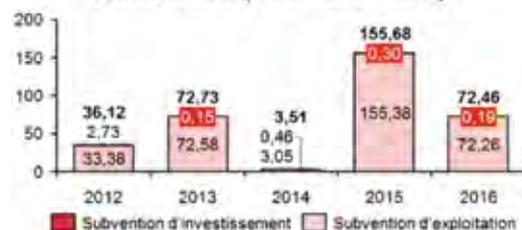
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

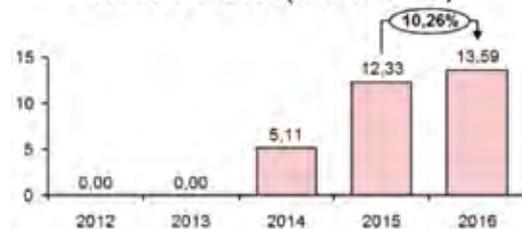
Travaux routiers sur le total des charges (en Mds FCFA)



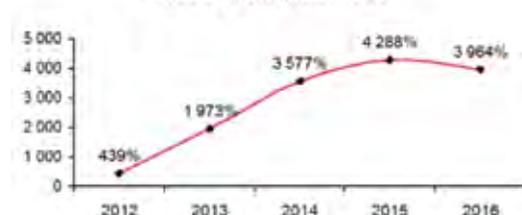
Subventions (en Millions F CFA)



Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Rédaction d'un projet de contrat de performance entre l'État et le FER conformément aux dispositions de la loi N°97-519 du 04 septembre 1997 ;
- ▶ Mission de Benchmarking sur les pratiques comptables au Sénégal et au Cameroun ;
- ▶ Mobilisation de ressources additionnelles d'un montant de 38 mil-

- liards FCFA sur le marché bancaire en vue d'un règlement partiel des décomptes relatifs au PER 2014-2015 ;
- ▶ Structuration d'un financement pour une facilité de 25 milliards FCFA en vue de la réalisation des aires de repos, de stationnement, de détente et de loisirs sur l'autoroute du nord.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 26 décembre 1975	CA 3,04 milliards FCFA (+4%)	Adm. SEPMBPE TOURE Yetji Prosper
Capital social 500 millions FCFA	Résultat Net 602,01 millions FCFA (+44%)	Adm. MT CONE Dioman et KONE Fako
Capitaux propres 747,94 millions FCFA (+413%)	PCA DEMBELE Yaya	Effectif 151
Part de l'État 20%	DG Issoufou SIDIBE	

L'Office Ivoirien des Chargeurs (OIC) est un organisme qui représente et défend les intérêts des importateurs et exportateurs usagers des services de transport, dans le cadre de l'acheminement de leurs marchandises. Sa mission est de concevoir et de mettre en œuvre toutes actions permettant de réduire l'incidence des coûts de transport sur l'économie nationale.

A partir de 2012, la société a engagé des réformes importantes au niveau de la gouvernance et de la politique de maîtrise budgétaire, qui lui ont permis de dégager des résultats satisfaisants depuis 2014. Par ailleurs, dans l'optique de préserver les acquis issus desdites réformes, l'OIC s'est doté d'un Plan Stratégique de Développement (PSD), pour fixer les nouvelles orientations et permettre la mise en œuvre de nouvelles activités telles que le Document Unique de Transport (DUT), la Bourse du fret, etc.

L'exercice 2016 a été caractérisé par une amélioration du niveau global d'activités qui a permis une hausse de 3,97% du chiffre d'affaires qui est passé de 2,92 milliards FCFA en 2015 à **3,04 milliards FCFA** en fin d'exercice 2016. Les produits des Bordereaux de Suivi des Cargaisons (BSC) et les pénalités de stationnement prolongé représentent respectivement 50% et 40% de ce chiffre d'affaires.

A côté de cette performance commerciale, l'OIC affiche **une augmentation de 2,08% des charges d'exploitation**, qui évoluent de 2,62 milliards FCFA en 2015 à 2,67 milliards FCFA. La société dégage, ainsi, un **résultat d'exploitation bénéficiaire de 610,60 millions FCFA** en hausse de 41% par rapport à l'année 2015 (432,76 millions FCFA).

En définitive, le **résultat net de l'exercice a augmenté de 44%** par rapport à celui de 2015 qui s'élevait à 418 millions FCFA.

Grâce à ce résultat, pour la première fois, les **capitaux propres** de l'OIC d'un montant de 747,94 millions FCFA sont devenus **supérieurs aux dettes financières** qui s'établissent à 343,43 millions FCFA.

Quant aux **impôts dus à l'État**, ils sont passés de 141,84 millions FCFA en 2015 à **106,65 millions FCFA** en 2016, dont 91,43 millions FCFA d'impôts et taxes et 15,21 millions FCFA d'impôts BIC, soit une baisse de 24,8%.

En perspective, l'OIC envisage, à court terme, la signature de contrat de partenariat avec la société DAMCO du Burkina Faso pour l'expédition de son minerai et la signature d'un protocole d'accord avec la société internationale de courtage et fret (SICF) pour le suivi du trafic routier des camions de transport de marchandises.

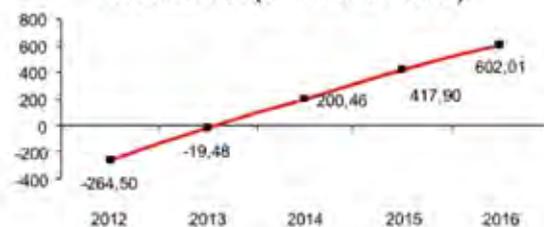
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
GCC	40,00%
ETAT COTE D'IVOIRE	20,00%
SIVOMAR	7,00%
SIFCA	5,00%
AUTRE	28,00%

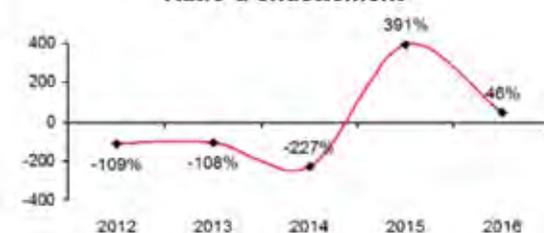
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Fonds propres deux fois supérieurs aux dettes financières ;
- ▶ Mise en œuvre des directives du Plan Stratégique de Développement, en dépit des retards causés par des réaménagements structurels ;
- ▶ Arrêt de l'escorte des camions d'hydrocarbures l'OIC ;
- ▶ Signature en janvier 2017 de la convention d'exploitation de la gare de fret avec le PAA.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 05 février 1951

Capital social 16 milliards FCFA

Capitaux propres 109,60 milliards FCFA (+12%)

Part de l'État 100%

CA 80,75 milliards FCFA (+1%)

Résultat Net 11,80 milliards FCFA (+3%)

PCA KANTE Koly

DG HIEN SIE

Adm. SEPMBPE CISSE Sidy

Adm. MT SORO Daufanguy B

Adm. MEF GBANE Oumar

Filiales SITARAIL (7,5%) ; IRES (32,67%) ; CIE (0,29%) ; SOCEF (2,78%) ; OIC (6%) ; BIVAC (13%) ; SLA (34,99%)

Effectif 1480

Le Port Autonome d'Abidjan (PAA), principale infrastructure portuaire de la Côte d'Ivoire, s'inscrit dans une dynamique de développement depuis plusieurs décennies. Le PAA compte pour 65% des unités industrielles exerçant au Port et 90% des recettes douanières nationales. Son trafic contribue à hauteur de **60% du revenu de l'État et 70% au PIB**.

En 2016, l'activité commerciale du PAA a été marquée par un trafic en régression de **0,87%** par rapport à 2015, avec **21,73 millions de tonnes de marchandises** manutentionnées en 2016. Cette régression est consécutive à une réduction du niveau des importations des produits pétroliers. Le trafic navires est également en régression, s'établissant à **2 738 escales** en 2016, contre 2 988 escales en 2015. Cela représente un recul de **8,4%** dû, entre autres, à une baisse du nombre de navires commerciaux tels que les citernes, les frigorifiques et les minéraliers (baisse de **22,28%**, **9,88%** et **1,71%**, respectivement).

Malgré ce léger repli du trafic global, le chiffre d'affaires de la société a augmenté légèrement, passant de **79,59 milliards FCFA** en 2015 à **80,75 milliards FCFA** en 2016. Ce bon résultat commercial est porté par un accroissement des redevances domaniales (**+12,29%**), ainsi que des redevances liées aux concessions portuaires (**+17,80%**) et aux marchandises (**+0,81%**).

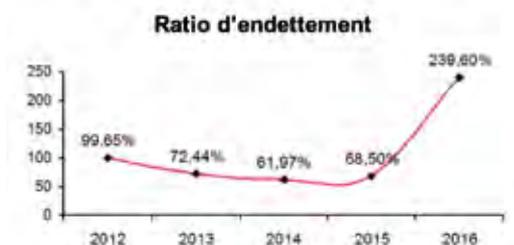
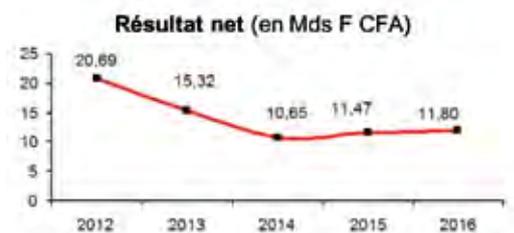
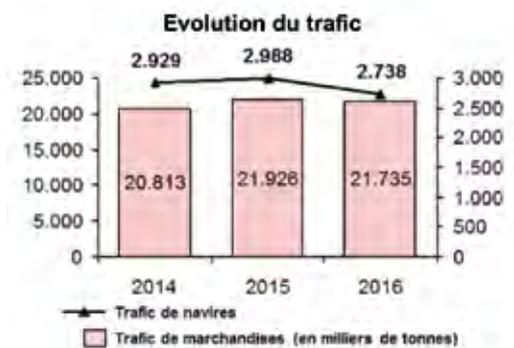
Ainsi, le résultat net du Port Autonome d'Abidjan en 2016 est bénéficiaire de **11,80 milliards FCFA**, en hausse de **2,88%** par rapport à l'exercice précédent qui affichait un bénéfice de **11,47 milliards FCFA**.

Les impôts dus à l'État connaissent une baisse de **27,30%**, passant ainsi de 5,86 milliards FCFA en 2015 à **4,26 milliards FCFA** en 2016 (dont **1,92 milliard FCFA** d'impôts et taxes et **2,337 milliards FCFA** d'impôts BIC). Le niveau d'endettement du PAA s'est accru au cours des différents exercices du fait des investissements consentis (**194 milliards FCFA** en 2016, contre 59 milliards FCFA en 2015) pour le développement et la modernisation du PAA. En effet, les dettes financières du PAA sont passées de **67,18 milliards FCFA** en 2015 à **262,60 milliards FCFA** en 2016. Ainsi, son autonomie financière (Dettes fin/Cp) se trouve impactée négativement et s'établit à **239,60%** en 2016, contre **68,50%** en 2015, la norme internationale variant entre 30% et 65%. Toutefois, sur le court terme, le PAA a une capacité de remboursement en temps opportun élevée ; les facteurs de liquidité étant forts et soutenus, et les facteurs de risque étant très faibles.

Les perspectives de croissance économique pour les pays africains laissent augurer des lendemains plus enchanteurs pour le PAA. Cette dynamique de croissance permet à la société d'engager des investissements majeurs tels la construction de nouvelles infrastructures (entrepôts et terminaux, les plateformes logistiques) et la création de zones franches industrielles et commerciales.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00



FAITS MARQUANTS

- ▶ Elaboration d'un plan stratégique 2016-2020 ;
- ▶ Poursuite des activités de renouvellement de l'outil d'exploitation, de développement et de modernisation des infrastructures portuaires ;
- ▶ Renforcement de la sécurité portuaire et de la sûreté de sites portuaires ;
- ▶ Amélioration du niveau de rotation des marchandises dans les magasins en particulier et plus généralement sur la plateforme portuaire ;
- ▶ Léger repli du trafic global.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 12 juin 1971

Capital social 2 milliards FCFA

Capitaux propres 14,01 milliards FCFA (-2%)

Part de l'État 100%

CA 6,45 milliards FCFA (-6%)

Résultat Net 280,20 millions FCFA (+10%)

Subv. d'investissement 1,12 milliards FCFA (+273%)

PCA KOUAME Kouamé Jean-Baptiste

DG Hilaire Marcel LAMIZANA

Adm. SEPMBPE KADIO Albert Louis

Adm. MT TOURE Moussa

Adm. MEF MIMBA Antoine

Effectif 221

Crée en 1971, le **Port autonome de San-Pedro (PASP)** est une société d'État chargée de gérer le port érigé dans la ville de San-Pedro avec pour vocation d'être un pôle de développement au sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Il a la charge de l'ensemble des fonctions portuaires y compris les opérations d'exploitation, de services aux navires, d'entretien, du renouvellement et de l'extension des infrastructures portuaires à San Pedro. Le PASP est au premier rang mondial des ports exportateurs de fèves de cacao.

L'activité du PASP connaît une tendance globale à la hausse depuis 2012 au niveau du trafic de marchandises (+9,3% par an), mais une tendance à la baisse pour ce qui concerne le trafic de navires (-1,08% par an). La baisse du trafic de navires tient, entre autres, à la forte contraction du transbordement (-4,7% par an), dont une part importante est captée par des ports plus concurrentiels avec des chaînes logistiques plus performantes comme le Port Autonome d'Abidjan (PAA) et le Port de Lomé.

Au niveau commercial, les contre-performances opérationnelles ont entraîné une baisse de 6% du chiffre d'affaires par rapport à 2015, passant ainsi, de 6,85 milliards FCFA en 2015 à 6,45 milliards FCFA en 2016.

La situation financière de la société est, quant à elle, plus prometteuse. Le résultat net est en constante amélioration depuis 2014, et ce, en dépit de l'accroissement du déficit d'exploitation (-1,3 milliard FCFA en 2014, -739,48 millions FCFA en 2015 FCFA et -1,1 milliard FCFA en 2016). Sur cette période, le résultat de la société s'est amélioré en moyenne de 8,1% chaque année, pour s'établir à 280,20 millions FCFA en 2016. Dans le plan d'actions 2017, les objectifs d'optimisation du terminal polyvalent commercial, du port de pêche et surtout le choix de réduction de 50% du déficit d'exploitation, laissent entrevoir des perspectives plus reluisantes avec un résultat net prévisionnel de 400 millions FCFA en fin d'exercice 2017, contre 255 millions FCFA en 2015 et 239 millions FCFA en 2014.

Le niveau d'endettement de la société reste faible par rapport aux capitaux propres. Au 31 décembre 2016, pour des capitaux propres de 14 milliards FCFA, les dettes financières de la société s'élevaient à un montant de 5,81 milliards FCFA, contre 5,99 milliards FCFA en 2015. Ce recul de 2,9% est imputable aux emprunts qui sont en baisse de 9%, passant de 3,88 milliards FCFA en 2015 à 3,52 milliards FCFA en 2016.

Les impôts dus à l'État pour le compte de l'année 2016 sont de 535,05 millions FCFA, dont 390,59 millions FCFA d'impôts et taxes et 144,46 millions FCFA d'impôts BIC, soit une hausse globale de 3,8% par rapport à 2015.

En termes de perspectives, le PASP entend à court et moyen terme poursuivre son projet d'extension du port et réduire son déficit d'exploitation.

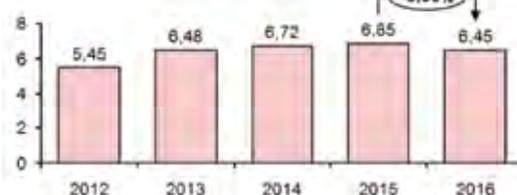
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

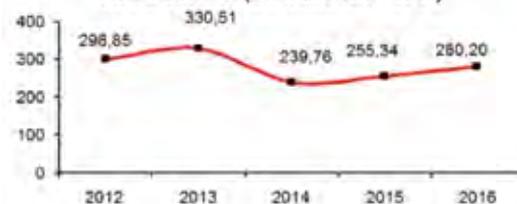
Evolution du trafic



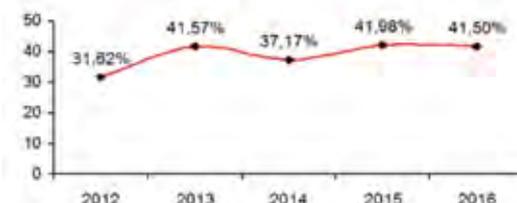
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Adoption et mise en œuvre d'un nouveau cadre organique ;
- ▶ Démarrage des études sur l'élaboration du plan d'entreprise 2017-2021 ;
- ▶ Réalisation de la première tranche de la phase 1 du projet d'extension du PASP ;
- ▶ Baisse de 5% du trafic de marchandises en raison de la forte baisse du trafic de transbordement (-29%), la baisse de 4% des escales de navires et la baisse de 13% du débit global de conteneurs.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 26 juillet 1995

CA 1,41 milliard FCFA (+5%)

Adm. MT KONE BAFFAH

Capital social 3 milliards FCFA

Résultat Net -20,88 millions FCFA

Adm. SEPMBPE DJOHAN Gérard

Capitaux propres 2,85 milliards FCFA
(-21%)

PCA DIOMANDE Vassiafa

Filiales SITARAIL (7,5%)

Part de l'État 100%

DG CISSE Moustapha

La **Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire(SIPF)** est une société d'État créée par le décret n° 95-582 du 26 juillet 1995, pour assumer la propriété des matériels et la gestion des infrastructures ferroviaires existantes, pour le compte de l'État de Côte d'Ivoire.

Au titre de l'exercice 2016, avec la consolidation des comptes annuels du RANHOTEL, le chiffre d'affaires de la SIPF a augmenté de 5,71% pour s'établir à 1,41 milliard FCFA.

Les effets de cette évolution ont été atténués par une régression des autres produits qui sont passés de 554,95 millions FCFA à 49,22 millions FCFA, induisant **une baisse de 22,9% des produits d'exploitation qui sont passés à 1,485 milliard FCFA.**

Toutefois, **la baisse plus que proportionnelle de 38,41% des charges d'exploitation, exécutées à hauteur 1,55 milliard FCFA**, contre 2,51 milliards FCFA en 2015 a favorisé une nette progression du **résultat net de l'entreprise, qui passe d'un déficit de 240,83 millions FCFA en 2015 à un déficit de 20,88 millions FCFA.**

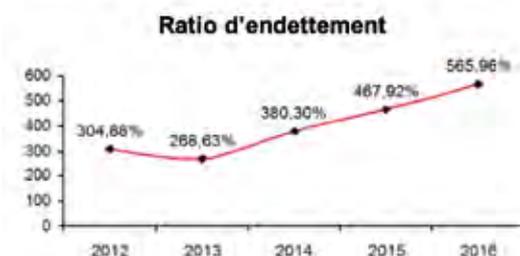
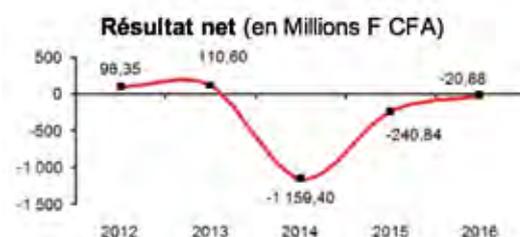
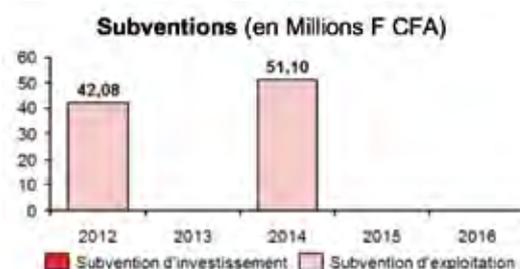
La SIPF n'a contracté aucun emprunt au cours de l'exercice 2016. Le stock de la dette de 16,14 milliards FCFA est constitué du solde de la dette relative au premier Programme d'Investissement d'Urgence (PIU), contracté par la SITARAIL et suivi par la SIPF.

Par ailleurs, **les activités de la société au cours de l'exercice 2016 ont relevé un état préoccupant de la voie ferrée ivoirienne**, imputable au manque de stock de matériel de voie et à l'insuffisance de la main d'œuvre qualifiée pour assurer une maintenance efficace des infrastructures ferroviaires.

Cependant, **à court terme**, la poursuite des travaux de réhabilitation du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou-Kaya devrait permettre d'améliorer ces infrastructures. **A moyen terme**, il est prévu la mise en œuvre des principaux projets que sont la poursuite des travaux du Métro d'Abidjan qui reliera Anyama à l'aéroport d'Abidjan, et le projet « RAIL CITY » qui vise à revaloriser le patrimoine foncier de la SIPF au Plateau.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00



FAITS MARQUANTS

- ▶ Signature de la Convention de Concession Révisée, de l'exploitation des transports ferroviaires entre le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la SITARAIL le 29 juillet 2016 à Yamoussoukro ;
- ▶ Inventaire des biens concédés à la SITARAIL sur l'ensemble des deux (02) pays du 07 mars 2016 au 10 avril 2016 ;
- ▶ Etudes de modernisation et de développement ferroviaires ;
- ▶ Réunions d'information avec les maires des communes et leurs conseils municipaux en vue de la sensibilisation des riverains impactés par le projet du métro d'Abidjan.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1995

Capital social 5 milliards FCFA

Capitaux propres 10,56 milliards FCFA
(-5%)

Part de l'État 15%

CA 35,03 milliards FCFA (+2%)

Résultat Net -550,73 millions FCFA

Subventions d'exploitation 661,9
millions FCFA

PCA ROUSSIN Michel

DG HOUNSINOUE Joël

Adm. SIPF CISSE Moustapha

Adm. PAA HIEN Sié Yacouba

La **Société Internationale de Transport Africain par Rail (SITARAIL)** est une filiale de COMAZAR (Groupe Bolloré), opérant dans les chemins de fer en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. Depuis août 1995, ces deux (02) États ont concédé l'exploitation de leurs réseaux ferroviaires à la SITARAIL.

L'activité de la SITARAIL, au cours de l'exercice 2016, a été négativement impactée par deux (02) incidents majeurs que sont le déraillement du train de marchandises, et l'effondrement d'une des travées du pont métallique du fleuve N'ZI. En dépit des interruptions de trafic enregistrées, le **chiffre d'affaires a connu une hausse de 2%**, passant de 34,51 milliards FCFA en 2015, à **35,03 milliards FCFA en 2016**, grâce à une amélioration du fret de 328 millions FCFA. En ce qui concerne le transport de personnes, il a connu une baisse de 6%, découlant d'une réduction du parc opérationnel de voitures, du fait de travaux de révision et de l'annulation de départs de trains suite aux incidents de Banfora et Dimbokro.

Au terme de l'exercice 2016, le **résultat d'exploitation de l'entreprise s'est établi à 53,84 millions FCFA, contre un montant de 1,24 milliard FCFA en 2015**. Ce résultat est consécutif à la hausse des postes de charges tels que les « services extérieurs » en hausse de 9%, passant de 11,85 milliards FCFA en 2015 à 12,92 milliards FCFA. Les « charges de personnel » ont également connu une hausse de 9% passant de 8,34 milliards FCFA en 2015 à 9,28 milliards FCFA. Cette hausse provient principalement d'embauches et de revalorisations salariales.

En outre, le résultat financier de la SITARAIL s'est fortement détérioré, de 269 millions FCFA à -428 millions FCFA en 2016. Cette baisse est attribuable à des pertes de change sur des factures en dollars et à des frais financiers sur compte courant intra-groupe et des découverts bancaires. Le résultat HAO connaît une baisse de 54%, passant de 14,35 millions FCFA en 2015 à 6,63 millions FCFA.

Enfin, le résultat net de la SITARAIL ressort déficitaire de 551 millions FCFA, contre un bénéfice de 1,15 milliard FCFA en 2015.

Quant aux capitaux propres, ils se fixent à 10,56 milliards FCFA en 2016, contre 11,11 milliards FCFA en 2015, baisse liée au résultat négatif réalisé au cours de l'exercice 2016.

Les impôts dus à l'État ont baissé de 15%, de 1,16 milliard FCFA en 2015 à 985 millions FCFA (801,75 millions FCFA d'impôts et taxes et 182,95 millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, le ratio d'endettement de la société s'est fixé à 16%, contre 15% en 2015.

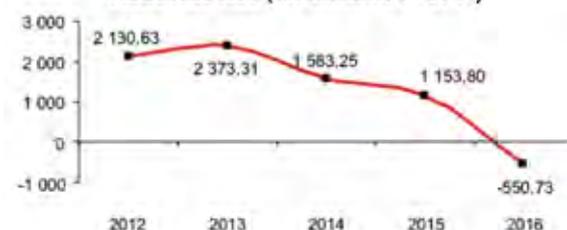
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SOFIB	66,99%
ETAT DU BURKINA	15,00%
PAA	7,50%
SIPF	7,50%
FCP (PERSONNEL)	3,00%

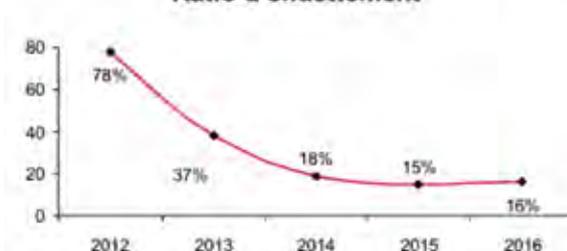
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- Interruption du trafic pendant une durée cumulée de 22 jours engendrée par le déraillement du train de marchandises au PK 687+414 (Banfora) survenu en août et l'effondrement d'une des travées du pont métallique du fleuve N'ZI au PK184 (Dimbokro), survenu en septembre.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 02 décembre 1997

Capital social 18,37 milliards FCFA

Capitaux propres 71,95 milliards FCFA
(+2%)

Part de l'État 25,18%

CA 2016 11,49 milliards FCFA (+12%)

Résultat Net 3,82 milliards FCFA
(+9630%)

Subv. d'exploitation 17,68 milliards
FCFA (+3%)

Dividendes exceptionnels 610 millions
FCFA

Dividendes au titre du résultat 3,44
milliards FCFA

CEO PARADIS Charles

Adm. MIE BERTE Ibrahima

Adm. SEPMBPE BAMBA Seydou

Effectif 185

La **Société Concessionnaire du Pont Riviera-Marcory (SOCOPRIM)**, est une société à participation financière publique minoritaire. Elle a pour objet, la conception, la construction et l'exploitation du pont à péage reliant les communes de Riviera et de Marcory.

La **SOCOPRIM a présenté en 2016, un trafic moyen en hausse de 13% se fixant à 60 000 véhicules/jour**, grâce à l'extension de la gare à péage de 21 voies à 24 voies. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est élevé à 11,49 milliards FCFA, représentant une hausse de 12,5% par rapport à 2015.

Par ailleurs, la **compensation gouvernementale** – résultant de la différence entre le revenu annuel garanti et celui perçu – a augmenté de 3,5% pour se fixer à **17,77 milliards FCFA**, contre 17,09 milliards FCFA en 2015.

La **performance financière de la SOCOPRIM est en nette amélioration**, avec un résultat d'exploitation de 15,95 milliards FCFA, en hausse de 14,49% par rapport à celui de 2015. Cette évolution est consécutive à l'augmentation de 18,79% des produits d'exploitation (de 30,32 milliards FCFA en 2015 à 36,02 milliards FCFA), contre un niveau des charges d'exploitation qui se fixe à 20,07 milliards FCFA.

En somme, la **SOCOPRIM a enregistré un résultat net bénéficiaire de 3,82 milliards FCFA**, contre 39,27 millions FCFA en 2015, soit une augmentation de 3,78 milliards FCFA. Ce résultat a favorisé une hausse de 2% des capitaux propres, passant de 70,5 milliards FCFA à 71,9 milliards FCFA.

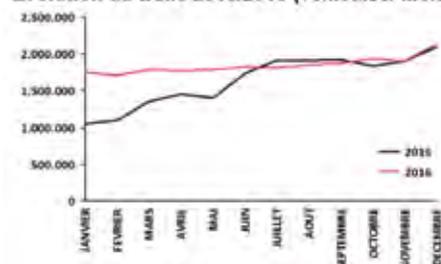
Toutefois, avec le remboursement des dettes, le montant du total bilan 2016 qui s'élève à 237 milliards FCFA est en baisse de 1,6% par rapport celui de 2015. En effet, les dettes financières au 31 décembre 2016 s'élèvent à 156,5 milliards FCFA, contre 162 milliards FCFA en 2015, en raison des remboursements d'emprunt en principal pour un montant total de 6 milliards FCFA.

Les impôts dus par la société à l'État sont, quant à eux, passés de 128,75 millions FCFA en 2015 à 52,22 millions FCFA.

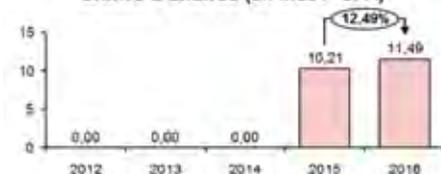
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
PAIDF	26,02%
AFC	26,02%
ETAT COTE D'IVOIRE	18,65%
BYTP	17,04%
BNI	6,53%
TOTAL CI.	3,78%
SETAO	1,96%

Evolution du trafic 2015/2016 (véhicules/ Mois)



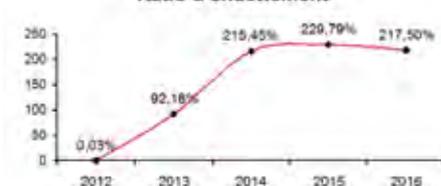
Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Millions F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- ▶ Extension de la gare de péage de 21 voies à 24 voies et recrutement de 8 nouveaux péagistes ;
- ▶ Augmentation du résultat net de 3,78 milliards FCFA ;
- ▶ Paiement d'une indemnité (3.5 MEURO) à SACPRM pour solde de tout compte sur les réclamations (8M EURO).



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 16 avril 1997	CA 7,56 milliards FCFA (+10%)	DG EZALEY Georges Philippe
Capital social 1 milliard FCFA	Résultat Net 258,17 millions FCFA (+58%)	Adm. MT CONE Dioman
Capitaux propres 19,50 milliards FCFA (+57%)	Subv. d'exploitation 1,99 milliard FCFA (+23%)	Adm. SEPMBPE KADIO Louis Albert
Part de l'État 100%	PCA YAYA Dembélé	Effectif 447

La **Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM)** est une société d'État qui a pour mission : (i) la mise en œuvre de la réglementation relative à l'aviation civile et à la météorologie, et (ii) la représentation de l'État pour le suivi et le contrôle de la mise en œuvre de la convention de concession de l'Aéroport d'Abidjan. Elle est chargée de la gestion, de l'exploitation et du développement des aéroports, ainsi que de la météorologie et des activités aéronautiques en Côte d'Ivoire.

Au cours de cet exercice, les **activités de la SODEXAM ont concerné** : (i) la poursuite de la réhabilitation des aéroports par la fourniture et la mise en œuvre d'équipements d'aide à la navigation et à l'atterrissage ; (ii) la rédaction de manuels d'exploitation et de formation ; (iii) la validation du 2ème programme quinquennal d'AERIA d'un montant de 41,31 milliards FCFA ; et (iv) au plan météorologique, l'installation des stations automatiques et des bases de données CLIDATA et CLIMSOFT.

L'année 2016 a été marquée par la forte croissance de l'activité aéronautique, notamment le trafic à l'Aéroport d'Abidjan qui a connu une hausse de 6,69% et les vols domestiques effectués par Air Côte d'Ivoire depuis novembre 2014. Cela s'est matérialisé par la hausse des passagers transportés de 104,02%.

Ainsi, **le chiffre d'affaires de la société s'est établi à 7,56 milliards FCFA en 2016**, en hausse de 10,41% par rapport à 2015. Ce chiffre d'affaires est constitué essentiellement des ressources issues de l'exploitation aéroportuaire, aéronautique et météorologique (78,98%), et de la subvention d'exploitation (20,87%). Toutefois, la hausse des autres achats (+497 millions FCFA) et des charges de personnel (+215 millions FCFA) a occasionné d'une part, **une augmentation du niveau des charges de 14,4%** par rapport à 2015 et d'autre part, un déficit d'exploitation de 816,92 millions FCFA, contre un déficit de 745,03 millions FCFA en 2015.

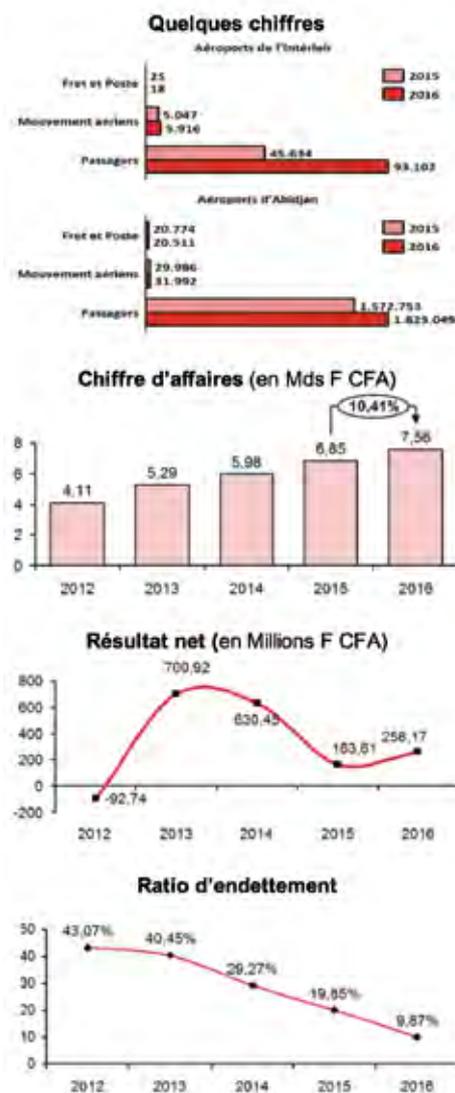
En définitive, **grâce aux reprises HAO de 1,1 milliard FCFA, l'exercice 2016 s'est conclu par un bénéfice de 258,17 millions FCFA**, soit une hausse de 57,8% par rapport à 2015.

Les investissements réalisés au cours de l'exercice ont augmenté de 20% pour atteindre 5,68 milliards FCFA. Ces investissements ont concerné le projet d'extension de l'aérogare de fret de l'aéroport d'Abidjan, ainsi qu'à la poursuite du programme de réhabilitation des aéroports de l'intérieur du pays. Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme d'investissement, la **SODEXAM bénéficie d'une subvention de l'État qui s'est établit à 7,91 milliards FCFA**, contre 3,23 milliards FCFA.

Concernant les impôts dus à l'État, ils ont baissé de 46,36% pour se situer à 141,60 millions FCFA (106,60 millions FCFA d'impôts et taxes et 35 millions FCFA d'impôts BIC), contre 263,98 millions FCFA en 2015.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00



FAITS MARQUANTS

- ▶ 71 agents ont bénéficié de 25 modules de formations dont 13 modules pour 57 agents en Côte d'Ivoire et 12 modules pour 14 agents à l'étranger ;
- ▶ La SODEXAM a validé le 2ème programme quinquennal d'AERIA de 41 314 millions FCFA, incluant les investissements du péril animalier et la construction d'une zone d'aviation d'affaires ;
- ▶ Les travaux de génie civil relatif à la modernisation et l'extension de l'aérogare de fret de l'Aéroport d'Abidjan suspendus le 24 Août 2015 ont repris.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 16 décembre 1960

Capital social 3 milliards FCFA

Capitaux propres 154,24 millions FCFA
(-94%)

Part de l'État 60,17%

CA 22,35 milliards FCFA (-7%)

Résultat Net 1,29 milliard FCFA

Subv. d'exploitation 8 milliards FCFA
(-15%)

Subv.d'investissement 58,38 millions
FCFA

PCA CAMARA Lanciné

DG MEÏTE Bouaké

Adm. MT CAMARA Lanciné

Adm. SEPMBPE FADIGA Youssouf

Filiales SOTRA Industries (100%) ; Institut
SOTRA (100%) ; SOTRA Tourisme (100%)

La **Société des Transports Abidjanais (SOTRA)** a pour mission l'exploitation du service public de transport de personnes sur route et sur lagune dans les limites de la ville d'Abidjan.

Au cours de l'exercice 2016, l'activité d'exploitation de la SOTRA s'est soldée par une contre-performance, se traduisant par une baisse du 7% de son chiffre d'affaires, qui est passé de 23,99 milliards FCFA en 2015 à 22,35 milliards FCFA en 2016. Cette situation est consécutive à la capacité opérationnelle de l'entreprise qui s'est fortement amenuisée au cours de ces dernières années. En effet, le parc moyen en ligne s'est établi à 352 autobus, contre 441 autobus en 2015, induisant **une importante chute de 22,5% du nombre de passagers transportés, qui est passé de 303 000 passagers par jour en 2015 à 235 000 en 2016.**

Ainsi, au terme de l'exercice 2016, **le résultat d'exploitation de l'entreprise s'est soldé par un déficit de 7,35 milliards FCFA**, contre un résultat d'exploitation positif de 918 millions FCFA en 2015. Ce résultat est consécutif à une augmentation de certains postes de charges d'exploitation (services extérieurs +526 millions FCFA, charges du personnel +667 millions FCFA et autres charges (charges provisionnées) +2,25 milliards FCFA). En outre, le résultat financier de l'entreprise s'est établi à -3,27 milliards FCFA, contre -1,37 milliard FCFA en 2015. Cette perte est imputable aux produits financiers en baisse de 2,4 milliards FCFA par rapport à 2015. En dépit de cette situation, **la SOTRA a réalisé un résultat net bénéficiaire de 1,29 milliard FCFA**, contre un résultat déficitaire de 335 millions FCFA en 2015, eu égard à la mise en œuvre du projet immobilier en faveur du personnel qui a permis d'obtenir un résultat hors activités ordinaires (HAO) de 12 milliards FCFA.

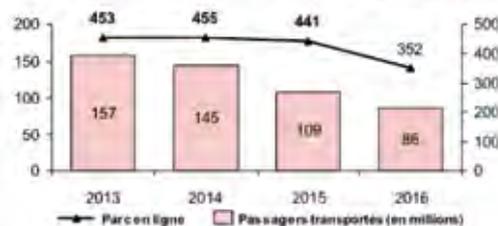
Malgré l'amélioration du résultat net en 2016, les capitaux propres observent une régression de 2,57 milliards FCFA, passant d'un montant de 2,73 milliards FCFA en 2015 à 154 millions FCFA en 2016. Cette situation est consécutive aux corrections des réserves formulées par les Commissaires aux comptes en 2015 notamment en ce qui concerne, les charges d'achats stockés non comptabilisées, liées aux exercices antérieurs, d'un montant cumulé 3,92 milliards FCFA. Pour ce qui est des impôts dus à l'État, ils ont connu une baisse de 13%, passant de 745 millions FCFA en 2015 à 650 millions FCFA. Par ailleurs, l'endettement global de l'entreprise a augmenté de 10% en passant de 86,40 milliards FCFA à 95,14 milliards FCFA à fin 2016.

Pour améliorer sa capacité opérationnelle et partant, sa situation financière, la SOTRA a élaboré un plan stratégique 2017-2020, qui repose essentiellement sur le renouvellement de son parc automobile en véhicules neufs, devant lui permettre **d'assurer à l'horizon 2020 un service quotidien de 2 200 autobus en ligne pour 1,8 million passagers transportés par jour.** A cet effet, 500 autobus sont attendus en 2017, suite à l'accord de prêt signé en décembre 2016 entre l'État de Côte d'Ivoire et la banque indienne d'import et export Eximbank of India, portant sur un montant de 56 milliards FCFA.

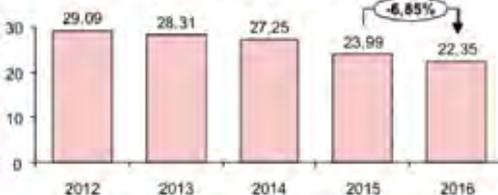
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	60,10%
IVECO FRANCE	39,80%
ADISTRICT D'ABIDJAN	0,07%
AUTRES ACTIONNAIRES	0,03%

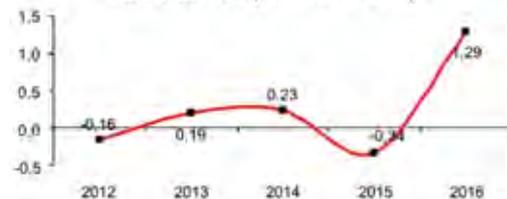
Evolution des indicateurs opérationnels



Chiffre d'affaires (en Mds F CFA)



Résultat net (en Mds F CFA)



Ratio d'endettement



FAITS MARQUANTS

- Décision de l'État (Conseil des Ministres du 08 juin 2016) d'accompagner la SOTRA dans l'acquisition de 500 auto bus, pour un coût global de 56,4 milliards FCFA, financé par un crédit acheteur à 100% de la banque Eximbank Inde ;
- Adoption par le Conseil d'Administration du projet de logements sociaux en faveur du personnel de la SOTRA. Cette opération a enregistré des produits hors exploitation de 13 milliards FCFA.

ANNEXES

ANNEXE 1

LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIETES DU PORTEFEUILLE DE L'État

ANNEXE 2

CHIFFRE D'AFFAIRES, RESULTAT NET DES SOCIETES EN FONCTION DU SECTEUR D'ACTIVITES

ANNEXE 3

REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITES

ANNEXE 4

REPARTITION DU RESULTAT NET PAR SECTEUR D'ACTIVITES

ANNEXE 5

CHIFFRE D'AFFAIRES, RESULTAT NET DES SOCIETES EN FONCTION DU SEGMENT

ANNEXE 6

REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SEGMENT

ANNEXE 7

REPARTITION DU RESULTAT NET PAR SEGMENT

ANNEXE 8

SOCIETES AYANT BENEFICIE DE SUBVENTION EN 2016

ANNEXE 9

SOCIETES AYANT DISTRIBUE DES DIVIDENDES EN 2016

ANNEXE 10

ACTIVITES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

ANNEXE 11

ACTIVITES DES COMITES D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES

ANNEXE 12

SOCIETES AYANT UN RESULTAT NET BENEFICIAIRE EN 2016

ANNEXE 13

SOCIETES AYANT UN RESULTAT NET NUL EN 2016

ANNEXE 14

SOCIETES AYANT UN RESULTAT

ANNEXE 1

LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIETES DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

SOCIETES D'ÉTAT

SOCIETES	DESIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1 AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes	300	100,00%	300
2 AIGF	Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences radio électriques	500	100,00%	500
3 ANSUT	Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC	500	100,00%	500
4 BNETD	Bureau National d'Études Techniques et de Développement	2 000	100,00%	2 000
5 BNI	Banque Nationale d'Investissement	20 500	100,00%	20 500
6 CI-ENERGIES	Energies de Côte d'Ivoire	20 000	100,00%	20 000
7 CNCE	Caisse Nationale des Caisses d'Épargne	35 000	100,00%	35 000
8 FER	Fonds d'Entretien Routier	300	100,00%	300
9 FODI	Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles	10	100,00%	10
10 I2T	Société Ivoirienne de Technologie Tropicale	250	100,00%	250
11 INS-SODE	Institut National de la Statistique	2 000	100,00%	2 000
12 ONAD	Office National de l'Assainissement et du Drainage	1 000	100,00%	1 000
13 ONEP	Office National de l'Eau Potable	150	100,00%	150
14 PAA	Port Autonome d'Abidjan	16 000	100,00%	16 000
15 PASP	Port Autonome de San-Pedro	2 000	100,00%	2 000
16 PCI	Poste de Côte d'Ivoire	12 664	100,00%	12 664
17 RTI	Radio Diffusion Télévision Ivoirienne	6 000	100,00%	6 000
18 SIFP	Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire	3 000	100,00%	3 000
19 SNDI	Société Nationale de Développement Informatique	200	100,00%	200
20 SNPECI	Société Nouvelle de Presse et d'Édition de Côte d'Ivoire	175	100,00%	175
21 SODEFOR	Société de Développement des Forêts	383	100,00%	383
22 SODEMI	Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire	600	100,00%	600
23 SODERTOUR-LACS	Société de Développement Touristique de la Région des Lacs	10 000	100,00%	10 000
24 SODEXAM	Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique	1 000	100,00%	1 000
25 SPDC	Société des Palaces de Cocody	7 140	100,00%	7 140
26 VERSUS BANK	Versus Bank	3 000	100,00%	3 000
27 PETROCI HOLDING	Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire	20 000	100,00%	20 000
TOTAL GÉNÉRAL		164 672	100,00%	164 672

SOCIETE A PARTICIPATION FINANCIERE PUBLIQUE MAJORITAIRE

SOCIETES	DESIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1 ACI	Air Côte d'Ivoire	63 000	57,54%	36 250
2 AGEF	Agence de Gestion Foncière	400	57,15%	229
3 BHCI	Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	6 776	50,86%	3 446
4 CIDT	Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles	7 200	99,99%	7 199
5 CI-ENGINEERING	Côte d'Ivoire Engineering	1 301	71,00%	924
6 CML	Compagnie Minière du Littoral	600	61,00%	366
7 EDIPRESSE	EDIPRESSE SARL	25	65,00%	16
8 INIE	Institut Ivoirien de l'Entreprise	120	62,50%	75
9 LBTP	Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics	1 000	95,20%	952
10 LONACI-SEM	Loterie Nationale de Côte d'Ivoire	400	80,00%	320
11 SGMT	Société de Gestion du Grand Marché de Treichville	250	85,77%	214
12 SICOGI	Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière	4 566	84,19%	3 844
13 SILS TECHNOLOGY	Sils Technology	100	75,00%	75
14 SOTRA	Société des Transports Abidjanais	3 000	60,17%	1 805
TOTAL GÉNÉRAL		88 738	71,81%	55 716

SOCIETE A PARTICIPATION FINANCIERE PUBLIQUE AVEC MINORITE DE BLOCAGE

SOCIETES	DESIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1 ADCI	Agence pour le Développement de la Compétitivité des Industries de Côte d'Ivoire	50	40,00%	20
2 ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural	500	35,00%	175
3 CNRA	Centre National de Recherche Agronomique	500	40,00%	200
4 FOREMI	Société de Forage Minier	100	49,00%	49
5 QUIPUX-AFRIQUE	Quipux-Afrique	1 000	35,00%	350
6 SAS	Société Abidjanaise de Salubrité	1 000	35,00%	350
7 SIR	Société Ivoirienne de Raffinage	39 000	47,28%	18 439
8 SMI	Société des Mines d'Ity	600	40,00%	240
9 SONITRA	Société Nationale Ivoirienne de Travaux	2 273	45,00%	1 023
TOTAL GÉNÉRAL		45 023	40,70%	20 846

SOCIETE A PARTICIPATION FINANCIERE PUBLIQUE MINORITAIRE

SOCIETES	DESIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1 AERIA	Aéroport International Abidjan	1 418	10,00%	142
2 BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières	3 022	1,83%	55
3 CIE	Compagnie Ivoirienne Electricité	14 000	15,00%	2 100
4 CIPREL	Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité	29 200	14,70%	4 292
5 DCBR	Dépositaire Centrale Banque de règlement	1 540	1,79%	28
6 GESTOCI	Société de Gestion des Stocks Pétroliers	240	12,50%	30
7 IPS (WA)	Industrial Promotion Services (West Africa)	1 000	15,00%	150
8 IVOIRE MANGANÈSE	Ivoire Manganèse	10	10,00%	1
9 LGL	Lihir Gold Limited	90	10,00%	9
10 MGB	Marché de Gros de Bouaké	100	10,00%	10
11 NDCI	Newcrest Dougbafla Côte d'Ivoire	10	10,00%	1
12 NHCI	Newcrest Hiré Côte d'Ivoire	10	10,00%	1
13 NSIA-BANQUE	Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale en C.I.	20 000	10,00%	2 000
14 OCI	Orange Côte d'Ivoire	5 996	15,03%	901
15 OIC	Office Ivoirien des Chargeurs	500	20,00%	100
16 PALMAFRIQUE	PALMAFRIQUE	5 720	30,00%	1 716
17 PMCI	Perseus Mining Côte d'Ivoire	100	10,00%	10
18 SIB	Société Ivoirienne de Banque	10 000	5,00%	500
19 SIFAL	Société Ivoirienne de Fabrication de Lubrifiant	560	32,14%	180
20 SITARAIL	Société International de Transport Africain par RAIL	5 000	15,00%	750
21 SIVAC	Société Ivoirienne d'Abattage et de charcuterie	38	31,58%	12
22 SM	Shiloh Manganèse S.A	50	10,00%	5
23 SN SOSUCO	Nouvelle Société Sucrière de la Comoé	8 140	2,20%	179
24 SOCOPRIM	Société Concessionnaire du Pont Riviéra - Marcory	18 367	25,18%	4 625
25 SODECI	Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire	4 500	3,25%	146
26 TONGON SA	Société des Mines de Tongon SA	10	10,00%	1
27 TRCI	Tropical Rubber Côte d'Ivoire	2 000	20,00%	400
28 VITIB SA	Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie	3 000	18,81%	564
29 VIVO ENERGY-CI	VIVO ENERGY-CI	3 150	5,54%	175
30 WFCI	Webb Fontaine Côte d'Ivoire	100	8,00%	8
31 YAOURÉ MINING SA	Yaouré Mining SA	1 000	10,00%	100
32 AGO	Agbaou Gold Operations SA	100	15,00%	15
TOTAL GÉNÉRAL		138 971	13,05%	19 206

ANNEXE 2

CHIFFRE D'AFFAIRES, RESULTAT NET DES SOCIETES EN FONCTION DU SECTEUR D'ACTIVITES

AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
1 ANADER	6 369	10 175	59,74%	-2 636	608	
2 CIDT	16 887	16 433	-2,69%	-5 337	-5 746	
3 CI-ENGINEERING	670	635	-5,25%	-841	2 202	
4 CNRA	8 148	8 964	10,01%	-2 203	-2 509	
5 I2T	202	115	-43,01%	-463	-437	
6 IPS (WA)	2 762	2 442	-11,57%	1 324	1 568	18,45%
7 PALMAFRIQUE	15 832	19 311	21,98%	59	304	414,65%
8 SIVAC	131	231	76,02%	4	3	-30,25%
9 SODEFOR	5 287	4 516	-14,57%	-51	19	
TOTAL GÉNÉRAL	56 288	62 823	11,61%	-10 144	-3 988	

AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
1 ADCI	0	27	0	-43		
2 BNETD	32 646	26 541	2 499	4 953	-18,70%	98,24%
3 INIE	32	48	161	33	52,07%	-79,75%
4 INS-SODE	1 852	1 729	59	-1 107	-6,63%	-1975,90%
5 LONACI-SEM	50 177	61 253	574	821	22,07%	42,96%
6 SODERTOUR-LACS	4 955	4 452	1 536	-177	-10,15%	-111,52%
7 SPDC	20 101	19 235	3 052	675	-4,31%	-77,87%
TOTAL GÉNÉRAL	109 763	113 285	7 880	5 155	3,21%	-34,58%

BATIMENTS ET INFRASTRUCTURES

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
1 AGEF	14 913	16 039	7,56%	956	1 200	25,56%
2 FODI	331	499	50,84%	30	10	-66,75%
3 LBTP	7 127	7 769	9,01%	470	487	3,64%
4 MGB	212	224	5,58%	146	-38	
5 SGMT	502	551	9,78%	299	95	-68,18%
6 SICOGI	14 508	6 767	-53,36%	1 055	-1 557	
7 SONITRA	886	2 614	195,15%	-470	494	
TOTAL GÉNÉRAL	38 479	34 463	-10,44%	2 487	693	-72,14%

EAU ET ASSAINISSEMENT

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
1 ONAD	538	497	-7,59%	0	0	
2 ONEP	2 247	2 513	11,83%	-93	227	
3 SODECI	87 929	87 983	0,06%	3 291	2 707	-17,74%
TOTAL GÉNÉRAL	90 714	90 993	0,31%	3 198	2 934	-8,26%

ELECTRICITE

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
1 CIE	500 367	589 635	17,84%	8 220	10 780	31,15%
2 CI-ENERGIES	904	837	-7,37%	0	0	
3 CIPREL	39 339	72 408	84,06%	16 539	25 699	55,38%
TOTAL GÉNÉRAL	540 610	662 881	22,62%	24 759	36 479	47,34%

FINANCE

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
BHCI	5 854	6 603	12,80%	70	1 711	2333,31%
BNI	29 053	24 873	-14,39%	3 522	1 877	-46,72%
BRVM	4 259	5 226	22,70%	1 580	1 669	5,62%
CNCE	4 905	2 085	-57,49%	-17 558	-12 359	
DCBR	2 188	2 597	18,69%	950	1 027	8,08%
NSIA-BANQUE	48 143	58 656	21,84%	14 296	17 120	19,76%
SIB	43 700	50 732	16,09%	14 812	17 091	15,39%
VERSUS BANK	5 134	5 569	8,47%	1 454	1 704	17,19%
TOTAL GÉNÉRAL	143 236	156 341	9,15%	19 127	29 840	56,01%

HYDROCARBURES

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
1 GESTOCI	13 329	15 030	12,75%	129	513	297,23%
2 SIFAL	19 457	21 789	11,99%	425	409	-3,69%
3 SIR	1 099 391	827 377	-24,74%	-44 899	- 8 336	
4 VIVO ENERGY-CI	276 369	271 009	-1,94%	3 266	4 389	34,39%
5 PETROCI HOLDING	229 585	202 959	-11,60%	-39 465	5 378	
TOTAL GÉNÉRAL	1 638 131	1 338 163	-18,31%	-80 544	2 353	

MEDIA

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
1 EDIPRESSE	6 383	5 769	-9,62%	44	-209	
2 RTI	10 287	11 035	7,27%	796	314	-60,52%
3 SNPECI	4 716	4 321	-8,36%	-1 935	-2 413	
TOTAL GÉNÉRAL	21 386	21 126	-1,22%	-1 095	-2 308	

MINE

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
1 CML	4 820	3 130	-35,06%	-2 762	-2 091	
2 FOREMI	2 731	3 716	36,05%	-452	-422	
3 LGL	68 528	30 681	-55,23%	-9 106	-28 884	
4 NDCI	167	0	-100,00%	-10 416	74	
5 NHCI	29 707	63 707	114,45%	3 459	21 660	526,16%
6 SMI	57 752	54 411	-5,79%	12 993	10 665	-17,92%
7 SODEMI	191	157	-17,62%	-2 000	-319	
8 TONGON SA	164 954	190 514	15,49%	12 583	23 152	84,00%
9 AGO	125 274	145 294	15,98%	48 189	80 599	67,26%
TOTAL GÉNÉRAL	454 124	491 609	8,25%	52 487	104 434	98,97%

TECHNOLOGIE, TELECOM ET POSTE

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
1 AIGF	8 691	10 406	19,73%	-512	493	
2 ANSUT	19 980	21 088	5,55%	-983	-6 399	
3 OCI	417 653	482 821	15,60%	44 777	48 382	8,05%
4 PCI	5 638	6 326	12,22%	-1 731	-4 027	
5 QUIPUX-AFRIQUE	11 453	11 564	0,97%	639	50	-92,15%
6 SNDI	7 695	8 470	10,08%	416	268	-35,52%
7 VITIB SA	697	810	16,32%	50	754	1420,22%
8 WFCI	29 638	29 405	-0,78%	12 450	13 628	9,46%
TOTAL GÉNÉRAL	501 444	570 890	13,85%	55 105	53 149	-3,55%

TRANSPORT

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
1 ACI	81 558	93 681	14,86%	-8 829	-8 730	
2 AERIA	21 173	23 559	11,27%	2 880	3 828	32,92%
3 AGEROUTE	4 091	4 055	-0,87%	50	35	-29,61%
4 FER	12 326	13 590	10,26%	0	0	
5 OIC	2 921	3 037	3,98%	418	602	44,06%
6 PAA	79 591	80 752	1,46%	11 473	11 804	2,88%
7 PASP	6 851	6 454	-5,80%	255	280	9,73%
8 SIPF	1 334	1 407	5,47%	-241	-21	
9 SITARAIL	34 511	35 033	1,51%	1 154	-551	
10 SOCOPRIM	10 211	11 486	12,49%	39	3 821	9630,18%
11 SODEXAM	6 851	7 565	10,41%	164	258	57,80%
12 SOTRA	23 991	22 348	-6,85%	-335	1 292	
TOTAL GÉNÉRAL	285 408	302 967	6,15%	7 029	12 619	79,53%

ANNEXE 3

CHIFFRE D'AFFAIRES, RESULTAT NET DES SOCIETES EN FONCTION DU SEGMENT

CHAMPIONS NATIONAUX

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
1 ACI	81 558	93 681	14,86%	-8 829	-8 730	
2 BNED	32 646	26 541	-18,70%	2 499	4 953	98,24%
3 BNI	29 053	24 873	-14,39%	3 522	1 877	-46,72%
4 LBTP	7 127	7 769	9,01%	470	487	3,64%
5 SICOI	14 508	6 767	-53,36%	1 055	-1 557	
6 SIR	1 099 391	827 377	-24,74%	-44 899	-8 336	
7 SNDI	7 695	8 470	10,08%	416	268	-35,52%
8 PETROCI HOLDING	229 585	202 959	-11,60%	-39 465	5 378	
TOTAL GÉNÉRAL	1 501 563	1 198 436	-20,19%	-85 231	-5 659	

GESTION PATRIMONIAL

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
1 ADCI	0	27		0	-43	
2 BHCI	5 854	6 603	12,80%	70	1 711	2333,31%
3 BRVM	4 259	5 226	22,70%	1 580	1 669	5,62%
4 CIDT	16 887	16 433	-2,69%	-5 337	-5 746	
5 CI-ENGINEERING	670	635	-5,25%	-841	2 202	
6 CIPREL	39 339	72 408	84,06%	16 539	25 699	55,38%
7 CML	4 820	3 130	-35,06%	-2 762	-2 091	
8 CNCE	4 905	2 085	-57,49%	-17 558	-12 359	
9 DCBR	2 188	2 597	18,69%	950	1 027	8,08%
10 EDIPRESSE	6 383	5 769	-9,62%	44	-209	
11 FOREMI	2 731	3 716	36,05%	-452	-422	
12 GESTOCI	13 329	15 030	12,75%	129	513	297,23%
13 IPS (WA)	2 762	2 442	-11,57%	1 324	1 568	18,45%
14 LGL	68 528	30 681	-55,23%	-9 106	-28 884	
15 MGB	212	224	5,58%	146	-38	
16 NDCI	167	0	-100,00%	-10 416	74	
17 NHCI	29 707	63 707	114,45%	3 459	21 660	526,16%
18 NSIA-BANQUE	48 143	58 656	21,84%	14 296	17 120	19,76%
19 OIC	2 921	3 037	3,98%	418	602	44,06%
20 PALMAFRIQUE	15 832	19 311	21,98%	59	304	414,65%
21 QUIPUX-AFRIQUE	11 453	11 564	0,97%	639	50	-92,15%
22 SGMT	502	551	9,78%	299	95	-68,18%
23 SIB	43 700	50 732	16,09%	14 812	17 091	15,39%
24 SIFAL	19 457	21 789	11,99%	425	409	-3,69%
25 SIVAC	131	231	76,02%	4	3	-30,25%
26 SMI	57 752	54 411	-5,79%	12 993	10 665	-17,92%
27 SODERTOUR-LACS	4 955	4 452	-10,15%	1 536	-177	
28 SONITRA	886	2 614	195,15%	-470	494	
29 SPDC	20 101	19 235	-4,31%	3 052	675	-77,87%
30 ONGON SA	164 954	190 514	15,49%	12 583	23 152	84,00%
31 VERSUS BANK	5 134	5 569	8,47%	1 454	1 704	17,19%
32 VIVO ENERGY-CI	276 369	271 009	-1,94%	3 266	4 389	34,39%
33 WFCI	29 638	29 405	-0,78%	12 450	13 628	9,46%
34 AGO	125 274	145 294	15,98%	48 189	80 599	67,26%
TOTAL GÉNÉRAL	1 029 944	1 119 088	8,66%	103 775	177 137	70,69%

OPERATEURS PUBLICS DE SERVICE PUBLIC

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
1 AGEF	14 913	16 039	7,56%	956	1 200	25,56%
2 PCI	5 638	6 326	12,22%	-1 731	-4 027	
3 RTI	10 287	11 035	7,27%	796	314	-60,52%
4 SNPECI	4 716	4 321	-8,36%	-1 935	-2 413	
TOTAL GÉNÉRAL	35 553	37 723	6,10%	-1 914	-4 925	

OPPORTUNITE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
1 AERIA	21 173	23 559	11,27%	2 880	3 828	32,92%
2 CIE	500 367	589 635	17,84%	8 220	10 780	31,15%
3 LONACI-SEM	50 177	61 253	22,07%	574	821	42,96%
4 OCI	417 653	482 821	15,60%	44 777	48 382	8,05%
5 PAA	79 591	80 752	1,46%	11 473	11 804	2,88%
6 PASP	6 851	6 454	-5,80%	255	280	9,73%
7 SITARAIL	34 511	35 033	1,51%	1 154	-551	
8 SOCOPRIM	10 211	11 486	12,49%	39	3 821	9630,18%
9 SODECI	87 929	87 983	0,06%	3 291	2 707	-17,74%
10 SODEXAM	6 851	7 565	10,41%	164	258	57,80%
11 SOTRA	23 991	22 348	-6,85%	-335	1 292	
TOTAL GÉNÉRAL	1 239 305	1 408 889	13,68%	72 493	83 423	15,08%

STRUCTURES NON COMMERCIALES

SOCIETES	CA 2015	CA 2016	VAR CA. (%)	RN 2015	RN 2016	VAR RN. (%)
1 AGEROUTE	4 091	4 055	-0,87%	50	35	-29,61%
2 AIGF	8 691	10 406	19,73%	-512	493	
3 ANADER	6 369	10 175	59,74%	-2 636	608	
4 ANSUT	19 980	21 088	5,55%	-983	-6 399	
5 CI-ENERGIES	904	837	-7,37%	0	0	
6 CNRA	8 148	8 964	10,01%	-2 203	-2 509	
7 FER	12 326	13 590	10,26%	0	0	
8 FODI	331	499	50,84%	30	10	-66,75%
9 I2T	202	115	-43,01%	-463	-437	
10 INIE	32	48	52,07%	161	33	-79,75%
11 INS-SODE	1 852	1 729	-6,63%	59	-1 107	
12 ONAD	538	497	-7,59%	0	0	
13 ONEP	2 247	2 513	11,83%	-93	227	
14 SIPF	1 334	1 407	5,47%	-241	-21	
15 SODEFOR	5 287	4 516	-14,57%	-51	19	
16 SODEMI	191	157	-17,62%	-2 000	-319	
17 VITIB SA	697	810	16,32%	50	754	1420,22%
TOTAL GÉNÉRAL	73 218	81 407	11,18%	-8 833	-8 614	

ANNEXE 4

SOCIETES AYANT UN RESULTAT NET BENEFICIAIRE EN 2016

SOCIETES	RN 2015	RN 2016	VAR RN.	VAR RN. (%)
1 AGBAOU GOLD OPERATIONS SA	48 189	80 599	32 410	67,26%
2 ORANGE CI	44 777	48 382	3 605	8,05%
3 CIPREL	16 539	25 699	9 159	55,38%
4 TONGON SA	12 583	23 152	10 570	84,00%
5 NHCI	3 459	21 660	18 201	526,16%
6 NSIA BANQUE	14 296	17 120	2 824	19,76%
7 SIB	14 812	17 091	2 279	15,39%
8 WFCI	12 450	13 628	1 178	9,46%
9 PAA	11 473	11 804	330	2,88%
10 CIE	8 220	10 780	2 560	31,15%
11 SMI	12 993	10 665	-2 328	-17,92%
12 PETROCI HOLDING	-39 465	5 378	44 843	
13 BNETD	2 499	4 953	2 455	98,24%
14 VIVO ENERGY-CI	3 266	4 389	1 123	34,39%
15 AERIA	2 880	3 828	948	32,92%
16 SOCOPRIM	39	3 821	3 782	9630,18%
17 SODECI	3 291	2 707	-584	-17,74%
18 CI- ENGINEERING	-841	2 202	3 043	
19 BNI	3 522	1 877	-1 646	-46,72%
20 BHCI	70	1 711	1 641	2333,31%
21 VERSUS BANK	1 454	1 704	250	17,19%
22 BRVM	1 580	1 669	89	5,62%
23 IPS (WA)	1 32	1 568	244	18,45%
24 SOTRA	-335	1 292	1 627	
25 AGEF	956	1 200	244	25,56%
26 DCBR	950	1 027	77	8,08%
27 LONACI-SEM	574	821	247	42,96%
28 VITIB SA	50	754	704	1420,22%
29 SPDC	3 052	675	-2 376	-77,87%
30 ANADER	-2 636	608	3 244	
31 OIC	418	602	184	44,06%
32 GESTOCI	129	513	384	297,23%
33 SONITRA	-470	494	964	
34 AIGF	-512	493	1 004	
35 LBTP	470	487	17	3,64%
36 SIFAL	425	409	-16	-3,69%
37 RTI	796	314	-482	-60,52%
38 PALMAFRIQUE	59	304	245	414,65%
39 PASP	255	280	25	9,73%
40 SNDI	416	268	-148	-35,52%
41 SODEXAM	164	258	95	57,80%
42 ONEP	-93	227	320	
43 SGMT	299	95	-204	-68,18%
44 NDCI	-10 416	74	10 491	
45 QUIPUX-AFRIQUE	639	50	-588	-92,15%
46 AGEROUTE	50	35	-15	-29,61%
47 INIE	161	33	128	-79,75%
48 SODEFOR	-51	19	70	
49 FODI	30	10	-20	-66,75%
50 SIVAC	4	3	-1	-30,25%
TOTAL GÉNÉRAL	174 795	327 735	152 940	87,50%

ANNEXE 5

SOCIETES AYANT UN RESULTAT NET NUL EN 2016

SOCIETES	RN 2015	RN 2016	VAR RN.
1 CI-ENERGIES	0	0	0
2 ONAD	0	0	0
3 FER	0	0	0
TOTAL GÉNÉRAL	0	0	0

ANNEXE 6

SOCIETES AYANT UN RESULTAT NET DEFICITAIRE EN 2016

SOCIETES	RN 2015	RN 2016	VAR RN.
1 SIPF	-241	-21	220
2 MGB	146	-38	-184
3 ADCI	0	-43	-43
4 SODERTOUR-LACS	1 536	-177	-1 713
5 EDIPRESSE	44	-209	-254
6 SODEMI	-2 000	-319	1 681
7 FOREMI	-452	-422	29
8 I2T	-463	-437	26
9 SITARAIL	1 154	-551	-1 705
10 INS-SODE	59	-1 107	-1 166
11 SICOGI	1 055	-1 557	-2 612
12 CML	-2 762	-2 091	671
13 PCI	-1 731	-4 027	-2 296
14 SNPECI	-1 935	-2 413	-478
15 CNRA	-2 203	-2 509	-306
16 CIDT	-5 337	-5 746	-409
17 ANSUT	-983	-6 399	-5 416
18 SIR	-44 899	-8 336	36 562
19 AIR CÔTE D'IVOIRE	-8 829	-8 730	99
20 CNCE	-17 558	-12 359	5 199
21 LGL	-9 106	-28 884	-19 778
TOTAL GÉNÉRAL	-94 505	-86 374	8 130

ANNEXE 7

SOCIÉTÉS AYANT BÉNÉFICIE DE SUBVENTION EN 2016

	SE* 2015	SE* 2016	SI** 2015	SI** 2016	ST*** 2015	ST*** 2016
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	11 956	12 227	114	229	12 070	12 456
ANADER	7 300	8 200	78	0	7 378	8 200
CNRA	1 656	1 728	0	0	1 656	1 728
I2T	1 189	880	1	229	1 190	1 109
SIVAC	232	211	35	0	267	211
SODEFOR	1 579	1 208	0	0	1 579	1 208
AUTRES SERVICES	9 609	5 024	3 467	744	13 076	5 769
ADCI	0	175	0	0	0	175
BNETD	1 740	1 740	0	36	1 740	1 776
INIE	791	791	2 000	558	2 791	1 349
INS-SODE	1 647	2 054	3	16	1 650	2 070
SODERTOUR-LACS	5 432	265	1 463	134	6 895	399
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	11 956	12 227	114	229	12 070	12 456
ONAD	934	1 046	536	649	1 470	1 694
ONEP	1 840	1 773	187	19	2 027	1 792
ELECTRICITÉ	13 284	17 870	0	0	13 284	17 870
CI-ENERGIES	13 284	17 870	0	0	13 284	17 870
HYDROCARBURES	8	1 147	6 090	3 756	6 097	4 903
GESTOCI	0	0	6 090	3 756	6 090	3 756
VIVO ENERGY-CI	8	1 147	0	0	8	1 147
MÉDIA	7 461	8 036	80	67	7 540	8 103
RTI	7 363	7 886	0	0	7 363	7 886
SNPECI	97	150	80	67	177	218
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE	4 107	2 518	1 202	0	5 309	2 518
PCI	3 507	1 918	1 202	0	4 709	1 918
VITIB SA	600	600	0	0	600	600
TRANSPORT	186 522	102 955	3 914	9 329	190 437	112 284
AGEROUTE	336	354	79	42	415	396
AIR CÔTE D'IVOIRE	2 000	2 000	0	0	2 000	2 000
FER	155 380	72 263	301	195	155 680	72 458
PASP	0	0	300	1 120	300	1 120
SITARAIL	663	662	0	0	663	662
SOCOPRIM	17 093	17 680	0	0	17 093	17 680
SODEXAM	1 620	1 995	3 235	7 915	4 854	9 910
SOTRA	9 431	8 000	0	58	9 431	8 058
TOTAL GÉNÉRAL	235 723	152 596	15 589	14 793	251 311	167 389

ANNEXE 8

SOCIETES AYANT DISTRIBUE DES DIVIDENDES EN 2016

SOCIETES	PART ÉTAT	RN 2015	DIVIDENDE NET D'IVRM 2015	TAUX DE DISTRIBU- TION 2015 (%)	RN 2016	DIVIDENDE NET D'IVRM 2016	TAUX DE DISTRIBU- TION 2016 (%)
1 TONGON SA	10%	12 583	1 070	-91,50%	23 152	5 104	-77,95%
2 PETROCI HOLDING	100%	-39 465	0	-100,00%	5 378	2 550	-52,58%
3 CIPREL	15%	16 539	1 213	-92,67%	25 699	1 750	-93,19%
4 AGBAOU GOLD OPERATIONS SA	15%	48 189	510	-98,94%	80 599	1 700	-97,89%
5 CIE	15%	8 220	1 109	-86,51%	10 780	1 455	-86,50%
6 ORANGE CI	15%	44 777	2 218	-95,05%	48 382	1 278	-97,36%
7 WFCI	8%	12 450	847	-93,20%	3 628	927	-93,20%
8 NSIA BANQUE	10%	14 296	775	-94,58%	17 120	765	-95,53%
9 SOCOPRIM	25%	39	0	-100,00%	3 821	642	-83,21%
10 SIB	5%	14 812	856	-94,22%	17 091	428	-97,50%
11 LONACI-SEM	80%	574	211	-63,26%	821	340	-58,59%
12 IPS (WA)	15%	1 324	132	-90,03%	1 568	161	-89,74%
13 SODECI	3%	3 291	95	-97,12%	2 707	79	-97,08%
14 AERIA	10%	2 880	72	-97,49%	3 828	34	-99,11%
15 BRVM	2%	1 580	22	-98,58%	1 669	25	-98,49%
16 DCBR	2%	950	14	-98,53%	1 027	15	-98,50%
17 SMI	40%	12 993	170	-98,69%	10 665	0	-100,00%
TOTAL GÉNÉRAL	22%	156 032	9 313	-94,03%	267 936	17 252	-93,56%

ANNEXE 9

REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITES

SECTEUR	CA 2016	RATIO 2016* (%)	CA 2015	RATIO 2015* (%)	VAR. CA	VAR. CA (%)
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	62 823	1,63%	56 288	1,45%	6 535	11,61%
AUTRES SERVICES	113 285	2,95%	109 763	2,83%	3 522	3,21%
BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES	34 463	0,90%	38 479	0,99%	-4 015	-10,44%
EAU ET ASSAINISSEMENT	90 993	2,37%	90 714	2,34%	279	0,31%
ELECTRICITÉ	662 881	17,24%	540 610	13,93%	122 271	22,62%
FINANCE	156 341	4,07%	143 236	3,69%	13 104	9,15%
HYDROCARBURES	1 338 163	34,80%	1 638 131	42,22%	-299 968	-18,31%
MÉDIA	21 126	0,55%	21 386	0,55%	-260	-1,22%
MINE	491 609	12,78%	454 124	11,71%	37 485	8,25%
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE	570 890	14,85%	501 444	12,93%	69 446	13,85%
TRANSPORT	302 967	7,88%	285 408	7,36%	17 560	6,15%
TOTAL GÉNÉRAL	3 845 542	100,00%	3 879 584	100,00%	-34 042	-0,88%

*Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

ANNEXE 10

REPARTITION DU RESULTAT NET PAR SECTEUR D'ACTIVITES

SECTEUR	RÉSULTATS NETS 2016	RATIO 2016* (%)	RÉSULTATS NETS 015	RATIO 2015* (%)	VAR. 2015-2016	VAR. 2015-2016 (%)
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	6-3 988	-12,63%	-10 144	-1,65%	6 156	
AUTRES SERVICES	5 155	9,81%	7 880	2,14%	-2 725	-34,58%
BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES	693	3,10%	2 487	0,29%	-1 794	-72,14%
EAU ET ASSAINISSEMENT	2 934	3,98%	3 198	1,22%	-264	-8,26%
ELECTRICITÉ	36 479	30,84%	24 759	15,11%	11 720	47,34%
FINANCE	29 840	23,82%	19 127	12,36%	10 713	56,01%
HYDROCARBURES	2 353	-100,32%	-80 544	0,98%	82 897	
MÉDIA	-2 308	-1,36%	-1 095	-0,96%	-1 213	
MINE	104 434	65,37%	52 487	43,27%	51 947	98,97%
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE	53 149	68,63%	55 105	22,02%	-1 957	-3,55%
TRANSPORT	12 619	8,75%	7 029	5,23%	5 590	79,53%
TOTAL GÉNÉRAL	241 361	100,00%	80 290	100,00%	161 071	200,61%

*Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

ANNEXE 11

REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SEGMENT

SEGMENT	CA 2016	RATIO 2016* (%)	CA 2015	RATIO 2015* (%)	VAR. CA	VAR. CA (%)
CHAMPIONS NATIONAUX						
GESTION PATRIMONIALE	1 119 088	29,10%	1 029 944	26,55%	89 144	8,66%
OPÉRATEURS PUBLICS DE SERVICE PUBLIC	37 723	0,98%	35 553	0,92%	2 169	6,10%
OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	1 408 889	36,64%	1 239 305	31,94%	169 583	13,68%
STRUCTURES NON COMMERCIALES	81 407	2,12%	73 218	1,89%	8 189	11,18%
TOTAL GÉNÉRAL	3 845 542	100,00%	3 879 584	100,00%	-34 042	-0,88%

*Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

ANNEXE 12

REPARTITION DU RESULTAT NET PAR SEGMENT

SEGMENT	RÉSULTATS NETS 2016	RATIO 2016* (%)	RÉSULTATS NETS 015	RATIO 2015* (%)	VAR. 2015-2016	VAR. 2015-2016 (%)
CHAMPIONS NATIONAUX	-5 659	-106,15%	-85 231	-2,34%	79 571	
GESTION PATRIMONIALE	177 137	129,25%	103 775	73,39%	73 362	70,69%
OPÉRATEURS PUBLICS DE SERVICE PUBLIC	-4 925	-2,38%	-1 914	-2,04%	-3 012	15,08%
OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	83 423	90,29%	72 493	34,56%	10 930	
STRUCTURES NON COMMERCIALES	-8 614	-11,00%	-8 833	-3,57%	218	
TOTAL GÉNÉRAL	241 361	100,00%	80 290	100,00%	161 071	200,61%

*Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

ANNEXE 13

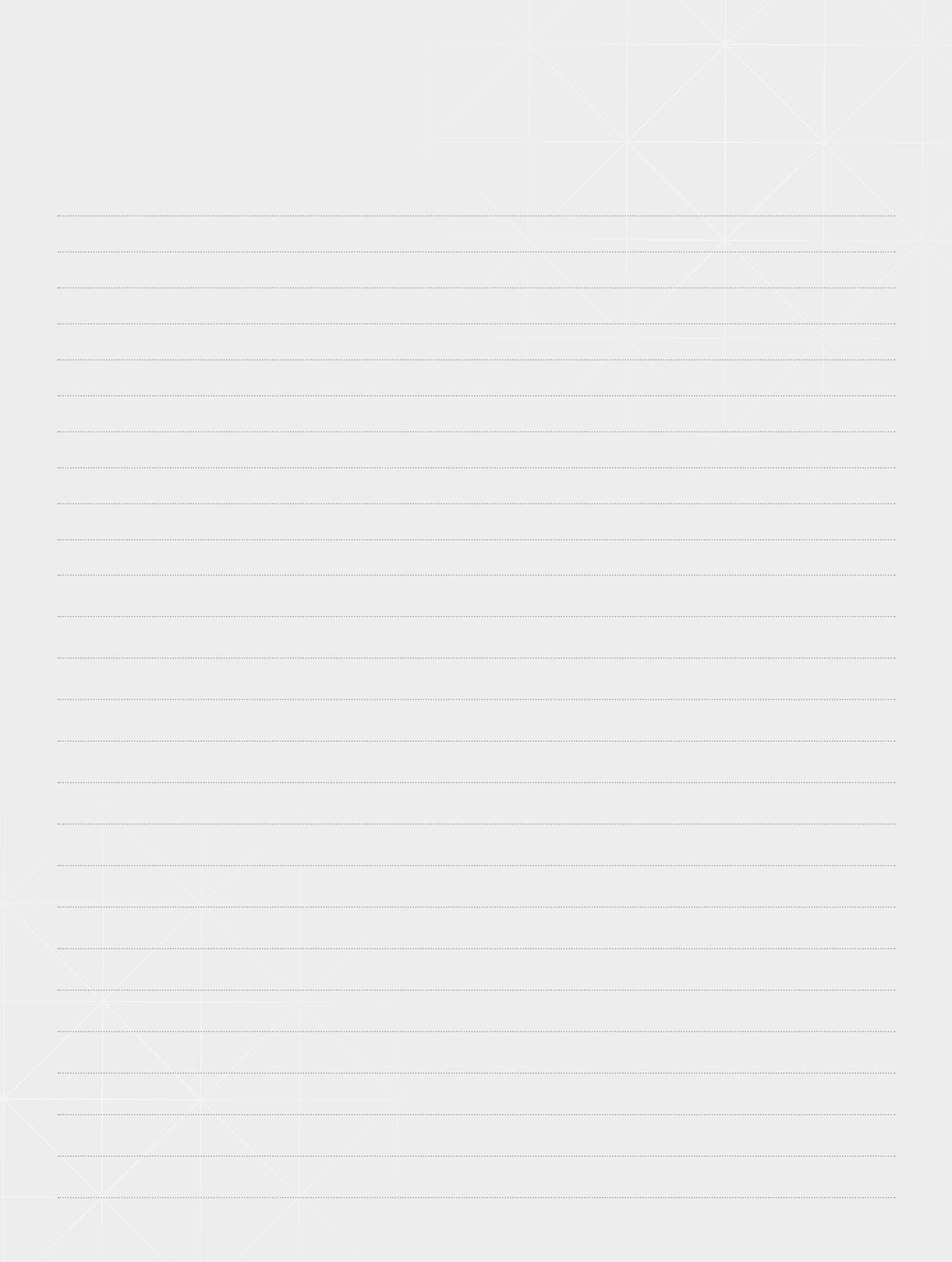
ACTIVITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (CA)

SOCIÉTÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS CA 2014	TAUX DE PARTICIPATION CA 2014	NOMBRE DE RÉUNION CA 2015	TAUX DE PARTICIPATION CA 2015	NOMBRE DE RÉUNIONS CA 2016	TAUX DE PARTICIPATION CA 2016
1 VERSUS BANK	4	80,7%	4	87,5%	4	87,5%
2 SODEXAM	5	100,00%	4	77,14%	5	85,4%
3 LBTP	4	83,50%	5	70%	5	78,2%
4 PASP	4	94,00%	7	78%	6	80,0%
5 AGEROUTE	5	88,00%	8	84,00%	6	91,5%
6 CI ENERGIES	7	95%	6	81%	7	98,0%
7 SIPF	6	90%	6	90%	6	93,0%
8 FER	4	100%	6	100%	6	100,0%
9 BNI	9	83%	8	93%	6	90,0%
10 SODEFOR	4	81%	6	99%	6	97,0%
11 ANARE	6	96,67%	5	92%	5	86,6%
12 SNDI	6	94%	6	94%	6	90,0%
13 ONAD	3	76%	4	93%	6	77,4%
14 SODEMI	4	86%	7	92%	5	100,0%
15 BNETD	6	84%	7	79%	6	83,3%
16 I2T	6	100%	6	100%	6	100,0%
17 CIDT	4	89%	3	76%	3	71,4%
18 RTI	6	100%	6	90%	7	84,0%
19 INIE	3	88%	7	83%	6	100,0%
20 ONEP	6	100%	7	68%	8	75,0%
21 SPDC	7	98%	6	90%	6	95,8%
22 ACI	8	83%	8	83%	8	83,0%
23 CML	2	81,25%	3	87,50%	3	87,5%
24 AGEF	3	62,5%	6	57%	6	66,3%
25 SGMT	2	82%	3	100%	3	92,0%
26 FODI			7	83,33%	5	76,3%
27 LONACI	6	67,00%	5	82,00%	8	73,8%
28 SOTRA	3	94,00%	3	91,00%	3	82,0%
29 PAA	4	72,00%	3	88,89%	5	86,0%
30 PETROCI	6	83,00%	9	86,80%	7	78,0%
31 AIGF	5	93,00%	9	85,00%	7	89,2%
32 INS	5	74,74%	6	83,30%	8	100,0%
33 BHCI	3	81,00%	6	78,00%	5	92,0%
34 SNPECI	5	89,00%	8	86,00%	4	100,0%
35 CNCE (*)		93,75%	2	31,25%		
36 ANSUT	5	87,14%	5	92,50%	7	96,4%
37 SONITRA	2	77,77%	1	100,00%	2	95,0%
38 CI-ENGINEERING	5	89,00%	3	86,00%		
39 PCI	6	97,50%	8	83,00%	9	89,0%
40 SODERTOUR LACS	4	81,00%	6	86,00%		
41 SICOGI						
TOTAL	183	87,1%	225	84,7%	211	90,3%

ANNEXE 14

ACTIVITÉS DES COMITÉS D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES

SOCIÉTÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS CA 2014	TAUX DE PARTICIPATION CA 2014	NOMBRE DE RÉUNION CA 2015	TAUX DE PARTICIPATION CA 2016
1 VERSUS BANK	6	84%	5	100%
2 SODEXAM	0	0,00%	6	94%
3 LBTP	2	75%	1	50%
4 PASP	3	100%	4	94%
5 AGEROUTE	4	100,00%	6	94%
6 CI ENERGIES	2	67%	4	100%
7 SIPF	4	100%	6	100%
8 FER	5	100%	6	100%
9 BNI	6	83%	5	90%
10 SODEFOR	4	100%	6	100%
11 ANARE	2	90%	5	85%
12 SNDI	0	0%	1	100%
13 ONAD	0	0%	3	100%
14 SODEMI	2	100%	3	100%
15 BNETD	2	75%	3	75%
16 I2T	0	0%	3	100%
17 CIDT	2	88%	3	91,6%
18 RTI	3	100%	0	0%
19 INIE	4	100%	3	100%
20 ONEP	1	100%	0	0%
21 SPDC	3	100%	4	94%
22 ACI	1	66%	1	66%
23 CML	0	0,00%	2	75%
24 AGEF	7	100%	3	91,6%
25 SGMT	0	0%	1	100%
26 FODI	0	0%	1	75%
27 LONACI	3	66,67%	3	83,3%
28 SOTRA	0	0,00%	2	100%
29 PAA	0	0,00%	2	87,5%
30 PETROCI	0	0,00%	3	100%
31 AIGF	1	100,00%	2	75%
32 INS	0	0,00%	4	100%
33 BHCI	4	91,75%	2	83%
34 SNPECI	0	0,00%	0	0%
35 CNCE	0	0,00%	0	0%
36 ANSUT	1	75,00%	4	91,7%
37 SONITRA	0	0,00%	0	0%
38 CI-ENGINEERING	0	0,00%		
39 PCI	0	0,00%	0	0%
40 SODERTOOUR LACS	3	100,00%		
TOTAL	75	90,03%	107	90,50%





**DIRECTION GÉNÉRALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT**
1^{er} Etage, Immeuble Le III, Boulevard Roume
Plateau, Abidjan - Côte d'Ivoire
Tél. : + 225 20 22 32 34